

# Supplément : LIBER Le Monde



DERNIÈRE ÉDITION

15, rue Valguier, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14110 - 5 F

SAMEDI 9 JUIN 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

## « Vaches folles » Europe sage...

EN parvenant le 7 juin à un accord de principe pour lutter ensemble contre la maladie dite de la « vache folle » qui menace le cheptel bovin britannique, les ministres de l'agriculture des Douze ont évité de justesse un dangereux éclatement de l'Europe verte.

Un véritable climat de suspicion et d'hostilité s'était installé des deux côtés de la Manche, après que la France, mais aussi l'Italie et la RFA eurent décliné la semaine dernière un embargo sur la viande de bœuf britannique. Londres, soutenant que ses produits carnés étaient « parfaitement sains », menaçait de s'en prendre aux fromages français.

Troublée par cette vive polémique, l'Union soviétique, l'Australie et la Turquie avaient à leur tour fermé leurs frontières à la viande britannique. Et l'on disait même, ici et là, que Washington pourrait profiter de la zizanie européenne pour retourner à son profit la bataille sur les hormones qui l'oppose à la CEE depuis 1988.

CONSCIENTS d'être allés trop loin, les Douze ont fait machine arrière. Les Anglais ont tiré les premiers en acceptant un renforcement des mesures destinées à enrayer l'extension de la maladie. En contrepartie, l'embargo sur leur viande a été temporairement pris fin. Après les invectives, le râteau d'olivier : pour montrer ses bonnes dispositions, le ministre de l'Agriculture français, M. Henri Nallet, a cru bon d'inviter ses partenaires à accorder une aide exceptionnelle aux éleveurs britanniques. Il n'a pas été suivi.

Si le risque de conflit grave et durable semble écarté, l'épisode de la « vache folle » laissera des traces à moins de trois ans de l'ouverture du grand marché unique. Après trente ans d'existence, la politique agricole commune ne parvient toujours pas à s'affirmer. Son histoire est semée d'incertitudes, querelles sur les montants compensatoires monétaires, sur les quotas laitiers, sur les divergences réglées, faute d'entente amiable, devant la Cour de justice de Luxembourg, sur la bonne recette de la bière, ou sur le meilleur bœuf pour la fabrication des pâtes.

ALLEMANDS et Italiens ont montré en ces dernières occasions un sens aigu des intérêts de leurs producteurs, comme la France l'a fait pour ses éleveurs dans l'affaire de la « vache folle ». Certes, M. Nallet s'est fondé sur la santé du consommateur pour justifier des mesures unilatérales, illégales dans la CEE. Mais aucun compte n'a été tenu de l'avis du comité vétérinaire des Douze, qui, pourtant, jugeait sans danger pour les êtres humains la consommation de viande britannique.

Alors que la marche unique suppose obligatoirement une harmonisation des réglementations quarante-neuf directives (sur cent trente-neuf) restent à adopter dans le domaine vétérinaire. Les règlements sanitaires, qui divergent d'un pays à l'autre, cachent souvent des préoccupations protectionnistes. Premier secteur à s'organiser dans l'Europe de 1957, l'agriculture pourrait être le dernier à rejoindre celle de 1993.

Lire nos Informations page 21 - section C

M 0147 - 609 0 - 5,00 F



## Les réunions de l'OTAN et du pacte de Varsovie

# L'alliance militaire des pays de l'Est est en voie de dissolution

Les dirigeants du pacte de Varsovie, réunis jeudi 7 juin à Moscou, ont officiellement engagé une réforme qui aboutira en fait à la dissolution du pacte en tant qu'organisation militaire. Une commission a été chargée de présenter vers la fin de l'année un rapport sur sa transformation en un traité liant sur une

base démocratique des Etats souverains et égaux en droits. Le même jour, les ministres des affaires étrangères de l'OTAN exprimaient le désir de répondre positivement à certaines préoccupations de l'URSS, afin de faciliter l'acceptation par Moscou de l'intégration de l'Allemagne unie dans l'OTAN.

La volonté de trouver un terrain d'entente pour régler la controverse opposant Moscou aux Occidentaux à propos du statut militaire de la future Allemagne unie est clairement apparue lors de deux réunions qui ont rassemblé jeudi 7 juin à Moscou les chefs d'Etat et de gouvernement du pacte de Varsovie, et à Turnberry, en Ecosse les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'OTAN.

Certes à première vue le différend reste entier puisque, au moment où les Occidentaux réaffirmaient leur volonté de voir l'unification allemande se faire dans le cadre de l'OTAN,

M. Gorbatchev, à Moscou, réitérait son opposition à une telle perspective. Au-delà de la question du statut militaire de l'Allemagne, Moscou reste fort loin des idées occidentales sur l'avenir de l'OTAN.

Mais, outre que le ton n'était à la polémique ni en Ecosse ni à Moscou, il apparaît de plus en plus clairement que l'opposition soviétique à une intégration de toute l'Allemagne dans l'Alliance atlantique pourrait progressivement céder, dès lors que cette Alliance n'apparaîtrait plus comme une menace pour l'URSS et qu'un renforcement du processus pan-européen de la CSCE

(Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) fournirait à Moscou certaines garanties au moment où s'effondre le pacte de Varsovie.

En décidant jeudi de « réévaluer les fonctions » du Pacte de Varsovie dans le but d'en faire une « organisation démocratique », les dirigeants réunis à Moscou ont en fait officiellement engagé le processus de dissolution du pacte en tant qu'organisation militaire. Cette opération, précisée, devra être achevée « avant la fin de l'année » et ils ajoutent que dans le même temps un accord de désarmement conventionnel devra avoir été signé à Vienne.

C. T.

Lire page 3  
La suite et les articles de BERNARD GUETTA et PHILIPPE LEMAITRE

## Les affrontements en Kirghizie

Soixante-dix-huit morts, plus de trois cents blessés

page 4

## Les habits neufs des communistes bulgares

Rebaptisé Parti socialiste, l'ancien PC paraît bien placé à la veille des élections - libres - du 10 juin

SOFIA

de notre envoyée spéciale

C'est le seul parti communiste nouvelle manière d'Europe centrale à oser encore faire figurer la faucille et le marteau sur les milliers de petits drapeaux rouges qu'il distribue dans ses meetings électoraux. Du moins était-ce le cas il y a une semaine : épuisement des vieux stocks ou décision politique, nul ne sait très bien, mais ces petits drapeaux-là ne faisaient plus partie, jeudi 7 juin, de la dotation du manifestant de base pour le dernier grand rassemblement du Parti socialiste bulgare (PSB)

avant le premier tour, dimanche 10 juin, des premières élections libres depuis 1944.

Qu'on ne s'y trompe pas cependant. Beaucoup de choses changent en Bulgarie : le nom du Parti communiste (rebaptisé « socialiste » en avril), la majorité de son équipe dirigeante et ses règles de fonctionnement interne (le centralisme démocratique a été, comme ailleurs, jeté aux oubliettes), mais rien ne ressemble plus à l'ancien PCB que le nouveau PSB. Les Bulgares, d'ailleurs, continuent à dire « les communistes », et en province il suffit de demander « la maison du parti » pour que l'on vous

indique sans hésiter l'imposant bâtiment d'où régnait, incontesté, le comité local du PC depuis 1944 et où siège désormais le PSB.

Ne s'étant pas dissous, comme le PC hongrois ou le PC polonais, le PSB conserve les neuf cent mille membres du PCB : pas de campagne de désadhésion, généralement source de désagréables surprises, pas de réévaluation du passé non plus, lointain ou récent.

SYLVIE KAUFFMANN  
Lire la suite page 4

## LE PETIT MOURRE. DICTIONNAIRE DE L'HISTOIRE



DE LA PRÉHISTOIRE  
À LA RÉVOLUTION ROUMAINE

Bordas

## POINT DE VUE

# Les comptes de la politique

par Roger Fauroux

Ce n'est pas seulement le gouvernement qui perd quelques points dans les sondages, mais bien la classe politique toute entière qui perd pied. A quoi bon un thermomètre pour mesurer cette glissade quand le patient n'a pas de fièvre. Les citoyens, dans leur majorité, ne sont ni pour ni contre, ils ne descendent pas dans la rue pour acclamer ou huier tel ou tel, simplement ils se moquent de la politique dans tous les sens du terme, c'est-à-dire qu'ils s'en fichent et qu'ils s'en gaussent et préfèrent vaquer à leurs affaires. Ils ne s'en occupent pas mal d'ailleurs, car la France, depuis quinze ans, ne s'est jamais aussi bien portée. Pendant que l'économie française se refait à toute vitesse une santé, la chose publique en France - traduction littérale, hélas ! la République française - paraît atteinte de langueur.

Avant moi-même pris, il y a juste quatre ans, le chemin inverse de mes concitoyens et quitté l'industrie pour le service de l'Etat, je voudrais maintenant rendre des comptes et d'abord à mon propre usage faire mes comptes.

Et d'abord les hommes politiques, ministres, parlementaires, élus de tout rang et de toute tendance, comment apparaissent-ils à des yeux neuf ? Ils apparaissent, oh surprise, intelligents, compétents, travailleurs, raisonnablement désintéressés, dévoués au bien public, ni plus ni moins que leurs concitoyens et même, sur ce dernier point, bien davantage car les satisfactions qu'ils retirent du pouvoir ou de ses à-côtés leur sont chichement mesurées par rapport aux servitudes qu'il impose : combien parmi leurs contempteurs accepteraient ce contrat à durée indéterminée, inconnu du droit social ordinaire, qui leur permet d'être rayés périodiquement des contrôles par

décision non motivée des électeurs ?

Du reste, à l'instar des curés et des francs-maçons naguère, s'ils sont souvent honnis en bloc, ils sont très généralement estimés en détail : voyez les députés-maires qui, sitôt descendus de l'express de Paris, retrouvent incontinent l'estime et les sollicitations de leurs administrés, les mêmes qui ricanaient le mercredi précédent en les voyant tous ensemble s'interpeller dans l'hémicycle.

Le malheur, en effet, est que les hommes politiques semblent avoir perdu sinon leur moral, du moins leurs balises, c'est-à-dire les réponses spontanées que chacun, qu'il soit député, médecin ou chef d'entreprise, donne à ces questions élémentaires : qui suis-je ? qui je sers ? à quoi je sers ?

Lire la suite page 2

► M. Roger Fauroux est ministre de l'Industrie.

## La levée de l'état d'urgence en Afrique du Sud



Lire l'article de notre correspondant FRÉDÉRIC FRITSCHER page 6

## Plaies d'Afrique (IX)

Rencontre avec un dirigeant du troisième type

page 5

## L'affaire de Carpentras

Le procureur général de Nîmes réaffirme le caractère « antisémite » des profanations

page 9 - section B

## Négociations sur les bas salaires

Le gouvernement fait pression sur le patronat

page 21 - section C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 28 - section C

## Universités nouvelles pour villes nouvelles

Le nouveau paysage universitaire de la région parisienne prend forme peu à peu. Tandis que les établissements du centre de la capitale sont restructurés en une « nouvelle Sorbonne », sur le site de Tolbiac, la création de quatre universités dans les villes nouvelles (Cergy-Pontoise, Saint-Quentin-en-Yvelines, Versailles, Evry) s'accélère, avec la nomination des responsables de chacune de ces opérations.

Ce vaste redéploiement - qui portera à dix-sept le nombre des

universités de l'Ile-de-France - répond à une double nécessité : accueillir le flot croissant des étudiants, provoqué par l'augmentation programmée du nombre des bacheliers, et renforcer le potentiel scientifique de la capitale parisienne dans la compétition internationale. Mais ce projet a aussi une autre ambition : insérer plus étroitement l'Université dans son environnement économique.

Lire l'article de GÉRARD COURTOIS page 10 - section B

## SANS VISA

Morand, Bucarest et nous  
pages 13 à 16 - section C

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Angleterre-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 12 KRO ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p. ; Hongrie, 180 HUF ; Italie, 2.000 L. ; Luxembourg, 33 FR. ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL. ; Portugal, 180 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KSE ; Suisse, 1,70 FR. ; USA, 90¢ ; USA (ext.), 2 \$.



## DÉBATS

### Racisme Une loi liberticide

par Jean-Yves Le Gallou

CHACQUE fois que des tentatives ont été faites de réglementer plus sévèrement l'immigration, le lobby « antiraciste » s'est mobilisé pour rendre cela impossible. Durant la présidence Giscard d'Estaing, même Lionel Stoléru, alors ministre en charge du problème, en fut victime. Le lobby antiraciste est d'autant plus fort qu'il dispose d'un bras judiciaire : la loi de 1972 limitant la liberté d'expression et la liberté de la presse au nom de la lutte contre le « racisme ».

Certains s'étonnent, ou feignent de s'étonner, que la question de l'immigration ait brusquement surgi sur la scène politique à l'occasion des élections municipales de 1983 et européennes de 1984. Il y a à cela des raisons. Le sujet était tabou. Interdit. Dès 1973, le premier journaliste à en avoir parlé, Gabriel Domenech, éditeur de la *Méditerranée*, fut condamné par les tribunaux pour avoir dénoncé les risques de l'immigration-invasion des Bouches-du-Rhône. Ses confrères se le tinrent pour dit. L'immigration disparut des colonnes des journaux... sans disparaître pour autant des réalités quotidiennes des Français. Le problème chemine et s'aggrave. Si nous en sommes arrivés là, c'est notamment à cause de la loi de 1972, loi obscurantiste. C'est ainsi que l'antiracisme a fait le lit de l'immigration qui, elle-même, risque de faire un jour le lit du « racisme ». L'enfer, dit-on, est pavé de bonnes intentions.

#### Discriminations légitimes

Loi obscurantiste, la loi de 1972 est aussi une loi attentatoire aux libertés. Elle interdit en effet toute discrimination « à raison de l'origine d'une personne, de son sexe, de ses mœurs, de sa situation de famille ou de son appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée ». C'est oublier qu'il peut y avoir des discriminations légitimes. Prenons quelques exemples.

Ne vaut-il pas mieux, pour une entreprise qui travaille dans un secteur sensible de la défense nationale, embaucher des Français que des étrangers venant de cas échouant de pays susceptibles d'être en conflit avec la France ?

Lors du choix de quelqu'un pour garder ses enfants, est-il interdit de préférer une jeune fille au pair à un jeune homme au pair... voire l'inverse ? C'est l'affaire de choix personnel et on voit mal ce que les juges ont à voir là-dessus.

On me dira que je prends un exemple extrême. En voici un autre. Il y a quelques années, les péagistes d'autoroute se représentaient également entre hommes et femmes. Les sociétés d'auto-

routes ont estimé, à tort ou à raison, que les femmes étaient dans l'ensemble plus performantes. Vérifiez combien on trouve aujourd'hui de péagistes-hommes ! Faut-il pour autant déférer devant les tribunaux les patrons de sociétés d'autoroutes... généralement nommés à la par les gouvernements socialistes successifs ?

Dans la lutte contre la discrimination, le père Ubu manifeste souvent sa présence. C'est ainsi que pour recruter un peu moins de femmes et davantage d'hommes dans la police, sans encourir les foudres de la loi, le ministre de l'Intérieur a modifié les critères de taille.

Vaut-on d'autres exemples ? Il peut être légitime de faire éléver ses enfants ou de choisir pour garder un vieux parent quelqu'un de sa religion. Ve-t-on interdire pour cela aux familles juives de choisir des juifs, aux familles catholiques de choisir des catholiques, aux familles protestantes de choisir des protestants ? Il s'est pourtant trouvé un tribunal à Montpellier pour condamner une vieille dame catholique qui avait passé une petite annonce pour recruter une dame de compagnie, elle aussi catholique. Je ne sais pas si la lutte contre le « racisme » y a gagné. Je suis sûr en revanche que la liberté y a perdu.

Reste, j'en conviens, l'ethnie ou la race où la discrimination peut paraître plus difficile à légitimer. Qu'il me soit simplement permis de rappeler que, semaine après semaine, un grand hebdomadaire qui n'a pas la réputation d'être tendre avec Jean-Marie Le Pen publie des petites annonces « sentimentales » où la race du partenaire recherché est parfois précisée... sans que cela suscite jamais des poursuites judiciaires.

Et c'est là un autre aspect pervers de la loi de 1972. Appliquée au pied de la lettre, celle-ci pourrait déboucher sur des dizaines de milliers de plaintes qui embouteilleraient les tribunaux. Comme ce n'est pas possible, on tombe dans l'arbitraire le plus total. On ne poursuit plus selon l'écrit ou l'acte, mais selon son auteur. Est poursuivi celui qui déplaît au pouvoir : aujourd'hui Jean-Marie Le Pen et le Front national. Demain, qui ?

La loi de 1972 doit être abolie. Non seulement parce qu'elle est anticonstitutionnelle, mais aussi parce qu'elle est antilibérale. Ici, loin de s'opposer, les défenseurs de l'identité nationale et des libertés individuelles doivent s'unir.

► Jean-Yves Le Gallou est président du groupe Front national au conseil régional d'Ile-de-France.

### Les comptes de la politique

Suite de la première page

Il est à cet égard fascinant pour un Huron de participer, les premières fois, à l'une de ces réunions politiques où se préparent entre initiés les plates-formes électorales et où sont censées s'élaborer les grandes stratégies des partis : on se compte, on se rallie à tel camp ou tel clan, on prend ses distances par rapport à tel autre, on prépare des « coups », on fixe des calendriers, et si quelque'un s'avise en fin de séance de réclamer un programme, il est promptement renvoyé à la pièce. C'est-à-dire aux experts qui eux-mêmes, avant d'écrire des phrases, demanderont aux publicistes des images, des slogans et des mots, lesquels sont supposés tirer après eux des idées.

Il ne reste plus aux « politiques » qu'à assaisonner tout cela d'une référence à la drogue, à Le Pen, au sida, toutes petites d'ailleurs bien réelles mais qui ne suffisent pas à fonder une pensée politique. Le profane a parfois l'impression que ces hommes généraux ont oublié après tant d'années de combat pour quelles raisons ils avaient commencé à se battre.

On s'étonne après cela qu'ils apparaissent parfois à leurs concitoyens, eux-mêmes si pratiques, si concrets, si bien dans leur peau de techniciens, comme des désemparés, soucieux certes du bien public, mais prisonniers de leurs allégeances, compétents dans leur domaine mais sans vrai métier, séparés en apparence par les civiques politiques, mais réunis en fait par leur dure condition de soldat de fortune, ce qui est plus noble que goliard, mais revient bien au même.

#### La triple mission de l'Etat

Il faudrait pourtant rappeler aux hommes politiques qu'avant d'être des militants, nécessairement soumis aux disciplines de la tribu, ils sont d'abord des citoyens, comme ceux qui les ont mandatés et beaucoup plus encore, puisque par décision expresse ils ont choisi le service de la cité. Nous souffrons visiblement dans ce pays d'un déficit de citoyenneté : c'est la rançon évidente d'une conjonction politique qui allie miraculeusement depuis plus d'un quart de siècle la stabilité intérieure, la paix étrangère et globalement la prospérité générale. Les miracles peuvent durer, bien que ce ne soit pas dans leur nature : essayons du moins de pérenniser celui-ci en ce qui nous touche le plus près, c'est-à-dire notre République.

La France n'est certes pas née avec la République, mais il est vrai que depuis deux cents ans l'Etat

républicain et la nation française ont grandi ensemble et qu'aux grandes « époques », comme disait Péguy, être citoyen, c'était servir tout ensemble la France et la République, c'est-à-dire plus prosaïquement la société et l'Etat.

Le retrait actuel de l'Etat, sa modestie voulue, la discrétion dont il veut entourer son action, tout cela n'est pas pour rien dans l'extinction du politique. D'où vient cette auto-effacement ? Pour une bonne part, bien sûr, de l'utopie libérale, qui limite les moyens de l'Etat et lui interdit de réguler, autrement qu'à la marge, le fleuve tranquille de l'économie. Et pourtant, ce n'est pas parce que, ici ou là, les politiques publiques ont été appliquées par des médecins de Molère que la médecine est un art dangereux et que le plus sûr serait de « laisser faire la nature ».

Ce n'est pas parce que le marché est à l'évidence un meilleur régulateur des ressources et des prix que le Gaspian qu'il faille lui confier le soin exclusif d'assurer le bien public et laisser l'Etat se dissoudre dans cette soupe. Ce n'est pas être dirigiste qu'affirmer que l'Etat conserve au service de la nation la triple et irremplaçable mission de fixer les normes — pas les valeurs, grands dieux, ni le sens de l'Histoire — de porter, face à des entreprises à vues nécessairement courtes, les projets à long terme qui structurent l'identité d'une nation, et enfin de réduire inlassablement les inégalités entre les personnes et les territoires que le marché, aveuglément mais inlassablement, lui aussi, ne cesse de creuser. Pourquoi les citoyens s'intéresseraient-ils à un Etat qui paraît le plus croire en lui-même ?

Et comment ses serviteurs, politiques ou fonctionnaires, n'éprouveraient-ils pas des doutes sur la valeur de leur engagement, alors que l'idée même de l'Etat est mise en cause à la fois par des idéologies naïves et par des événements bien réels, eux, mais dont nous restons les spectateurs inconnus ?

Songeons qu'il y a quelque vingt ans certains s'inquiétaient de l'impérialisme supposé des multinationales ; aujourd'hui, toutes nos grandes entreprises, même nos sociétés nationales, sont devenues en fait des multinationales quant à leur financement, leurs marchés, leur stratégie et parfois leurs hommes. Ces sociétés d'un nouveau type n'ont vis-à-vis des Etats aucune visée agressive, simplement elles les contournent et bientôt les ignorent, pénétrant leurs territoires, les fédérant à leur insu et les modelant à leur image sans visage : Universal Company patria mea ! Dans dix ans, dans vingt ans, ferons-nous semblant, sur nos télévisions, de gouverner nos républiques alors que les vrais événements du monde se déroulent sur d'autres scènes, et les citoyens se laisseront-ils prendre alors à nos gesticulations ?

#### Un système de valeurs

Il est temps d'y réfléchir et de tenter de mettre en place un système cohérent de valeurs et d'idées politiques qui puisse nous aider à déchiffrer les signes obscurs que nous renvoient les événements du monde : appeller-à-on cela une nouvelle culture, une éthique, une idéologie ? Ce dernier mot fait peur, et il exalte encore aujourd'hui une odeur de sang, celui versé par la lignée des héritiers de Léonine. Mais il est aussi injuste d'imputer à Marx les crimes de Staline ou à Rousseau ceux de la Terreur ou à saint Thomas ceux de l'Inquisition.

Les intellectuels ne sont pas toujours innocents, mais ils ont aussi droit à l'erreur. Ce sont eux, en tout cas, qu'il faut appeler à la rescousse pour aider les politiques

à tenir ferme leur cap au milieu du chaos des événements et des modes. C'était une des gloires et des originalités de notre pays d'avoir toujours eu depuis le dix-huitième siècle une classe d'intellectuels, engagés dans les grands combats idéologiques, mais décalés par rapport aux escarmouches quotidiennes, intéressés mais jamais complaisants, chroniqueurs aussi importants que nécessaires aux gouvernements.

Aujourd'hui, ces intellectuels se taisent et se terrent, en deuil de Sartre, en deuil de Foucault, qui s'étaient comme eux tous beaucoup engagés et beaucoup fourvoyés. Et pourtant, en ce temps où les événements semblent indéfinissables, en ce pays où tous les faits politiques plongent verticalement leurs racines dans notre histoire — voyez nos syndicats, notre Université, voyez notre Constitution, — nous aurions bien besoin qu'historiens et philosophes s'engagent à nouveau aux côtés des politiques pour les aider à reformuler leur message.

L'idée d'écrire cet article m'est venue d'un voyage en Pologne où j'ai rencontré l'inattendu : ce pays est matériellement à genoux, ruiné par quarante ans d'une dictature imbécile, et pourtant nulle part ailleurs je n'ai rencontré des responsables, intellectuels, politiques, syndicalistes, au coude à coude, croyants ou non-croyants, aussi lucides, aussi déterminés et aussi convaincus de la primauté du politique, c'est-à-dire de la liberté donnée à l'homme de conduire lui-même son histoire. Il me fallait remonter aux lointains souvenirs des années de notre deuxième après-guerre pour retrouver le souffle d'une aussi formidable aventure.

Us réussirent comme nous avons réussi alors. Peussent-ils entre-temps, en contrepartie de notre aide industrielle, nous aider à reprendre si besoin était l'émancipation du métier politique.

ROGER FAUROUX

### AU COURRIER DU Monde

#### Les Albanais de Macédoine

Les problèmes de la communauté albanaise ne se posent pas qu'au Kosovo. Je suis membre du groupe 143 d'Amnesty International qui a actuellement en charge le cas d'un prisonnier d'opinion albanais de Macédoine, Ali Nazhaku, étudiant en pédagogie. Celui-ci a été condamné à douze ans de prison en 1984 à Bitola pour « association pour activités hostiles ». La Constitution yougoslave reconnaît pourtant la liberté d'opinion et d'association, et Ali Nazhaku n'avait ni utilisé ni préconisé la violence. Il fait partie de ces 20 % d'Albanais de Macédoine qui se plaignent de subir des discriminations de plus en plus flagrantes. De nombreux professeurs ont été exclus des écoles pour nationalisme. Il est interdit aux jeunes de moins de dix-huit ans de suivre des cours religieux. Le service médical gratuit a été supprimé aux familles de plus de quatre enfants. Les enfants n'ont plus le droit de porter des prénoms albanais.

NADINE NAGEL  
Paris

### Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Gérant : André Fontaine  
Directeur de la publication : Jacques Faure (1984-1989)  
Directeur de la rédaction : Daniel Vernet  
Administrateurs délégués : Antoine Griez, Mely Pleyres  
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amélie, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGNARD  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-05-25-25  
Télécopieur : (1) 40-05-25-99

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BELLEVILLE  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-05-25-25  
Télécopieur : (1) 40-05-30-10  
Tél. : 261311 F.MONDRI



### UNE NUIT... ...LA DOLCE VITA

Le confort d'une nuit, c'est déjà l'Italie

Evadez-vous dans la grande tradition du voyage de nuit. Avec des horaires adaptés à vos besoins, vous apprécierez au quotidien le confort de 2 nouveaux trains aux accents de Dolce Vita :

Le « Galiléi », à destination de Florence, et le « Rialto », qui vous emmène à Venise.

Détendez-vous, tout a été prévu. La Voiture-Restaurant « Grill Express » pour le dîner et le petit déjeuner, la climatisation pour la chaleur de l'été... Fermez les yeux, vous êtes déjà en vacances.

Seul ou à plusieurs, en Voiture-Lits ou en Couchettes, vous allez regretter que la nuit soit si courte...

SNCF  
C'EST POSSIBLE!

\* Nouvelle version

### Le Pacte de Varsovie reconsidérer ses fondements

Le Pacte de Varsovie, ce traité signé en 1955 entre l'Union soviétique et six autres pays d'Europe de l'Est, a-t-il encore sa raison d'être ? C'est la question que se posent certains dirigeants communistes à l'occasion de son anniversaire. Les dirigeants soviétiques, en particulier, ont tendance à le considérer comme un instrument dépassé, voire comme un obstacle à la réalisation de l'unité européenne. Ils plaident pour une reconsidération de ses fondements, estimant que les conditions géopolitiques ont radicalement changé depuis sa signature. Cette réflexion s'inscrit dans une stratégie plus large visant à renforcer la coopération avec l'Occident tout en maintenant une certaine indépendance vis-à-vis de l'Union soviétique.

Il est temps de reconsidérer le Pacte de Varsovie, car les intérêts des pays membres ne sont plus les mêmes qu'en 1955. Les tensions de la Guerre froide ont disparu, et l'Europe cherche à se réunifier. Les dirigeants communistes doivent donc évaluer si ce traité leur apporte encore des avantages ou s'il ne leur fait que nuire. Certains proposent même de le remplacer par un nouveau pacte plus adapté aux réalités actuelles.

La dissolution du Pacte de Varsovie n'est pas une simple question technique, mais elle reflète une profonde mutation dans la pensée stratégique des pays d'Europe de l'Est. Les dirigeants doivent décider s'ils veulent continuer à se définir par rapport à l'Union soviétique ou s'ils préfèrent se définir par rapport à l'Europe occidentale. Cette décision aura des conséquences majeures sur l'avenir de la région.



# ÉTRANGER

Le débat au sein des alliances et le statut de l'Allemagne unifiée

## Le Pacte de Varsovie va « reconsidérer ses fonctions »

Un nouvel ordre européen se cherche et s'ébauche. En une seule journée, jeudi 7 juin, les deux grandes alliances politico-militaires nées de l'après-guerre, les deux incarnations du demi-siècle de face-à-face entre le communisme et la démocratie, ont en effet manifesté leur désir de parvenir à un compromis sur le futur statut international de l'Allemagne.

MOSCOU

de notre correspondant

Ce compromis consiste à inscrire l'unification allemande dans un processus d'unification européenne. Au lieu de déséquilibrer un peu plus encore un ordre dépassé, elle devrait ainsi contribuer à la création d'une stabilité nouvelle qui reposerait non plus sur la division mais sur l'intégration progressive du continent.

C'est dans cette direction que sont allés les dirigeants des sept pays membres du pacte de Varsovie en se prononçant, à Moscou, pour « la formation d'un nouveau système de sécurité paneuropéen et la création d'une Europe unique de paix et de coopération ». Joignant les actes au vœu, ils ont décidé de « reconsidérer », sous cinq mois, « le caractère et les fonctions » de leur alliance qu'ils entendent « transformer en un accord fondé sur une base démocratique, entre États souverains et de droits égaux ». Les pays de l'ex-bloc communiste se sont mis à cet effet d'accord pour qu'une « commission provisoire » dont le secrétariat sera assuré par la Tchécoslovaquie prépare, d'ici à la fin octobre, des « propositions » qui seront examinées, à Prague, avant la fin novembre, par un sommet extraordinaire du pacte.

Rien n'a été dit du contenu concret que pourraient prendre ces futures « propositions », et l'on peut d'ailleurs douter que quiconque en ait le moindre idée tant les choses auront évolué d'ici à l'automne. Ce que l'on sait, en revanche, déjà, est que le processus de dissolution du pacte est maintenant engagé, que la Hongrie ne souhaite pas — et l'a dit — le voir survivre plus de dix-huit mois encore, que la Tchécoslovaquie montre à peine moins d'impatience, et que le seul souci polonais est que la page à tourner le soit sans heurt.

« Les actuels développements en Europe créent les conditions d'un dépassement de la division du continent et du modèle de sécurité fondé sur les blocs », affirme d'emblée la déclaration adoptée jeudi, dans laquelle on lit aussi que « les éléments de confrontation contenus dans le document (...) du traité de Varsovie et de l'OTAN ne correspondent plus à l'esprit du temps ».

Les pays membres du pacte ont en conséquence « réitéré leur disposition à une coopération constructive avec l'OTAN », estimant que « l'institutionnalisation concrète et dans tous les domaines du processus d'Helsinki constitue une importante étape (sur la voie) de la stabilité et du désarmement européens » et « positivement évalué », enfin, « certains des pas récemment faits par l'OTAN ».

Les pays membres, poursuit la déclaration, « attendent de la tendance aux changements qui se manifeste au sein de l'OTAN qu'elle soit accélérée et approfondie et qu'y répondent des changements correspondants ».

dans les activités de [leur propre] alliance ». Le pacte se prononce en faveur de la signature, lors du sommet des États participant à la CSCE, à la fin de l'année, de l'accord négocié en ce moment, à Vienne, sur la réduction des armements conventionnels en Europe.

A propos de l'Allemagne, la déclaration ne mentionne pas le refus soviétique officiel de la voir intégrer à l'OTAN. La moitié des pays du pacte (Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, RDA, Roumanie) sont en effet favorables, ou du moins pas hostiles, à cette évolution. La déclaration dit simplement qu'en « ce qui concerne les aspects extérieurs de l'unification allemande (...), ils devraient être menés à bien dans le contexte du processus paneuropéen (...), prendre en considération les intérêts légitimes de sécurité des voisins de l'Allemagne et garantir l'indivisibilité des frontières européennes ».

Dans les semaines qui ont précédé le sommet de Washington, l'URSS n'a cessé de bloquer le nouveau processus de détente européenne que pour faire mieux comprendre à l'Amérique que, bien qu'affaiblie, elle ne pouvait pas tout accepter. M. Gorbatchev ne pouvait se résoudre à ce qu'un dispositif militaire tourné contre l'URSS se rapproche de ses frontières, ni à ce que toute l'Europe, sauf la Russie, prenne la voie d'une unification politique, économique et militaire.

A Washington, M. Gorbatchev a fait valoir à M. Bush que la question de l'appartenance de l'Allemagne à l'OTAN ne se poserait plus dans les mêmes termes dès lors que les deux dangers qu'y voit Moscou seraient supprimés. Si l'OTAN procédait à une révision de ses objectifs et de sa stratégie, et si l'appartenance de la Russie à l'Europe qui se cherche était solennellement affirmée, l'URSS n'aurait plus de raison, a-t-il fait comprendre, de s'opposer au choix atlantique de l'Allemagne unie.

Ce langage a été entendu. Les neuf « principes » présentés par M. Bush à son interlocuteur, comme les déclarations faites jeudi à Moscou par les ministres des affaires étrangères de l'OTAN, traduisent le souci des Occidentaux d'en tenir compte.

Reste à savoir si toute l'énergie et la volonté politique qu'il aura fallu à ce double mouvement — vers la dissolution du pacte de Varsovie et vers la réforme de l'OTAN — n'ont été investies que pour permettre à M. Gorbatchev de sauver la face.

### « Il est temps de mourir »

Cir à première vue, cette idée de système de sécurité paneuropéen peut sembler relever soit de l'utopie soit d'une simple volonté, d'habiller une réalité subtile, d'habiller une réalité beaucoup plus prosaïque : l'effondrement de l'Europe communiste. Cette réalité est de fait si indéniable que, contemplant jeudi la salle où étaient les chefs d'État et de gouvernement du pacte, le colonel Gornicki, bras droit du général Jaruzelski, eut une phrase qui disait tout : « Cela ne ressemble plus à rien de ce que j'ai connu, laisse-t-il échapper. Je ne reconnais presque plus personne. Il est temps de mourir ».

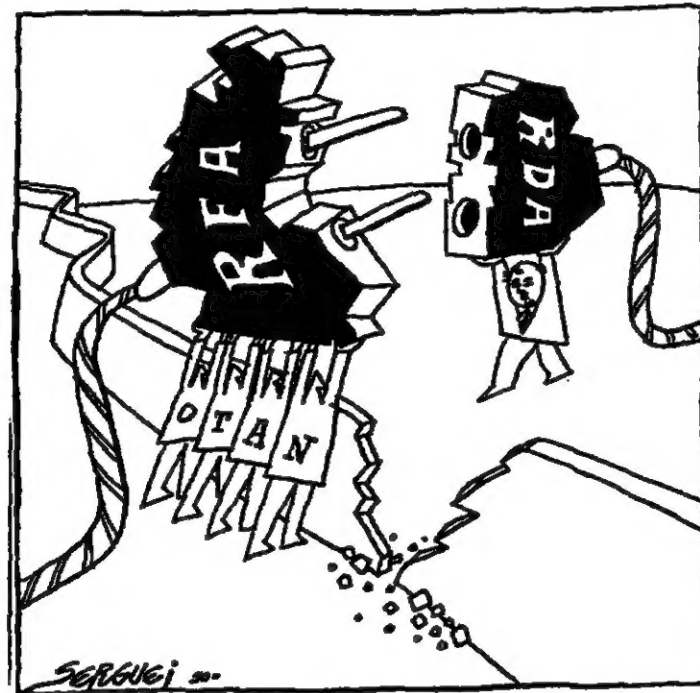
Bien qu'il soit au contraire (pour d'autres en tout cas) plutôt temps de vivre, le colonel avait de fait raison. Dans ce grand hôtel du comité central soviétique au luxe à la fois monumen-

tal et désuet, on sentait en effet la fin d'un monde. Non seulement les journalistes avaient été autorisés à pénétrer jusqu'aux portes mêmes de la salle de conférence, mais chacune des délégations avait son porte-parole. M. Havel arrivait en retard à la séance d'ouverture parce qu'il avait été prendre un petit déjeuner avec M. Elstine, et M. Mazowiecki, conseiller de Solidarité aux temps héroïques et aujourd'hui premier ministre polonais, répondait en allemand et français à toutes les télévisions du monde.

On échangeait des blagues et il y avait finalement une telle atmosphère de cœur de récréation que même les porte-parole des affaires étrangères soviétiques commençaient à faire de l'humour. « Dans l'esprit du temps... », répondaient-ils, philosophiquement, quand on leur demandait comment se déroulaient les discussions. Cet « esprit du temps » est tellement à la désintégration de l'ancien bloc socialiste qu'on pouvait se demander comment la moindre façade de pacte pourrait tenir debout jusqu'en décembre.

### Refus de l'aventure

Le scénario peut échouer à toute heure mais personne ne le souhaite. Ni M. Bush, ni M. Gorbatchev, ni aucun des autres dirigeants ne souhaitent que la fin de l'empire soviétique



et de l'après-guerre n'ouvre, au lieu d'une période de vraie paix, la porte au chaos en URSS ou en Europe centrale, et donc en Europe tout court.

C'est ce refus de l'aventure qui brida l'impétuosité des anciennes démocraties populaires de sortir d'un pacte hâtif, qui laisse tout leur optimisme aux conseillers de M. Gorbatchev, et qui permet de lire cette semaine dans les Nouvelles de Moscou un article tout simplement titré : « Une association entre l'URSS et l'OTAN est-elle possible ? ».

Beaucoup d'instituts officiels planchent depuis des mois sur une telle hypothèse qu'évoquent ouvertement aujourd'hui certains responsables dans l'hébergement de la presse soviétique. Les faits, lit-on, sont simples : la Hongrie « est en train de se retirer » du pacte, « un exemple sera très probablement suivi par la Tchécoslovaquie, sans parler de la RDA », et la conclusion s'impose : « La désintégration, cette année, de l'organisation du traité de Varsovie » constitue déjà beaucoup plus, donc, qu'une simple hypothèse de travail. Or, poursuit l'hébergement, avec cette désintégration risquerait le danger de « balkanisation », l'une des trois « inconnues » de la nouvelle situation avec le futur statut de l'Allemagne et l'avenir de l'URSS, qui « n'est plus à même de jouer un rôle de superpuissance et d'être garante de la stabilité ».

« Dans cette optique, lit-on encore, il est clair qu'une nouvelle structure de sécurité européenne devrait garantir la paix et la stabilité sur le continent (en) partant d'un noyau déjà existant, de structures et de mécanismes en place. (Or), en cas de désintégration (du pacte), il ne restera que la structure ottomane (...) » écrit écrit noir sur blanc.

Déjà ? Peut-être... Mais qui aurait cru, l'été dernier, que l'URSS passerait au multipartisme, que le mur de Berlin s'écroulerait et que la Lituanie proclamerait son indépendance ?

BERNARD GUETTA

## L'OTAN s'efforce de prendre en compte les préoccupations de Moscou

Moyennant un certain nombre de garanties que l'Ouest va s'efforcer de lui offrir, l'Union soviétique se résignera, finalement, à ce que l'Allemagne unifiée fasse partie de l'OTAN. Telle était l'impression dominante, jeudi 7 juin à Turnberry en Ecosse, à l'issue de la première journée de la réunion de printemps des ministres des affaires étrangères des seize pays de l'Alliance atlantique.

TURNBERRY

(de notre envoyé spécial)

Si cette évaluation optimiste — qui procède encore largement de l'intuition, remarquait un haut fonctionnaire français — se révèle finalement exacte, rien ne s'opposerait à ce que le sommet de la CSCE (Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe) projeté pour le mois de décembre (1) constate que les conditions posées à l'unification des deux Allemagnes sont remplies ; des élections législatives dans toute l'Allemagne pourraient avoir lieu avant le 15 janvier (2), ce qui

que, le processus d'unification de l'Allemagne devrait être confirmé lors du sommet de l'OTAN, début juillet. En revanche, les déclarations faites à Turnberry laissent prévoir des divergences sur la manière de rénover l'OTAN, en particulier sur le rôle politique qu'elle pourrait jouer, en plus de sa mission première d'alliance militaire de défense. La France en particulier entend éviter qu'une « alliance renouée » s'arroge des prérogatives qui, selon elle, appartiennent à la Communauté européenne.

Après le sommet de Washington et les conversations qu'il a eues ensuite à Copenhague avec M. Edouard Chevardnadze, M. James Baker se montre confiant. Selon lui, les Soviétiques « bougent ». Hier fermés à la perspective d'une Allemagne unifiée membre de l'OTAN ils cherchent aujourd'hui à établir un dialogue constructif. M. Baker a insisté sur la nécessité de répondre à cet effort d'ouverture, et de ne pas brusquer ni isoler l'Union soviétique.

Tout en observant la prudence, il n'a pas rejeté l'idée avancée par M. Chevardnadze « d'un échange de déclarations politiques entre l'OTAN et le pacte de Varsovie ». Le secrétaire d'État américain attend que Moscou précise ses intentions, qui, dit-il, restent « opaques ». Mais, outre le souci de rassurer l'URSS, toute formule renforçant la dimension politique de l'alliance atlantique, et donc la place qui lui revient dans la gestion des affaires européennes, est séduisante pour Washington.

### Le plan Genscher

M. Genscher, se félicitant de l'analyse ainsi présentée par le secrétaire d'État américain, a proposé un programme en quatre points :

1. Le renforcement et l'institutionnalisation de la CSCE qui permettront à l'URSS de participer pleinement à l'élaboration de règles de sécurité en Europe.

2. L'accélération des négociations sur la réduction des forces conventionnelles. L'objectif est toujours de parvenir à un accord à l'automne et de tenir un sommet de la CSCE en décembre, et l'Occident serait avisé, pense M. Genscher, de faire preuve de souplesse à Vienne. Ce premier accord serait suivi de nouvelles négociations pour un plus ample désarmement conventionnel, ainsi que de pourparlers sur la réduction des missiles nucléaires à courte portée.

3. Les deux États allemands confirmeront solennellement le caractère intangible de la frontière avec la Pologne, un traité devant ensuite être conclu avec la RDA sur le gouvernement de l'Allemagne unifiée. Mercredi soir, les Français et les Britanniques ont relancé l'idée qu'un traité germano-polonais sur les frontières soit préparé et paraphé avant la réunification comme le

souhaite Varsovie. M. Genscher transmettra au gouvernement de Bonn.

4. M. Genscher, allant au-devant des désirs de M. Chevardnadze, préconise enfin la signature d'une déclaration commune par l'OTAN et le pacte de Varsovie : « Cela montrerait que le caractère des deux alliances a changé, que la coopération a pris la place de l'affrontement », a-t-il fait valoir. Euphorique, le ministre ouest-allemand a souligné que l'unification, de même qu'elle contribue à accélérer la construction de l'Europe des Douze, favorisera l'entente paneuropéenne.

### La France circospecte

M. Roland Dumas manifeste quelque scepticisme à l'égard de ce projet de déclaration commune aux deux alliances. En revanche, il est favorable au renforcement de la CSCE, « un organisme qui doit prospérer car il a fait la démonstration de son utilité ». Mais les principales préoccupations du ministre français ont trait à l'avenir de l'alliance. Les propos de M. Baker sur le rôle politique de l'OTAN, invitent « non seulement à empêcher la guerre, mais à bâtir la paix », le laissent perplexe, et, explique-t-il, méritent d'être précisés. Il rejette l'idée de M<sup>me</sup> Margaret Thatcher d'élargir au-delà de l'Europe la zone d'intervention de l'OTAN.

Tout en estimant nécessaire d'adapter l'alliance à la nouvelle donne en Europe de l'Est, M. Dumas, procure en cela de M<sup>me</sup> Thatcher, entend qu'elle conserve son caractère principal d'alliance militaire, ce qui signifie, entre autres, le maintien de forces américaines en Europe. « Nous voulons aboutir à une alliance adaptée aux circonstances, aux changements à l'Est mais aussi à l'Ouest — c'est pour quoi il serait légitime d'y confier un rôle plus important aux Européens — mais qui conserve un sens. Comme les Anglais, nous voulons éviter la dérive, la débandade, que risque de susciter le concept d'une alliance principalement politique », note un diplomate français. La France, ajoute M. Dumas, « entend conserver l'autonomie des décisions concernant sa défense... Elle n'entend pas remettre en cause sa doctrine de dissuasion qui est d'ordre défensif ». Quant à la manière d'ordonner la réflexion sur la rénovation de l'alliance, M. Dumas souligne qu'elle doit avoir un caractère global et ne pas être conduite par des organismes plus ou moins techniques dont la France n'est pas membre. « L'exercice en cours concerne tous les alliés » a fait valoir le ministre français.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) Les dates proposées par M. Dumas, du 19 au 21 décembre, ne conviennent pas à M. Genscher qui souhaite que la réunion ait lieu plus tôt.  
(2) La constitution de la RFA exige que des élections aient lieu avant le 15 janvier.

## L'alliance militaire des pays de l'Est en voie de dissolution

Suite de la première page

Moscou prend ainsi acte des évolutions intervenues ces derniers mois chez ses anciens satellites et, loin de se crisper sur la question allemande pour ne pas en tirer les conséquences comme M. Gorbatchev menaçait de le faire avant le sommet de Washington, décide de coopérer à l'élaboration d'un nouvel ordre européen.

De son côté l'OTAN, tout en veillant à ménager Moscou et en se préoccupant de trouver pour l'URSS des garanties de substitution à l'effondrement du Pacte de Varsovie, se montre à la fois totalement résolu sur le principe de l'appartenance de la future Allemagne à l'OTAN et totalement optimiste sur la possibilité de le faire aboutir. Elle lui fixe même un calendrier en souscrivant au scénario présenté par M. Genscher : l'affaire allemande, aspects « extérieurs » compris, devrait être bouclée d'ici la fin de l'année et des élections pourraient se tenir dans toute l'Alle-

magne avant le 15 janvier. Pour ce faire les Américains font leur part du chemin en appelant à une révision stratégique de l'OTAN, en acceptant une institutionnalisation du processus d'Helsinki (c'est-à-dire des réunions régulières à haut niveau de la CSCE) et même, selon l'idée de M. Genscher, l'établissement dans ce cadre à 35 instant l'URSS de mécanismes de prévention des conflits.

L'entente ne va guère au-delà pour l'instant et il est évident que les Occidentaux ne sont pas prêts, comme le souhaite encore Moscou, d'enterrer l'alliance atlantique pour répondre à la dissolution du pacte de Varsovie, à saborder l'OTAN en tant qu'organisation militaire par n'importe quelle « déclaration » politique entre les deux alliances, ni à s'en remettre à la CSCE pour leur défense collective. Le terrain d'un compromis n'en est pas moins désigné.

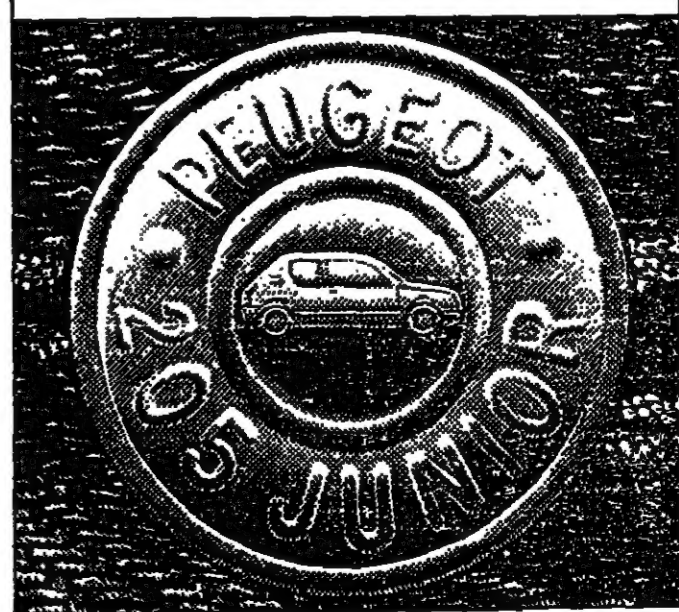
C. T.

## M. Giscard d'Estaing conteste la participation de la RDA au sommet de Dublin

M. Valéry Giscard d'Estaing, président du groupe libéral du parlement européen, a demandé au président du conseil européen, le premier ministre irlandais Charles Haughey, « de bien vouloir réexaminer » la proposition qui a été faite à la RDA de participer au sommet de Dublin des 25 et 26 juin (Le Monde daté 3-4 juin).

Dans sa lettre à M. Haughey, datée du mardi 5 juin, M. Giscard d'Estaing rappelle que, selon le traité, le conseil européen réunit les chefs d'État ou de gouvernement des États membres et le président de la Commission européenne, assistés par les ministres des affaires étrangères et par un membre de la Commission, et que la RDA ne fait pas partie de la Communauté. « Les règles en vigueur doivent être scrupuleusement respectées, aussi longtemps qu'elles n'ont pas été modifiées en commun » estime l'ancien président français.

IL ARRIVE TOUJOURS UN MOMENT OÙ ON A ENVIE DE CHANGER DE JEAN.





## EUROPE

TCHÉCOSLOVAQUIE : les élections législatives

## La Démocratie chrétienne en perte de vitesse

PRAGUE

de notre envoyé spécial

Le Parti populaire tchèque, une des composantes de l'Union chrétienne-démocrate (KDU), accuse le coup : son président, M. Josef Bartončík, quarante-sept ans, actuellement hospitalisé à la suite d'une crise cardiaque, était un collaborateur de la police secrète de l'ancien régime. Cette affaire a empoisonné les dernières heures de la campagne électorale, alimentant une polémique entre le vice-ministre de l'Intérieur, M. Jan Ruml, et la direction du Parti populaire. Il est reproché à M. Ruml, un ex-dissident chargé du dossier de l'ancienne police politique, d'avoir retenu les informations qu'il détenait sur M. Bartončík et de n'avoir rendu cette affaire publique que quelques minutes seulement avant la clôture de la campagne électorale, mercredi 14 heures.

M. Bartončík ne figurait pas en

effet parmi les candidats de tous les partis dont le passé avait été jugé compromettant par une commission d'enquête *ad hoc*. Ses contre-attaques embarrassées dans la presse n'étaient pas très convaincantes.

## Une sorte de « parti du peuple tout entier »

Si la Démocratie chrétienne ne réalise pas un résultat à la hauteur de ses espérances, cela ne sera pourtant qu'en partie la conséquence de cette affaire. Le tour délibérément électoral donné à la campagne électorale, la question posée d'une population qui est loin d'avoir la ferveur du charbonnier polonais. Les affiches de la KDU, qui proclament « La liberté au lieu du socialisme », ne parlent qu'à ceux qui ont l'habitude de fréquenter régulièrement la messe, c'est-à-dire une large minorité. En Slovaquie, où le programme du mouve-

ment démocrate-chrétien est encore plus radical - il demande par exemple l'interdiction immédiate de l'IVG - la renommée du VFN (l'homologue du Forum civique) et la résistance des communistes se fondent principalement sur la peur de voir une sorte de régime théocratique s'installer à la place du régime communiste.

Mais en pays tchèque comme en Slovaquie, le Forum civique, incarné par le président de la République Vaclav Havel, est en passe de s'imposer comme une sorte de « parti du peuple tout entier », ce qui irrite les autres formations politiques. On lui reproche déjà d'utiliser à son profit les méthodes de propagande de l'ancien régime, ce qui n'est pas tout à fait injustifié lorsque l'on regarde régulièrement les actualités télévisées. Pendant toute la campagne électorale, elles ont concentré quasi exclusivement leurs

caméras sur les activités du président-dramaturge et des membres de son gouvernement qui sont, à de rares exceptions, des membres du Forum civique.

LUC ROSENZWEIG

M. Bilak remis en liberté. - L'ex-numéro deux du Parti communiste tchèque, M. Vasil Bilak (soixante-deux ans), a été libéré jeudi 7 juin après avoir été placé en garde à vue à Bratislava, a annoncé l'agence CTK. Quatre autres anciens dirigeants communistes avaient été entendus mercredi à Prague mais n'avaient pas été placés en garde à vue. Parmi eux, l'ex-numéro un, M. Milos Jakes, qui a déclaré à l'agence Reuters que son interrogatoire n'avait servi qu'à « faire sensation, juste avant les élections ». Il a reproché au Forum civique de tout faire « pour obtenir plus de 50 % de voix » aux élections. - (Reuters)

que se trouvent les experts et, de manière générale, les gens « compétents » ; enfin, c'est le PSB qui a tous les contacts internationaux importants. Dans un pays si anxieux de sortir de son isolement, c'est un argument de poids, dont une abondance du premier ministre, M. Andrej Loukanov, qui parle cinq langues et même une sixième - la langue de bois - à la perfection, comme l'a montré son interminable conférence de presse jeudi 7 juin.

## Complexe de culpabilité

Tous ces arguments sont évidemment contestables, le moindre n'étant pas celui de se prévaloir de la compétence pour un parti qui a littéralement conduit le pays à la ruine. On ne trouve effectivement dans les magazines de Sofia ni huile, ni sucre, ni savon, ni café ; la productivité a baissé de 10 % en un an, et la Bulgarie, qui doit 10 milliards et demi de dollars à l'étranger (pour neuf millions d'habitants), est en cessation de paiement.

Un autre facteur, que les Roumains connaissent bien, a peut-être

ser avec la plus grande prudence, le crédit du plus fort pourcentage des intentions de vote : environ 40 %, contre quelque 30 % pour la coalition d'opposition, l'Union des forces démocratiques (UFD), et 10 à 12 % pour l'Union agrarienne, ancien parti satellite du PCB qui a repris son indépendance cette année.

Pourquoi ? L'attachement d'une partie du peuple bulgare, qui, à cause de son histoire, n'a jamais connu de sentiment anti-soviétique, à un parti vient de près d'un siècle et demi de résistance anti-fasciste n'explique bien sûr pas tout. Le PSB a mené une campagne habile, fondée sur quelques idées-forces que M. Jelio Jeleu, le président de l'UFD, dénonce comme « les trois mythes de la propagande communiste » : ce sont les dirigeants actuels du PSB qui ont débarrassé le pays de Todor Jivkov, le 10 novembre ; c'est au PSB

qu'il faut attribuer la chute de Todor Jivkov, le 10 novembre ; c'est au PSB

## Les « bleus » et les « rouges »

SOFIA

de notre envoyé spécial

Ultime test : les deux principaux concurrents aux élections du 10 juin, le Parti socialiste (PSB) et l'Union des forces démocratiques (UFD) avaient chacun convoqué jeudi 7 juin à 18 heures un dernier grand meeting dans le centre de Sofia, à brève distance l'un de l'autre mais séparés par un no man's land salubre.

Pour ne pas faire de jaloux, le premier ministre, M. Loukanov (PSB) adjudica dans le soir la même fréquentation aux deux rassemblements, aux alentours de cent cinquante mille personnes avec quand même, dit-il, un avantage à son parti.

En fait, au simple coup d'œil, les militants de l'UFD étaient les plus nombreux, et si ce rassemblement est un critère, alors Sofia votera « bleu » - la couleur de l'UFD - dimanche. Car plus encore que le

nombre, c'est l'ambiance qui a fait toute la différence. L'UFD a « la pêche », c'est incontestable, et quoique a assisté à ce mémorable meeting n'a pas le droit de dire que les Bulgares ne sont pas mûrs pour la démocratie.

Tandis que place du 9-Septembre-1944 (date de la prise du pouvoir par les communistes), les militants du PSB agitaient consciencieusement leurs petits drapeaux rouges, sans imagination, au son d'une fanfare et de discours mille fois entendus. Le boulevard Lénine, lui, battait, au rythme de rocks endiablés et ornés par une myriade de vedettes de la chanson bulgare venues soutenir l'UFD. Il y avait là de tout : des prêtres orthodoxes, un chanteur de folk américain, un faux crooner qui fit chanter *O Sole mio* à trois ou quatre cent mille Bulgares, une rockeuse en body-léopard qui fit vibrer et frapper dans leur mains les dirigeants histori-

ques de l'opposition, des femmes enceintes qui s'évanouissaient dans la chaleur orageuse, un service d'ordre bonhomme qui transportait de l'eau dans des sacs en plastique pour arroser la foule, des drapeaux bleus à l'infini et des grappes de supporters sur les toits. La cinéaste et sénateur polonais Andrzej Wajda fut le seul étranger à venir apporter son soutien et celui, accueilli triomphalement, de Solidarité.

Beaux joueurs, les manifestants ont aussi applaudi très fort un message de M. Mitterrand, après que MM. Chirac, Giscard d'Estaing et Mauroy se furent successivement déstinés de divers messages de cette opposition bulgare. M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR s'était rendu le 30 mai à Plovdiv, deuxième ville du pays, pour soutenir l'opposition.

S. K.

SYLVIE KAUFFMANN

Wybrzeze. Dans un appel téléphonique, le groupe a expliqué qu'il avait voulu protester contre une récente hausse de 100 % des tarifs de chemins de fer, contre des « calamités » du journal à l'égard des « anarchistes » et enfin contre « le transport de juifs soviétiques vers Israël ». - (AFP)

YUGOSLAVIE : le PC de Serbie se transforme en Parti socialiste. - La Ligue des communistes de Serbie se transforme en juillet en Parti socialiste de Serbie, a indiqué jeudi 7 juin l'agence Tass, à l'occasion d'un congrès extraordinaire, avec l'Alliance socialiste de Serbie, organisation de masse, qui était jusqu'ici la courtoise de transmission du parti.

Le parti serbe est le troisième à se transformer depuis l'éclatement, en janvier, de la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY). Les PC de Slovaquie et de Croatie ont été rebaptisés respectivement Parti du renouveau démocratique et Parti des changements démocratiques. - (AFP)

URSS : selon un nouveau bilan

## Les violences en Kirghizie ont fait soixante-dix-huit morts

Soixante-dix-huit personnes ont été tuées et 328 autres ont été blessées dans les violences ethniques qui touchent depuis lundi la République soviétique de Kirghizie, en Asie centrale, a-t-on indiqué vendredi 8 juin de source officielle kirghize. Au total, 249 bâtiments ont été détruits par le feu au cours des affrontements entre Kirghizes et Ouzbeks. Ces derniers, qui constituent 12 % de la population de Kirghizie, « multiplient les appels à l'aide », avait annoncé jeudi la télévision de la grande république voisine d'Ouzbékistan. Leurs frontières communes ont été fermées le même jour, de crainte d'une « guerre » entre les deux républiques, avait indiqué le ministre de l'Intérieur soviétique, M. Vadim Bakatine, qui avait annoncé l'envoi sur place de renforts de troupes.

## Une situation insurrectionnelle

Devant le Parlement soviétique, M. Bakatine avait déclaré que la police locale ne pouvait rien face à des conflits ethniques « dignes de l'époque des cavernes » et dénoncé « la bêtise et la morgue » des autorités locales, dont l'autorisation donnée à la construction de logements pour des

Kirghiz sur un kolchoz ouzbek, dans la zone frontalière d'Och, avait mis le feu au poudres.

La presse soviétique décrivait jeudi une situation insurrectionnelle, accompagnée de pillages et d'actes de barbarie, des deux côtés de la frontière où les policiers, débordés et ravitaillés en munitions par hélicoptères, étaient impuissants à empêcher l'afflux de Kirghiz et Ouzbeks armés.

Dans la capitale kirghize, Frunze, soumise au couvre-feu depuis jeudi soir, quelque 6 000 manifestants, qui voulaient dans la matinée se rendre à Och avant de réclamer dans la soirée la démission des dirigeants du parti local, se sont finalement dispersés dans le calme. Le nouveau commandant militaire local, le colonel Félix Koulou, a été nommé après un accord des représentants d'un nouveau « mouvement démocratique » kirghize et accepté la tenue vendredi d'un rassemblement de deuil dans le centre de la ville.

A Tachkent, la capitale de l'Ouzbékistan, le principal groupe informel, Birlik, a pour sa part dénoncé les violences, accusant les autorités des deux républiques de « chercher à diviser pour régner ». - (AFP)

La présentation de « l'Aveu » à Moscou

## Quand plus rien n'étonne...

MOSCOU

de notre correspondant

Carton d'invitation en main, on s'est pressé pour voir « l'Aveu », pour voir démonter, plan après plan, la mécanique d'un procès stalinien, pour suivre cette descente aux enfers que connaît Arthur London, vice-ministre tchécoslovaque des affaires étrangères lorsque fut précipité, en 1952, dans ce que l'Histoire a retenu comme le « procès Stassky ». Dans la salle du Centre du cinéma à Moscou, mercredi 6 juin, s'écrasèrent les grands noms de la presse réformée, les députés les plus rancuniers, les plus bruyants figures de l'antagonisme gorbachévien. Sévère, pour présenter son film, il avait non seulement Yves Montand mais aussi Costa-Gavras, le metteur en scène, et Jorge Semprun, le scénariste, ancien dirigeant communiste et actuel ministre espagnol de la Culture.

Par une annonce au micro, l'ambassadeur de Tchécoslovaquie en URSS, M. Stassky, s'est excusé de son absence : il avait dû aller

accueillir son président, Vaclav Havel, qui arrivait pour le sommet du pacte de Varsovie. Trente-huit ans plus tard, le fils du pendu de 1952 est ambassadeur de son pays à Moscou et a participé, aux côtés d'un ancien dissident devenu, chef de l'Etat, à un sommet qui a scellé le glas du pacte de Varsovie. Les persécution d'Arthur London, les persécution d'aujourd'hui, l'espérance, puis le désespoir des « Tchéques » ont été ceux de ces quadragénaires gorbachéviens qui, à l'époque, étaient en proie à Prague et qui savaient cette soirée comme un triomphe.

« Le premier rang se trouve là », le visage d'Arthur London. On a beau se dire qu'il ne faut pas s'attendre de quoi que ce soit en URSS, la stupeur sous laquelle de nouveaux « Russes » cherchent à se sauver, le communisme mais l'histoire de l'après-guerre, le passé.

B. G.

RFA : recherchée depuis treize ans pour activités terroristes

## Susanne Albrecht a été arrêtée à Berlin-Est

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Susanne Albrecht était l'une des dernières figures encore en liberté des premiers commandos de la RAF (Fraction Armée rouge) qui avait semé la terreur dans les années 70 en Allemagne fédérale. Elle a été arrêtée mercredi 6 juin, dans le quartier de Berlin-Est, le quartier de Marzahn, dans un appartement. Mère d'un petit garçon, mariée, elle était arrivée en 1980 en RDA où elle a notamment travaillé comme laborantine.

Susanne Albrecht était recherchée depuis treize ans pour le meurtre du PDG de la Dresdner Bank, Jürgen Fanto, le 30 juillet 1977, près de Francfort. L'homme d'affaires connaissait la famille de la jeune femme, âgée à l'époque de vingt-six ans. Il avait ouvert la porte de son domicile sans se méfier. Il avait été froidement abattu par les deux complices qui accompagnaient Susanne Albrecht. Celle-ci est également accusée d'avoir participé un mois plus tard à une tentative d'attentat contre le siège du procureur général de la République à Karlsruhe. Ces deux actions étaient une vengeance contre les condamnations d'Andreas Bader, le « chef historique » de la RAF, Gudrun Ensslin et Jan-Karl Raspe en avril 1977 à la prison de Stammheim.

## Un passeport de « cadre »

Cette arrestation relance la question des liens entretenus par les terroristes ouest-allemands avec les services est-allemands de la Stasi, la sécurité d'Etat. Selon les informations données jeudi à Berlin-Est par le ministre est-allemand de l'Intérieur, Susanne Albrecht serait arri-

vée en RDA en 1980, par la Tchécoslovaquie, avec de faux papiers au nom d'Ingrid Jäger. Elle aurait obtenu peu après en RDA de nouveaux papiers et notamment un passeport de « cadre » qui lui permettait de se déplacer à l'étranger.

Les spécialistes est-allemands n'ont jusqu'à présent fourni aucune preuve précise de tels liens. Depuis la chute du régime Honecker, les documents de la Stasi sont bien sûr passés au crible pour examiner toutes les hypothèses. On se demande notamment si les terroristes de la RAF ont pu utiliser la RDA comme base de repli ou au moins comme lieu de transit vers le Proche-Orient. Dans les années qui ont suivi sa disparition on a cru à de nombreuses reprises voir Susanne Albrecht dans les camps palestiniens du Liban, en Syrie, au Yémen.

Selon la justice ouest-allemande, la terroriste se serait néanmoins détachée des groupes qui ont pris la relève de la bande à Bader et qui sont signalés par plusieurs assassinats ces dernières années encore, notamment l'année dernière celui du PDG de la Deutsche Bank. Susanne Albrecht a vécu apparemment les deux dernières années à l'étranger. Le journal *Berliner Morgenpost* parle de l'Union soviétique. Les conditions qui ont conduit à l'arrestation de la jeune femme, âgée maintenant de trente-neuf ans, n'ont pas été précisées. La justice ouest-allemande avait transmis le 4 mai dernier une demande de recherche à la RDA. Avec son mari et son enfant, la jeune femme n'avait regagné Berlin que dimanche dernier. Le *Süddeutsche Zeitung* émet l'hypothèse d'une reddition.

HENRI DE BRESSON

## EN BREF

AFGHANISTAN : Paris nomme un nouveau chargé d'affaires à Kaboul. - Le Quai d'Orsay a annoncé mardi 5 juin la désignation comme chargé d'affaires à Kaboul de M. Thierry Bernadac. Agé de quarante-et-un ans, secrétaire-adjoint des affaires étrangères en 1971, M. Bernadac a été vice-consul puis troisième secrétaire à Dublin (1972-75), deuxième secrétaire à Varsovie (1975-77) puis à Nicosie (1977-81), consul général à Johannesburg (1983-86). Il est depuis 1986 secrétaire des affaires étrangères. Il devrait prendre ses fonctions le 15 juin. L'ambassade de France à Kaboul avait été fermée en février 1989 pour des raisons de sécurité.

BELGIQUE : une entreprise française subventionnait les socialistes légaux. - L'administrateur de la filiale belge de la Compagnie Générale des Eaux (CGE) a reconnu jeudi 7 juin devant un juge d'instruction de Liège qu'il avait versé des fonds pour financer la campagne électorale des socialistes de la ville. Le bourgmestre de Liège, Edouard Clouse, a reconnu

pour sa part avoir reçu de telles subventions, indique-t-on de même source. Les chiffres cités par les deux personnalités divergent cependant. Pour Georges Goldine, administrateur de la CGE de Liège et ancien adjoint au maire (libéral) de cette ville, le versement a porté sur 2 millions de francs belges (environ 320 000 FF). M. Clouse de son côté a admis avoir reçu, pour son parti, la moitié de cette somme. - (AFP)

GRECE : M. Mitsotakis se rendra le 19 juin à Paris et le 20 à Bruxelles. - Le premier ministre grec Constantin Mitsotakis se rendra, dans le cadre de sa tournée des capitales des pays membres de la CEE, le 19 juin à Paris et le 20 à Bruxelles, a indiqué jeudi 7 juin, un porte parole du gouvernement grec. A l'occasion de cette tournée, M. Mitsotakis, qui compte expliquer la nouvelle politique du gouvernement conservateur grec formé après les élections du 3 avril, espère obtenir une aide financière pour aider à redresser la situation économique du pays. - (AFP)

HONGRIE : un seul ambassadeur pour les deux Allemagnes. - La Hongrie s'est officiellement représentée par un seul ambassadeur dans les deux Allemagnes : M. Istvan Horvath, ambassadeur à Bonn. La RFA et la RDA maintiendront cependant leurs ambassades à Budapest aussi longtemps que les deux Etats ne seront pas réunifiés, a précisé le même jour un haut-fonctionnaire hongrois. - (AFP, UPI)

POLOGNE : explosion de trois bombes à Gdansk. - Trois attentats à la bombe ont été commis jeudi 7 juin en début d'après-midi à Gdansk contre le siège de la direction des chemins de fer polonais (DOKP), le journal régional *Glos Wybrzeze* et la compagnie aérienne LOT. Les explosions n'ont pas fait de victimes et n'ont provoqué que de légers dégâts. Ces trois attentats ont été revendiqués par un groupe anarchiste, le « groupe indépendant du 13 décembre », qui s'était auparavant fait connaître par sa participation à des manifestations anti-soviétiques, a-t-on appris auprès de la rédaction de *Glos*

Escapade Méditerranéenne 6745F

Club Med One, la croisière

Je suis à la



# Plaies d'Afrique

## IX. — Rencontre avec un dirigeant du « troisième type »

Nicéphore Soglo, premier ministre du Bénin depuis trois mois, incarne une nouvelle génération de dirigeants africains, ni politiciens, ni militaires, dont la compétence est, aujourd'hui, sollicitée pour être mise au service du redressement économique de leur pays (le Monde des 29, 30, 31 mai, 1<sup>er</sup>, 2, 6, 7 et 8 juin).

Il n'appartient ni à la classe des politiciens ni à la caste des militaires qui, depuis l'indépendance d'un bout à l'autre de l'Afrique subsaharienne, alternent au pouvoir. Possédé sur le devant de la scène béninoise par le « vent de liberté » qui souffle sur le continent noir, Nicéphore Soglo, cinquante six ans, serait-il alors un dirigeant du « troisième type » ? Nommé premier ministre, le 28 février dernier, par la Conférence des forces vives de la nation, il lui a été donné onze mois pour remettre son pays sur rails après « dix sept ans de dictature militaire-marxiste ».

Cet émir qui a la double nationalité — française et béninoise — n'a pas eu, dans son pays, la carrière que lui promettaient son cursus universitaire, sauf à être, quelque temps, ministre des finances. Administrateur de la Banque mondiale, de 1979 à 1987, il y observe, d'un œil d'expert, les tribulations de l'Afrique subsaharienne sur laquelle il a juridiction.

Lui qui se dit de « culture française » et aime citer les bons auteurs, d'Alfred de Musset à Emmanuel Mounier, ne renie pas, pour autant, ses racines africaines. Ainsi, pour éclairer les débordements du continent noir, nous nous-t-il lu dans le temps, à cette « longue nuit de la traite ».

Et de regretter, à cet égard, « l'absence » de l'Europe. « Ce fut, pourtant, la plus grande déportation de l'histoire humaine. Cela a duré quatre siècles et nous avons perdu deux cents millions d'hommes », raconte M. Soglo. Si bien qu'ayant été ainsi saignée, l'Afrique est, aujourd'hui, un continent vide.

Pas question d'oublier d'inscrire cette « absence tragique » au compte des pertes et profits. Il se refuse à suivre « les gens qui prétendent que l'Afrique n'a jamais souffert ». A son avis, « le seul élément d'unité culturelle du peuple noir, ce n'est ni sa langue ni sa religion, c'est le souvenir des souffrances qu'il a subies pendant des siècles ».

A ses yeux, l'Amérique et l'Europe, à cause de ce honteux trafic, ont, aujourd'hui, un « devoir de solidarité à remplir vis-à-vis de l'Afrique plus qu'à l'égard de quiconque, même si donner de l'argent, ça ne fait pas ressusciter les morts ».

« Nous ne sommes indépendants que depuis une génération, souligne-t-il. Nous apprenons encore, mais il

n'y a pas de doute que nous avons fait des progrès. Cela dit, « le développement, ce sont d'abord les hommes. Or, note-t-il, nous manquons d'hommes suffisamment bien formés ». A cet égard, « l'exemple le plus typique est celui du Zaïre qui, au sortir de la période coloniale, s'est retrouvé sans aucun cadre, sans aucun médecin, sans aucun ingénieur, sans aucun officier. Et l'on s'horre qu'il ait connu des succès ».

### « Éléphants blancs »

A contrario, M. Soglo ne rétorque pas des exemples du Japon et des Pays-Bas « qui n'ont pas de matières premières mais qui, grâce à la qualité de leurs hommes », ont réussi à aller de l'avant. Il révoque les comparaisons que certains font entre l'Afrique et l'Asie du Sud-Est. « Les pays d'Extrême-Orient ont acquis leur indépendance depuis plus longtemps que nous, insiste-t-il. Ils ont déjà parvenus à l'autosuffisance alimentaire et disposent d'une matière grise qui nous fait encore défaut ».

Quoi qu'il en soit, peut-on considérer la grande majorité des pays de l'Afrique subsaharienne comme autant de modèles de non-développement ? M. Soglo ne le croit pas. « Depuis l'indépendance, il y a eu des progrès incontestables, notamment dans le domaine des équipements et de l'éducation », assure-t-il. Si, au départ, les choses n'ont pas été si mal, il avoue que, « depuis la crise qui a commencé dans les années 70, il y a de sérieux problèmes ».

« Le boom d'un certain nombre de matières premières, le pétrole d'abord, le café, le cacao, le coton ensuite, s'est traduit, explique-t-il, par l'arrivée brutale d'argent dans les circuits économiques et a poussé les responsables africains à faire des investissements sans prendre garde à la qualité de ces investissements ». D'où la naissance, un peu partout sur le continent noir, de ce que l'on a appelé les « éléphants blancs ». Acieries, cimenteries, etc.

### Retour à la terre

Le faible rendement des investissements est, à son avis, « l'une des causes principales des graves difficultés que connaît, aujourd'hui, l'Afrique. Notre dette extérieure a grimpé de manière vertigineuse jusqu'à représenter 100 % de notre produit intérieur brut ».

Pour M. Soglo, « le risque de marginalisation de l'Afrique est réel ». D'où la nécessité, à son croire, de décanter les amoncelés du développement. « Notre richesse est essentiellement basée sur la terre, insiste-t-il. Or, depuis l'indépendance, nous avons négligé ce secteur. Nous avons donné

la priorité aux cultures d'exportation. Ainsi, existe-t-il des instituts de recherche pour le palmier à huile, le cacao, le café, etc., mais rien ou très peu pour les cultures vivrières. Ce qui constitue la base de notre nourriture, ajoute-t-il, est donc négligé. Il est intolérable qu'un Africain sur cinq — l'équivalent de notre population urbaine — vive, comme ce fut le cas en 1982, de produits vivriers importés ».

Autre constat qui saute aux yeux : « L'Afrique est étiolée. Or le monde va vers un regroupement continental. Le bon modèle, c'est le modèle américain ». Selon M. Soglo, une nation, pour s'en sortir, doit disposer « d'un territoire conséquent et d'une population armée d'un pouvoir d'achat ».

Selon lui, « il n'y a pas d'avenir pour le continent noir sans marché viable ». Il prêche, dans ce contexte, pour l'intégration régionale et voit la possible émergence de trois pôles de développement économique, l'un autour du Nigeria, l'autre autour du Zaïre, le troisième autour de l'Afrique du Sud.

Dans l'immédiat, la médication imposée par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale est « nécessaire, même si elle est douloureuse ». Pour M. Soglo, « le malade ne doit pas rendre le médecin responsable de sa maladie ». Mais « il faut, selon lui, mettre à la disposition des pays africains des ressources suffisantes pour que réussissent ces politiques de « ajustement structurel » dont, admet-il, les inventeurs n'ont pas mesuré les conséquences sociales négatives.

### Le modèle soviétique

Vague d'afropepsimisme, voire d'afrophobie ? « Cela ne me surprend pas, réplique M. Soglo, car cette vague se situe dans le mouvement général de l'évolution des rapports de l'Afrique avec l'Europe et l'Amérique ». En tout cas, une chose est sûre : « Une nouvelle génération arrive au pouvoir qui mesure la nécessité de changer quelque chose ».

Et d'appeler de ses vœux l'établissement, avec les pays riches, de « relations de partenariat » où le parler vrai soit à l'honneur. « Jusqu'alors, remarque-t-il, on ne nous posait pas la question de la démocratie. Il ne fallait pas faire de vagues avec de bons clients ». Heureusement, constate-t-il, ce langage est en train de changer.

« Tant que la prospérité économique était au rendez-vous, les gens pouvaient supporter un certain nombre de choses, note M. Soglo. Avec la crise, ils réclament la liberté car ils sentent qu'ils ne sont pas bien gérés, que le retard que nous prenons est dû au fait qu'on ne dialogue pas avec eux ».

Les structures du pouvoir sont-elles, aujourd'hui, dépassées ? « Il faut bien comprendre quel était le soul des diri-



M. Nicéphore Soglo, premier ministre du Bénin

geants africains du début. La balkanisation rendait l'équilibre politique très fragile : ils se sont donc employés à bâtir des États forts. Ils avaient alors sous les yeux, pendant la période de la guerre froide, le modèle soviétique avec le parti unique qui devait permettre de rassembler la nation. Mais ils ont oublié qu'il ne pouvait pas y avoir de développement sans démocratie ».

« Nous sommes devenus indépendants au mauvais moment, regrette M. Soglo. Au moment où les professeurs que nous avions dans les universités étaient vraiment imprégnés de la culture marxiste et socialiste. Comme tous des excès du libéralisme et après les expériences du nazisme et du fascisme, nous voulions quelque chose de nouveau. Le modèle du secrétaire général du parti à la manière de Staline s'est imposé à nous et l'on a plié dessus le système présidentiel français ».

A la faveur des difficultés de tous ordres que les pays africains ont rencontrées, les militaires sont arrivés au pouvoir. « Au nom de la stabilité, les milieux d'affaires les ont souvent regardés d'un œil indulgent », juge M. Soglo. On se rend compte, après coup, qu'ils ne sont pas les meilleurs gestionnaires qui soient. Regardez le Bénin : nous avons connu dix-sept ans de stabilité et au bout le désastre... »

Le vent de liberté qui souffle sur l'Afrique ne risque-t-il pas de tout emporter sur son passage ? M. Soglo est confiant : « On finira par trouver un équilibre. La démocratie n'est pas un phénomène statique. Voyez, dans l'Antiquité, la cité athénienne : au départ, elle comptait 130 000 citoyens et près de 200 000 esclaves ».

A son avis — l'exemple des États-Unis le prouve — « la force de la démocratie, c'est la force de la classe moyenne. Il faut progressivement créer cette classe qui n'existe pas encore chez nous. Il est donc nécessaire de

produire de la richesse et de la distribuer. Ce sont ces éléments-là qui sont à la base de la démocratie ».

Quel type de régime mettre en place ? Parlementaire, présidentiel ? « Au Bénin, nous avons choisi le second », précise M. Soglo. « La plupart des hommes d'État africains sont en fait des semi-monarques ou des présidents à vie », constate-t-il. Aussi la démocratie passe-t-elle, à ses yeux, par la limitation des mandats de « cinq ans en cinq ans par exemple ». A partir de là, les tenants du titre sont astreints à « un peu plus d'humilité » dans l'exercice de leurs fonctions.

Quant aux partis politiques qui refont surface dans le cadre de ce renouveau démocratique, « il est inévitable qu'ils pérennisent des divisions », pense M. Soglo. Tribalisme, régionalisme ? A son avis, il en est toujours ainsi dans la formation des nations : « Même un vieux pays comme la France connaît des soubresauts avec les Corses, les Basques, les Bretons et, tout récemment, l'Union régionale avec les Arméniens, entre autres ».

« Après, les choses vont s'organiser », croit-il. « L'Afrique est en train de faire son bilan politique et économique. Elle a pratiquement tout essayé. Ses responsables se rendent bien compte des dangers qu'il y aurait à laisser se développer un multipartisme débridé. Il faut que, petit à petit, les

formations se regroupent et acquièrent une audience nationale. On pourrait évidemment, comme au Nigéria, décréter le bipartisme mais, estime-t-il, ceux qui seraient ainsi mis hors jeu ne risqueraient-ils pas de torpiller ce système ? »

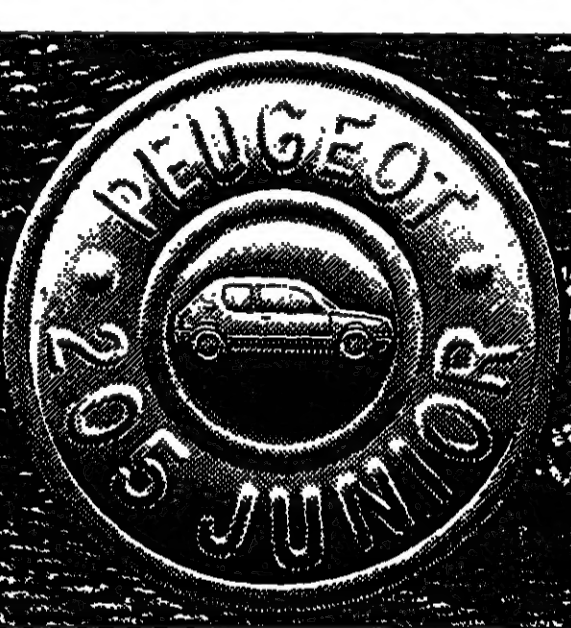
A qui confier la responsabilité de conduire le changement ? Nécessité économique faisant loi, au tour des « technocrates » ? M. Soglo aime pas beaucoup ce terme. « Il y a une génération d'Africains qui ont acquis une formation et une expérience et qui ont, en même temps, de très fortes convictions sur le devenir de leur peuple, une rigueur d'attitude en matière de développement économique et de moralisation de la vie publique », affirme-t-il.

Encore faudrait-il que ces experts, ces professionnels du développement, aient aussi le contact avec la population pour s'en faire comprendre et s'en faire obéir. M. Soglo a, quant à lui, moins d'un an — c'est bien court — pour prouver que, mis au pied du mur, les Béninois et, partant, les Africains, sont capables de se ressaisir, de vaincre la fatalité du délabrement politique et économique.

JACQUES DE BARRIN

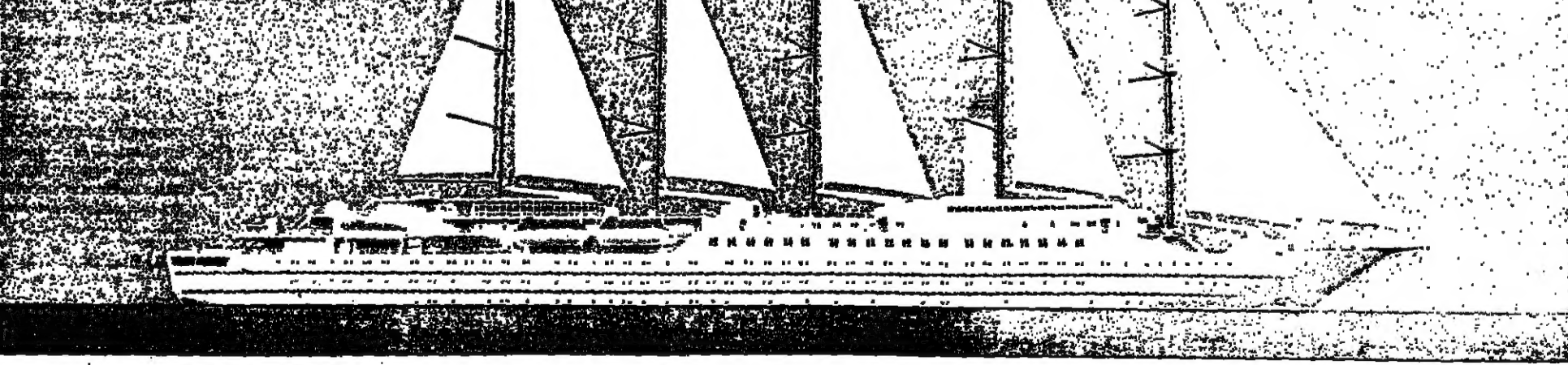
FR

BIZARREMENT L'AGE OÙ ON AIME LE JEAN, EST RAREMENT CELUI OÙ ON A DE L'ARGENT.



# Le bonheur de boat

Escapade Méditerranéenne  
7 jours. Prix à partir de  
**6745 F**



**Club Med One, la croisière réinventée.** Venez vivre, sur le plus grand yacht à voiles du monde, l'escapade méditerranéenne. A bord, tout le luxe d'un palace : deux piscines, deux saunas, une salle de fitness... L'escapade méditerranéenne, c'est un dimanche dans la sublime baie de Porto, où l'on vous offrira la plage, les sports nautiques ou les excursions. Lundi, petit déjeuner royal face aux fantastiques falaises de Bonifacio, et ainsi, tout au long de cette semaine, des escapades pleines de charme et d'inattendu : balade à vélo dans les ruelles de Porquerolles, plongée dans les eaux claires de la Sardaigne, shopping à St-Tropez ou Portofino (Italie)... Ici, vous succomberez à toutes vos passions : voile, planche à voile, ski nautique, plongée libre ou même golf à certaines escales... Et vos nuits seront aussi belles que vos jours : soirées, spectacles, casino, night club... Pour réserver votre cabine ou votre suite, téléphonez au 16 (1) 42.96.10.00, tapez 3614 Club Med, ou consultez l'agence Club Med ou Havas Voyages de votre ville.





## AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : la levée de l'état d'urgence et la fin de la visite de M. Mandela à Paris

## Une nouvelle étape de la libéralisation du régime

Outre la libération de 48 prisonniers politiques, le président Frederik De Klerk a annoncé, jeudi 7 juin, aux parlementaires des trois chambres réunies au Cap la levée de l'état d'urgence en vigueur depuis le 12 juin 1986. Cette mesure ne concerne pas la province du Natal, où les membres du mouvement Inkatha et les militants du Front démocratique uni (UDF) et du Congrès national africain (ANC) continuent d'être déportés (nos dernières éditions du 8 juin). Les États-Unis, par la voix d'un porte-parole de la Maison Blanche, se sont félicités des « progrès remarquables accomplis durant les derniers mois » tout comme le gouvernement britannique qui n'avait pas, cependant, d'assouplir davantage unilatéralement les sanctions économiques contre le régime de Pretoria.

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

L'effet de surprise a été complètement escamoté par la presse sud-africaine qui, tout au long de cette semaine, avait laissé entendre que la mesure d'exception serait levée avant le 8 juin, à minuit. A cette date fatidique, l'état d'urgence, renouvelé le 9 juin 1989 pour un an, venait à expiration. Il avait d'abord été décrété sur une partie du territoire, le 21 juillet 1985, par M. Pieter Botha car « les lois ordinaires du pays ne [permettaient] pas au gouvernement d'assurer la sécurité de la population et de maintenir l'ordre public ». Puis il avait été levé le 7 mai 1986. Entre ces deux dates, plus de 8 000 personnes avaient été appréhendées. Il avait été réinstauré le 12 juin 1986. Dans les trois mois suivants, plus de douze mille personnes furent arrêtées.

Reconduit sans interruption depuis lors, il a permis d'enrayer l'escalade de la violence, mais n'a pas réussi à prévenir son irruption dans la province du Natal à partir de la fin de 1987. Les chiffres sont éloquent : 879 morts en 1985, 1298 en 1986, 661 en 1987, 1149 en 1988, 1403 en 1989. Selon des sources indépendantes dignes de foi, 970 personnes auraient été tuées au cours des trois premiers mois de cette année — près de 11 morts par jour — tandis que les chiffres officiels estiment le nombre des victimes de la violence à 574 pour la même période. Le très sérieux et indépendant Institut des relations raciales estimait au mois d'avril que « la flamme de violence du premier trimestre », si elle ne s'éteignait pas, conduirait à « un carnage d'au moins 4 000 morts d'ici à la fin de l'année ».

Pour justifier le maintien de l'état d'urgence dans la province

## BREF

Une petite encyclopédie sur les religions et les croyances.

La Franc-maçonnerie

Une information solide, d'une écriture aisée, pour élargir ses connaissances.

128 p. 40 F

conf

du Natal, M. De Klerk a souligné que la décision annoncée le 4 avril d'envoyer « la troupe maintenir la loi et l'ordre avait finalement eu des résultats positifs ». L'ANC avait dans un premier temps approuvé la décision du gouvernement. De toute façon, celui-ci dispose, en temps ordinaire, d'un arsenal législatif répressif adéquat pour maîtriser les situations de violence. Deux lois, l'une sur la sécurité publique, l'autre sur la sécurité intérieure adoptées respectivement en 1953 et en 1950, donnent suffisamment de pouvoir à la police. Grâce à la loi sur la sécurité publique « améliorée » en 1986, le ministre de la loi et de l'ordre, la faculté de déclarer certaines parties du pays « zones de troubles » et de prendre les mesures nécessaires.

M. De Klerk a indiqué qu'un « effort financier supplémentaire » allait être consenti pour aider à régulariser la situation au Natal. Un milliard de rands (2,2 milliards de francs) sera consacré au renforcement des forces de police et à l'amélioration de leur action. M. De Klerk a longuement expliqué que cette mesure ne grèverait pas le budget de l'Etat et ne conduirait pas à l'imposition de nouvelles taxes puisque « une provision d'un milliard de rands est d'ores et déjà inscrite au budget pour des dépenses imprévues », a-t-il précisé.

La levée de l'état d'urgence figurait en première ligne des préambules posés par l'ANC pour accepter d'aller plus avant dans les négociations avec le gouvernement. Un obstacle supplémentaire est donc levé, d'autant que M. De Klerk a aussi annoncé « la libération de quarante-huit militants de l'ANC emprisonnés ».

## « L'ANC doit cesser de tergiverser »

La commission mixte formée par le gouvernement et l'ANC au lendemain des entretiens de Groote Schuur au Cap, du 2 au 4 mai, qui devait, entre autres, définir le statut des prisonniers politiques, étudier les modalités de leur libération et les conditions du retour des exilés, a rendu la conclusion de ses travaux le 21 mai aux deux parties. Un accord de principe est acquis. Mais le président a révélé que « l'ANC a demandé un délai supplémentaire, jusqu'au 14 juillet, avant de faire connaître sa réaction aux propositions de la commission ».

M. De Klerk n'a pas ménagé l'ANC, qui « doit cesser de tergiverser » et « prouver son adhésion aux principes de la déclaration commune de Groote Schuur ». Il a longuement cité des déclarations publiques de M. Mandela pour mieux s'interroger sur l'ambiguïté qui consiste à continuer à prôner « la lutte armée » et « le maintien des sanctions à l'encontre de l'Afrique du Sud ».

Un jour viendra où « l'Histoire nous demandera des comptes sur notre volonté de nous élever au-dessus des égoïsmes, des intérêts particuliers pour bâtir un avenir », a dit M. De Klerk en suggérant d'« oublier le passé et les injustices » pour « créer un futur à nos enfants, sans haine ni domination ». « Paix, justice, stabilité, prospérité c'est ce que la jeunesse de notre pays réclame. Travaillons ensemble à faire de cela une réalité. C'est à notre portée », a-t-il conclu.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

## « Tout n'est pas complètement noir en Afrique », déclare M. Pelletier

« La crise que traverse l'Afrique ne sera pas éternelle. Il y a quand même des raisons d'espérer. Tout n'est pas complètement noir, si je peux me permettre », a déclaré M. Jacques Pelletier, le ministre de la coopération, lors d'un déjeuner organisé, jeudi 7 juin à Paris, par l'association de la presse africaine.

Dénouant « certaines idées reçues », le ministre a assuré que « la France n'était pas responsable de ce qui se passe en Afrique ». A

## Un inlassable plaidoyer en faveur du maintien des sanctions

M. Nelson Mandela a mené tambour battant sa croisade parisienne en faveur des sanctions contre son pays. Un véritable parcours du combattant a conduit, jeudi 7 mai, le vice-président de l'ANC (Congrès national africain) et son épouse Winnie aux quatre coins de la capitale. Ils ont dit à leurs interlocuteurs, en grande majorité des hommes politiques, à quel point il était important de maintenir la pression, même si des progrès sont réalisés du côté de Pretoria, le dernier en date étant la levée de l'état d'urgence.

Il n'a guère eu de mal à convaincre ses hôtes, à l'exception d'un seul, que le chef historique de l'ANC n'a pas nommé mais qui ne peut être que M. Jacques Chirac, premier responsable politique rencontré au cours d'une journée fort chargée. La tournée s'est poursuivie dans les locaux de la fondation Franco-Liberté où M. Danielle Mitterrand trouvait à peine ses mots pour dire sa joie d'accueillir un homme qui symbolise au plus haut point le sens de son engagement.

Patiemment, chaleureusement, M. Nelson Mandela a remercié un à un tous les responsables des ONG (organisations non gouvernementales) qui s'étaient pressés au siège de la fondation avant de filer vers l'Arche de la défense, où M. Claude Cheysson, convaincu d'avance sur la question des sanctions, a fait les honneurs de ce nouveau monument à ce couple que l'on pouvait qualifier de présidentiel tant les grands avec lesquels il a été reçu rappelaient ceux réservés à un chef d'Etat.

Les portes de l'Elysée se sont ouvertes toutes grandes devant cet homme unanimement respecté que vingt-sept années de détention ont placé au panthéon de l'opinion publique internationale et au faite des aspirations de son peuple. Quel merveilleux cadeau d'anniversaire ce fut pour M. Georges Marchais qui n'en pouvait mais, le sourire immense et permanent, égrenant dans ses mains celles de l'homme qui a représenté pour le Parti communiste un terrain de lutte privilégié. La réception, place du Colonel-Fabien, fut cependant rapide, à

peine plus d'une demi-heure, sans discours public ni petits fours. M. Mandela a répété un peu plus tard : « Je n'ai jamais été un membre du Parti communiste et je n'ai jamais aspiré à en être un ».

L'atmosphère était détendue au siège du Parti socialiste, rue de Solferino, où M. Pierre Mauroy a évoqué ses souvenirs et fait part de son « impression de déjà connaître » l'homme qu'il a accueilli sur fond d'affiche : « Le racisme sera-t-il le mur des français ? ». M. Mandela est reparti avec sous le bras une lithographie originale de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen pour s'adresser aux députés à l'hôtel de Lassay à qui il a expliqué que son action « n'était pas seulement une lutte contre l'apartheid mais plus fondamentalement une lutte pour la démocratie ».

## Pas de récompense à M. De Klerk

D'un pas mesuré, légèrement hésitant, le dirigeant nationaliste, dont le visage s'illumine d'un sourire enfantin lorsque les applaudissements crépitent, a poursuivi patiemment, en répétant chaque fois ses convictions, sa procession « pro-sanctions » qui l'a ensuite conduit au siège de l'UNESCO, devant la presse et enfin à Maitignon, où il fut l'hôte à dîner de M. Michel Rocard.

La levée de l'état d'urgence n'a pas impressionné M. Mandela outre mesure. « De Klerk a levé un obstacle aux négociations. Il en reste beaucoup d'autres », a-t-il fait remarquer. Il ne mérite aucune récompense. Le vice-président de l'ANC a quitté Paris vendredi matin pour Genève, rassuré quant au soutien des dirigeants français au tout début de ce voyage de six semaines dont le plaidoyer en faveur des sanctions sera le leitmotiv. « La France reste vigilante dans sa condamnation de l'apartheid », lui a dit le premier ministre, pour qui « un long chemin reste sans doute à parcourir avant que ne s'instaure une véritable démocratie multiraciale, conforme aux vœux et au génie de son peuple ».

MICHEL BOLE-RICHARD

LIBÉRIA : alors que ses troupes ont remporté une première victoire

## Le président Doe refuse de quitter le pouvoir

Le président Samuel Doe a affirmé, jeudi 7 juin, qu'il entendait rester au pouvoir et que les troupes rebelles de Charles Taylor devaient lui « passer sur le corps » pour s'emparer de Monrovia. « Je n'ai pas l'intention d'abandonner le pays face à la crise qu'il traverse », a-t-il déclaré lors d'un entretien avec un diplomate américain.

Le chef de l'Etat libérien a, d'autre part, indiqué qu'il n'avait demandé à personne de lui trouver une terre d'asile. Après que les États-Unis eurent annoncé qu'ils acceptaient de le recevoir, le Nigeria avait fait savoir qu'il était prêt à l'accueillir dans ses conditions. Les troupes gouvernementales ont remporté une première victoire sur les forces rebelles en reprenant le contrôle de la gigantesque plantation d'événas de Bridgetown (ex-Fristown), située aux abords de la capitale et de l'aéroport international de Robertsfield, déserté par les compagnies étrangères.

Il s'agit du premier revers du Front national patriotique (NPFL) depuis qu'il a pris les armes, fin décembre, dans le nord du pays. Il intervient trois jours après la mort d'Elmer Johnson, le conseiller militaire de

Charles Taylor. Celui-ci avait tenté de discipliner les maquisards et d'éviter les exécutions sommaires commises par ceux qui ont été signalés en grand nombre à Bagdad, le port minier, dimanche, avec difficulté aux soldats gouvernementaux.

Les rebelles ne font pratiquement pas de prisonniers et s'emparent pas des membres de l'ethnie Khran à laquelle appartient le président Doe, tout comme sont massacrés à Monrovia, les membres des tribus Gio et Mano, qui forment le gros des troupes rebelles. Amnesty International a exhorté mercredi les parties en conflit à « cesser de tuer des non-combattants et des prisonniers ».

De nombreux Occidentaux continuent de quitter Monrovia par le seul aéroport encore ouvert, James Spriggs Payne, situé dans un faubourg de la capitale et uniquement desservi par Air Guinée. Cette compagnie risque d'interrompre ses vols car le carburant commence à manquer sérieusement, le Libéria ne pouvant plus le payer. La dernière route de sortie, celle de la Sierra Leone, à l'ouest, semble coupée, depuis mercredi, par une nouvelle avance rebelle. — (AFP)

(Publié)

## ALGÉRIE : UN TOURNANT DÉCISIF

Pour la première fois depuis l'indépendance, un scrutin se déroule en modeste sous le signe du multipartisme. Les enjeux de la consultation sont considérables.

De la fin de juin à l'automne, en Algérie, on s'attend à ce que se joue le destin du pays. Le scrutin du 7 juillet 1990, qui sera le premier d'une série de consultations, est considéré comme décisif.

De la fin de juin à l'automne, en Algérie, on s'attend à ce que se joue le destin du pays. Le scrutin du 7 juillet 1990, qui sera le premier d'une série de consultations, est considéré comme décisif.

## ASIE

CAMBODGE : pour avoir voulu former un parti politique

## Un ministre et des hauts fonctionnaires ont été arrêtés à Phnom-Penh

Accusés d'avoir voulu « fonder un parti social-démocrate libéral », le ministre des télécommunications, M. Oung Phan, et quatre hauts fonctionnaires ou officiers supérieurs ont été récemment arrêtés à Phnom-Penh, a-t-on annoncé, jeudi 7 juin, de source officielle. Le ministre, deux colonels, un fonctionnaire du ministère des affaires étrangères et une autre personne sont détenus dans une maison du Parti populaire révolutionnaire (PPR au pouvoir), a-t-on précisé.

Le quotidien britannique « The Independent » avait rapporté, le 2 juin, l'arrestation de 21 hauts fonctionnaires dans le cadre d'un complot contre le régime à la veille du départ de M. Hun Sen pour Tokyo. Cette dépêche, qui présentait les comploteurs comme favorables à une alternative « démocratique libérale », faisait également état de divisions croissantes au sein du PPR, entre un clan dur, favorable à des liens étroits avec le Vietnam et au monopartisme, et une faction plus libérale, qui souhaite un renforcement des libertés économiques et politiques.

En effet, en dépit de l'adoption d'une constitution plus libérale voilà un peu plus d'un an, l'Etat du Cambodge — celui de Phnom-Penh — demeure un régime monolithique. Le PPR reste le seul parti enregistré et exerce, surtout, un étroit contrôle de l'administration. Les milieux officiels reconnaissent d'ailleurs, selon l'AFP, que « rien n'interdit la création d'un parti politique », tout en ajoutant : « en raison de la situation militaire, nous pensons que c'est prématuré car cela a pour effet de nous diviser face à l'ennemi ».

La dissension, cependant, semble être venue des rangs du PPR, notamment pour protester contre une corruption qui s'étale au grand jour. On ignore si l'entourage du premier ministre est visé par les dissidents et si, lui-même, avant son départ pour Tokyo, ordonné les arrestations. Mais ce développement souligne les difficultés de M. Hun Sen. D'autant que, selon un rapport de M. Raoul Jennar, un Belge qui conseille les agences non gouvernementales opérant au

Cambodge, la réduction progressive de l'aide des pays d'Europe de l'Est et de l'URSS pourrait mener le pays au bord de la banqueroute. M. Jennar affirme que ces pays, dont les programmes d'aide représentent 80 % des recettes du budget du Cambodge, ont annoncé à Phnom-Penh qu'à partir de janvier 1991, ils ne traiteraient plus que sur une base commerciale. Tout en soulignant que le régime a fait des efforts spectaculaires pour remettre une administration sur pied, M. Jennar conclut : « Compte tenu de l'effet cumulé des contraintes qui s'abaissent sur le gouvernement, on doit sérieusement s'interroger sur sa capacité à survivre au-delà d'une période qui va de six à dix-huit mois ». Manifestement, de hauts fonctionnaires se demandent, de leur côté, si l'opacité d'un régime de parti unique n'entrave pas un effort de redressement apparemment urgent.

J.-C. POMONTI

INDE : 14 morts au Pendjab. — Quatorze personnes ont été tuées, jeudi 7 juin, au Pendjab lors d'incidents qui coïncidaient avec le sixième anniversaire de la prise d'assaut par l'armée indienne du Temple d'Or d'Amritsar, sanctuaire des Sikhs. Parmi les victimes figuraient trois membres des services de sécurité. — (Reuters)

VIETNAM : expulsion d'une Américaine. — Les autorités vietnamiennes ont expulsé une Américaine, M<sup>lle</sup> Miriam Hersberger, accusée d'avoir « porté atteinte à la sécurité nationale », a annoncé, vendredi 8 juin, le Nhan Dan, quotidien du PC, en affirmant que M<sup>lle</sup> Hersberger (trente-six ans), employée depuis juillet dernier comme professeur d'anglais à l'école supérieure des langues étrangères de Hanoi, « a introduit illégalement des articles de la presse étrangère au contenu antisocialiste » et les a insérés dans ses cours. Le journal a ajouté que des « documents ayant trait aux secrets d'Etat » ont été saisis à son domicile. Deux autres ressortissants américains ont été expulsés du Vietnam ces dernières semaines. — (AFP)

## PROCHE-ORIENT

## Vers une rupture du dialogue palestino-américain ?

Le Comité exécutif de l'OLP (CEOLP) a affirmé jeudi 8 juin dans le communiqué final clôturant ses travaux, commencés mardi à Bagdad, qu'une rupture du dialogue palestino-américain « porterait un coup aux démarches de paix ».

Selon le communiqué, les pressions de certains milieux américains « de connivence avec Israël » visent à « couvrir les crimes et les massacres perpétrés par les autorités de Tel-Aviv contre le peuple palestinien, et leur refus de tous les efforts et initiatives de paix ».

D'autre part, à Koweït, M. Khaled al-Hasan, membre du comité central du mouvement palestinien Fatah, principale composante de

l'OLP, a affirmé, dans une déclaration publiée jeudi par le quotidien Al Qabas, que « la direction palestinienne détient des informations selon lesquelles l'administration américaine a décidé de rompre le dialogue avec l'OLP ».

De son côté, le chef du département politique de l'OLP, M. Farouk Kaddoumi, interrogé par Al Qabas a déclaré sur le même sujet : « Il ne faut pas exagérer la question du dialogue. Notre politique est claire et ne sera modifiée que par les changements des constantes de la question palestinienne et du conflit israélo-arabe », en estimant que « le dialogue palestino-américain ne fait pas partie de ces constantes ». (AFP)

## EN BREF

HAÏTI : Elections générales avant la fin septembre. — Les consultations locales, municipales, législatives et présidentielles seront organisées le même jour, et avant le fin du mois de septembre, a annoncé jeudi 7 juin à Port-au-Prince, M. Jean-Robert Sabat, président du Conseil électoral provisoire (CEP). Lors d'une conférence de presse, M. Sabat a précisé que la loi électorale serait rendue publique la semaine prochaine et que la publication du calendrier électoral suivrait immédiatement. Il a également indiqué que « pour la première fois depuis 1986 (date de la chute du régime Duvalier), le CEP avait pu bénéficier d'un appel total de la part de l'exécutif ». — (AFP)

EGYPTE : Le fils de Nasser libéré sous caution. — Le fils de Nasser, accusé d'avoir financé une organisation terroriste, a été libéré sous caution le jeudi 7 juin par la Cour supérieure de l'Etat. M. Khaled Abdel Nasser, qui avait été

traité avec tous les égards dus à son nom depuis sa reddition jeudi soir aux responsables de la sécurité de l'Etat, a été accueilli par les acclamations enthousiastes des autres personnes accusées d'appartenance au groupe terroriste Révolution égyptienne. — (Corresp.)

AFRIQUE DU SUD : victoire du Parti national à une élection partielle. — Le Parti national au pouvoir a remporté, mercredi 6 juin, une nette victoire à l'élection partielle de Umlazi, dans la province du Natal, la première depuis l'annonce de réformes, début février, par le président Frederik De Klerk. Mais cette victoire a été marquée par une poussée spectaculaire du Parti conservateur qui a presque doublé le nombre de ses voix. — (AFP)

Demain notre supplément : Le Monde RADIO TÉLÉVISION

## L'opinion

## M. Pasqua et la se définir p

## M. Chirac : le président de la République ne s'intéresse plus aux l

## JOURNAL D'UN AMATEUR

Le président de la République a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Jean-François Lebel, à l'occasion de sa visite à Paris. Le président a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Jean-François Lebel, à l'occasion de sa visite à Paris. Le président a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Jean-François Lebel, à l'occasion de sa visite à Paris.

Le président de la République a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Jean-François Lebel, à l'occasion de sa visite à Paris. Le président a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Jean-François Lebel, à l'occasion de sa visite à Paris.

Le président de la République a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Jean-François Lebel, à l'occasion de sa visite à Paris. Le président a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Jean-François Lebel, à l'occasion de sa visite à Paris.

Le président de la République a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Jean-François Lebel, à l'occasion de sa visite à Paris. Le président a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Jean-François Lebel, à l'occasion de sa visite à Paris.

Le président de la République a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Jean-François Lebel, à l'occasion de sa visite à Paris. Le président a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Jean-François Lebel, à l'occasion de sa visite à Paris.



La Force unie, qui animait notamment MM. Noir et Léotard, a convié, samedi 9 juin, ses adhérents à une convention, à la Défense, pour mettre au point « la stratégie, les statuts et le calendrier » en vue de créer une « formation commune de l'opposition » par le moyen de la fusion du RPR et de l'UDF.

A la veille de cette réunion, MM. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, et François Bayrou, délégué général de l'UDF, ripostent en annonçant (dans le « Point de vue » que nous publions) le calendrier de création d'une « confédération » de l'opposition et la mise au point de la procédure des « primaires » pour l'élection présidentielle, dont l'accord devrait être conclu avant la fin de l'année. Au sein même du RPR, MM. Pasqua et Séguin ont décidé de maintenir leur pression sur la direction du mouvement et préparent des propositions au nom de leur courant, notamment pour la défense nationale et l'Europe.

## M. Chirac : le président de la République ne s'intéresse plus aux Français

SAINT-LO  
de notre correspondant

Au cours d'un dîner-débat à Saint-Lo, jeudi 7 juin, en présence d'un millier de militants RPR, M. Jacques Chirac a affirmé que si M. Mitterrand « a su incarner la force tranquille, il n'a plus, aujourd'hui, de vision pour la France et ne s'intéresse plus aux Français ». Le président de la République a affirmé que « les Français sont inquiets pour l'avenir de la France, sans savoir, confusément, pourquoi. Il y a dans

ce pays une grave crise morale, une crise des grandes institutions, une crise de confiance ».

Or, a-t-il ajouté, « l'opposition peut se présenter dans cet esprit comme une alternative possible et crédible », en construisant une « authentique stratégie d'union UDF-RPR ». « Ce qui nous sépare, ce sont davantage les ambitions personnelles que les idées », a affirmé le maire de Paris. Quant aux divergences au sein du RPR, elles témoignaient, a-t-il dit, d'une « plus grande richesse dans la diversité ». C'est

pourquoi l'opposition doit reprendre l'offensive.

Quant au Front national, selon M. Chirac, il « n'a pas de véritable projet ». « Les excès de son chef, a-t-il dit, sont dangereux pour la paix civile, l'unité nationale, les valeurs humanistes, qui sont les nôtres. (...) Il est de notre responsabilité de dire à tous ces gens qui votent Le Pen que nous les comprenons, que nous voulons résoudre leurs difficultés. Ce sont ceux-là que nous devons convaincre. » (Inédit.)

### JOURNAL D'UN AMATEUR

ÇA se gâte entre droite et gauche. Mais c'est une bonne nouvelle. Car cela veut dire aussi que la réalité reprend ses droits et que, pour être, l'hypocrisie, pour ne pas dire le mensonge, qui caractérise depuis deux ans la vie politique française tendrait à s'effacer.

Prendraient fin ces simagrées par lesquelles la droite feignait de considérer que le président de la République pouvait être l'un des siens et l'intéressé faisait mine d'oublier d'où il venait. Jusqu'au moment où l'opposition s'est aperçue que cela ne lui apportait rien et le président de la République que cela pouvait lui coûter beaucoup.

Et de rentrer dans la famille, au nom des grands principes et de l'instinct de survie.

Qu'il soit toujours tentant, pour un président de la République, de vouloir être l'« élu de tous », alors qu'il n'est, démocratie commandée, que d'une plus ou moins grosse moitié du pays ; que l'on veuille, à ce poste, se placer au-dessus des engagements partisans et des querelles qu'ils engendrent, mon Dieu que cela est humain.

Mais sans déconnaître par trop que ce fut aussi grâce à ces querelles partisans et en leur nom que la victoire a été acquise. Si elles paraissent rétrospectivement triviales pour l'« oint du suffrage », il lui faut pourtant se faire une raison et cette raison s'appelle fidélité.

C'est ainsi que M. François Mitterrand doit de nouveau entendre, venant de l'opposition, des vertes et des pas mûres et que reprend contre lui un procès qui est juste et logique.

Logique parce qu'il est conforme à la tradition de la V<sup>e</sup> République dont la Constitution fait du chef de l'Etat l'unique patron de la République et que s'il est, juridiquement, le président de tous les Français, il n'est l'« élu » d'une partie d'entre eux. C'est l'un des faux-semblants de la fonction que d'amener à rêver du contraire. Ce n'est pas se montrer sectaire que de ne pas renier ses origines, le reniement dût-il ne se déduire que du silence.

Le président de la République peut, certes, bénéficier de « cotes de popularité », ou de « sympathie » qui dépassent nettement le résultat des urnes, mais ce n'est qu'une bonne manière de l'opinion, un laisser-faire des citoyens. Nullement l'indice que son électeurat s'est étendu personnellement. Ou bien cela signifierait que ce président-là est passé avec armes et bagages à l'ennemi d'hier. Le consensus, on venait ce qu'il en serait s'il y avait des élections demain.

SANS doute est-ce du côté de la cohabitation entre 1986 et 1988 qu'il faut aller chercher les origines de ce « président au-dessus des partis » qui, jusqu'alors, était un

argument de tréteaux pour le titulaire lorsqu'il sentait vaciller trop la confiance du pays.

Contraint à l'abstention, bien qu'il ait, en ce temps-là, annoncé qu'il ne resterait « pas inerte », réduit en fait à quelques rudes en direction de la majorité qui était imposée et qui multiplia les gaffes, tant à son égard que vis-à-vis du pays, le chef de l'Etat put donner l'impression qu'il était neutre et que sa fonction, grâce à lui, était devenue.

C'était bien sûr une illusion à laquelle, avant lui, n'avaient pu faire croire ni M. Giscard d'Estaing, ni Georges Pompidou, ni même Charles de Gaulle, qui fut toujours, quoi qu'il en soit, même s'il refusait d'en être le mandataire, l'« élu de la droite ».

## Procès

La réalité de Charles de Gaulle, c'est l'élection présidentielle de 1965 lorsqu'il est reconduit à l'Elysée avec 55 % des voix : non pas en 1968 (les législatives après les « événements » de mai), quand les Français morts de troubles auraient voté pour un chien coiffé s'il avait dû les rassurer. Dans les temps ordinaires, Charles de Gaulle n'a pas plus eu le soutien de la France entière que M. Mitterrand ne pourrait y prétendre.

Ce fut l'un des cadeaux empoisonnés de la cohabitation de laisser planer l'espoir contraindre et que renforça le très beau résultat du 8 mai 1988. Les gouvernements ne veulent pas seulement être élus, ils veulent aussi qu'on les aime. Le mirage du rassemblement ne fut donc pas dissipé.

D'autant moins qu'il fut fait choix, après la réélection, d'un premier ministre que la droite ne détestait pas. Comme la politique qui fut dès lors suivie n'était, elle non plus, pas détestable par ce camp, l'illusion tint bon. C'est elle qui, à présent, réclame ses dividendes.

C'avait beau grogner à gauche, ça suivait quand même, surtout au début. D'abord parce que si une partie de ce camp « en est revenue » de M. Rocard, il serait faux de dire qu'il y a été mal accueilli à son arrivée, y compris par ceux qui avaient plus de sympathie pour tel autre dirigeant socialiste. La « paupérisation » n'avait pas les antipathies de celui qui nommait.

Les choses ne se passèrent pas tout à fait comme il était prévu ou espéré. Loin que « l'abcès » cravât grâce à un prompt échec, il se résorba plutôt. M. Rocard se flatta à juste titre de sondages qui lui sont un encens et de quelques joies coups « consensuels ».

# POLITIQUE

## L'opposition à la recherche d'une nouvelle organisation

### M. Pasqua et ses amis veulent amener le RPR à se définir par rapport à leurs propositions

La cohabitation conflictuelle continue au sein du RPR, sous le couvert du compagnonnage et du débat démocratique, le tout accompagné de vertueuses protestations d'innocence. Ainsi, il a suffi que le courant Pasqua-Séguin annonce une conférence de presse sur la politique européenne de sécurité pour que, aussitôt, le siège du RPR indique qu'une réunion du conseil national du mouvement se tiendra en octobre, précisément sur... la défense de l'Europe.

Dans les somptueux locaux du numéro 1 de la rue François-I<sup>er</sup>, dans le huitième arrondissement de Paris, où le courant Pour un nouveau rassemblement s'est installé, M. Charles Pasqua a tenu à préciser, jeudi 7 juin, que ses amis souhaitent seulement « apporter, dans le cadre du Rassemblement pour la République, leur contribution dans un certain nombre de domaines ». Aujourd'hui, il s'agit de la défense, et le texte élaboré par M. François Fillon, député de la Sarthe, transmis le matin même, en main propre, à M. Jacques Chirac, sera donc soumis au conseil national en octobre. Une autre contribution sera prochainement élaborée par les amis de M. Pasqua

sur la question de la construction européenne. Cette attitude, conforme aux règles déontologiques internes du RPR selon les amis de M. Pasqua, procède, cependant, d'un évident souci tactique : contraindre les instances nationales du RPR à se définir par rapport aux textes préalables du courant Pasqua, textes présentés comme les plus fidèles à l'orthodoxie gaulliste. Dans le domaine spécifique de la défense, le sénateur des Hauts-de-Seine s'en prend avec vigueur au comportement de M. Mitterrand, accusé de « suiteisme et de passivité ».

### L'Europe des nations

Quant à l'UDF et aux centristes, soupçonnés d'atlantisme, M. Pasqua, sans toutefois les désigner nommément, estime qu'il y a « encore un certain flou » dans les positions de ces partis sur la défense.

M. Fillon, lui, s'inquiète que M. Edouard Balladur ait déclaré le temps venu pour la France de se rapprocher de l'alliance atlantique. L'ancien président de la commission de défense de l'Assemblée

nationale juge, au contraire, que « l'Europe doit s'affranchir autant des Etats-Unis et de l'Union soviétique, dans un modèle qui permette une ouverture en faveur des pays de l'Europe de l'Est ». Car M. Fillon oppose « deux conceptions inconciliables », celle qui affirme que l'ère de l'« Etat-nation touche à sa fin et que l'intégration européenne doit aboutir à une politique étrangère et de défense unifiée, et l'autre conception, qu'il partage, de la résurgence d'une Europe des nations, rompant avec la logique des blocs pour s'ouvrir « de l'Atlantique à l'Oural ».

La nouvelle donne européenne, avec la « révolution » qui vient de se produire en Union soviétique, entraîne, selon lui, « le déclin profond » de cet Etat, mais, avant que les troupes russes ne quittent l'Europe de l'Est, une longue période de transition, de quatre ou cinq ans, imposera encore la vigilance. M. Fillon refuse l'intégration de l'Allemagne réunifiée dans l'OTAN, car cela correspondrait à une « logique des blocs que la France a toujours rejetée ». Il affirme : « Nous devons engager la France à construire un système de sécurité européen élargi qui n'exclut ni les Etats-Unis ni l'Union soviétique et qui respecte les nations, y compris l'Allemagne. » Il demande que la France prenne l'initiative de cette nouvelle organisation dans le cadre de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), avec pour objectif, aussi bien le désarmement que le dialogue politique.

A terme, M. Fillon envisage le retrait d'Europe des armées nucléaires américaines à courte portée. Quant à la défense française, le rapporteur demande que soient privilégiées les armes stratégiques à long rayon d'action. Pour ce qui est des forces conventionnelles, il propose une réduction du corps de bataille blindé, le renforcement de la lutte contre « le terrorisme d'Etat » et une réforme du système du recrutement.

A. P.

PHILIPPE BOUCHER

### POINT DE VUE

## Avant l'été

par François Bayrou et Alain Juppé

NOUS vivons des temps étranges. Régis Debray a eu le courage de stigmatiser, dans *Libération*, le « cynisme » avec lequel le président de la République a choisi de « dénoncer le soir en paroles ce qu'il fait le matin en pratique ». Le premier ministre s'en trouve réduit à déclarer qu'il est ravi, puisque, en réalité, c'est lui qui a demandé à M. Mitterrand de bien vouloir, pour exciter son énergie, lui appliquer le fouet.

Pendant ce temps, les inégalités augmentent et les sondages baissent. Il n'en faut pas plus pour que les fantasmes réapparaissent, en dépit de leur échec avéré. A l'ordre du jour, la création de nouveaux impôts frappant de plein fouet les cadres et la capacité d'investissement des entreprises. Les grosses fortunes ne seront guère atteintes. En revanche, l'épargne risque fort de se détourner vers d'autres pays européens. Pas un mot, en tout cas, sur les créations d'emplois, sur les chômeurs, vraies victimes, vrais pauvres et vrais exclus, dont le RMI étouffera l'éventuelle protestation.

Les déceptions seront à la mesure de ces déclarations démagogiques et de ces fausses espérances. La responsabilité de l'opposition se trouve donc accrue. A l'approche de la mi-temps de la législature, l'évolution des choses est en harmonie avec le calendrier.

### Pas d'Epinay

L'opposition a fait ses choix. Elle sait et elle a dit sans ambiguïté qu'elle ne trouverait qu'en elle-même les ressources de sa victoire, sa force de conviction, sa capacité à incarner une espérance. C'est par son dynamisme, et non par l'habileté, qu'elle pourra limiter les effets de l'extrémisme et empêcher de mettre sa marque sur le pays des droits de l'homme. Son projet mûrit. Dans l'entreprise des Etats généraux — et sans crainte d'aborder les sujets les plus brûlants, comme les Français l'ont vu à Villeneuve pour l'immigration, elle harmonise ses positions, elle avance des propositions conjointes, non pas pour disposer d'une bible qui aurait réponse à tout, mais pour que l'action soit possible au sortir d'un libre débat. Dans quelques mois, l'opposition aura ainsi son projet politique.

C'est, enfin, au risque de contrarier les esprits les plus pessimistes, une opposition capable d'inventer ses nouvelles règles d'organisation. Il y a peu, sans doute, pareil optimisme n'aurait-il pas été de mise. Cette mutation profonde ne se fera pas sur le modèle du coup d'Etat imposé sur un socialisme en désérence par François Mitterrand, à Epinay, en 1971. Certes, l'opposition avait besoin de changer, mais elle n'était pas à l'abandon. Ses responsables ne venaient pas de faire 5 % des voix à l'élection présidentielle, comme Gaston Defferre en 1969.

Le changement en cours dans l'opposition est inédit dans sa forme, réformateur plutôt que révolutionnaire. Il est, cependant,

construit sur des bases solides. On sait, désormais, ce que peut être l'architecture nouvelle de l'opposition unie : une confédération, point de rencontre entre ceux qui, à la recherche d'une organisation solide, pensent cependant, comme Jules Ferry répondant à Gambetta, que, « pour rester unis, le vrai moyen est de rester distincts », et ceux qui espèrent dans l'avènement d'un parti unique. On sait que cette confédération permettra la délibération en commun de nos deux grandes familles politiques, dans le respect de nos différences.

### Elus et électeurs

On sait, aussi, que cette nouvelle structure commune n'a de sens que si elle choisit de soutenir un candidat commun à la prochaine élection présidentielle et si elle se donne les moyens de le désigner sans contestation possible. L'idée d'organiser cette désignation au grand jour est capitale. Elle a, d'abord, surpris et suscité bien des réserves. Elle impose, en effet, un très grand changement des comportements.

Au lieu d'être réservée aux couloirs et à ses influences, la désignation du candidat à la magistrature suprême deviendrait l'affaire de tous. C'est inventer une forme d'engagement politique plus large que le militantisme traditionnel. C'est, aussi, sortir des manœuvres que l'on prête trop souvent à ceux qui ambitionnent la magistrature suprême. C'est donc, une démarche saine, à laquelle aucune des formations politiques de l'opposition ne s'oppose plus.

Restent les modalités. Un chemin se dessine entre des points de vue qui paraissent, au départ, bien éloignés : le choix doit appartenir aux électeurs de l'opposition eux-mêmes ; les élus de l'opposition doivent se voir reconnaître une place spécifique dans cette désignation. Il est vrai que certaines questions méritent encore d'être approfondies : les parts respectives, dans la convention de désignation finale, des élus et des mandats du terrain ; le taux de participation exigé pour que les scrutins qui précéderont cette convention finale soient pris en compte. Les questions qui demeurent en suspens ne sont pas que techniques, mais la délibération de nos formations permettra de les trancher.

Les Français, qui attendent un signe clair et fort, doivent connaître notre calendrier : avant l'été, tous les responsables de nos formations se réuniront pour mettre au point un projet commun de confédération et de primaires, qu'ils proposeront ensuite chacun à la délibération de leurs instances. Avant la fin de l'année, l'architecture de l'opposition sera ainsi en place. Alors, la confiance s'installera dans nos rangs. Un nouvel esprit d'équipe sera né, qui rendra possible l'alternance.

► François Bayrou est délégué général de l'UDF, Alain Juppé est secrétaire général du RPR.

DONNER SON DERNIER BOUTON  
POUR S'OFFRIR UN JEAN,  
CE N'EST PAS FORCÉMENT UNE BONNE IDEE.





## POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

## Unanimité pour la lutte contre le blanchiment de l'argent de la drogue

Les députés ont adopté — en première lecture et à l'unanimité — dans la nuit du jeudi 7 au vendredi 8 juin, le projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment des capitaux provenant du trafic de stupéfiants présenté par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances. Ce texte, qui suit les recommandations exprimées par les experts internationaux du Groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux (GAFI), remet en cause le secret bancaire en obligeant les organismes financiers à déclarer auprès d'un service spécifique du ministère de l'économie et des finances les opérations « suspectes ».

Ce n'est pas le garde des sceaux, mais le ministre de l'économie et des finances qui a défendu le projet de loi destiné à renforcer la lutte contre le trafic de stupéfiants. Parce que la drogue est aussi une affaire de gros sous et que, après

d'autres démocraties occidentales, la France a fait ce constat : si l'on veut lutter efficacement contre les trafiquants, il faut les attaquer au défaut de la cuirasse, l'utilisation de leur argent. Cependant, face à ce nouveau défi, l'Etat se trouve singulièrement dépourvu. A travers une législation sévère imposée aux organismes financiers, c'est, en fait, un véritable appel à l'aide que leur lance le gouvernement.

## L'anonymat des bons du Trésor

A cette approche « économique » du problème de la drogue, les banques avaient largement accepté de coopérer. Leur seule inquiétude concernait les intentions du gouvernement quant au respect de l'anonymat de certaines transactions financières, comme l'achat d'or et de bons du Trésor. La gauche avait supprimé cet anonymat, rétabli par le gouvernement de M. Jacques Chirac ; n'allait-elle pas saisir l'occasion politique d'un projet de loi contre la drogue pour modifier une nouvelle fois la législation ?

L'idée a, certes, été évoquée.

M. Raymond Douvère (PS, Sarthe) s'est inquiété des placements frauduleux auxquels pouvaient inciter la libéralisation complète des marchés des capitaux et le régime favorable accordé, lors de la dernière session budgétaire, aux SICAV et aux sociétés de capitalisation. Quant au groupe communiste, il a présenté un amendement tendant à supprimer l'anonymat de l'achat d'or et de bons du Trésor. Le ministre a tout de suite tenu à préciser qu'il ne « soupçonne » pas les transactions anonymes de « servir au blanchiment des capitaux » et qu'il ne voit aucune raison de « supprimer l'anonymat vis-à-vis du fisc lorsque celui-ci existe ».

S'il faut, comme l'a souligné M. Bérégovoy, respecter les règles de la libre concurrence et de la libre circulation des hommes, des marchandises et des capitaux, « la liberté ne peut être, pour autant, la licence, et le marché ne saurait autoriser n'importe quel à faire n'importe quoi ». C'est à un véritable partage des responsabilités qu'appelle le projet de loi, en instituant, pour les organismes financiers, l'obligation de s'assurer de l'identité de tout client désireux

L'IMPORTANT C'EST QUE TU ACCEPTES DE PARTIR EN CURE DE DÉSINTOX.



d'ouvrir un compte et celle, surtout, de déclarer les opérations qui leur paraissent couvrir un recyclage d'argent de la drogue.

Reprenant une proposition du rapporteur du projet, M. François Colcombet (PS, Allier), le gouvernement a même étendu, par amendement, cette obligation à tous les professionnels qui « réalisent, contrôlent ou conseillent des opérations entraînant des mouvements de capitaux ». Cette définition, qui se veut la plus large possible, concerne notamment les commissaires-priseurs, les notaires, les huissiers de justice, les commissaires aux comptes ou, encore, les dirigeants de casinos. Pour ces derniers, M. Bérégovoy est même allé encore plus loin, en acceptant un amendement du groupe communiste qui oblige les casinos à enregistrer, à partir d'une certaine somme dont le montant sera fixé par décret, les noms et les adresses des joueurs échangeant de l'argent contre des plaques ou jouant avec celles d'un autre casino.

## Sanctions pour les banquiers

Pour les organismes proprement financiers — banques, compagnies d'assurances, sociétés de prévoyance, sociétés de Bourse, agents de change, — la déclaration devra

être faite après d'un service spécifique placé sous l'autorité du ministre des finances, le TRACFIN, cellule de coordination chargée du traitement du renseignement et de l'action contre les circuits financiers clandestins. Pour les autres professionnels, la déclaration sera directement adressée au procureur de la République, qui alertera lui-même le TRACFIN.

Une fois saisi, le TRACFIN peut soit classer les dossiers si les éléments établissant un blanchiment d'argent ne sont pas réunis, soit s'opposer à la réalisation de l'opération financière. Dès que les informations qu'il a recueillies mettent en évidence des faits susceptibles de constituer un blanchiment, le TRACFIN doit en aviser le procureur. Si le manque de vigilance d'un organisme financier est sanctionné, nul ne saurait, en contrepartie, lui reprocher sa trop grande vigilance.

Le texte précise donc qu'aucune poursuite ou action en responsabilité civile ne pourra être intentée à l'organisme qui, de bonne foi, aura levé le secret bancaire sur un de ses clients. Autre garantie pour les organismes financiers : l'immunité pénale qui leur est accordée lorsqu'ils effectuent une opération consistant objectivement en un blanchiment de l'argent, s'ils ont, au préalable, souscrit à l'obligation de déclaration et si, au-delà d'un certain délai, aucune opposition du TRACFIN n'est intervenue.

L'efficacité de ce dispositif repose sur le secret gardé vis-à-vis du client suspecté. Son non-respect, par les dirigeants ou les employés d'un organisme financier, est sanctionné d'une amende de 15 000 francs à 150 000 francs. Appliquant par avance le principe de la responsabilité pénale des personnes morales, contenu dans le projet de réforme du code pénal en cours d'examen au Parlement, les députés ont adopté un amendement de M. Colcombet prévoyant une sanction pénale de caractère pécuniaire, de 150 000 francs à 1 500 000 francs, pour la personne morale qui se rend coupable d'une infraction à cette règle du secret. M. Bérégovoy a accepté un amendement du groupe communiste interdisant l'exercice d'une activité bancaire à toute personne condamnée en France ou à l'étranger pour infraction à l'obligation de déclaration.

PASCALE ROBERT-DIARD

## Le PCF met en cause Paribas et Indosuez

Au cours du débat sur le projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment de l'argent de la drogue, M. Alain Bocoquet (PC, Nord) a mis en cause « l'oligarchie financière française, qui fait de bonnes affaires avec les narco-traffiquants ». Evoquant les établissements Paribas et Indosuez, le député communiste a indiqué qu'un de ses filiales communes, la banque Sudameris, est installée partout où il le faut : Monaco, Panama, Miami, Montevideo, Cali, Medellin, Grand-Cayman, etc., et a pratiquement acquis une spécialité, un monopole dans certaines transactions douteuses.

M. Bocoquet a affirmé que la filiale Sudameris-Colombie compte, comme « premier actionnaire local, une famille renommée de Cali et de Medellin, qui serait intimement liée au milieu de la drogue ».

Le deuxième actionnaire, une autre famille bien connue, serait des clients de l'ordre de 45 millions de francs à Sudameris Monaco, camouflés dans des comptes numérotés et des sociétés écran », a-t-il ajouté. « Tout cela, a poursuivi M. Bocoquet, Indosuez et Paribas le savent et ne s'en émeuvent pas, ou ne peuvent se défendre de relations compromettantes ».

La Paribas et à Indosuez, ou sa filiale bien connue, Sudameris, n'est pas une « filiale commune ». Les deux banques ne possèdent qu'une participation de 13 % chacune dans le capital de Sudameris, contrôlé, en fait, par une banque publique italienne, la Banca commerciale italiana, qui a plutôt pour objectif de « simplifier en France à travers Sudameris, les opérations des deux établissements », déclarent, en outre, participer activement aux travaux actuellement menés sur la lutte contre le blanchiment de l'argent, et tout ignorer de la drogue des allégations du député communiste.

## M. Bérégovoy n'a « ni certitude ni présomption » sur l'origine des fonds de M. Parretti

La tentative de rachat total de Pathé-cinéma par M. Gian-Carlo Parretti a été évoquée à l'Assemblée nationale lors du débat sur le blanchiment des capitaux de la drogue. Répondant à une question de M. François d'Aubert, député (UDF) de la Mayenne, M. Pierre Bérégovoy a précisé qu'il prendra avant le 15 juin la décision d'autoriser ou non l'opération.

« J'ai demandé à mes services d'instruire l'affaire avec le plus grand soin, a expliqué le ministre d'Etat, et d'apprécier si des éléments de fait, et non pas seulement des intuitions et des rumeurs, peuvent conduire à considérer que ce projet met en cause l'ordre public. J'ai demandé, en outre, aux ministères de la justice, de l'intérieur et de la défense de me communiquer les éléments dont ils dis-

poseraient à cet égard. Enfin, j'ai interrogé le président de la COB aux mêmes fins. Les éléments que m'a transmis ce dernier confirment le doute, mais n'établissent aucune certitude ni présomption. (...) Il est possible, compte tenu de la difficulté que j'ai rencontrée jusqu'à présent à obtenir autre chose que des soupçons, que je doive forger moi-même mon intime conviction. » M. Bérégovoy attend encore des renseignements demandés par la COB à son homologues américaine la SEC.

Dans son intervention, M. d'Aubert avait évoqué les condamnations de M. Parretti en Italie, les sanctions bourgeoises contre ses sociétés — Interpart au Luxembourg et Bobel aux Pays-Bas, — les amendes infligées en Espagne pour infraction à la législation des changes. Le

député de la Mayenne affirme, aussi, que les capitaux de Confiance, holding luxembourgeoise du groupe de M. Parretti, sont d'origine panaméenne. « La presse — italienne, espagnole, américaine, française... — a-t-il conclu, a relevé des indices qui montrent que l'origine des fonds Parretti est mystérieuse. Est-ce la drogue ? Est-ce autre chose ? Il y a là une enquête à mener. » Sur ce dernier point, M. Bérégovoy a conseillé à M. d'Aubert de saisir TRACFIN, qui procédera aux investigations nécessaires. Il faut noter, enfin, que, aux Etats-Unis, M. Parretti a reporté une nouvelle fois, d'une semaine, le paiement final de son offre d'achat sur la Metro Goldwyn Mayer, en invoquant des raisons techniques.

J.-F. L.

## EN BREF

■ M. Mitterrand et les droits de l'homme. — Le combat de la Ligue des droits de l'homme « reste nécessaire », a affirmé M. François Mitterrand en inaugurant, jeudi 7 juin, les locaux rénovés de cette association créée en 1894 à l'occasion de l'affaire Dreyfus. Il a expliqué que si la situation avait bien changé, « tout est toujours possible », comme l'ont montré « les événements qui se sont déroulés ces derniers années, voire ces derniers mois ». En présence de M. Rocard et de M. Arpaillange, le président de la République a ajouté : « La liberté est le terrain sur lequel toutes les autres fonctions de l'homme peuvent s'épanouir. (...) Si nous y mettons tous la main, il n'y a pas de raison de perdre le combat contre les exclusions. (...) La société

dépend de la capacité de l'homme à en faire ce qui lui convient. Si la société est un frein, c'est la société qu'il faut changer. »

■ Prochaine visite de M. Mitterrand dans l'océan Indien. — L'Elysée a officiellement annoncé, jeudi 7 juin, que le président de la République et Mme François Mitterrand effectueront un voyage officiel dans l'océan Indien du 11 au 15 juin. Ils séjourneront les 11 et 12 aux Seychelles, les 12 et 13 à l'île Maurice, les 13 et 14 aux Comores et les 14 et 15 à Madagascar.

■ Le PCF : la France est un « pays de bas salaires ». — M. Claude Billaud, membre du bureau politique du PCF, a affirmé, jeudi 7 juin à Orly (Val-de-Marne), au cours

d'un « état général » pour la justice, la dignité au travail et le plein emploi : « La France est aujourd'hui un pays de bas salaires » à cause « des choix délibérés du gouvernement de Michel Rocard (...) Ces dix ans de la présidence de François Mitterrand resteront ceux, dans l'histoire de la République, où le niveau des inégalités s'est le plus aggravé. »

■ Hommage funèbre à Charles Hernu. — M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, devrait prononcer en séance publique, le 12 juin à 16 heures, l'hommage funèbre de M. Charles Hernu, décédé le 17 janvier dernier. A l'ouverture de la session parlementaire, le 2 avril, M. Fabius avait précisé qu'il rendrait hommage « ultérieurement » au député du Rhône.

## Au Palais du Luxembourg

## La majorité sénatoriale souhaite que le président du Conseil constitutionnel soit élu par ses pairs

Avant l'examen, les 12 et 13 juin, du projet de loi instituant un contrôle de constitutionnalité des lois par voie d'exception, la commission sénatoriale des lois a adopté, mercredi 6 juin, une série d'amendements présentés par son président, M. Jacques Larché (Rép. et Ind., Seine-et-Marne), rapporteur du projet.

Ces amendements, qui ont trait notamment au dispositif des ordonnances et aux modalités de vote des lois organiques, font la synthèse des travaux préparatoires d'une « cellule » de réflexion.

En mettant sur pied une « cellule » de réflexion, la majorité sénatoriale témoignait de sa volonté de discuter sur le fond le projet de loi constitutionnelle élargissant la saisine du Conseil constitutionnel, jugée cependant inacceptable en l'état. Elle souhaitait aussi, par ce travail « en amont », faire la preuve de sa capacité d'unité en aboutissant à une position commune. La synthèse présentée par M. Larché à la commission des lois témoigne jusqu'à présent du succès de cette démarche. Les spécialistes de la cellule sont parvenus à un accord, malgré des positions de départ souvent fort éloignées les unes des autres.

Au nom de l'Etat de droit, les centristes entendaient, par exemple, profiter de l'examen du projet pour mettre en place un contrôle des actes du président de la République, alors que, pour leur part, les sénateurs RPR insistaient plus particulièrement sur le contrôle des actes communautaires. Les modifications au texte issu des travaux de l'Assemblée nationale portent, notamment, sur le fonctionnement du Conseil constitutionnel. Les sénateurs enten-

dre rendre incompatible l'exercice de cette fonction avec celui « de tout emploi public », « de toute activité professionnelle » et « de toute fonction élective ». Les sénateurs se prononcent aussi en faveur de l'élection « par ses pairs » du président du Conseil, actuellement désigné par le président de la République.

Les sénateurs retiennent trois dispositions plus ambitieuses, qui devraient susciter les plus grandes réserves à l'Assemblée nationale. Ils proposent « une procédure de signa-

ture obligatoire des ordonnances par le président de la République, dans les quinze jours qui suivent leur adoption en conseil des ministres », le chef de l'Etat pouvant, « le cas échéant », différer ces ordonnances au Conseil constitutionnel avant de les signer. Les sénateurs se prononcent en faveur d'« un vote conforme » des deux Assemblées « pour l'ensemble des lois organiques ». Ils souhaitent conférer le caractère organique « aux lois relatives aux libertés publiques ».

G. P.

PEUGEOT VOUS PROPOSE D'ENTRER DANS UN JEAN TOUT NEUF SANS VOUS VIDER LES POCHE.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

**LA SÉCURITÉ CIVILE**

La protection des personnes et des biens

Avec la participation de :

- Pierre ARPAILLANGE
- Georges DUFOIX
- Pierre JOXE
- Henri NALLET
- Renaud VIÉ LE SAGE

Envoyer 80 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Delort, 75014 Paris, en joignant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

UN BON PLAN POUR S'ACHETER UN JEAN NEUF SANS SE RETROUVER EN SHORT.

## Le procureur général de la

Le procureur général de la République, M. Jean-Louis Baudouin, a été nommé par décret du président de la République. M. Baudouin, ancien procureur général à la Cour de cassation, a été nommé à la place de M. Jean-Louis Baudouin, qui a été nommé à la Cour de cassation. M. Baudouin a été nommé à la place de M. Jean-Louis Baudouin, qui a été nommé à la Cour de cassation. M. Baudouin a été nommé à la place de M. Jean-Louis Baudouin, qui a été nommé à la Cour de cassation.

## L'inscription de

Klaus Barbie est condamné à la prison à vie. Klaus Barbie, ancien chef du régime nazi à Salzbourg, a été condamné à la prison à vie par un tribunal fédéral allemand. Klaus Barbie a été condamné à la prison à vie par un tribunal fédéral allemand. Klaus Barbie a été condamné à la prison à vie par un tribunal fédéral allemand.

## Trois terroristes par contumace à la

Le chef d'orchestre de l'attentat de l'avenue de la République, M. Jean-Louis Baudouin, a été condamné à la prison à vie par un tribunal fédéral allemand. M. Baudouin a été condamné à la prison à vie par un tribunal fédéral allemand. M. Baudouin a été condamné à la prison à vie par un tribunal fédéral allemand.



10. Quatre nouvelles universités en région parisienne  
11. Théâtre : une pleine lune à Constantinople

12. La saison 1990-1991 de l'Opéra-Bastille  
Communication : GMF se retire de TF 1

13. « Le Monde sans Visa »  
20. Les Internationaux de France de tennis

## Difficultés de l'enquête et rumeurs

## Le procureur général de Nîmes réaffirme le « caractère antisémite » de la profanation de Carpentras

Un mois après la profanation du cimetière juif de Carpentras, l'enquête policière suit son cours sans apporter d'éléments décisifs. M<sup>me</sup> Monique Guemann, procureur général de Nîmes, a indiqué, jeudi 7 juin, dans une déclaration à l'agence France-Presse, que l'emplacement par les profanateurs du cadavre de Félix Gernon sur un piquet de paille, n'était pas établi, même si « le caractère antisémite de ces actes ignobles » est, lui, certain. Car, selon le magistrat, il y a eu « intention d'empaler », un piquet a été « planté dans le pil fessier » et « une étoile de David a été placée sur le ventre, sous la main droite » du cadavre.

Les difficultés de l'enquête favorisent la propagation de rumeurs et d'interprétations les plus diverses. Ainsi la diffusion d'un faux courrier administratif mettant sévèrement en cause l'action de la direction centrale des renseignements généraux (RG). Ce faux, dont l'existence a été révélée par le Point dans son numéro daté 4-10 juin, a toutes les allures d'une tentative de manipulation de l'opinion publique.

L'enquête sur la profanation de Carpentras n'a, pour l'instant, donné aucun résultat probant. Les rares indices matériels trouvés sur place sont toujours en cours d'exploitation. Aucun témoignage n'a conduit les enquêteurs sur une piste jugée crédible. Les services de police et de gendarmerie ont procédé à de multiples interpellations de suspects potentiels, dans plusieurs villes du sud de la France. Deux groupes ont été visés : les milieux proches de l'extrême droite et les sion-

heads, d'une part ; des personnes impliquées ces dernières années dans des profanations de cimetières, d'autre part. Près de deux cents personnes ont été entendues, leurs emplois du temps ont été étudiés à la loupe. Mais ces auditions n'ont abouti à aucune inculpation. Cet insuccès policier offre un terrain propice au développement de rumeurs. Une rumeur contestant la réalité de l'outrage fait à la dépouille de Félix Gernon s'est ainsi propagée avec insistance. Elle est accréditée par un extrait du rapport de l'autopsie pratiquée par les deux médecins légistes, qui ont constaté « des traces dans la région du pil fessier » (dans son acceptation clinique, le terme d'empalement implique en effet qu'un pil ait pénétré le corps pour atteindre les viscères). La rumeur a pris une telle ampleur qu'elle a conduit le procureur général de Nîmes, M<sup>me</sup> Monique Guemann, à faire une mise au point sur la réalité des faits, jeudi 7 juin : « Je tiens à réaffirmer que le caractère antisémite de ces actes ignobles résulte tant du choix du cimetière de Carpentras, consacré aux juifs, que de la mise en scène consistant à planter un piquet dans le pil fessier d'un cadavre après l'avoir exécuté, arraché de son cercueil, et lui avoir placé une étoile de David sur le ventre, sous la main droite ». Le procureur général a précisé qu'il n'est pas possible, au stade actuel du dossier, de savoir si les résultats des expertises médico-légales conforteront, ou non, la thèse de l'empalement. On indique, de source proche de l'enquête, que les photographies réalisées par le service de l'identité judiciaire révèlent un début de pénétration de la hanche de paille dans la région de l'anus. Reste l'essentiel, selon M<sup>me</sup> Guemann : il y a bien eu « intention d'empaler le corps de Félix Gernon » avec un piquet de paille ramassé sur un tas d'ordures du cimetière.

Ces précisions mettront-elles fin à une controverse qui va en s'amplifiant ? « Il ne m'appartient pas de me

prononcer sur le fait de savoir si le cadavre de ce pauvre M. Gernon a été empalé ou non », déclare M. Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France, jeudi 7 juin. Je considère comme suffisamment odieux le fait qu'il ait été exécuté et qu'on ait déposé sur son cadavre une étoile de David prélevée sur un monument funéraire du cimetière ». De son côté le Quotidien de Paris, dans son édition du 7 juin, paru avant les déclarations de M<sup>me</sup> Guemann, affirme, lui, sous la signature de Jean-Marie Brauberg, que « l'empalement dont avait fait état d'une manière très réaliste Laurent Pabius sur FR3 est un mythe. Un mythe volontairement créé par une partie de la classe politique pour susciter une bien naturelle réaction d'horreur dans l'opinion ».

Ce débat, sur la réussite ou non d'une tentative d'empalement dont les autorités judiciaires affirment qu'elle a été bien réelle, sera clos par les résultats définitifs des expertises médico-légales. Au-delà, l'impuissance de la police et le comportement du ministre de l'Intérieur font l'objet d'attaques de plus en plus vives de l'opposition. Jugent que l'enquête a été menée « avec une lenteur et une incompétence », M. Philippe Mestre, député (UDF) de Vendée, a rudement pris à partie M. Joxe, mercredi 6 juin à l'Assemblée nationale, lors de la séance des questions d'actualité : « A peine le crime commis (...), vous vous précipitez à Carpentras, vous donnez de vive voix des instructions aux services de police par une déclaration fracassante, vous désignez à l'annonce les auteurs du forfait (...). Estimez-vous que le rôle d'un ministre de l'Intérieur consiste à désigner politiquement les responsables d'un crime, ou plutôt à en arrêter les coupables ? ».

A quoi M. Joxe a répondu qu'il avait simplement « dit que les responsables s'appelaient intolérance et antisémitisme ». Il n'en reste pas moins que les premières investigations des

policiers ont été dirigées, en priorité, vers les milieux de l'extrême droite.

L'affaire de Carpentras a provoqué une tentative de manipulation qui inquiète fortement le ministère de l'Intérieur, tant elle lui paraît émaner des rangs de la police. Un mystérieux correspondant a récemment contacté plusieurs organes de la presse parisienne leur proposant des « informations décisives ». Présentant une carte tricolore du ministère de l'Intérieur, sans vouloir en dire plus sur son identité, cet homme a ainsi rencontré l'un des rédacteurs en chef de l'Express. Il lui a remis la copie d'une lettre administrative à en-tête du « Ministère de l'Intérieur - Direction départementale des renseignements généraux du Vaucluse ». Objet de ce courrier : un « projet de profanation du cimetière israélite de Carpentras ». Daté du 3 mai 1990 - quatre jours avant la profanation - ce courrier est un faux, extrêmement bien

imité, dont le Point de cette semaine a publié une copie en en soulignant la falsification.

Ce faux document met en cause « deux individus de type maghrébin » qui auraient attiré l'attention d'un informateur des RG locaux : dans un bar d'Avignon, ces deux hommes auraient évoqué, en langue arabe, les préparatifs d'une profanation du cimetière juif de Carpentras. Prétendument adressé au directeur central des RG en poste au moment des faits, M. Jacques Fournet, le faux courrier se termine par une phrase lourde de sous-entendus : « Une surveillance discrète des abords immédiats du cimetière israélite de Carpentras a été mise en place ». Commentaire de l'homme qui a remis cette missive à plusieurs journalistes : la « surveillance » du cimetière a été levée la veille de la profanation, afin de rendre possible une orchestration politique de l'affaire de Carpentras,

par M. Joxe et son directeur central des RG.

Ce faux est troublant. Primo, son apparence quasiment parfaite indique que ses auteurs connaissent très bien l'organisation interne des directions départementales et nationales des Renseignements généraux. Secundo, la lettre fait état du véhicule des deux « suspects » maghrébins, une Renault 21 immatriculée 101 GSC 75 ; il est précisé que cette immatriculation correspond à un véhicule retiré de la circulation le 8 décembre 1989. Or ces renseignements sont exacts à un point près : le véhicule a bien été retiré de la circulation, mais le 8 décembre 1988. Les faussaires ont donc, semble-t-il, eu accès au fichier de cartes grises de la Préfecture de police de Paris. Plusieurs enquêteurs ont été désignés pour tenter d'identifier les auteurs de ce faux courrier administratif.

ERICH INCYAN

## A l'extrême droite

### « L'après-Carpentras, ce sera le schéma de Dreux »

affirme M. Le Pen

Dans un entretien publié par National Hebdo daté 7-13 juin, M. Jean-Marie Le Pen déclare notamment, à propos des pistes à suivre dans l'enquête sur la profanation du cimetière juif de Carpentras : « Une à ne pas écarter, c'est celle du SAC (Service d'action civique, dissous en juillet 1982). Rappelez-vous la tuerie d'Aurélien. Ça se passe à quelques kilomètres de Carpentras. Aurélien, ce sont les amis de Pasquas et Chirac. Il y a la piste du KGB. Si l'on se place du point de vue international (...), le Front national est un objectif du KGB car il serait le seul à pouvoir fournir à la France un gouvernement anti-communiste (...).

Autre piste : celle du Moyen-Orient (...). Aucune de ces pistes, alors que nous en sommes à la quatrième semaine après Carpentras, n'a été explorée ».

Évoquant la question de l'intégration des immigrés, le président du Front national indique : « En suivant ce raisonnement on aurait pu, sous l'Occupation allemande, proposer de marier chacune de nos filles à un trouillard de la Wehrmacht. Ainsi, d'une certaine manière, le problème de l'Occupation eût été résolu. Mais le peuple français, lui, réagit de façon différente. C'est pourquoi, j'en suis convaincu, la situation se résoudra selon le schéma

de Dreux. L'après-Carpentras, si j'ose dire, c'est le schéma de Dreux (l'élection de M<sup>me</sup> Marie-France Stirbois à l'Assemblée nationale, en décembre 1989) ».

M. Le Pen ne craint-il pas que « tout cela ne débouche sur une guerre civile » ? A cette question de National Hebdo, le chef de file de l'extrême droite répond : « Il est certain qu'il existe et va exister une coupure idéologique entre ceux qui l'ont convaincu d'admettre l'intégration et ceux, de plus en plus nombreux, qui s'y opposent et veulent préserver leur pays et leur identité. Le grand risque, c'est la libération ».

### Après une agression contre la chanteuse Hélène Delavant

#### Trois jeunes royalistes condamnés à des peines de prison

Trois militants du mouvement Restauration nationale qui avaient participé à l'agression contre la chanteuse Hélène Delavant, le 6 janvier 1989, au théâtre des Bouffes du Nord, ont été condamnés, jeudi 7 juin, à un an de prison, dont dix mois avec sursis, par la 14<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris.

#### Peinture bleue et tube de colle

L'artiste, le jour de l'agression, interprétait des chansons révolutionnaires lorsqu'un groupe de manifestants avait pénétré dans le théâtre. Les uns bloquaient les issues pendant que les autres montraient sur scène, projetant du gaz lacrymogène sur Hélène Delavant, lui couvraient le visage de peinture bleue et vidaient un tube de colle sur ses cheveux. Les agresseurs s'étaient ensuite enfuis en criant « Vive le roi ». (Le Monde du 8 janvier 1989). Sur les trois jeunes gens interpellés dans les milieux royalistes, Philippe et Giovanni Castelluccio et Christophe de Peyrelongue, seul ce dernier avait reconnu s'être rendu au théâtre, tout en contestant toute participation aux violences.

Dans son jugement, le tribunal note qu'il s'agissait « d'une opération de commando parfaitement organisée » et relève : « L'action violente manifeste l'intolérance de ses auteurs à l'égard des opinions d'autrui et de leur libre expression ». Les juges en déduisent qu'il convient de faire « une application sévère de la loi pénale », mais que leur situation de délinquants primaires leur permet de bénéficier d'un sursis partiel.

M. P.

## L'instruction du dossier Tourvier

### Klaus Barbie entendu par le juge Getti

LYON  
de notre bureau régional

M. Jean-Pierre Getti, juge d'instruction à Paris, chargé d'instruire le dossier de Paul Tourvier, ancien chef militaire dans la région lyonnaise en 1943 et 1944, s'est rendu à Lyon, du mardi 5 au jeudi 7 juin, pour procéder notamment à l'audition de Klaus Barbie, ancien chef de la Gestapo à Lyon, qui purge une peine de réclusion à perpétuité.

Mardi et mercredi, M. Getti avait recueilli les dépositions de plusieurs anciens résistants -

parmi lesquels MM. Henri Jeanblanc et Stéphane Piat, membres de l'Armée secrète de la Loire - détenus dans les locaux de la milice lyonnaise placés sous la responsabilité de Paul Tourvier au cours du printemps ou de l'été 1944.

Avant de regagner son cabinet parisien, M. Getti a aussi entendu M. Emile Medina qui affirme que Tourvier a pris une part active à l'interrogatoire et aux nombreux sévices dont il fut victime, en mai 1944, après avoir été arrêté par la milice et livré à la Gestapo.

R. B.

### Trois terroristes condamnés par contumace à la réclusion à perpétuité

La cour d'assises de Paris, spécialement composée de magistrats, a rendu jeudi 7 juin trois arrêts par contumace condamnant à la réclusion criminelle à perpétuité trois accusés en fuite impliqués dans des affaires de terrorisme.

Le premier arrêt concerne Mohand Hamami, trente-cinq ans, considéré comme l'un des responsables du mouvement dissous Action directe. Il a été déclaré coupable de l'assassinat des gardiens de la paix Claude Ciaida et Emile Goudry et de tentative d'assassinat de plusieurs personnes, commis le 31 mai 1983 lors d'une fusillade avec des policiers avenue Trudaine. Pour ces faits, Régis Schlicher avait été condamné à la même peine par la même juridiction, et Nicolas Halten à dix ans de réclusion criminelle le 13 juin 1987. La dernière trace officielle de Mohand Hamami dont disposent les enquêteurs est constituée par un contrôle d'identité dont celui-ci a fait l'objet au début de l'année 1984.

Le second arrêt condamne Jacqueline Esber, une Libanaise qui accompagnait Georges Ibrahim Abdallah, l'un des chefs des Fractions armées révolutionnaires

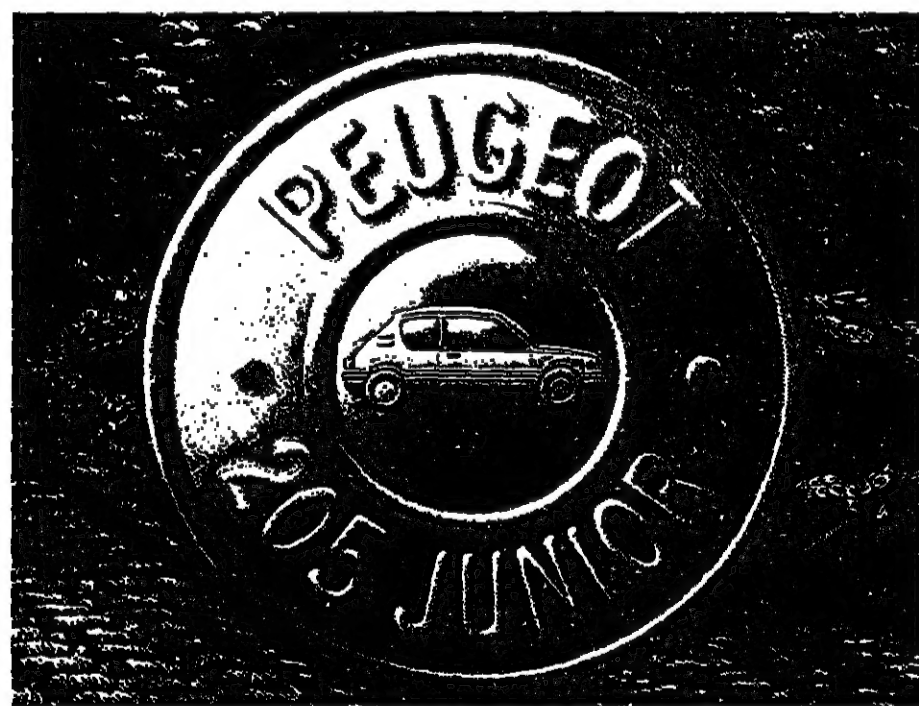
Libanaises (FARL). Elle a été déclarée coupable de l'assassinat du diplomate israélien Yakov Barsimantov, commis le 3 avril 1982 à Boulogne-Billancourt, et de la tentative d'assassinat de M. Robert Onan Homme, consul des Etats-Unis à Strasbourg, fut victime le 26 mars 1984.

Enfin, Haysayn Humari, cinquante-neuf ans, irakien, a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour complicité d'assassinat, de destruction par explosifs et association de malfaiteurs. Connu également sous le nom d'Abou Ibrahim, il est considéré comme le responsable du « Groupe du 15 mai » qui a manipulé Habib Maamar en lui offrant 1 000 dollars pour poser une bombe devant les magasins Mark et Spencer, boulevard Haussmann à Paris, le 23 février 1985. Humari est considéré comme un spécialiste des explosifs et son nom a été cité à propos de l'attentat commis le 19 septembre 1989 contre un DC 10 de la compagnie UTA.

La procédure de contumace est de pure forme puisque la condamnation est « anéantie » par l'arrestation de la personne recherchée qui doit être ensuite jugée.

M. P.

MAINTENANT VOUS POUVEZ VOUS ACHETER UN JEAN NEUF SANS DONNER JUSQU'À VOTRE DERNIER BOUTON.



490 F. PAR MOIS PENDANT 11 MOIS  
UN PLAN TERRIBLE POUR LA 205 JUNIOR\*

La 205 Junior a l'insolence et l'insouciance de la jeunesse. C'est cela qui fait son charme. Pour vous séduire, elle vous propose aujourd'hui un plan terrible, une location avec option d'achat, sur 48 mois. Ainsi, pour une 205 Junior 3 portes, AM 90 (prix tarif de 49.000 F TTC au 23/02/90) il vous suffira d'effectuer un 1<sup>er</sup> versement de 12.250 F TTC (soit 7350 F TTC de dépôt de garantie, plus 4.900 F TTC de 1<sup>er</sup> loyer majoré). Ensuite, vous paierez 11 loyers de 490 F TTC, puis 12 loyers de 990 F TTC, suivis de 24 loyers de 1.470 F TTC. L'option d'achat finale sera de 9.8750 F TTC. Coût total en cas d'acquisition : 66.517,50 F TTC. Hors assurance (facultative). Pour un sacré numéro il ne fallait rien moins... qu'un sacré financement !

\*Sous réserve d'acceptation du dossier par la société Cédipar (groupe Cédipar). Offre valable jusqu'au 30 juin 90 et réservée aux personnes physiques pour l'achat d'un véhicule neuf de la gamme Peugeot.

PEUGEOT 205

CÉDIPAR chez PEUGEOT. TOUS LES FINANCEMENTS SUR PLACE IMMÉDIATEMENT.

PEUGEOT







## THÉÂTRE

## Une pleine lune à Constantinople

Il n'est plus jeune,  
il se bat avec son passé  
et affronte la jeunesse  
c'est « Une nuit  
de Casanova »

« C'est une abomination pour laquelle, Dieu soit loué, je ne me sens aucun goût. Ces mots viennent d'échapper à Casanova. Il est en tête-à-tête, dans l'intimité d'une calèche, avec le castrat Bellino, et il ne sait pas si cette beauté, vêtue d'habits masculins, est une femme ou un homme. « Je ne pouvais fixer mes yeux dans les siens sans brûler d'amour », dit Casanova. Mais c'est-ce bien une femme ? Il voudrait s'en convaincre de tactu. Bellino s'y refuse. Et c'est là que Casanova met les points sur les i, si c'est un homme, n'en parlons plus : « une abomination » !

Dix mois plus tard, Casanova est à Constantinople. L'ancien ministre turc des Affaires étrangères, Ismail, coïncide Casanova dans un nid de verdure : « Il lui vient une fantaisie que je n'ai pas trouvée de mon goût : je lui ai dit en riant que je n'étais pas amateur de la chose, et enfin las de sa tendre insistance je me suis levé un peu brusquement ». Casanova s'affirme pour la seconde fois, héros indéchiffrable. A quelques jours de là, une nuit de pleine lune, dans un petit pavillon dont la croisée donne sur un lac où quelques jeunes femmes prennent un bain de minuit, Casanova, au plus aisé d'une étreinte, accède à un plaisir moult : « Je ne me suis jamais de ma vie trouvé ni si fou, ni si transporté ».

Et qui est partenaire, aussi bien actif que passif, de cette extase suprême ? Une déesse du Bosphore ou une vénitienne de passage ? Non, c'est un homme. Notre ancien ministre, Ismail, « l'orgie prit fin... Après nous être régalez par d'excellentes confitures, et avoir pris quelques tasses de café, nous nous séparâmes. C'est le seul plaisir de ce genre que j'eus à Constantinople ». Non seulement Casanova était homosexuel aussi, parfois, sans l'avoir prévu, mais il y atteignait des sommets. Il raconte la chose comme il fait d'habitude, comme il sait faire si bien : en toute franchise. Librement, sans insister, « écrire comme on parle, avec des coupures, des bonds ; tenir l'allure d'une conversation libre et gaie », dit Paul Valéry, qui aimait beaucoup Casanova, — il est vrai que la mère et le père de Valéry (c'était la vraie orthographe) étaient italiens.

Ce que Valéry aime chez Casanova, comme chez Stendhal, c'est le ton de vérité. Il ne faut pas se faire de loin, une idée fautive de Casanova, il faut aller le lire : il ne se vante pas de ses conquêtes, il raconte des hasards, des coups pour rien et il parle aussi de tout autre chose que la bagatelle. Il en est étonné de franchise, d'originalité, au point que toutes les traductions françaises sont infidèles, sauf



Jean-François Balmer dans « Une nuit de Casanova »

une, parue enfin chez Plon en 1962 (l'édition folio-Gallimard en donne des extraits).

Un ton de vérité, disait donc Valéry, mais il précisait aussitôt : « En littérature, le vrai n'est pas concevable... La vérité est toujours éclaircie, colorée, tantôt par la simplicité, tantôt par la bizarrerie, tantôt par la négligence, tantôt par l'aveu de choses plus ou moins honnêtes mais toujours choisies... » C'est ce jeu, ce va-et-vient, vrai-non-vrai, cette inversion d'illusion d'optique, que Jean-François Balmer exerce à merveille lorsqu'il interprète le Casanova de la pièce de Franco Cuomo, *Une nuit de Casanova*.

Est-il en route pour Vienne, Prague, Dresde ? Il n'est plus jeune du tout, ce Casanova. Il a fait halte dans une auberge. Il attend une femme qui ne viendra pas, semble-t-il, il va passer une nuit blanche, scannée par les entrées et sorties d'un beau jeune homme, plus tentant que le ministre turc, un soi-disant serviteur d'hôtel en qui Casanova devine un délinquant en cavale. Aucun signe d'abomination dans les échanges des deux hommes. Ce serait plutôt le chat avec la souris, un frotement.

Jean-François Balmer, l'un des acteurs français les plus fascinants,

est un joueur singulier, lunatique. Souvent il semble conduire plusieurs inévitables ou desirs à la fois, quitter l'un pour l'autre, passer d'une zone d'ombre à une délicate, se lancer d'un coup dans une voie de travers. C'est d'une rare richesse, d'une rare densité. Mais Casanova, qui se donne pour « libre et gai », n'est pas Dostoevski, ni Nathalie Sarraute. Et Balmer, cette fois, nous donne une voix, un ton, simples. Tantôt calmes, tantôt plus brusques, mais simples.

Et l'envers de la chose, le « vrai n'est pas concevable » de Valéry, Balmer nous l'indique par des nuances de gestes, d'attitudes. Et il nous montre, ce faisant, que c'est la voix de l'acteur, son timbre, son intonation, qui orientent la perception de l'auditoire, bien plus que les gestes. La voix de Balmer, en apparence si sobre, est, en fait, d'une science accomplie, accréditée ainsi les mimiques les plus déliantes, les naturalistes. Balmer, sans perdre aucun élan de vie, « joue » la pensée et l'écriture entières de Casanova.

Arnaud Bodouet interprète très bien le jeune homme mystérieux, Isabelle Carré fait une lumineuse apparition, aux derniers instants. Traduction française de Hugot

Hattem, mise en scène de François Petit, décor de Jean Bauer, tout est bien. Une île (de théâtre) enchantée.

MICHEL COURNOT

Théâtre Renaud-Barreau, du mardi au samedi à 21h. Tél : 42-56-60-70.

## EXPOSITIONS

## L'art pour la galerie

La Nuit Paris-Beaubourg, ou comment se faire une idée de la création contemporaine en courant

Jeudi 7 juin, la Nuit Paris-Beaubourg, c'était sa cinquième édition. Soixante-dix galeries (contre quarante et une en 1988), situées dans les quartiers des Halles, du Marais et de Beaubourg, ouvraient leurs portes jusqu'à minuit. Lancé en mai 1988 par quatre galeries (Oudin, Beaubourg, Bellini, Lebon), ce grand soir de l'art — quatre-vingt mille visiteurs d'invitation expédiés — ressemblait, hier, à une chasse au trésor sous la pluie : collectionneurs, décollés, artistes moites, serpilières à l'entrée.

Dès 19 heures, on s'épongeait donc au Café Beaubourg, qui est à l'événement ce qu'un refuge est aux alpinistes : échanges d'informations, météo (« N'y va pas, c'est mauvais »), happening matinal pour les premiers de cordée, avec la projection d'un film de Marina Abramovic et Ulay, à 5 h 15 au lever du soleil ; distribution gratuite de guides pratiques et de boissons.

L'art est à la mode : ça se ressent du côté des sponsors (cette saison, pas de vin du Mâconnais, mais du champagne Moët en flûte) et de l'abondance des tribus qu'il attire : égarés conceptuels emmitouflés dans leur chilo en crochet mauve ; mondaines sigles Cartier-Chanel ; publicitaires à l'affût ; sosies de Beuys, etc.

On reconnaît les fétards se dirigeant uniquement vers les lieux criblés d'une étoile rouge (vingt vernissages dans la soirée) et puis les pros, affectant de quitter la foule inhabituelle : « Moi, ce sera très vite vu ; je prends le chemin pour aller chez Yvon (Lambert) », Hassenot, Durand-Dessert, Froment-Puimman... Ces vrais amateurs ont leurs habitudes, leurs privilèges (garer son Austin noire dans la cour d'Yvon Lambert). Une fois dans la galerie, ils font des signes, croquent une chip, disparaissent dans les réserves. Rien à voir avec le courtier collectionneur, déboulant avec cet air fier : « Pas mal Susan Etkin, ça fait combien ? Et vous avez des choses en réserve en ce moment ? »

Pendant cette nuit Paris-Beaubourg, les gens, les attitudes prennent bien plus d'importance que l'art, tel qu'il se donne ou se refuse habituellement. Chez Zabrizkie, un jeune galeriste parle de l'incendie de l'atelier du peintre Lacalmontie avec des sanglots dans la voix ; chez Fournier, une admiratrice de Joan Mitchell ne se décourage pas devant les toiles de 2 millions de francs. Sur le livre d'or, elle écrit au crayon de couleur : « Je reste mouillée, c'est chouette. »

Directrice de la galerie Beaubourg, Marianne Nahon se réjouit : « Plus on leur donne à voir, plus c'est sympa. Il reste que, bien souvent, ces portes ouvertes se ferment sur un silence encore plus codé (informations au compte-gouttes, listes de prix dissimulées), qui fausse les règles du jeu et achève de meuler les galeries parisiennes face à leurs contradictions. »

Chez Claude Fain, dentiste, qui vient d'ouvrir une galerie dans le Marais, son associé, Peter Linger, un marchand new-yorkais à l'allure d'un Raspoutine hassidique, déplore : « Les Parisiens sont habitués à des jeux organisés, qui limitent leurs choix, leur indépendance. Pourquoi se pressent-ils aujourd'hui alors que nous sommes ouverts tous les jours ? »

LAURENCE BENAIM

**HORS SERIE**  
**SCIENCE & AVENIR**  
**SPECIAL**  
**ENVIRONNEMENT**  
**PRÉCIEUSE PLANÈTE**  
**EN VENTE PARTOUT 25F**

## DANSE

## Les mauvais pas

La brillante saison du Palais Garnier ne s'achève pas vraiment en beauté.

Merci, Monsieur Nourev ! C'est à l'ex-directeur de la danse au Palais Garnier (il avait conçu la saison qui s'achève) que l'on doit cet étonnant pensum qu'est le *Speaking in Tongues* de Paul Taylor : il le vit l'an dernier à New York, s'en enticha, décida de la faire monter à Paris.

Il s'agit, paraît-il, de faute et de rédemption, dans une petite communauté américaine où sévit un prédateur un peu louche. Quand le groupe danse gaiement (la musique est très éprouvante), il grimpe sur une chaise et prend des poses de grand inquisiteur. Un garçon est passé à tabac. Une cuvette et des giclées suggèrent un baptême. C'est à peu près tout ce qu'on sait dans cette affaire très compliquée qui dure près d'une heure. Comment identifier des personnages qui s'appellent (c'est le programme qui nous le dit après coup) « le souvenir qu'il a de lui-même », « sa meilleure moitié », « son enfant non désiré » ou « une femme qui fait de l'épave » ? Nourev n'a oublié qu'une chose en important le ballet, c'est que tout cela parle directement à la conscience pari-

taine américaine, mais beaucoup moins à la nôtre. Seule consolation dans cette épreuve : Kader Belarbi, tourmenté, intense, magnifique dans le rôle de l'Homme de religion.

On avait vu à Avignon, il y a deux ans, *Points in Space*, de Merce Cunningham, dansé par sa propre compagnie (le Monde du 2 août 1988) ; on en avait gardé meilleur souvenir. Est-ce une question d'interprétation ? Les danseurs de l'Opéra sont peut-être encore un peu amidonnés pour dégager l'extrême liberté corporelle, la décontraction sous la rigueur, la fantaisie sous la précision que demandent les chorégraphies de Cunningham. Seuls Jean Guizarix et Jean-Christophe Paré, pour qui la danse moderne n'a pas de secrets depuis longtemps, s'en tirent.

A Avignon, on nous avait épargné le décor, une toile violemment rouge et noire de William Anastasi, assez pénible. Et les maillots sont disgracieux. Un ennui distingué régnait, que ne secouent pas les chuintements et chuchotements de John Cage. Hélas ! On avait vu le meilleur. La soirée s'achève sur

une création de Mark Morris — le successeur de Maurice Béjart à la Monnaie de Bruxelles — sur la cantate BWV 134, de Bach (« Ein Herz, das seinen Jesum lebend weiss »).

Voilà qui s'appelle rater son entrée à l'Opéra. Morris se livre à son penchant favori, qui est de proposer une équivalence visuelle aux structures de la musique, un pas sur chaque note ou presque. Cela lui a parfois réussi (par exemple avec Haendel à Bruxelles). Mais cette fois, sa chorégraphie, suçant les manières flâpées d'un néo-classicisme cacochyme et d'une moderne danse à bout de souffle, est d'une pauvreté accablante. Pas l'ombre de cette habileté que montrait naguère Morris dans les entrées et les sorties, la formation et l'éclatement des groupes. Tout est plat, banal, cafouilleux. Ajoutons de vilains costumes drapés, dans les caca d'oie, vert bronze et pétrole. Une soirée lugubre.

SYLVIE DE NUSSAC

Palais Garnier. Jusqu'au 16 juin. Tél. : 47-42-53-71.

CHARLES GASSOT PRÉSENTE

DEJA 1 MILLION 800 MILLE SPECTATEURS EN FRANCE.

“Les gens ont vraiment du temps à perdre !”

**Tatie Danielle**

UN FILM DE ETIENNE CHATILIEZ

AVEC TSILLA CHELTON, CATHERINE JACOB, ISABELLE NANTY, NEIGE DOLSKY, ERIC PRAT, LAURENCE FEVRIER.

SCENARIO ET DIALOGUES FLORENCE QUENTIN

ADAPTATION FLORENCE QUENTIN ET ETIENNE CHATILIEZ, IMAGE PHILIPPE WELT.

DÉCORS GEOFFROY LARCHE, MONTAGE CATHERINE RENAUD.

MUSIQUE GABRIEL YARON, CHANSON INTERPRETÉE PAR CATHERINE RINGER.

UNE PRODUCTION TELEM, FR3 FILMS PRODUCTION, LES PRODUCTIONS DU CHAMP POIRIER AVEC LA PARTICIPATION DE SORCA INVESTIMENT, SOFIMAGE, SOFICA CRÉATIONS ET IMAGES INVESTISSEMENTS.

**smf**



## CULTURE

## MUSIQUES

Opéra-Bastille  
an II

Après une première mini-saison de dix-sept représentations, la programmation de l'Opéra-Bastille monte en puissance. Entre le 2 octobre 1990 et le 19 juillet 1991, cent cinquante manifestations seront proposées au public. Même si 1 100 places restent sous la barre des 200 F, il est possible de se demander ce que veut dire opéra populaire lorsque les prix des fauteuils les mieux placés grimpent de 380 F à 520 F.

Le programme comprend huit opéras (*Otello*, de Verdi, *la Dame de pique*, de Tchaïkovski, *Katia Kabanova*, de Janáček, *l'Âge enchanteré*, et *les Noces de Figaro*, de Mozart, *Manon Lescaut*, de Puccini, *Samson et Dalila*, de Saint-Saëns et *Un re in Asolo*, de Luciano Berio). Cinq de ses productions sont nouvelles, et certaines seront montées en coproduction avec d'autres théâtres lyriques.

L'Opéra-Bastille leur ouvrira ses portes pour soixante-dix-neuf représentations. Parallèlement, une dizaine de concerts symphoniques dirigés par Myung-Whun Chung à la tête de l'Orchestre de l'Opéra, cinq récitals de chant, l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, six concerts de l'Orchestre philharmonique de Radio-France dirigés par Marek Janowski, son chef titulaire, six concerts de musique de chambre animés du piano par Myung-Whun Chung qui comme Daniel Barenboim mène une double carrière de chef et de pianiste, une intégrale des quatuors à cordes de Mozart par la garde montante des jeunes quatuors à cordes français et des spectacles de l'École d'art lyrique trouveront asile dans la grande salle, l'amphithéâtre et le studio.

A. LO.

Précision. — Contrairement à ce que nous avons écrit dans *le Monde Arts* et spectacles du 7 juin, Isaac Stern ne donnera pas un, mais deux concerts, au théâtre du Châtelet. Le premier, au programme de son répertoire des trios pour violon, violoncelle et piano de Schubert, Beethoven et Chostakovitch, joué avec le violoncelliste Yo Yo Ma et le pianiste Emmanuel Ax sera donné vendredi soir, à 21 heures (prix des places de 60 F à 395 F). Le second, donné dimanche à 18 heures reprend le même programme. Il est réservé au moins de vingt-cinq ans, mais que les anciens se rassurent, l'entrée du Châtelet ne leur sera pas interdite s'ils accompagnent des jeunes. Ils bénéficieront même du tarif exceptionnel voulu par Stern à l'occasion de ses soixante-dix ans (de 40 F à 70 F).

## CINÉMA

## Tout le monde l'appelle Henry

«Coeurs flambés», de Helle Ryslinge fait voler en éclats l'image tranquille de la société danoise.

Son prénom est Henriette, mais tout le monde l'appelle Henry parce que cette fille est un bon copain. Infirmière dans un hôpital immense où l'on circule en trottinette dans les couloirs, Henry est délicate, sa bégueule. Elle n'est ni jolie ni belle, mais charmante avec son nez pointu. Défaut de la cuisine : sa gentillesse, son sentimentalisme. Amoureuse d'un homme parti il y a cinq ans chercher des cigarettes, elle cherche un nouvel amour et s'attire des tas d'ennuis.

*Coeurs flambés*, premier long métrage de la danoise Helle Ryslinge, a mis plusieurs années en passant par quelques festivals pour arriver à une distribution commerciale en France. Il surprend par son humour caricatural, trivial parfois, par ses couleurs volontiers

criardes, par un ton de comédie surexcitée qui fait voler en éclats une image de la société danoise. Un peu à la manière de Stephen Frears pour l'Angleterre thatchérienne.

L'actrice Kirsten Lehfeldt, drôle de petite bonne femme au cœur d'or, dévorée par un appétit de vivre très sensuel, encaisse les coups de son entourage — tous gens assez délinquants — mais finit par se rebeller. Ainsi la scène où par ses farces culinaires, elle humilie publiquement son amant, un médecin macho; une force dramatique extraordinaire sous-tend la situation burlesque. Tel est le talent de Helle Ryslinge. C'est encore avec Kirsten Lehfeldt qu'elle a réalisé son deuxième film, *Sirup*.

JACQUES SICLIEN

## L'Arlésienne d'Amérique

Un «road movie» romanesque d'Elie Chouraqui : «Miss Missouri»

Nathan Leven (Richard Anconina) arrive à Chicago pour retrouver Helen Parker, une jeune Américaine, rencontrée à Paris. Ils se sont aimés, mais il y a eu par sa faute à lui un malentendu, et elle a fui. Un numéro de téléphone pourrait fournir une piste. Une piste qui glisse entre les doigts de Nathan. Commence alors un voyage à travers l'Amérique, à la recherche de cette femme qui se dérobe, véritable Arlésienne des autoroutes et des relais. Nathan y rencontre des gens qui l'ont connue, mais qui élèvent de nouvelles barrières. Et pour lui, l'Amérique, c'est aussi le souvenir de Charlie Parker, d'Ernest Hemingway, de Kansas City, la ville où il voulait élever Helen.

obsessionnel reste trop abstrait. Richard Anconina qui s'agit beaucoup en parlant un anglais approximatif (l'idée des hésitations de langage est bonne) n'a pas la stature suffisante pour imposer, seul, un personnage fragile, ému, touchant.

Il a besoin d'une forte présence en face de lui. S'il est un peu perdu, décalé, c'est aussi parce que Chouraqui, au lieu de miser à fond sur un univers intimiste et sentimental, a voulu réaliser un film sur l'Amérique que les cinéastes français imaginent d'après les «road movies» de ces dernières années. Mais pourquoi se mesurer à Wim Wenders quand on est capable de se faire sa place dans le cinéma français.

JACQUES SICLIEN

Cinéma et jeunesse à Paris. — Treize enfants du monde entier constitueront le jury du cinquième festival international du film et de la jeunesse qui se tiendra à Paris du 19 au 26 juin sous la présidence de Claude Cardinale. Des classiques de Walt Disney, des grands films de l'âge d'or du cinéma américain, au cycle sur le rock'n'roll au cinéma, ou encore *Fanfan la tulipe*, de Christian Jacques et *Indiana Jones*, de Steven Spielberg, seront présentés. La compétition rassemblera dix œuvres françaises, britanniques, australiennes ou canadiennes.

► UGC Emittage. 72 ave des Champs-Élysées. Réservations et renseignements : 47-54-11-000

## COMMUNICATION

La mutuelle revend ses parts dans la Une

## La GMF préfère A 2 à TF 1

Renversement d'alliance dans le paysage audiovisuel français. La Garantie mutuelle des fonctionnaires (GMF) a annoncé, jeudi 7 juin, son retrait du capital de TF 1 et son rapprochement avec Antenne 2. La GMF coproduira et parrainera plusieurs émissions de la télévision publique, notamment le nouveau magazine «pluri-culturel» de Bernard Pivot (nos interviews du 5 juin).

Allié de la première heure du groupe Bouygues, la GMF avait apporté à l'industriel du bâtiment travaux publics candidat à la reprise de TF 1 l'aura culturelle qui lui manquait. Propriétaire de la FNAC, le groupe mutualiste était en effet bien placé pour contribuer au «mieux-disant culturel» dont le gouvernement avait fait à l'époque le principal critère de sélection.

Las! La programmation de la Une ne devait jamais correspondre à son attitude et les relations entre M. Pétiat et le PDG de la chaîne, M. Patrick Le Lay, devaient s'en ressentir. Amer, M. Pétiat a fourni à la presse quelques exemples de cette détérioration : la sévérité publique de ses jugements sur la programmation de la chaîne lui avait valu le désagrément de quelques «brimades»; son refus de siéger au comité stratégique de la chaîne et, depuis un an, au conseil d'administration l'avait, selon lui, conduit à être interdit d'antenne.

C'est donc faute de «n'avoir pu

participer aux réflexions sur les orientations de la chaîne en matière de programmes culturels» que M. Pétiat a annoncé par lettre aux autres actionnaires de TF 1, jeudi 7 juin, le retrait de son groupe et la mise en vente du bloc d'actions de 6,1 % qu'il y détenait. Une cession, a-t-il expliqué le même jour dans une conférence de presse, qui pourrait se faire «en bloc» pour les 3 % d'actions achetées en Bourse. L'identité des acheteurs éventuels n'a pas été révélée.

Le solde (la participation de départ) devait être proposé aux actionnaires d'origine, susceptibles, selon le pacte qui les lie, de faire jouer un droit de préemption : le groupe Bouygues (dont la participation ne peut toutefois pas excéder, selon la loi, ses 25 % actuels), Maxwell, les Éditions Mondiales, Bernard Tapie, ainsi que le Crédit Lyonnais, la Société générale, Worms et Suez. De cette vente, la GMF devrait retirer 420 millions de francs, dont 100 millions de plus-value.

Partante, la GMF assure pourtant ne pas vouloir se désengager de l'audiovisuel. Si elle n'est pas candidate, «pour l'instant», à la reprise des 2,5 % de M 6 que M. Marin Karmitz souhaite céder, elle compte développer les activités de Prony Production, sa filiale spécialisée dans la création de programmes. Une filiale aux dimensions modestes (30 millions de chiffre d'affaires) mais déjà présente sur FR 3, Canal Plus, M 6, la SEPT et les réseaux câblés, notamment avec des magazines culturels.

Mais dorénavant, c'est avec

Antenne 2 que la GMF devrait entretenir des relations privilégiées. M. Pétiat désire en effet apporter «une totale solidarité à cette chaîne, plus proche de nos valeurs» et surtout à son directeur général, M. Jean-Michel Gaillard, «un ami de longue date, dont le courage et le talent aideront cette société publique à retrouver la dignité et le rayonnement qu'elle n'aurait jamais dû perdre». La nouvelle émission pluri-culturelle de Bernard Pivot annoncée pour janvier 1991 sera la première à bénéficier de cette nouvelle solidarité. La GMF transférera également de TF 1 sur A 2 sa collaboration aux programmes météo.

Pour intéressant qu'il soit, ce redéploiement sur la chaîne publique n'est quand même pas à la mesure d'un groupe mutualiste réalisant 18,8 milliards de francs de chiffre d'affaires, présent dans huit secteurs d'activités, quatre-vingt sociétés et détenant 37,1 milliards d'actifs. Il n'y a en effet pas grand chose de commun entre une participation au capital de la première télévision commerciale d'Europe et les opérations de prestige, mais poncuelles, prévues sur Antenne 2. Pour la GMF, qui détient 10 % de la chaîne par satellite Euromusique mais a cédé, en avril 1987, ses 5,3 % de Canal Plus, ce nouveau retrait sonne provisoirement comme un échec.

PIERRE-ANGEL GAY

M. Thierry de Beaucé souhaite une stratégie commune  
des radios publiques vers l'Est

M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'État, chargé des relations culturelles internationales, a réuni, jeudi 7 juin, au Quai d'Orsay, les présidents de la Sofrad, de Radio-France et de Radio-France internationale (RFI) pour examiner l'action radiophonique de la France en Europe.

«Chaque société a une histoire, un statut, une vocation qui lui sont propres, affirme M. Thierry de Beaucé, et chacune doit conserver son identité. Radio-France internationale a, par exemple, des contraintes de service public dans la Sofrad peut s'affranchir, elle a une structure très simple permet de s'associer facilement à des partenaires étrangers. Il faut donc harmoniser les initiatives, les faire se compléter, surtout pas se chevaucher. La diversité, voire la dispersion des projets, exige que nous prenions le temps de faire le point, d'en tirer les conséquences budgétaires et de définir ensemble, entre partenaires publics français, une stratégie commune.»

Attentif aux propos du ministre mais soucieux de pouvoir continuer à développer leurs projets sans compromis, les présidents des radios ont cependant pris connaissance d'un projet étudié pour l'instant au sein de la seule Sofrad mais auquel chacun pourrait être appelé à collaborer. Un projet un peu comparable dans son principe à celui créé en matière de télévision par Canal France internationale.

Il s'agit de concevoir une sorte de module commun, un *patchwork* d'émissions issues de Radio-France, de RFI, de radios de la Sofrad ou de programmes propres, en langue fran-

çaise, bénéficiant d'un habillage et d'une couleur d'antenne cohérents et destinés à être envoyés par satellite à des radios FM installées à l'étranger et capables de le compléter quelques heures par jour par une animation locale dans la langue du pays. L'inspiration serait, dit-on, «le rayonnement cosmopolite de la France», l'antenne étant ouverte à des francophones de toutes nationalités.

La maîtrise d'œuvre reviendrait à la Sofrad ou à une sorte de groupement d'intérêt économique où se retrouveraient les différents partenaires. Un premier calendrier prévoirait des implantations à Berlin, Bucarest, Sofia et Budapest.

C'est dans cet esprit de coopération entre radios de service public que Radio-France et RFI ont signé, mercredi 6 juin, un accord prévoyant la mise en commun de ressources afin de développer leur couverture de l'actualité étrangère. Six correspondants permanents seront donc installés, d'ici à 1992, à Prague, Tokyo, Vienne, Abidjan, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine, qui répondront aux demandes de prestations présentées par les deux radios. Ces dernières se supporteront à part égale l'investissement (10 millions de francs).

ANNICK COJEAN

Association avec Rizzoli et rapatriement de Quillet

L'audiovisuel ne détourne pas  
Hachette de la presse

L'investissement de Hachette dans la télévision ne lui fait nullement délaïsser la presse. En association avec l'éditeur italien Rizzoli, le groupe vient de racheter la majorité de la société grecque Athenian, qui publie l'hebdomadaire *KAI* (200 000 exemplaires) et diverses éditions grecques de magazines étrangers comme *Elle* ou *Playboy*. Il renforce son contrôle direct sur la presse régionale.

MMB, la société holding du groupe Lagardère qui contrôle indirectement la majorité du groupe Hachette, va lui céder d'ici quelques semaines la «part la plus importante» de la participation qu'elle possède dans Quillet SA. Cette société chapeaute le pôle presse régionale du groupe qui comprend le groupe Le Provençal (*Le Provençal*, *Var-Matin*, *le Méridional*), les *Dernières Nouvelles d'Alsace* et *l'Echo républicain* (Chartres). Quillet SA était contrôlée jusqu'alors par MMB (46,6 %) et par Hachette (53,1 %). La cession par MMB de la plus grande partie de ses participations à Hachette, «quelques pourcentages

devant être vendus à des investisseurs institutionnels», consacre donc la vocation «presse» d'Hachette, a indiqué M. Philippe Camus, PDG de MMB.

Quillet SA a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 1,6 milliard de francs et un résultat net de 47,4 millions de francs. «C'est le deuxième groupe de presse quotidienne régionale derrière le groupe Hersant, a précisé M. Camus. Il est le seul à être coté en Bourse et il est évalué à 500 millions de francs». Le renforcement du contrôle d'Hachette sur la presse régionale va lui permettre de poursuivre sa stratégie dans ce secteur. Et la vente de parts de Quillet à Hachette va permettre à MMB de financer de nouvelles opérations. La société envisage d'investir 200 millions de francs en 1990-1991, notamment dans les domaines des télécommunications et des médias électroniques : elle possède déjà des participations dans Locstar (système de radiorepérage des véhicules par satellite), dans PCN (radiotéléphone), dans SICLI (télésurveillance, «sécurité physique», contrôle d'accès, etc.) et dans des réseaux privés de communication comme RP Nice.

Y.-M. L.

M. Maxwell se dit prêt  
à acheter  
un quotidien américain

Après avoir pris le contrôle fin 1988 de la maison d'édition MacMillan, M. Robert Maxwell se lance à nouveau à la conquête du marché américain. Le patron de presse britannique a annoncé le 4 juin à New York qu'il était en train de négocier l'achat d'un important quotidien américain «pour des centaines de millions de francs».

Après avoir vendu ses imprimeries aux États-Unis pour plus de 3 milliards de francs, il a pourtant acheté récemment trois journaux à sensation diffusés en supermarchés, le *Globe*, le *National Examiner* et le *Sun*. Mais il lui manque un véritable quotidien d'informations générales.

Selon des hommes d'affaires américains proches de lui, le magnat britannique serait particulièrement intéressé par le *Chicago Sun Times* (532 678 exemplaires diffusés en moyenne) ou par le *New York Daily News* (1 180 139 exemplaires), qui appartient au groupe Tribune, par ailleurs éditeur du premier quotidien de Chicago, le *Chicago Tribune*. Les propriétaires du *Chicago Sun Times* et du *New York Daily News* ont cependant précisé que ni l'un ni l'autre n'étaient à vendre.

Michel Polac animera tout l'été une émission hebdomadaire sur FR 3. — M. Michel Polac animera tous les samedis, de 14 h à 15 h, une nouvelle émission, «Spéciale Racines».

journée-débat

ART  
SCIENCE  
CULTURE

le 12 juin 1990

11 h L'art de la mémoire

14 h Art, science et culture

16 h 30 Science, culture, institutions

avec : Lina Bolzoni, Umberto Eco, Jean-Louis Signoret, Marc Fumaroli, avec : André Chastel, Gérard Régner, avec : Roger Lesgards, Paolo Galluzzi, Laura Bossi, Pietro Corsi.



Museo di Storia della Scienza, Firenze

(Accès libre)

cité des Sciences et de l'Industrie - Centre international de conférences  
30, avenue Corentin Cariou - 75019 Paris - Métro Porte de la Villette  
Renseignements le lundi 11 juin au (1) 42 25 21 43.

Journal de la culture

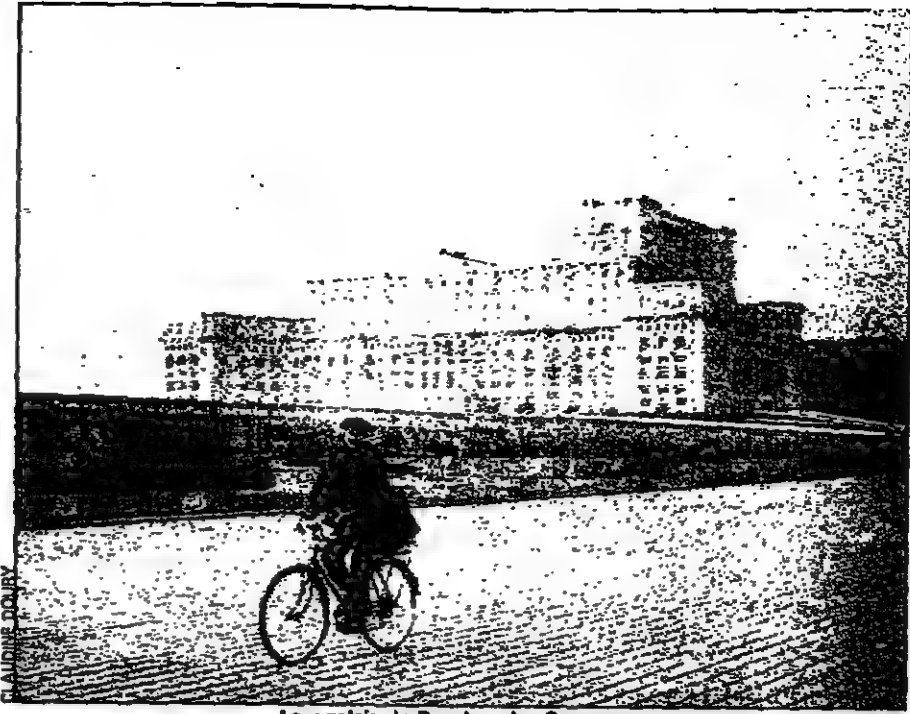


# Le Monde

## SANS VISA



L'auditorium de l'Athénée, à Bucarest, au début du siècle.



Le « palais du Peuple » des Ceausescu.

La capitale roumaine conserve encore suffisamment de son esprit et de ses quartiers d'hier pour retremper son âme meurtrie. Relecture du portrait qu'en traçait Paul Morand en 1935.

## Morand, Bucarest et nous

Un diplomate occidental à la retraite ayant fréquenté la Roumanie avant et durant le communisme se plaisait à rapporter que le meilleur moyen de plaire à la reine Hélène puis à Elena Ceausescu (et on pourrait sans doute ajouter à n'importe quel Roumain ou Roumaine) était de leur dire : « Madame, Bucarest est vraiment le Paris des Balkans ! »

L'anui, c'est que la capitale roumaine, ayant été fondée par Vlad l'Empereur (en 1459) par Vlad l'Empereur - autrement dit Dracula lui-même - ne se trouve pas dans la partie balkanique de l'Europe...

Mais n'ajoutons pas de chicanes géographiques aux angoisses actuelles de ce pays. D'autant plus que Bucarest fut longtemps et est encore, par son esprit congénitalement défilé, volatils et féminins, bien plus « parisienne » que proche de la pompeuse Athènes moderne ou des lourdes grâces slaves de Sofia (et encore moins de la redoutable astuce hongroise).

L'agilité mentale des Bucarestois, qui les rapproche des Parisiens, s'accommoda en effet, contrairement, d'une inconsciente « naïveté ».

Mais il s'agit de la naïveté du Huron, de celle dont le surréaliste René Crevel écrivait vers 1930 qu'il en faut beaucoup pour accomplir de grandes choses (1).

L'ambassadeur Alexandre Paléologue, qui vient d'être rappelé définitivement par son gouvernement en raison de son goût trop prononcé pour le parler vrai ; la prof de français Doïna Cornea, inimitable metteuse de pieds dans le plat sous Ceausescu comme sous Iliescu ; Andrei Cristoveanu, un autre enseignant qui vient d'abandonner la sécurité du fonctionariat pour créer la première école privée franco-

roumaine du pays, nous paraissent tous trois illustrer à merveille ce compagnonnage de la finesse et de la candeur, au reste marque de toute la Roumanie et non de la seule Bucarest.

Conséquence positive de la révolution roumaine dans le monde éditorial français, la réédition du *Bucarest* de Paul Morand (2) vient à point nommé pour vérifier l'ambivalence esquissée ici.

Ce livre, publié en 1935, est à la fois le portrait d'une nation à travers sa capitale et une preuve d'amour de l'écrivain pour son épouse roumaine (3), Hélène (il faut s'y faire, toutes les femmes de cette contrée, de feu la poétesse Vacaresco à la péripatéticienne timide de l'hôtel Intercontinental, se nomment ainsi, hommage de la latinité à une Byzance qui lui a offert une spécificité supplémentaire : l'orthodoxie).

### Une couronne fondue dans l'acier

Le *Bucarest* de Morand permet, page à page, presque mécaniquement, de vérifier que cette ville, ce terroir latins dans l'immensité slave furent moins que « provinciaux » sous la couronne, fondue dans l'acier d'un canon ottoman, de ces Hohenzollern francophiles et francophones choisis à dessein par Napoléon III (le *Monde* du 7 février).

Vers 1930, l'existentialisme frémissait déjà à Bucarest avant de s'épanouir dix ans plus tard à Saint-Germain-des-Près. Cioran, future coqueluche parisienne, y émergeait avant de s'expatrier.

Plus encore, Iorga, le prolifique historien de graphie française, qui devait être assassiné durant la guerre mondiale pour prix de sa modération politique, préfigurait nos Braudel, Chagnon et Le Roy Ladurie, par son sens de l'angle insolite,

sa fantaisie érudite, ses amples synthèses mais où le lecteur ordinaire n'est jamais abandonné à la noyade solitaire.

Puisse perdurer l'intérêt actuel pour la Roumanie afin qu'on retrouve bientôt dans les librairies de l'Hexagone ne serait-ce que *Byzance après Byzance*, ce summum de l'œuvre iorgienne !

Selon Morand, Iorga était « le génie des Carpates ». Le vrai. Les communicateurs de Ceausescu furent de sacrés compilateurs, empruntant aussi à l'éphémère homme fort Antonesco (que le roi Michel limogea en 1944) l'amphigourique surnom de *Conducator*.

Iorga qui, en 1930, devant un carafon de vin blanc, lisait l'avenir pour le reste du siècle : « Nos paysans ne seront jamais bolcheviques, comme les paysans français, ce sont des individualistes forcés, des avarés, souvent très riches. » « La dictature ? Pour quoi faire ? Aucun peuple n'est plus facile à mener que le peuple roumain. »

Hantés, sans doute, par l'idée du proche épilogue de leur inutile dictature, les Ceausescu, dans leurs ultimes années, voulurent marquer à jamais Bucarest. Ils y parvinrent - mutatis mutandis comme le baron Haussmann à Paris, - jetant bas tout un quartier charmant de venelles, églises et treilles, le remplaçant par une volée de Champs-Élysées tragiquement sans vitrines mais où les automobiles de demain seront comme poissons dans l'eau.

Le couple « génial » ne détruisit pas pour autant le centre historique même de Bucarest - qui n'a donc renoncé ni à ses statues 1900 de poètes ou de politiciens oubliés, ni à sa « rue Jules-Michelet, romanophile », ni à ses vitrines anarchiques où le Triestin Claudio Magris a même vu « des soutiens-gorge semblant avoir déjà

servi »... (4). Urbanistiquement, le communisme, quand il n'est pas ravageur, se montre des plus conservateurs (voir Sofia, Prague ou Moscou). Aussi bien le volume de Morand constitue-t-il encore le meilleur guide pour jauger cette *Calea Victoriei*, cette avenue de la Victoire, « la plus fameuse artère du proche Orient qui a vu passer les cinquante mille hommes et les mille huit cents canons retour de Plevna (5) en 1877, les troupes roumaines victorieuses de la Bulgarie, sans coup férir, et éprouvées par le seul choléra en 1913, le maréchal Mackensen et ses armées suivies de savants en uniforme en 1916, enfin les régiments français défilant en novembre 1918 sous les fleurs et les vivas ». Et, aujourd'hui, une foule résignée, provisoirement au moins, à sa révolution mi-ratée, mi-réussie.

### Les souffrances d'un maître d'hôtel

Toujours dans la même avenue, poussons la porte de Capsa (qu'on devrait écrire « Capcha ») puisque, en français, on doit, paraît-il, le prononcer ainsi. Ce haut lieu, s'il en fut, du « Paris des Balkans », du Bucarest de Carol II, de Louis XV roumain, ce rendez-vous de toutes les élites nationales d'avant le régime marxiste, existe toujours, comme confiné dans le formol, avec ses boîtes veloutées par le temps et ses velours bruns par l'usage.

C'est le cœur de la ville, topographiquement et moralement (...), c'est un hôtel, une confiserie, un restaurant et un café. Imaginez, réunies dans une maison d'apparence modeste et désuète, quatre vieilles gloires européennes : le restaurant Foyot et la confiserie Rumpelmayer de Paris, le café Florian de Venise et l'hôtel Sacher de Vienne. C'est un

style, une tradition, une habitude, un organe, un décor, une salle des pas-perdus, un monument et une cocarde, que Capsa. Tout Bucarest s'y retrouve.

Sous le communisme, ceux qui comptaient dans la Cité se cachaient soigneusement au fond des bois de la périphérie. Capsa démonstrée, étatisée, ne demande aujourd'hui qu'à recouvrer sa liberté, sa visibilité, à servir du vrai café, du chocolat non farineux, des petits pains comestibles et « à présenter le Monde à sa clientèle, n'est-ce pas ? puisque hier on lui offrait le Temps », ajoute aimablement le maître d'hôtel francophone, qui déteste autant son statut de fonctionnaire que le mauvais café. « Écrivez-le, je vous en prie ! » Dont acte.

Cela n'a l'air de rien mais le sort de Capsa sera l'un des baromètres les plus probants du Bucarest de demain. Revivra-t-elle ? Revivra-t-elle ? Morand concluait : « Capitale d'une terre tragique, où souvent tout finit dans le comique, Bucarest

se laisse aller aux événements sans cette raideur, parlant sans cette fragilité que donne la colère. »

Ainsi, en principe, rien n'est perdu. D'autant plus qu'à en croire encore l'inventaire des biographies de capitale : « L'Histoire, comme une idiote, mécaniquement, se répète ». Après le pire devrait donc revenir le meilleur. Et les serveurs de Capsa être heureux derechef. En tout cas, ils le méritent.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

- (1) L'Esprit contre la Raison, éd. Table.
- (2) Pion, 298 p., 100 F.
- (3) Paul Morand, par Ginette Guillard-Auvast, Compagnie générale du livre, 1981.
- (4) Danabé, Gallimard-L'Arpentier, 1988.
- (5) Plevna ou Plevon (Bulgarie actuelle). Bataille contre la Porte où la jeune armée roumaine secourut les Russes.

La Table ronde vient d'édition Extraire avec Paul Morand d'après l'émission télévisée « Archives du XX<sup>e</sup> siècle » (85 F).

**JAHRELINE**  
KIEL - OSLO

La route directe pour la Norvège

**SCANDITOURS**

Demandez la brochure à votre Agence de voyages ou à  
LA MAISON DE LA SCANDINAVIE ET DES PAYS NORDIQUES  
36 rue Tranchet 75009 PARIS - Tél. (1) 47 32 33 65



## VACANCES-VOYAGES

## HÔTELS

## Aquitaine

## ENTRE MER ET MÉDOC

**HOTEL RESTAURANT \*\*\* NN**  
Parc fleuri 2 ha. Piscine, tennis  
parcours santé, piste cyclable, golf,  
1/2 pension 275 F  
LES ARDILLÈRES, 33140 SALAUNES.  
Tél. : 56-58-58-40  
Fax : 56-58-51-01.

## Côte d'Azur

## 06400 CANNES

**HOTEL LIGURE \*\*\* NN**  
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES  
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275  
Fax : 93-39-19-48  
A 300 mètres de la célèbre Croisette  
et des plages.  
Climatisé, luxueux, chambres  
TV couleur. Tél. direct, minibar.

## NICE

## HOTEL LA MALMAISON

**Hôtel de charme** près mer,  
calme, grand confort.  
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES  
TV COULEUR PAR SATELLITES  
Restaurant de qualité.  
45, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-57-62-56 - Tél. 478-418.  
Tél. 93-16-17-99.

## HOTEL VICTORIA \*\*\*

33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. 93-81-39-50  
Plage, centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin,  
chambres TV couleur, ciblées,  
téléphone direct, minibar.

## Montagne

## LA SAVOIE AUTHENTIQUE

**CHALET DE LOULE ROUGE - XVII<sup>e</sup> S. \*\***  
Alt. 1600 m. Logis de France. Guide  
Auto-Journal. Cuisine, détente, nature.  
Exposition panoramique plein sud.  
Famille SURETTE LA CHAL  
73530 SAINT-JEAN-D'ARVES.  
Tél. : 73-59-70-99.

## Paris

## SORBONNE

**HOTEL DIANA \*\***  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.  
Tél. direct.  
De 280 à 420 F. Tél. : 43-54-92-55.

## HOTEL LILAS GAMBETTA \*\*

223, avenue Gambetta  
Chambres insonorisées  
TV couleur. Tél. direct, minibar  
de 290 à 340 F. Tél. : 43-43-45-40  
Tél. 211838. Fax : 43-61-72-27.

## Provence

## AUX-EN-PROVENCE

**HOTEL RESIDENCE**  
Location d'appartements meublés  
pour séjour de courte  
ou longue durée.  
Prestations de qualité.  
**L'HOTEL PARTICULIER**  
Tél. : 42-38-29-92

**Victoria-Laubert-Horn Wengen** Bernese Oberland  
Hôtel de famille de 1<sup>er</sup> cat. grand confort, grand  
sjour agréable. Restaurants, bar et café occasi-  
onnels. Chambres avec bain, douche, w.c., télé-  
phone direct, radio, sèche-cheveux, coffre, l.v. Des-  
servantes et chauffeur de taxis. 79-92-22 - selon  
saison et séjour. Des buffets aux chandelles.  
Combinaisons avantageuses 1/2 pension, 1/2  
pension, 1/2 pension, 1/2 pension, 1/2 pension.  
Famille S. + H. Castel, Hôtel Victoria-Laubert-Horn, CH-3323 Wengen.  
Tél. 7941/28/58 51 51, tél. 7941/28/58 53 53, Fax 7941/28/58 53 53.

## DROME PROVENCALE

Paris/4 h par TGV (Montélimar).  
Site exempt, microclimat, prom., muséol.  
LVA saune. Cuisine à votre goût.  
On ne fume pas à table.  
Chambres gd confort d'hiver. Mireille  
Colombo. Tél. : 75-26-12-89.  
Auberge du vieux village d'Aubenas,  
26110 NYONS - Fax : 75-26-38-10.

## ROUSSILLON PIZZO GORDS

**MAS DE GARRIGON \*\*\***  
Lois de la culture et du bruit, des villages  
à la mode, un hôtel et un restaurant  
de charme en campagne, face aux coteaux  
de Roussillon.  
Vous déjeunerez et dînez en terrasse.  
Piscine - Equitation - Promenade.  
Tél. : 90-45-63-22.

## Sud-Ouest

## PÉRIGORD

**LA CLÉ DES CHAMPS \*\*\* NN**  
PISCINE, TENNIS  
1/2 pension à partir de 152 F  
Café  
Proximité à l'hôtel  
parcours 9 trous, à 20 mn  
24000 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD  
Tél. 33-29-95-94.

## Angleterre

## LONDRES

**LONDON LODGE HOTEL, 4 étoiles.**  
134 Lecham Gardens, Londres W8 6JE.  
Hôtel luxueux à Kensington, dans le  
centre de Londres. «Breaks» de 3 à  
7 nuits à £ 27.50 par nuit et par  
personne. Chambres doubles et 2 lits.  
Gratuit pour les enfants (cib. partagée  
avec les parents). Offre valable jusqu'au  
31 août. Pour information et brochure,  
tél. : 19-44-71-244-8444.

## Suisse

## CH-1854 LEYSIN

**HOTEL MONT-RIANT**  
Confort. Un accueil jeune et chaleureux.  
Cuisine personnalisée faite par le patron.  
Terrasse, Jardin, Jeux.  
Pens. complète. Chambres à 2 lits.  
Par personne, par jour, env.  
FF 300,-/352,- (Fr. S. 75,-/88,-),  
toutes taxes comprises.  
Demi-pension possible.  
Jean-Marc et Brigitte RYHEN-  
WINTER, dir.-prop. Tél. (19-41)  
25-34-27-01. Fax (19-41) 25-34-27-04.

## LUGANO

**L'HOTEL WASHINGTON \*\*\***  
Situé au calme près gare et  
centre-ville - Grand parc et parking  
1/2 pension : FS. 69,- à 79,- par pers.  
Tél. : (19-41) 91-56-41-36.

## SILS-MARIA (Engadine)

**L'HOTEL AUX \*\*\* ÉTOILES**  
Pour vos vacances d'été ou d'hiver  
Tous les sports  
Tél. : 19-41-82-43-22. Fax : 82-43-22  
Hôtel et maison d'appartements  
Edelweiss/Alvotera. CH 7514 Sils-Maria.

## TOURISME

## Hôtel d'enfants

## Vacances d'été

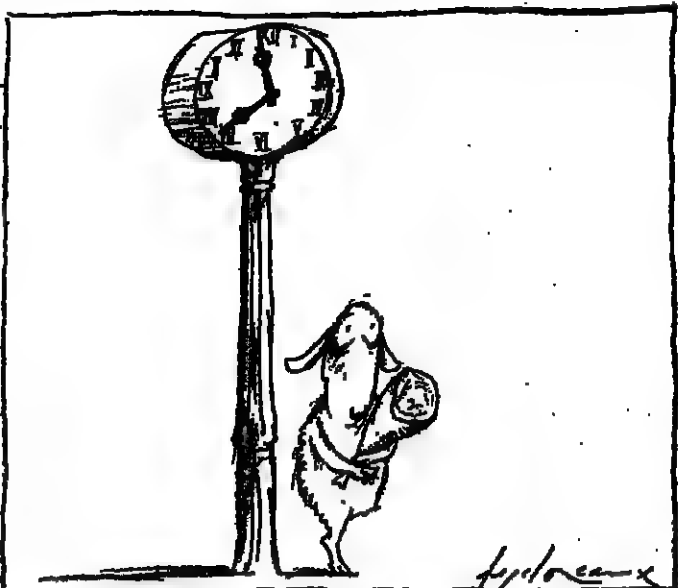
**HAUT DOUIS (900 m alt.) 3 h de Paris**  
par TGV, agrément Jeunesse et Sports.  
Yves et Liliane accueillent vos enfants dans  
une ancienne ferme XVII<sup>e</sup> confort, rénov.  
au milieu des forêts et pâturages. Accueil  
limité à 14 enfants, cuisine, piscine, jeux,  
châtaignes 2 on 3 avec sabbat, V.C. Activités avec  
moniteurs : tennis, tennis, jeux, ping-pong,  
V.T.T., initiation, échecs, peinture, s/bain,  
fabrication du pain,  
découverte environnement.  
Tarif à partir de 1 800 F/semaine par enf.  
Tél. : (16) 81-38-12-51.  
Le Gîte d'Accueil - La Longeville  
25630 MONTENOIR.

## SANS VISA

## LA TABLE

## Le gigot de sept heures

Cuisson lente pour savourer le mouton... à la cuiller



CETTE manie nous vient-elle d'Amérique ? En tout cas, le consommateur se tourne de plus en plus vers une cuisine aséptisée, une cuisine où les choses n'ont plus le goût de ce qu'elles sont, où l'insipide bar l'emporte sur le merveilleux haché, où l'andouillette est mise à l'index et où le faible pour le fromage fort est bien mal vu. Aussi ne sait-on plus ce qu'est la viande de mouton, et sur les cartes seul l'agneau daigne paraître - même s'il est, à l'occasion, vraiment mouton, on n'ose pas point l'afficher !

Or l'agneau, si lorsqu'il est « de lait », c'est-à-dire de six semaines environ et non sévère, au printemps, mérite l'affection du consommateur et l'appartenance à un bon cuisinier en peut faire, prend après cinq mois l'appellation d'agneau gris et devient insipide, alors qu'un peu plus tard, devenu mouton (c'est-à-dire un agneau de quatorze mois, légalement), sa viande est savoureuse en diable, solide et robuste, juste parfumée - pas, certes, le goût de saint des vieilles bêtes, mais comme de légères prémices de celui-ci, caractérisant l'agneau d'hérbage (broutard) ayant dépassé ses fatidiques quatorze mois.

Bref, on peut parler de l'irish stew des Irlandais, du navarin (le vrai, aux navets qui lui ont donné son nom), des côtes Champagnaises et du gigot surtout (entre parenthèses, célébrons la souris, ce morceau privilégié du gigot de mouton, et signalons les souris aux poivrons et tomates, un plat classique de La Grasse Turine, 91, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, tél. : 45-74-02-77).

Et regrettons que le gigot ne soit pas plus souvent de mouton lorsqu'il paraît :

« au milieu de la table, fleurant l'ail et couché sur un lit respectable de joyeux haricots... » ainsi que le chantait Raoul Ponchon.

Mais puisque nous voici célébrant le gigot (et, à Paris, celui, quotidien, de Chez Georges, 273, boulevard Pereire, tél. : 45-74-31-00, est un classique désormais incontournable !), je

voudrais regretter que pas une maison de Paris ne propose quelquefois cette perfection « gigotique » venue du Berry. On sait que le mouton figure trois fois dans les armes des Bituriges (on a même fait à ce propos du méchant esprit, disant que quatre-vingt-dix-neuf moutons et un Berrichon font cent bêtes !). Le charmant poète local Hugues Lapaire nous en a laissé une recette : mettre un gigot en casserole avec carottes, oignons,

sel, poivre et ail. Le retourner pour qu'il prenne belle couleur, puis ajouter du bouillon et quelques cuillerées de madère.

Le poète ici paraît, et le madère insolite bouscule quelque peu l'ancienne recette que voici : piquer le gigot (de mouton, bien sûr !) de lardons, d'ail et, accessoirement, de languettes de jambon cru. Garnir la marmite de couennes et poser le gigot dessus, entouré d'oignons en rouelles. Saler et poivrer.

Mouiller de trois verres d'eau et d'autant de vin blanc. Recouvrir d'une assiette creuse et fermer hermétiquement la marmite d'un cordon de pâte. Verser du vin dans l'assiette. Cuire à feu doux sept heures en renouvelant le vin évaporé. Ce gigot se sert avec des pommes berrichonnes, coupées en dés et revenues au saindoux avec des oignons, une gousse d'ail écrasée, du thym et du laurier, le tout mouillé de bouillon à l'ail et au cuit à feu doux.

Curnonsky donne une recette sensiblement identique, mais y ajoute à la cuisson un peu de cognac et un peu de sauce tomate. Mais le principe reste le même : les sept heures de cuisson lente suffisent à lier la sauce et le gigot de mouton peut se manger « à la cuiller ».

Pour arroser ce plat merveilleux et « qui a du goût », un vin pressé régional se peut proposer : saucerre rouge, reuilly, châteaumeillant, rouges également. A moins évidemment que vous n'ayez en cave un... Mouton de M. de Rothschild.

LA REYNIÈRE

## SEMAINE GOURMANDE

## L'Oustau de Baumanière

Largement nonagénaire et toujours aussi jeune, de cœur comme d'esprit, le cher Raymond Thullier relève le défi du Michelin, qui vient de lui retirer une étoile. Sans qu'il sache pourquoi, de reste, ni que la satisfaction de sa clientèle ne le compréhende non plus ! Passons.

Relaxons-nous dans ce cadre exceptionnel, régalons-nous de ces merveilleux petits déjeuners, savourons les produits du jardin, et les classiques, en particulier le célèbre gigot d'agneau en croûte. La cuisine est ici, depuis déjà quelques années, le fait du petit-fils, Jean-André Charrier. Il pourrait s'inquiéter : à en croire MM. Gaut-Millau, il a rejoint une cuisine qui menaçait de s'écrouler ! Mais, à en croire d'autres, ce coup de semonce du Michelin serait la conséquence d'une régularité « éternisée » de l'acte cuisine.

Alors ? Contentons-nous de hausser les épaules et de lever la fourchette pour nous régaler des dîners de saumon aux fèves du jardin, du petit homard au châteauneuf-du-pape et à la polenta, de la crème de fraises glacée, des queues de langoustine aux deux poireaux, du pigeon rôti à l'ail nouveau, etc. Mais il ne faut revenir sur la fraîcheur des légumes du jardin (ah ! ces petites pois du ris de veau aux truffes !) et sur le fruit de l'huile d'olive (des Baux, elle aussi !).

Sans oublier la cave, riche en grands vins et en vins régionaux, comme le côte-du-rhône blanc (cépage viognier de L'Oustau, 1989), par exemple, ou le saint-joseph, le châteauneuf-du-pape blanc, les costières-du-gard. Evidemment, la fête est aux prix d'une fête (600 F-700 F environ). Mais quelle fête ! Avec des menus (pour deux convives) de 520 F à 640 F.

Le menu provençal, par exemple, est une merveille, dont le gigot d'agneau à l'enchinois et ail avec sa ratatouille est le sommet... Mais Baumanière, c'est encore plus que tout cela : le vil-

lage perché capitale de cœur de Mistral, l'esprit épicurien de Thullier, l'éclair d'or et de verdure de L'Oustau : un paradis ! Alors ? Une, deux, trois étoiles ? Est-ce que cela compte devant le soleil ?

► **OUSTAU DE BAUMANIÈRE**  
au Val d'Enfer,  
13520 Les Baux-de-Provence.  
Tél. : 90-54-33-07.  
CB-AE-DC-Eurocard.

**AVANT OU APRÈS SPECTACLE**  
Accueil tous les soirs de 19 h à 1 h 30 du matin.

**VAUDEVILLE**  
Plaque de fruits de mer, huîtres  
Fillet de morue fraîche  
au jus de truffe  
Pâtisseries de volailles  
à la langouste  
Coquillages chauds

Face à la Bourse, dans un décor  
historique des années 30  
29, rue Vivienne, Paris 2<sup>e</sup>  
Réservation : 42 33 39 31  
Région Bourse en face du Vauzeau

PLO. LES RESTAURANTS  
QUI RACONTENT PARIS

**Activités à la carte**  
Situé en plein cœur du Tyrol, cet hôtel de classe internationale vous laissera de votre séjour en montagne un souvenir inoubliable. Restaurants, bars, cafés et salons réalisent d'élégance raffinée. Appartements confortables avec poëles en faïence. Notre complexe bains et saunas vous séduira : là aussi, nous avons veillé à vous offrir un maximum d'espace.

Outre les plaisirs de la baignade et les effets bien-faisants de l'eau, nous vous proposons, pour votre santé et pour votre forme, toutes sortes d'activités sportives et de séances de fortification ou de relaxation : séances thérapeutiques pour la colonne vertébrale, pour les veines, gymnastique pour faire travailler les muscles, massages et yoga ne sont que quelques exemples très du programme auquel vous pouvez prendre part.

Contactez-nous. Nous nous ferons un plaisir de vous fournir de plus amples renseignements.

**INTERALPEN-HOTEL TYROL**  
\*\*\*\*\*  
E.P. 96 - A-6410 Telfs-Baden, près d'Innsbruck  
Tél. : 19-43/52 02/42 42. Tél. 047 000 334 054

## INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

BASTILLE-OPERA DE LAI	CHAMPS-ÉLYSÉES	GOBELINS	MONTEPARNASSE	REUILLY-DIDEROT	SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
<b>EL BOLACHE</b> , 43, rue Faidherbe, 11 <sup>e</sup> . F. dim. 43-79-87-93. Le rest. sud-américain du 11 <sup>e</sup> .	<b>RELAIS BELMAN</b> , 37, r. Franc-1 <sup>er</sup> , 47-23-54-42. Joug. 22 h 30. Cadre gdg. F. samedi, dimanche.	<b>ENTOTTO</b> , 45-87-88-51 - F. dim. 145, r. L.-M.-Nordmann, 13 <sup>e</sup> . Spécialités ethniques.	<b>LA TABLE DE L'OEZ</b> , 14, r. F.-Flocon, 13 <sup>e</sup> . F/m. midi, dim. 46-06-72-01. Spéc. Sud-Ouest. Env. 100 F.	<b>SAPNA</b> , 160, r. de Charonne, 12 <sup>e</sup> . F. midi. 43-46-73-33. Musique, danse indienne. Cuisine raffinée.	<b>LA FOUX</b> , 2, rue Clément (6 <sup>e</sup> ). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.
BLANCHE	MAUBERT-MUTUALITE	REPUBLIQUE-BASTILLE	SAINT-AUGUSTIN	TROCADERO	
<b>DOUCEUR DES ILES</b> , 3, rue de Bruxelles. Tél. : 45-26-68-20. Spécialités antillaises.	<b>CHIENG-MAI</b> , 12, r. Frédéric- Sauton, 5 <sup>e</sup> . 43-25-45-45 L/dim. déj. 90,30 F. c.	<b>LE REPAIR DE CARTOUCHE</b> , 47-00-25-96, 8, boulevard des Filles-de- Calvaire (11 <sup>e</sup> ). F. sam. midi, dim.	<b>LE SARLADAS</b> , 2, r. de Vienne, 8 <sup>e</sup> . 45-23-22-62. Dîner périgourdin 130 F. c.	<b>P. GAILLARD</b> , 70, r. de Longchamp. F. dim. et sam. soir. 47-27-43-41. Cuisine classique.	

**MAROC CONTACT**  
Liberté à son club

**CLUB SANGHO AGADIR**  
30, rue de Richelieu, 75001 PARIS  
L. 96-02-25 - ou votre Agence de Voyages

**MONTREAL : 1990 F. A. M.**  
Départ tous les samedis  
à 20 h 30 à l'agorarium  
à Paris 8<sup>e</sup> - 100 F. + 10 F. de port

**ATTACHEZ VOTRE CEINTURE. SANS VOUS LA SERRER.**

**ACCESS**  
voyages

*Handwritten signature or mark.*



## SANS VISA

### ESCALES



#### Chopin en ses palais

Chopin sur ses terres et dans ses œuvres. Il naît en Pologne, à Żelazowa Wola, petit village de Mazovie, dans une gentilhommière au milieu d'un parc : inventaire et récit en plein air. Il fut baptisé dans l'église de Brochow ; halte obligée. La première fois qu'il se produisit en public, c'est au palais Radziwiłł, en 1818 - il a huit ans, génie oblige. En 1825, il joue devant le tsar Alexandre I<sup>er</sup>, en l'église évangélique d'Augsbourg : visite des lieux. Il fréquente le manoir de Sanniki, résidence des Pruszkis, amis de sa famille et y passe l'été de 1828 : récit. Le palais Czapski est sa dernière demeure avant qu'il ne quitte la Pologne, en 1830 : on le visitera comme le palais Casimir, le palais de Włanów, un des plus beaux édifices baroques de Pologne, le palais sur l'eau des Łazienki, le château d'Ujazdów, le palais Mysie- wicki et le palais du Belvédère. Sans oublier le Château royal, résidence des rois de Pologne.

Priorité restera à la musique avec une soirée au Grand Théâtre d'opéra et de ballet de Varsovie et l'audition - coïncidence voulue - de la deuxième épreuve du concours international de piano Frédéric Chopin, ce qui promet un festival d'Études, Préludes, nocturnes, Polonaises, Ballades et Impromptus.

Du 12 au 17 octobre prochain, 10 135 F par personne, tout compris. C'est l'un des voyages « Culture et tradition » d'Athènes (6, rue Quentin-Bauchart, 75008 Paris, tél. : 47-23-65-94).

#### Waterloo en ordre de bataille

La « momie plaine » sera fort animée pour le 175<sup>e</sup> anniversaire de la bataille de Waterloo. C'était le 18 juin 1815. Une reconstitution aura lieu le 17 juin prochain. L'académie militaire de Sandhurst règlera l'affrontement pacifique de plus de deux mille figurants. Les roulements sourds des tambours, les sonorités grâces des fifres

rythmeront les mouvements de quarante unités : régiments du duc de Brunswick, grenadiers de Genève, Red Coats canadiens, détachement de Riga, cavaliers de Moscou, Carosello Storico Napoleonico...

La veille, à 23 heures, sur le site du Lion, un son et lumière avec laser fera revivre l'épopée impériale. Le jeudi 14 juin à 20 h 15, Missa Solemnis de Beethoven, œuvre intense s'il en est, en l'église Saint-Joseph de Waterloo avec la participation de l'orchestre philharmonique de Liège et de la Chorale Cantores de Bruges. On sait que le compositeur avait admiré les débuts de Bonaparte.

Mentionnons encore un festival de films épiques comme *Guerra e Pace*, du 7 au 10 juin, et une exposition « Inédits sur Waterloo » : objets de la vie quotidienne, armes, outils, instruments de mesure et documents privés. Au Musée Wellington, à Waterloo, jusqu'au 31 juillet, informations complémentaires auprès de l'Office belge du tourisme (21, bd des Capucines, 75002 Paris, tél. : 47-42-41-18).

#### Musiques sous les palmiers

L'Association musique de chambre estivale (AMCE) de Hyères-les-Palmiers, dans le Var, organise du 17 au 29 août un stage pour les étudiants en musique et pour les groupes constitués, amateurs ou professionnels (piano, violon, alto, violoncelle, flûte, hautbois, clarinette, cor d'harmonie).

Parmi les animateurs la concertiste chinoise de Taiwan, Fang Yi Lee. Les participants peuvent être reçus dans des familles hyéroises, en internat ou à l'hôtel (tarif préférentiel pour les stagiaires). De nombreux concerts publics marqueront le stage.

Renseignements et inscriptions : M<sup>me</sup> Claude Navone (AMCE), 14 bis, bd Frédéric-Mistral, 83400 Hyères-les-Palmiers, tél. : 94-66-00-73).

#### France hors piste

Le dernier hors-série du magazine *Grands Reportages* jette un regard explorateur sur la France. L'exotisme se trouve à notre porte. Pour peu qu'on y aille, on découvre des causses, lacs et rivières, forêts vierges, marais et lagunes, villages fantômes, îles méconnues, réserves naturelles, plages ou criques discrètes.

Sans aller jusqu'à suivre l'exemple de cet étrange sabbat qui vit en ermite au cœur du Lubéron, ou de cette communauté qui joue aux Indes dans le Var, on se sent des fourmis dans les jambes à la lecture des randonnées proposées dans tous les coins de l'Hexagone : marches buissonnières, stages sportifs, séjours insolites auxquels

on ajouterait volontiers, pour en avoir récemment testé l'exotisme, les balades en Land Rover ou à vélo tout-terrain organisées en pays catalan par Eric et Corinne Meyer (route du Perthus, 86400 Les Cluses, tél. : 69-93-44-12 ou via l'association Grand Sud au 68-35-46-64), de part et d'autre de la frontière franco-espagnole.

On explorera cette France trop souvent oubliée à l'aide de plusieurs guides récents publiés par La Manufacture, Hachette (Guides bleus, Guides du routard sur les régions françaises, nouveaux Guides de poche pour découvrir le patrimoine régional, *Guide de la France insolite* et les astucieux guides consacrés aux environs d'une ville), Michelin (*Guide des villages de charme* et de superbes albums sur les villages de Normandie, de Provence, du Sud-Ouest, de Bretagne et d'Alsace), la Sélection du Reader's Digest (*Guide des beaux villages de France*) et, chez M. A. Editions, le *Guide Loisirs-Accueil des vacances en France* et le *Guide du tourisme à cheval*.

Aux étapes, on consultera avec profit l'incontournable Guide rouge Michelin (avec de nouvelles « cartes de voisinage ») mais aussi le *Guide des hôtels de charme* (Hachette), le *Guide des auberges et hôtels de campagne* (Rivages), sans oublier, chez Lettres, le *Guide des week-ends avec ceux qu'on aime*, de Marie-Dominique Perrin, petite bible du flâneur épicurien.

#### En route avec Jacques Cœur

Il y avait du Rockefeller et du Lauro de Médici dans cet homme-là. Grand argentier de Charles VII, mécène éclairé, Jacques Cœur laissa, au terme d'une existence mouvementée, un édifice qui est, au dire des

spécialistes, le plus beau palais civil du quinzième siècle. Ce palais est à Bourges. C'est le sien.

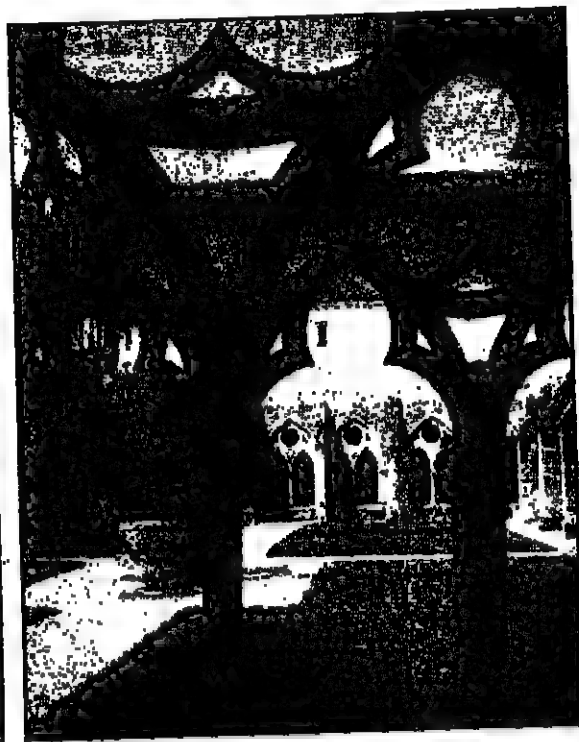
Pour connaître les richesses de la région alentour, le comité départemental du tourisme du Cher propose une palette de séjours, liés ou non au grand homme, à des prix très raisonnables. Petit week-end en Berry : deux nuits, petits déjeuners, un déjeuner gastronomique, de 780 F à 1 370 F, du Logis de France au château accueil ; Route Jacques Cœur : six visites de châteaux sur cette route, deux dîners à la table d'hôte d'un château, accueil avec deux nuits et petits déjeuners : 1 700 F ; si le golf remplace les visites : 1 750 F.

Les forfaits musicaux allient deux visites, quatre dîners, nuits et petits déjeuners, à deux concerts à l'abbaye de Noirlac :

1 596 F, du 11 au 15 août ou du 18 au 22 août. Même forfait, du 13 au 15 juillet ou du 20 au 22 juillet : 916 F.

Sont aussi proposés des randonnées à cheval en Sologne, des circuits pédestres, à bicyclette, en roulotte ou en char à bancs. Tout est possible dans cette région au patrimoine impressionnant et qui dispose également de 125 gîtes ruraux et de 62 chambres d'hôtes.

Renseignements sur les manifestations de l'été (représentation théâtrale du procès de Jacques Cœur, de Guy Vassal, expositions, colloques historiques sur la Auld Alliance, franco-écossaise) auprès du comité départemental (10, rue de la Chappe, 18000 Bourges, tél. : 48-65-31-01). Pour réserver : Loïsire Accueil du Cher (même adresse, tél. : 48-70-74-75).



**MAROC CONTACT**  
La liberté à son club  
**CLUB SANGHO AGADIR**  
30, rue de Richelieu, 75001 PARIS  
Tél. : 42-96-02-25. - ou votre Agence de Voyage

**MONTREAL : 2990 F\* A/R**  
Départs tous les mardis  
du 26 juin au 4 septembre  
\* de 2990 F à 3690 F A/R  
**VOYAGES AIR**  
Brochure, renseignements et inscriptions chez votre agence de voyages ou :  
V.O. Voyages 181, bd Pereire 75017 Paris - Tél. : (1) 40 53 07 11

PARIS / NEW YORK A PARTIR DE 2140 F A/R  
**ATTACHEZ VOTRE CEINTURE. SANS VOUS LA SERRER.**  
RIO DE JANEIRO - A/R 3195 A/R 4995 CARACAS - A/R 3090 A/R 4450  
LOS ANGELES - A/R 3995 A/R 5710 BUENOS AIRES - A/R 3695 A/R 6095  
SAN FRANCISCO - A/R 3995 A/R 5710 SANTIAGO - A/R 3795 A/R 6095  
MIAMI - A/R 1795 A/R 3390 SEVILLLES - A/R 5295  
MONTREAL - A/R 1190 A/R 2380 ANTEILLES - A/R 2550  
SAO PAULO - A/R 3395 A/R 4995 BANGKOK - A/R 3195 A/R 5170  
MEXICO - A/R 2560 A/R 4650 SYDNEY - A/R 4630 A/R 7995  
**ACCESS**  
PARIS : METRO ET RER CHATELAIN-LES-HALLS.  
6, rue Pierre-Lescot 75001 PARIS. Tél. (1) 40 13 02 02. Fax (1) 45 08 03 35  
LYON : TOUR CREDIT LYONNAIS, LA PAKI-DREU. Tél. 78 63 67 77.

**Le Valais**  
une aventure étonnante  
Suisse

4 Bettmeralp 1941 28 17 21 27 24 01	11 Verbier/Val de Bagnes 1941 26 31 62 22	15 Portes du Soleil Champéry-Planachaux 1941 25 79 11 41
7 Crans-Montana 1941 27 41 30 51 / 41 21 32	12 Nendaz 1941 27 88 14 44	Morgins 1941 25 77 23 61
10 Leukerbad 1941 27 62 11 11	13 Veysonnaz 1941 27 27 10 53	Val d'Iliez-Les Crosets- Champoussin 1941 25 77 20 77
	23 Sonnegge Halden am Lötschberg 1941 28 46 12 73	

Valais  
Union Valaisanne  
Rue de lausanne 15  
Tél. 1941 27 29 31 61  
Fax 1941 27 29 16 72















# AGENDA

... Le Monde • Samedi 9 juin 1990 • 19

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : \* signalé dans le Monde radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

### Vendredi 8 juin

#### TF 1

- 20.35 Variétés : Avis de recherche. Invité : Jean-Marie Thibault. Avec Michel Berger, Alain Chénouard.
- 22.35 Magazine : Grands reportages. Attention enfants. Réflexions autour des droits de l'enfant. Série : Enquêtes à l'italienne.
- 0.30 Magazine : Spécial sports. Club Mondial 90.
- 0.55 Journal.

#### A 2

**Roland Garros 1990**

35 micros IBM PS/2 au service des organisateurs, de la presse, des joueurs et du public.

- 20.40 Série : L'ami Giono.
- 21.40 Apostrophes. Magazine littéraire. L'antipolitisme. Sur terre : Dominique Miller (une brève de poche - Jeanne du Barry, la dernière favorite), Robert Parienté (André Sten, l'insurgé) ; Sur mer : Albert Falco (Capitaine de la Calypso), Olivier de Kersanton (Viel océan), Titouan Lamazou (Désiré, le seul sous-marin) ; Sur terre et sur mer : Julian Barnes (Une histoire du monde en dix chapitres et demi).
- 23.00 Sport : Tennis. Internationaux de France de

- Roland-Garros (résumé des matchs de la journée).
- 23.30 Journal et Météo.
- 23.50 Cinéma : L'Amérique insolite. ■■ Film français de François Reichenbach (1980).

#### FR 3

- 20.35 Magazine : Thalassa. SOS 3e de Piquet, de Ramon Gutierrez et Jorge Trivino.
- 21.35 Feuilleté : Les tisserands du pouvoir.
- 22.30 Journal et Météo. Avec un résumé de la Coupe du monde de football.
- 23.00 Magazine : Faut pas rêver.
- 23.55 Musique : Carnet de notes.
- 0.05 Documentaire : Aventures de l'esprit.

#### CANAL PLUS

- 20.30 Téléfilm : La détermination d'une mère. De Michael Miller.
- 22.05 Sport : Pétanque. Trophée JB de Paris.
- 22.50 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : Frantic. ■■ Film américain de Roman Polanski (1987).

#### LA 5

- 20.40 Série : Sur les lieux du crime. Justice, de Rod Holcomb.
- 22.20 L'inspecteur Derrick. Soko, brigade des stupés (rediff.).
- 23.30 Soko, brigade des stupés (rediff.).
- 0.00 Journal de minuit.

#### M 6

- 20.35 Téléfilm : Black Cobra.
- 22.10 Série : Brigade de nuit.
- 23.08 Série : Destination danger. Six minutes d'informations.

### Samedi 9 juin

#### TF 1

- 14.30 La Une est à vous. Tiercé à Evry.
- 15.55 La Une est à vous (suite).
- 17.00 Diversité : Mondo dingo.
- 17.30 Magazine : 30 millions d'amis.
- 18.00 Série : Père d'as.
- 18.50 Série : Marc et Sophie.
- 19.25 Jeu : La roue de la fortune.
- 20.00 Journal, Météo.
- 20.40 Magazine : Spécial sports. Mondial 90.
- 20.55 Sport : Football. Coupe du monde : Italie-Australie, en direct de Rome.
- 22.50 Jeu : Bookmatch. Pronostic sur les matchs de la Coupe du monde de football.
- 22.55 Magazine : Ushualu.
- 23.55 Magazine : Formule sport.
- 0.50 Journal et Météo.

#### A 2

- 14.45 Magazine : Sports-passion. La magazine du football : Rugby : les meilleurs moments du match Australie-France.
- 16.50 Sport : Football. Coupe du monde : URSS-Touranie, en direct de Bari.
- 18.50 Club sandwich.
- 19.30 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Variétés : Champagne-Élysées. En direct de Milan. Avec les Gray Kings, Eddy Mitchell, Arielle Dombasle, Michèle Torr, Sébastien, Magal Chalmers-Dumont, Nina Cordi.
- 22.20 Variétés : Concert SOS-Racisme. En direct de Paris, Prague et Moscou.
- 22.50 Sport : Tennis. Internationaux de France de Roland-Garros (résumé des matchs de la journée).
- 23.20 Journal et Météo.
- 23.40 Variétés : Concert SOS-Racisme (suite).

#### FR 3

- 14.00 Sport : Tennis. Internationaux de France de Roland-Garros (suite des matchs de la journée).
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.

- De 20.00 à 0.00 La Sept
- 0.05 Sport : Football. Coupe du monde : Émirats arabes unis-Colombie, en direct de Bologne.

#### CANAL PLUS

- 14.00 Téléfilm : L'inspecteur pléide non coupable.
- 15.35 Téléfilm : Le capitaine oublié.
- 17.00 Magazine : Mag max.
- 18.00 Cabou cadin.
- 18.02 Dessins animés : Décade pas Bunny.
- En clair jusqu'à 20.30
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Top 60.
- 20.30 Téléfilm : La filière du pouvoir.
- 22.20 Flash d'informations.
- 22.25 Documentaire : Les Rolling Stones, autoportrait.
- 23.55 Cinéma : Massacre à la tronçonneuse 2. □ Film américain de Tobe Hooper (1988).

#### LA 5

- 14.30 Série : Simon et Simon.
- 15.21 Série : Arnold et Willy.
- 15.48 Série : Happy days.
- 16.23 Téléfilm : Le droit chemin.
- 18.03 Série : Ripside.
- 18.49 Dessin animé.
- 18.55 Journal images.
- 19.05 Drôles d'histoires.
- 19.45 Journal.
- 20.30 Drôles d'histoires.
- 20.40 Téléfilm : Trouble-fête.
- 22.20 Magazine : Désir.
- 23.10 Série : Soko, brigade des stupés.
- 0.00 Journal de minuit.

#### M 6

- 14.20 Série : Laramie.
- 15.10 Série : Les envahisseurs.
- 16.05 Magazine : Adventure.
- 16.15 Série : Brigade de nuit.
- 17.05 Série : Vegas.
- 18.00 Informations : M6 express.
- 18.05 Variétés : Multitop.
- 19.25 Magazine : Turbo.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Cosby show.
- 20.35 Hongkong connection.
- 21.30 Série : Les cadavres acquis.

- 0.05 Informations : Dezibao.
- 0.10 Capital.

#### LA SEPT

- 20.05 Documentaire : Musée d'Orsay.
- 21.00 Cinéma : Les aléas de l'Alcazar. ■■ Film français de Luc Moullet.
- 22.00 Court métrage : The woman who married Clark Gable (v.o.). De Thaddeus O'Sullivan.
- 22.30 Danse : Le printemps.
- 22.00 Documentaire : Hommage à Charlie Parker (v.o.). De Franck Cassenti.

#### FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio-archives. Nuits de barbeles.
- 21.30 Musique : Black and blue. Toutes les chansons.
- 22.40 Nuits magnétiques. Archi-textures.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda.

#### FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 19 décembre 1989 à Stuttgart) : Concerto pour violon et orchestre en ré majeur op.81 de Beethoven ; Symphonie n°9 en ut majeur D 944 de Schubert, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. Gianluigi Gelmetti ; sol. Salvatore Accardo, violon.
- 22.20 Musique légère. Œuvres de Bécud, Rbner, Gade.
- 23.07 Le livre des meslanges.
- 0.30 Poissons d'or.

- de Patricia Highsmith.
- 22.25 Téléfilm : Les derniers jours de Patton. De Delbert Mann, avec George C. Scott, Eva Marie Saint (rediff.).

#### LA SEPT

- 14.30 Cours d'italien (13).
- 15.00 Magazine : Imagine.
- 15.35 Documentaire : Le complexe Volkswagen (v.o.). De Hartmut Bitensky.
- 17.05 Documentaire : Hommage à Charlie Parker (v.o.). De Franck Cassenti.
- 18.00 Documentaire : Poussières de guerre (2). De Frédéric Laffont et Christophe de Pontilly.
- 19.00 Documentaire : Four american composers (Philip Glass) De Peter Greenaway.
- 20.00 Documentaire : Histoire parallèle. De Philippe Grandjean.
- 21.16 Théâtre : Le mort de Danton. Ploce en scène de Klaus Michael Gröber.
- 23.10 Sol 3.
- 23.30 Images (cinéma d'animation).

#### FRANCE-CULTURE

- 20.30 Photo-portrait. Eric Meyer, journaliste.
- 20.45 Dramatique. Roberto Zucco, de Bernard-Marie Koltès.
- 22.35 Musique : Opus. William Billard.
- 0.05 Clair de nuit.

#### FRANCE-MUSIQUE

- 19.30 Opéra (en direct de Copenhague) : Saul et David, opéra en 4 actes, de Nielsen, par le Chœur et l'Orchestre symphonique de la Radio danoise et le Chœur de l'Opéra royal du Danemark, dir. Neeme Järvi.
- 23.08 Le monde de la nuit.
- 0.30 Notes de voyages. Le mystère de Londres.

## Dimanche 10 juin

#### TF 1

- 7.50 Jardinez avec Nicolas.
- 8.05 Le Disney club.
- 10.05 Les animaux de mon cœur.
- 10.40 Hit NRJ-TF1.
- 11.20 Magazine : Auto-moto.
- 11.50 Jeu : Tournez... manège.
- 12.25 Jeu : Le juste prix.
- 12.55 Météo et Journal.
- 13.20 Série : Un flic dans la Mafia.
- 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
- 15.10 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ?
- 15.40 Série : Côte Ouest.
- 16.30 Tiercé à Chantilly.
- 18.40 Dessins animés : Disney parade.
- 18.00 Magazine : Téléfoot.
- 19.00 Magazine : 7 sur 7.
- Invité : Alain Juppé, secrétaire général du RPR.
- 20.00 Journal.
- 20.35 Magazine : Spécial sports. Mondial 90.
- 20.55 Sport : Football. Coupe du monde : RFA-Yougoslavie, en direct de Milan.
- 22.50 Jeu : Bookmatch.
- 22.55 Grand prix de formule 1 du Canada, en direct de Montréal.
- 0.45 Magazine : Spécial sports. Club Mondial 90.
- 1.10 Journal et Météo.

#### A2

- 9.00 Connaitre l'Islam.
- 9.15 Émissions israéliennes.
- 10.00 Présence protestante.
- 10.30 Le jour du Seigneur.
- 11.00 Messe, en l'église Sainte-Rochelle à Dijon.
- 12.05 Dimanche Martin. Comme sur un plateau.
- 13.00 Journal et Météo.
- 13.20 Série : Mac Giver.
- 14.10 Série : Un duo explosif.
- 14.45 Sport : Tennis. Internationaux de France de Roland-Garros, en direct et en Eurovision : finale simple messieurs.
- 18.30 Magazine : Stade 2. Automobile : Grand Prix de formule 1 du Canada ; Écriture : National à Limoges ; Football : résumé de la Coupe du monde ; Gymnastique : championnat de France à Toulouse ; Rugby : Australie-France ; Tennis : résumé de la quinzième des Internationaux de France de Roland-Garros ; Les résultats de la semaine.
- 19.30 Série : Maguy.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret. Maigret à New-York, de Stéphane Bern, avec Jean Richard, Raymond Pellegrin. Un mystère millénaire...
- 22.15 Sport : Tennis. Internationaux de France de Roland-Garros (résumé de la journée).
- 22.50 Journal et Météo.
- 23.15 Sport : Football. Coupe du monde : Brésil-Suède, en direct de Turin.

#### FR 3

- 10.02 Jeu : Play bac.
- 10.30 Magazine : Mascarnes. Présenté par Gladys Sary. Spécialité de la Réunion, avec Raymond Barre.
- 12.00 Flash d'informations.
- 12.05 Télévision régionale.
- 12.45 Journal.
- 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre.
- 13.30 Magazine : Musicales. D'Alain Duault.
- Le Festival d'Évian fête ses quinze ans et les solistes de la violoncelle Isaac Stern.
- 14.30 Expression directe. PS : CFC.
- 14.50 Magazine : Sports 3 dimanche. Football : Coupe du monde (résumé des premiers matchs) ; Course de Super tourisme à Clermont-Ferrand ; Jumping international d'Abbeville.
- 16.50 Sport : Football. Coupe du monde : États-

#### Unis-Télévision, en direct de Florence.

- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
- 20.00 Série : Benny Hill.
- 20.35 Jeux : La classe. La 1000e émission, présentée par Fabrice.
- 22.15 Journal et Météo.
- 22.35 Magazine : Le divan. D'Henry Chapier.
- 23.05 Cinéma : Les rapaces. ■■■■ Film américain d'Erich von Stroheim (1923-1924). Avec Gibson Gowland, Zasu Pitts, Jean Harlow (mus.).
- 1.25 Musique : Carnet de notes. Duo pour violon et piano en la majeur op. 162, de Schubert.

#### CANAL PLUS

- 9.20 Cinéma : Frantic. ■■ Film français de Roman Polanski (1987). Avec Harrison Ford, Betty Buckley, Emmanuelle Béart.
- En clair jusqu'à 14.00
- 12.30 Magazine : Rapido. Présenté par Antoine de Couras.
- 13.00 Flash d'informations.
- 13.05 Magazine : Mon zénith à moi. Présenté par Michel Denisot.
- 14.00 Magazine : Contact.
- 14.04 Téléfilm : Les mouettes. De Jean Chepot, avec Michel Galabru, Macha Makil. Madame Rose et ses filles en vacances.
- 15.35 Musique : L'orchestre. Création vidéo de Zbigniew Rybczynski sur des œuvres de Mozart, Chopin, Albinoni, Rossini, Schubert, Ravel.
- 16.35 Documentaire : Zbig, chef d'orchestre. Le tournage du tournage de l'Orchestre.
- 17.05 Magazine : 24 heures. Rediffusion du 9 juin.
- 18.00 Cinéma : Superman 4. □ Film américain de Sidney J. Furie (1987). Avec Christopher Reeve, Gene Hackman, Jackie Cooper.
- En clair jusqu'à 20.30
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Dessins animés : Ca cartoon. Présenté par Philippe Dan.
- 20.30 Cinéma : La petite boutique des horreurs. ■■ Film américain de Frank Oz (1988). Avec Rick Moranis, Ellen Greene, Vincent Gardenia.
- 22.00 Flash d'informations.
- 22.05 Cinéma : Pain, amour et fantaisie. ■■ Film italien de Luigi Comencini (1953). Avec Gina Lollobrigida, Vittorio de Sica, Maria Martin.
- 23.30 Mon zénith à moi (rediff.).

#### LA 5

- 11.05 Série : Wonder woman.
- 12.05 Série : La belle et la bête.
- 13.00 Journal.
- 13.15 Sport : Moto. Grand Prix d'Autriche.
- 14.15 Drôles d'histoires.
- 14.45 Sport : Moto (suite).
- 15.45 Téléfilm : Imbéciles. De David Lowell Rich, avec Kevin Allen, Lee Horsley. Scènes de la vie conjugale.
- 17.20 Téléfilm : Le cruel échange. De Don Taylor, avec Ken Howard, Donna Mills. Intervention de bébé à la maternité.
- 18.50 Journal images.
- 19.00 Drôles d'histoires.
- 19.45 Journal.
- 20.30 Drôles d'histoires.
- 20.40 Cinéma : La race des seigneurs. ■■ Film français de Pierre Granier-Deferre (1973). Avec Alain Delon, Sydney Rome, Claude Rich.
- 22.20 Magazine : Ciné Cinq.
- 22.30 Cinéma : Coup de foudre. ■■ Film français de Diane Kurys (1982). Avec Guy Marchand,

#### Isabelle Huppert, Mou-Mou.

- 0.25 Journal de minuit.
- M 6
- 11.00 Série : L'île fantastique.
- 11.55 Infoconsommation.
- 12.00 Informations : M6 express.
- 12.05 Magazine : Sport 6 première.
- 12.15 Dessins animés : Graffiti.
- 12.40 Série : Les routes du paradis.
- 13.25 Série : Cosby show (rediff.).
- 13.50 Série : Commando du désert.
- 14.20 Série : Laramie.
- 15.10 Série : Les envahisseurs.
- 16.05 Magazine : Adventure.
- 16.15 Série : Brigade de nuit.
- 17.05 Série : Vegas.
- 18.00 Informations : M6 express.
- 18.05 Série : Clair de lune.
- 19.00 Magazine : Culture pub remix.
- 19.30 Série : Murphy Brown.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Cosby show.
- 20.35 Cinéma : Deux enfoirés à Saint-Tropez. □ Film français de Max Pécos (1985). Avec Jean-Michel Noiret, Philippe Caroit, Caroline Trepo.
- 22.10 Magazine : Sport 6.
- 22.20 Capital.
- 22.30 Cinéma : Le repos du guerrier. ■■ Film français de Roger Vadim (1982). Avec Brigitte Bardot, Robert Hossein, James Robertson-Justice.
- 0.10 Six minutes d'informations.

#### LA SEPT

- 14.30 Cours d'italien (12).
- 15.00 Téléfilm : La comédie des comédiens ou Josephine en tournée. De Jacques Rivlin.
- 16.30 Documentaire : Les instruments de musique et leur histoire. De Gerhard Vogel, Reiner Aust et Michael Krey.
- 17.00 Documentaire : Musée d'Orsay.
- 18.00 Cinéma : Les sièges de l'Alcazar. ■■ Film de Luc Moullet.
- 19.00 Court métrage : The woman who married Clark Gable (v.o.).
- 19.30 Danse : Le printemps. Ballet de Catherine Durrant.
- 20.00 Documentaire : Hommage à Charlie Parker (v.o.). De Franck Cassenti.
- 21.00 Cinéma : Le voyage des comédiens. ■■■■ Film grec de Théo Angelopoulos (1974-1975).

#### FRANCE-CULTURE

- 20.30 Atelier de création radiophonique. Lena Vandro, peintre.
- 22.35 Musique : Le concert (donné le 18 mars au Théâtre de la Ville dans le cadre du cycle Musique de l'Inde : N. Ramani (films) et ses musiciens).
- 0.05 Clair de nuit.

#### FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 Concert (donné les 15 et 16 février à la Philharmonie de Berlin) : La damnation de Faust, légende dramatique op. 24, de Berlioz, par le Chœur et l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. Colin Davis ; sol : Anne Sofie von Otter, mezzo-soprano, Thomas Moser, ténor, Siegmund Nimsgern, basse.
- 23.05 Climats. Musique traditionnelle. Voix russes (1re partie).
- 0.30 Archives dans la nuit. Paul Kletz dirigeait l'Orchestre national (21 avril 1964).

## Audience TV du 7 juin 1990 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	50,8	Santa Barbara 20,6	Ecran 3,4	Actual. rég. 18,0	Nulle part 2,0	Reporters 3,5	Cathy et Aline 3,2
19 h 45	53,3	Roue fortune 25,0	Dessins 7,3	19-20 Infos 10,2	Nulle part 2,9	Journal 3,2	Fête maison 4,9
20 h 16	65,4	Journal 26,0	La classe 14,2	12.0 12,0	Nulle part 3,1	Journal 4,4	Cosby Show 5,8
20 h 55	69,0	Deardon 28,9	Envoyé spéc. 11,4	Fort Bravo 15,8	Ami retrouvé 2,4	Parade... 7,1	Les poupées 8,1
22 h 09	63,6	Deardon 26,5	Envoyé spéc. 9,6	Fort 16,7	Ami retrouvé 2,1	Parade... 8,7	Brigade nuit 2,0
22 h 44	30,9	Ecran 6,8	Tennis 9,5	Ecran 6,4	Les four... 0,3	Filos Miami 4,3	Brigade nuit 3,6



# SPORTS

## TENNIS : les Internationaux de France

La logique a été respectée. La finale dames des Internationaux de France 1990 mettra en présence, samedi 9 juin, les deux premières têtes de série, l'Allemande de l'Ouest Steffi Graf, et la Yougoslave Monica Seles. Toutes les deux ont gagné, jeudi 7 juin, leur demi-finale en deux manches, la première contre la Tchèque Jana Novotna, la seconde contre l'Américaine Jennifer Capriati.

A une minute près, les deux finalistes sont res-

tées jeudi aussi longtemps l'une que l'autre sur le central, mais au total Steffi Graf aura joué 5 heures 51 minutes pour arriver en finale tandis que Monica Seles y aura passé 8 heures 52 minutes. L'Allemande n'a pas perdu une manche depuis le début de la quinzaine, ses adversaires ne lui prenant que vingt-deux jeux. La Yougoslave a été, par deux fois, contrainte aux trois sets : par la Canadienne Helen Kolesi au deuxième

tour, et par la Bulgare Manuela Maleeva en quart de finale.

Steffi Graf, qui fêtera son vingt et unième anniversaire le 14 juin, a disputé les finales des douze derniers tournois du Grand Chelem et en a gagné neuf. Depuis un an, elle n'a été battue que deux fois en soixante-huit matches, par Arantxa Sanchez en finale de Roland-Garros 1989, et par Monica Seles en finale du Tournoi de Berlin,

fin mai. C'était la première défaite en quatre rencontres de l'Allemande face à la Yougoslave. Monica Seles, âgée de seize ans, n'avait encore jamais atteint la finale d'un Tournoi du Grand Chelem.

Depuis février dernier, elle est invaincue, ayant ajouté cinq titres à son palmarès et remporté trente et un matches consécutifs.

### Jana Novotna vote Graf

Jana Novotna ne votera pas au scrutin législatif des 8 et 9 juin en République tchèque, mais elle ira voter à Paris, pas les élections du tournoi de simple dames dont elle a été éliminée, jeudi 7 juin, par l'Allemande Steffi Graf, mais celles du double féminin où elle pourrait avec sa compatriote Helena Sukova sa quête de victoires.

Une fois encore, la joueuse classée numéro un mondial lui a barré la route d'une finale. Comme lors de leurs six rencontres précédentes, Steffi Graf a multiplié amortis et revers qui surprennent et permettent de marquer des points. Une petite heure a suffi à la jeune Allemande, bientôt vingt et un ans, pour éliminer son aînée de quelques mois (6-1, 6-2).

Un match limpide où les quelques fautes commises par la championne du monde, au milieu du second set, n'ont pas permis à son adversaire de faire mieux que de lui prendre son service. Une victoire qui a permis à la jeune tchèque de se qualifier pour la finale. Sa victoire contre l'Argentine Gabriela Sabatini au tour précédent l'avait mise en confiance. Elle y avait révélé de nouvelles qualités d'attaquante. Jenka, comme l'appellent ses proches, entraînée par Betty Stove et conseillée par Hana Mandlikova, était capable d'améliorer ses coups et de les utiliser à bon escient.

La demi-finale n'aura été qu'une

faible illustration de ce travail préparatoire. Car Steffi Graf « sait faire face à toutes les situations », ainsi que l'explique la Tchèque Slovaque aux cheveux courts. La championne que l'on disait souffrante, physiquement autant que moralement, a prouvé qu'elle n'avait rien perdu de ses qualités athlétiques, de ce jeu de jambes qui lui permet d'être sur toutes les balles.

Elle se sent très bien. Steffi Graf, même si, pudique, elle répugne à parler de son état de santé. Sa déjà longue carrière ne semble pas trop lui peser. Elle éprouve autant de plaisir à jouer qu'il y a cinq ans, l'année où elle avait été éliminée en huitième de finale à Paris. Le tennis n'est pas sa seule motivation dans la vie « mais c'est un plaisir que je recherche », avoue-t-elle lorsqu'on la questionne sur ses envies.

« Elle joue mieux que les autres participantes du tournoi », assure Jana Novotna, car elle est plus rapide. Les jeux les plus importants sont les jeux du début de la partie et, dès ce moment, elle exerce une très forte pression sur l'adversaire. Elle même déjà 2-0 avant que l'on ait le temps de s'échauffer, de s'habituer au court. Ensuite elle est lancée et elle fait ce qu'elle veut. Des réflexions en forme de conseils pour Monica Seles, des propos qui ne visent pas à décourager la finaliste, mais qui annoncent « un très bon match ».

SERGE BOLLOCH

### Jennifer, l'enfant-star, dévorée par Monica Seles

Jennifer Capriati était entrée sur le Central de Roland-Garros pour disputer sa demi-finale des simples dames fraîche comme un bonbon dans un sweater saumon et noué assorti dans les cheveux. Une heure plus tard, orgueil de ses parents et du tennis féminin américain, la jeune fille est adossée aux banches, inondée de sueur, souffle court, après avoir sauvé une quatrième balle de match par un revers décoché sur la ligne en pleine course. Le dénouement est proche pour l'enfant-star qui, en huit jeux de service, n'avait pu gagner qu'une fois son engagement.

Elle était la plus jeune joueuse de l'histoire à atteindre les demi-finales d'un tournoi du grand chelem. A l'issue d'une partie chaotique, dont tout le monde attendait sûrement trop, « Jennie » ne sera pas la plus jeune finaliste.

Son sentiment à l'issue de cette partie qui lui a échappé comme si elle lui avait brûlé les mains ? Un peu la satisfaction de Blanchette, la vaillante petite chèvre de monsieur Seguin, la fierté d'avoir tenu tête au grand méchant loup jusqu'au lever du soleil. A ceci près que si son adversaire, Monica Seles, a les dents longues, ce n'est pas une bête féroce. La Yougoslave n'est jamais qu'une autre adolescente, douée comme elle pour cogner dans la petite balle de feutre.

Les dix-huit mois d'avance sur le circuit qu'a pris Monica Seles lui ont donné une expérience tactique dont Jennifer Capriati est encore dépourvue : « Elle ne sait pas qu'à 30-30 il ne faut pas tenter un coup

incroyable, mais qu'il faut remettre la balle en jeu pour mettre l'adversaire sous pression. Moi-même je ne l'ai appris qu'en disputant mon premier tournoi du grand chelem. » La Yougoslave, qui a renoncé à offrir des fleurs à ses adversaires et à porter des vêtements pastel, a aussi appris à ne pas perdre son calme en discutant les points litigieux et à jouer sur les points faibles de ses rivales, en l'occurrence les contre-pieds.

Reste que c'est bien un phénomène Capriati que les spectateurs de Roland-Garros ont pu suivre. Et la première à en convenir fut Monica Seles au sortir du court : « Je ne crois pas qu'une fille de quatorze ans ait jamais frappé la balle aussi fort. » Trois mois juste après sa première prestation dans un tournoi professionnel, ce bébé-championne se retrouve à la treizième place du classement mondial en ayant déjà épargné à son palmarès des joueuses aussi huppées que Marie-Jo Fernandez, Nathalie Tauziat, Helena Sukova, Judith Wiesner.

Marraine, en tennis, de la jeune prodige, Chris Evert, peut être fière d'elle. Pour sa première participation à un tournoi du grand chelem, Jennifer Capriati a fait aussi bien qu'elle, atteignant la demi-finale. Est-ce à dire que leurs carrières seront la même trajectoire ? Quand elle a pris sa retraite en 1989, Chris Evert avait à son palmarès, plus de treize cents matches gagnés (85 % de réussite), cent cinquante-sept victoires en tournois dont dix-sept titres du grand chelem.

ALAIN GRAUDU

### Les résultats

Demi-finales simple dames

Steffi Graf (RFA, n°1) b. Jana Novotna (Tch, n°13) 6-1, 6-2 ; Monica Seles (You, n°3) b. Jennifer Capriati (E-U) 6-2, 6-2.

Conjointement avec Art 21 90.

## Edition

# 1990

## Basel

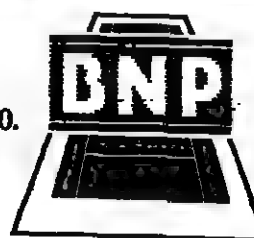
13.-18. 6. 1990

Le Salon international des arts graphiques contemporains

Nous pouvons d'ores et déjà vous annoncer que le vainqueur du tournoi Roland Garros 1990, sera le joueur situé près de la bache BNP.



BNP. PARRAIN OFFICIEL ROLAND GARROS 90.



## Le gouver

Le gouver... (Text continues in columns, partially obscured by the page edge)

## Le Royaume-Uni

Le Royaume-Uni... (Text continues in columns, partially obscured by the page edge)

## Le co

Le co... (Text continues in columns, partially obscured by the page edge)



23 La banque de l'Afrique de l'Ouest en liquidation  
Modification au Sénat du projet de loi sur les PTT

23 Informatique : Nixdorf a perdu 20 % de son chiffre d'affaires  
26 Controverse entre l'UAP et la Cour des comptes

26 Marchés financiers  
27 Bourse de Paris

BILLET

Rappel à l'ordre pour le budget

M. François Mitterrand a sermonné les membres du gouvernement réunis en milieu de semaine pour le traditionnel Conseil des ministres. Le président de la République a fait remarquer que les propositions faites pour la préparation du budget de 1991 n'étaient pas assez raisonnables, ne tenaient pas assez compte du nécessaire équilibre des dépenses et des recettes publiques. Il faut avoir le courage de choisir, on ne peut pas tout faire a souligné le président. Dont acte.

Depuis 1987, la croissance économique retrouvée a permis à l'Etat d'encaisser d'abondantes recettes fiscales. Cette aisance n'existe plus. Non pas que la croissance économique ait pris fin. Mais l'activité qui est forte depuis trois ans, ne s'accroît plus, et au pire pourrait même un peu se ralentir. Les recettes fiscales vont en subir les conséquences : elles seront à peu de choses près, conformes aux prévisions. Compte tenu d'une réduction déjà programmée - M. Bérégovoy y tient - d'une dizaine de milliards de francs des impôts (TVA et impôt sur les sociétés) la « bonus » l'année prochaine devrait être de l'ordre de 60 à 70 milliards de francs.

Les engagements pris par le gouvernement, soit au nom de sa politique économique d'ensemble (réduction de l'inflation), soit au nom de choix nationaux (l'éducation nationale), les contraintes internationales (niveau élevé des taux d'intérêt) mobilisent déjà complètement cet accroissement de recettes. Le budget de l'éducation nationale va s'accroître à lui seul de presque 20 milliards de francs, si l'on prend en compte les premiers effets du plan de revalorisation de l'enseignement supérieur ; les intérêts de la dette publique vont s'alourdir de 18 milliards au moins, les salaires et pensions d'une vingtaine de milliards. Il ne reste donc déjà plus rien.

Mais les demandes des différents ministères n'en ont cure, qu'elles proviennent de l'aménagement du territoire, de la culture, de l'environnement, ou des affaires étrangères...

Vendredi 8 juin en fin de matinée, un communiqué très sec du ministère des finances a rappelé que la décision prise par le Trésor portait sur la construction de 200 kilomètres d'autoroutes en 1990. La veille, M. Delebarre avait parlé de 300 kilomètres. La préparation du budget 1991 ne s'annonce pas facile...

Mobilisation contre le projet de loi sur l'alcool

Les dirigeants de huit groupes producteurs de boissons alcoolisées, réunis sur l'initiative de M. Patrick Ricard, PDG de Pernod-Ricard, ont fait connaître, le jeudi 7 juin, leurs désaccords avec le projet de loi contre le tabagisme et l'alcoolisme.

« Manque de concertation », « texte inquiétant et dangereux », ont accusé les participants qui représentaient notamment les marques Cointreau, Remy Martin, Moët-Hennessy, Mumm-Martell, les groupes LVMH, BSN et Bardi.

« C'est un problème de société et d'éducation. C'est la racine du mal qu'il faut soigner. Ce texte aborde mal le problème », accuse M. Ricard.

S'exprimant en dehors de leurs organisations professionnelles, ces industriels reprochent au texte présenté par le gouvernement de nuire à la notoriété des produits français et de risquer d'affaiblir leurs entreprises face à la concurrence étrangère. Ils reprochent par ailleurs aux pouvoirs publics de ne pas avoir écouté leurs propositions.

En faisant pression sur le patronat  
Le gouvernement veut relancer les négociations sur les bas salaires

L'appel lancé au CNPF par le président de la République en faveur d'une relance des négociations sur les bas et moyens salaires devait être officiellement relayé par le gouvernement, le vendredi 8 juin, à l'occasion d'une réunion exceptionnelle de la Commission nationale de la négociation collective présidée par le premier ministre.

L'intervention de l'Etat dans la politique salariale du secteur privé n'est plus un tabou. Les pouvoirs publics qui, jusqu'à présent, donnaient l'impression de ne pas avoir trouvé d'angle d'attaque dans la lutte contre les inégalités, se disent aujourd'hui déterminés à prendre les moyens nécessaires pour faire pression sur le patronat.

S'il n'a pas l'intention de remettre en cause sa politique économique, dont un des fondements demeure la modération des salaires, le gouvernement entend bien obtenir des entreprises qu'elles améliorent effective-

ment le déroulement de carrières de leurs collaborateurs les plus modestes. Cet appel à négocier comporte également l'avantage non négligeable de renvoyer une partie des responsabilités aux partenaires sociaux, atténuant par la même occasion la pression qui pèse sur le gouvernement lors de la revalorisation du salaire minimum.

Chers au premier ministre, les « châtiments » visant à lutter contre les inégalités par le biais d'une action pécuniaire et qu'occidentale sur le cadre de vie, le logement, l'éducation ou la formation ne sont pas abandonnés. Peu susceptibles de donner des résultats rapides et politiquement sûrs mobilisateurs pour la gauche, aujourd'hui ils apparaissent toutefois moins « porteurs » que le thème des bas salaires. Celui-ci permet de poser le réel - problème du déroulement de carrière de certains employés et ouvriers qui effectuent le plus clair de leur parcours avec une rémunération caduque sur le SMIC.

Selon le premier ministre, il convient « de mettre fin au scandale

qui veut que, dans notre pays, plus des deux tiers des branches professionnelles (...) mettent en place une classification de salaires qui commence en dessous du SMIC ». Alors que l'Hotel Matignon cite une étude publiée par l'INSEE (1) selon laquelle « la progression [des salaires] selon l'âge est la plus forte chez les cadres supérieurs, la moins forte chez les ouvriers non qualifiés », le ministre du travail reconnaît que « la négociation de branche et une réalité » mais estime que « le problème c'est son contenu car les accords sont trop loin de la réalité des rémunérations ».

Le chaud et le froid

Le gouvernement souligne que la volonté de réduire les inégalités rejoint aussi la nécessité de préserver une certaine paix sociale alors que, presque inexistant depuis des années, les conflits salariaux réapparaissent. Récemment, Peugeot, le ministère des finances, la BNP ou les Châliers de l'Atlantique ont été traversés par des

grèves dures déclenchées sur des revendications clairement salariales. Bien sûr, ces mouvements restent limités et, globalement, le pouvoir d'achat des Français continue de progresser. Conscients de la bonne tenue de l'économie, nombreux sont les patrons qui, observant par ailleurs que leurs homologues allemands ou britanniques sont contraints de « lâcher du lest », se méfient de l'eau qui dort.

Le CNPF a d'ailleurs réagi avec une relative modération à l'appel du président de la République. « La culture économique acquise par les salariés qui, ces dernières années, ont accepté une certaine modération salariale est peut-être en train de trouver ses limites », déclarait récemment en s'en inquiétant le directeur du personnel d'une grande entreprise.

Même lancé par le chef de l'Etat et confirmé par le premier ministre devant la Commission nationale de la négociation collective, un appel à réactiver les négociations salariales ne saurait suffire. Le risque est réel de voir cette invitation rester lettre

morte. Particulièrement éclatée (on ne dénombre pas moins de 177 branches nationales, régionales et départementales de plus de 10 000 salariés), la politique contractuelle reste marquée par un rapport de forces défavorable aux syndicats et fort peu de secteurs ont entamé un examen en profondeur de leurs classifications. Aussi, le gouvernement s'apprête-t-il à souffler le chaud et le froid.

Dans le cadre de l'instauration d'une contribution sociale généralisée à l'ensemble des revenus (destinée à prendre le relais de certaines cotisations), certaines charges patronales - comme celles liées aux allocations familiales - voire salariales, pourraient être rééquilibrées en faveur des basses rémunérations. Le plan emploi de l'automne prochain fournira sans doute l'occasion d'aller dans le même sens. En revanche, si les négociations ne donnent pas les résultats escomptés, les pouvoirs publics envisagent déjà certaines initiatives.

La modernisation des entreprises

Le niveau de revalorisation du SMIC au 1<sup>er</sup> juillet, qui sera annoncé le 26 juin prochain lors de la réunion annuelle de la Commission nationale de la négociation collective, fait d'ores et déjà office d'épée de Damocès, prête à tasser un peu plus la hiérarchie des basses rémunérations.

D'ici à cette date, le gouvernement espère que le patronat saura donner des gages de sa bonne volonté et qu'une approche commune sera trouvée. Mais reste à savoir si le CNPF est déterminé à aller dans ce sens et dans quelle mesure il est capable de faire accepter ses propositions par ses fédérations professionnelles.

Les pouvoirs publics disposent de quelques moyens de pression. Ils ont la possibilité de multiplier les recours aux commissions mixtes paritaires, instances présidées par un haut fonctionnaire chargé d'une mission de conciliation en cas de blocage des négociations.

En outre, l'actuelle obligation de réexaminer tous les cinq ans la grille hiérarchique des rémunérations pourrait être ramenée à trois ans. Le ministère du travail n'exclut pas non plus d'adopter une position plus restrictive à l'égard des accords jugés insuffisants en refusant de les étendre aux secteurs d'activités connexes.

Pour autant, insiste-on au gouvernement, cette action sur les rémunérations doit être sélective. « Plutôt que de distribuer davantage, il faut penser à distribuer mieux », souligne le ministre des finances.

JEAN-MICHEL NORMAND  
Lire la suite page 23

Adoption d'un nouveau dispositif de contrôle sanitaire

Le Royaume-Uni va pouvoir reprendre ses exportations de boeuf

La France, l'Allemagne fédérale et l'Italie ouvriront leurs frontières aux importations de boeuf anglais dès que la CEE mettra en place le nouveau dispositif de contrôle sanitaire sur les viandes exportées par le Royaume-Uni.

M. Michael O'Kennedy, président en exercice des travaux communautaires, a estimé que cette « ouverture » des frontières pourrait avoir lieu dès le vendredi 8 juin. Tels sont les termes du compromis intervenu jeudi 7 juin entre les ministres de l'Agriculture des Douze dans l'affaire des « vaches folles ».

BRUXELLES  
(Communautés européennes)

de notre correspondant

M. Henri Nallet ne cachait pas sa satisfaction à l'issue des vingt-quatre heures de négociations, non seulement pour les résultats acquis, mais aussi pour la présentation qu'il en a

faite. Habituellement, le ministre français a expliqué que la décision d'interdire les importations en provenance de la Grande-Bretagne était destinée à faire pression sur ses partenaires et sur la Commission européenne, avec l'objectif « de réagir rapidement à une épidémie dangereuse ».

Bon prince, M. Nallet a ajouté que « l'encéphalite bovine spongiforme (PSE) qui sévissait en Angleterre, [était] avant tout une question communautaire et que, dans ces conditions, les Douze devaient faire preuve de solidarité financière à l'égard des éleveurs britanniques ». Il a regretté d'avoir été peu entendu, en s'insurgeant contre l'absence d'un fond vétérinaire européen. « Peut-être y a-t-il, à terme, un risque de libre-échange et pas assez d'Europe », a conclu le ministre.

Reste qu'un coup sérieux a ainsi été porté à la réputation du boeuf britannique. La publicité donnée à ce dossier, conjuguée avec un renforcement du dispositif de contrôle jugé « très substantiel » par M. Nallet, ne peut que réduire la demande sur les marchés extérieurs. La France, de loin le premier client du Royaume-Uni dans la CEE, lui a acheté, en 1989, 70 000 tonnes de viande et de veaux

(160 000 têtes) pour une valeur de 1,5 milliard de francs.

Deux mesures essentielles ont été ajoutées au mécanisme élaboré en janvier dernier. La viande non déossée ne pourra être exportée que si elle provient de troupeaux n'ayant connu aucun cas de BSE depuis deux ans. Les autorités britanniques devront faire accompagner les marchandises par des certificats authentifiés de la santé des viandes vendues.

Surveillance du cheptel

C'est la présentation de ces attestations que la France attend pour lever l'embargo. Ensuite, les achats de veaux (moins de six mois) seront autorisés, à la condition qu'ils soient nés de vaches indemnes. En outre, les animaux seront marqués de manière indélébile, ce qui, pour les Français, est une réelle garantie contre la fraude.

Les autres dispositions portent sur les viandes déossées (mais il s'agit d'une part marginale des exportations anglaises) qui devront être privées de leurs tissus nerveux et lymphatiques, étant entendu que les ventes d'abats resteront interdites sur le continent.

Londres, en outre, pris l'engagement de mettre en place un mécanisme de surveillance des cheptels affectés par des cas de BSE. Les résultats devront être communiqués à Bruxelles.

Finalement, les Douze n'ont pas retenu l'idée d'interdire l'utilisation des aliments de bétail fabriqués à partir de carcasses broyées de bovins et de moutons. La Commission s'est simplement engagée à examiner les procédures de production des Etats membres, afin de prendre des mesures, le cas échéant. M. Nallet a expliqué que le problème était apparu en Angleterre parce que ce pays produisait, depuis quelques temps, des farines selon des méthodes moins rigoureuses que par le passé.

Le ministre a précisé qu'en France ces aliments étaient surtout destinés aux volailles, mais qu'il allait recommander l'interdiction pure et simple pour les ruminants. Il a aussi annoncé que ses services allaient créer un réseau épidémiologique destiné à déceler rapidement les foyers éventuels de BSE. « A ma connaissance, a-t-il conclu, il n'existe pas de cas d'encéphalite en France ».

MARCEL SCOTTO

Le continent indemne

Contrairement aux assertions du quotidien britannique *The Independent* qui, dans son édition datée du 7 juin, évoquait la présence de cas de BSE (encéphalopathie bovine spongiforme) en France, aucun élément ne permet aujourd'hui de dire que cette épidémie a été identifiée dans les troupeaux bovins du continent.

Le quotidien britannique citait notamment un vétérinaire grecque - M. Georges Mezelas, - indûment présenté comme travaillant à l'Institut Pasteur de Paris (en réalité il n'y avait effectué l'an dernier qu'un cours stage dans le service du professeur Pierre Sureau) et qui estimait que la BSE sévissait actuellement en France. Selon ce vétérinaire, les cas français seraient volontairement dissimulés par les éleveurs, ces derniers ne bénéficiant pas, comme en Grande-Bretagne, d'une indemnisation après la déclaration de la maladie.

Tant au ministère de l'Agriculture que chez les spécialistes de l'Ecole nationale vétérinaire de Maisons-Alfort on réfute totalement de telles affirmations. L'hypothèse d'une épidémie « officielle » de BSE en France avait d'ailleurs déjà été évoquée il y a quelques semaines par des responsables britanniques.

Depuis la première identification, en novembre 1986, de la

BSE en Grande-Bretagne, cette maladie demeure circonscrite au Royaume-Uni et à l'Irlande où elle sévit dans des proportions nettement plus faibles. Il faut ajouter deux cas, recensés en janvier et février 1989, dans le sultanat d'Oman après l'exportation en 1988 de deux vaches âgées de cinq ans et nées en Angleterre où elles avaient reçu, dans les premiers mois de leur vie, une alimentation contenant des protéines, d'origine animale, potentiellement infectées.

Pour Mme Evelynne Maillot, (bureau chargé de l'épidémiologie-service vétérinaire de la santé et de la protection animale au ministère de l'Agriculture), les assertions britanniques sont tout simplement « inadmissibles ». Il est notamment difficile d'imaginer, en pratique, que si des cas de BSE étaient suspectés en France, les vétérinaires n'en fassent pas mention.

Particules infectantes dans les tissus nerveux

Toutefois, compte tenu des difficultés diagnostiques (la BSE peut être confondue avec la rage, relativement fréquente chez les bovins, la listériose ou certaines intoxications animales), les pouvoirs publics français ont décidé de renforcer le système de surveillance épidémiologique de manière, notamment, à mettre en œuvre les examens bio-

logiques nécessaires pour infirmer ou confirmer les diagnostics de BSE en cas de décès suspect. « Et si nous diagnostiquons des cas de BSE, bien évidemment, nous le dirons », précise Mme Maillot.

Compte tenu des importations effectuées - jusqu'à ces derniers mois - de farines britanniques potentiellement contaminées et aussi de la latence de la maladie (plusieurs années) des cas sporadiques, voire un début d'épidémie, en France ne peuvent être totalement exclus dans les mois et les années qui viennent.

On souligne, enfin, dans les milieux spécialisés, que, en toute hypothèse, la récente décision européenne d'autoriser sous contrôle les exportations de viande bovine britannique ne règle pas toutes les questions sanitaires. Puisque, a priori, les particules infectantes sont localisées dans les tissus nerveux de l'animal, la consommation de viande, tissus toujours innervés, pourrait, en théorie du moins, présenter un risque.

Il faut toutefois préciser que en l'état actuel des données épidémiologiques, aucune corrélation n'a pu être faite entre la consommation de viande d'animaux souffrant de pathologie nerveuse dégénérative et les affections similaires observées dans l'espèce humaine.

JEAN-YVES NAU

Rado. Inventeurs de la montre inrayable.



Une montre qui semble venir d'ailleurs.

«La Coupole». La nouvelle Rado. Une vraie Rado. Novatrice. Originale. Fulgurante. Verre saphir inrayable en forme de coupole, presque aussi dur que le diamant. Et si légère. Si agréable au poignet. En trois grandeurs différentes. Faites connaissance avec la nouvelle Rado «La Coupole».

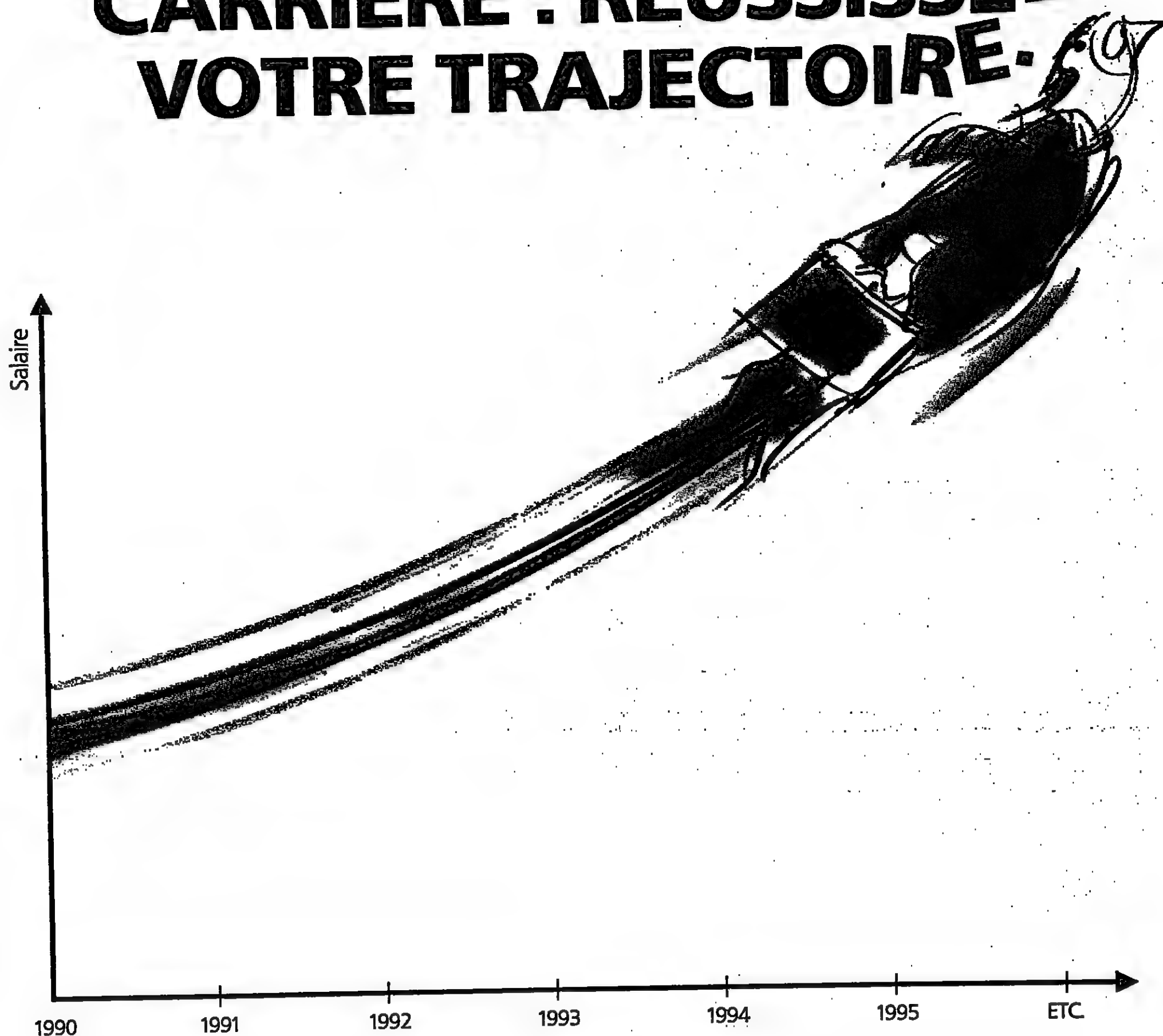
**RADO**  
Switzerland

**LOUIS PION**

52, Av. des Champs Elysées 75008 PARIS



# CARRIERE : REUSSISSEZ VOTRE TRAJECTOIRE.



**Cadres : comment bien gérer votre carrière ?**  
L'Expansion vous donne toutes les clés : comment optimiser votre niveau de salaire à long terme ? Quelles sont les fonctions aujourd'hui qui assurent les carrières de demain ? Quelles formations complémentaires devez-vous suivre pour mieux vous vendre ? Quels sont les risques et les opportunités de l'ouverture européenne ? Quelles sont les questions à vous poser en fonction de votre âge et de votre expérience ?

L'Expansion mène l'enquête : tous les salaires par fonction et par secteur, une radioscopie complète du marché des cadres, une analyse de l'offre des entreprises. L'Expansion Spécial Salaires des Cadres. Le numéro de référence pour réussir votre trajectoire, gagner plus et le plus longtemps possible. Concours : "Êtes-vous armé pour l'an 2000 ?" Testez vos qualités de manager et gagnez l'un des 100 prix.

En vente aujourd'hui.

**L'EXPANSION : LE PREMIER JOURNAL ECONOMIQUE FRANÇAIS.**

... avec la majorité

**Les auteurs modifient les dispositions**  
**du projet de loi sur les P.T.T.**

La Commission d'...

**SECRET**

[illegible]

The following table shows the results of the 1914 election for the House of Representatives, by district, and the total vote for each party. The table is arranged in two columns, with the district number in the left column and the party name in the right column. The total vote for each party is given at the bottom of the table.

District	Party	Vote
1	Republican	10,000
2	Democratic	12,000
3	Republican	15,000
4	Democratic	18,000
5	Republican	20,000
6	Democratic	22,000
7	Republican	25,000
8	Democratic	28,000
9	Republican	30,000
10	Democratic	32,000
11	Republican	35,000
12	Democratic	38,000
13	Republican	40,000
14	Democratic	42,000
15	Republican	45,000
16	Democratic	48,000
17	Republican	50,000
18	Democratic	52,000
19	Republican	55,000
20	Democratic	58,000
21	Republican	60,000
22	Democratic	62,000
23	Republican	65,000
24	Democratic	68,000
25	Republican	70,000
26	Democratic	72,000
27	Republican	75,000
28	Democratic	78,000
29	Republican	80,000
30	Democratic	82,000
31	Republican	85,000
32	Democratic	88,000
33	Republican	90,000
34	Democratic	92,000
35	Republican	95,000
36	Democratic	98,000
37	Republican	100,000
38	Democratic	102,000
39	Republican	105,000
40	Democratic	108,000
41	Republican	110,000
42	Democratic	112,000
43	Republican	115,000
44	Democratic	118,000
45	Republican	120,000
46	Democratic	122,000
47	Republican	125,000
48	Democratic	128,000
49	Republican	130,000
50	Democratic	132,000
51	Republican	135,000
52	Democratic	138,000
53	Republican	140,000
54	Democratic	142,000
55	Republican	145,000
56	Democratic	148,000
57	Republican	150,000
58	Democratic	152,000
59	Republican	155,000
60	Democratic	158,000
61	Republican	160,000
62	Democratic	162,000
63	Republican	165,000
64	Democratic	168,000
65	Republican	170,000
66	Democratic	172,000
67	Republican	175,000
68	Democratic	178,000
69	Republican	180,000
70	Democratic	182,000
71	Republican	185,000
72	Democratic	188,000
73	Republican	190,000
74	Democratic	192,000
75	Republican	195,000
76	Democratic	198,000
77	Republican	200,000
78	Democratic	202,000
79	Republican	205,000
80	Democratic	208,000
81	Republican	210,000
82	Democratic	212,000
83	Republican	215,000
84	Democratic	218,000
85	Republican	220,000
86	Democratic	222,000
87	Republican	225,000
88	Democratic	228,000
89	Republican	230,000
90	Democratic	232,000
91	Republican	235,000
92	Democratic	238,000
93	Republican	240,000
94	Democratic	242,000
95	Republican	245,000
96	Democratic	248,000
97	Republican	250,000
98	Democratic	252,000
99	Republican	255,000
100	Democratic	258,000
Total	Republican	1,000,000
Total	Democratic	1,000,000





Le PS votant avec la majorité

## Les sénateurs modifient les dispositions fiscales du projet de loi sur les PTT

Les sénateurs ont adopté, jeudi 7 juin, le projet de loi relatif à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications, présenté par M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace. La majorité sénatoriale et le groupe socialiste ont voté un texte substantiellement modifié, notamment sur ses dispositions fiscales. Seuls les sénateurs communistes se sont prononcés contre.

Les sénateurs ont vivement contesté, au cours de la séance de jeudi, les dispositions de la réforme des PTT touchant à la fiscalité locale, en présence du ministre délégué au budget, M. Michel Charasse. Les critiques ont été particulièrement vives sur les banques des socialistes, qui ont surtout combattu la mesure prévoyant que le produit des impôts locaux (5 milliards de francs environ) irait dans les caisses de l'Etat, celui-ci ne voulant par voir diminuer ses recettes actuelles provenant du prélèvement.

Au ministre délégué, qui expliquait qu'il avait voulu assurer « la neutralité économique et financière » du projet, M. Henri Torre (R1, Ardèche), rapporteur pour avis de la commission des finances, a rétorqué que « ce prin-

cipe de neutralité ne découle d'aucun texte constitutionnel ». « C'est vous qui l'avez décidé », a-t-il affirmé. Les PTT ne payant pas, actuellement, d'impôts locaux, M. Charasse s'est défendu, comme il l'avait fait devant les députés, d'avoir procédé à une « confiscation ». « Je ne vois pas comment on peut confisquer quelque chose à quelqu'un qui n'a rien », a-t-il ironisé. « Sur le développement ultérieur, tout le monde trouvera son compte », a-t-il assuré, avec l'amendement des députés prévoyant le versement d'un « préciptif » au fonds de péréquation de la taxe professionnelle.

### Défense de la décentralisation

« Pourquoi j'aire supporter aux collectivités locales cette neutralité », s'est exclamé M. Louis Perrein (PS, Val-d'Oise). « Vous nous imposez quelque chose que les sénateurs, dans leur ensemble, ne veulent pas. Qu'on ne nous assène pas de dérogation après dérogation au droit commun », a-t-il protesté, avant d'ajouter, en direction du ministre délégué au budget : « Vous êtes en train de vider cette loi, qui aurait été parfaite s'il n'y avait pas eu cette fiscalité locale. Le Sénat doit défendre les collectivités locales, quelles que soient les tendances autour de cette salle. »

« Il faut que vous compreniez que la Haute Assemblée estime que c'est

le droit commun qui doit s'appliquer », a renchéri M. René Ragnault (PS, Côtes-d'Armor). « Ne nous demandez pas de voter, aujourd'hui, un texte qui nous ferait revenir avant la loi de décentralisation. Il s'agit là d'un problème de principe, de société. Ne nous demandez pas de voter. Le principe de neutralité du Quai de Bercy a peu à voir avec une question de principe. C'est une question de gros sous », a assuré, pour sa part, M. Gérard Delfau (PS, Hérault).

« Je vous demande de comprendre que l'Etat ne peut pas sortir de cette question déshabillé. Vous imaginez bien qu'aucun gouvernement ne renoncera au prélevement actuel recylé sous une forme ou sous une autre », leur a répondu le ministre. Il n'a pas été entendu. Les sénateurs ont adopté, en effet, à l'unanimité — les communistes s'abstenant — un amendement de M. Torre, qui prévoit que le produit des impôts locaux acquittés par la Poste et les Télécommunications reviendra aux collectivités locales et que « le produit des cotisations afférentes à ces impositions » sera ajouté à la dotation globale de fonctionnement.

GILLES PARIS et FRANÇOISE VAYSSÉ

### EN BREF

Préavis de grève des régulateurs du trafic aérien. — Les vingt-deux régulateurs du trafic aérien du centre d'Orly-Mont, réunis dans un syndicat indépendant, le SIRA, ont déposé un préavis de grève du jeudi 14 juin à 6 h 45 au vendredi 15 juin à 22h. Ils demandent des indemnités supplémentaires, de meilleures conditions de travail, des effectifs et une « clarification » de leur rôle. Des négociations vont s'ouvrir sur leurs revendications. Si elles ne débouchaient pas sur un accord, la grève des régulateurs perturberait sérieusement le trafic pendant les deux jours annoncés.

Les salaires d'EDF-GDF évoluent

en fonction de la croissance économique. — Les syndicats CFDT, UNCM-CGC et CFTC ont décidé de signer l'accord salarial proposé pour 1990 par EDF-GDF. Celui-ci prévoit une revalorisation de 2,5 % sur l'année (1,5 % au 1<sup>er</sup> janvier et 1 % au 1<sup>er</sup> juin) ainsi qu'un rajustement salarial automatique si l'évolution du produit intérieur brut marchand dépasse 3 % et si certains objectifs de vente de gaz et d'électricité sont atteints. Dans un entretien accordé vendredi 8 juin aux Echos, M. Gérard Anjoiras, directeur du personnel d'EDF-GDF, estime que « le complément de masse salariale oscillera entre 100 millions, soit 0,5 %, et 300

millions, le plafond fixé par l'accord ».

M. Michel Feneyrol, nouveau directeur du CNET. — M. Michel Feneyrol a été nommé directeur du Centre national d'études des télécommunications (CNET) au cours du conseil des ministres du mercredi 6 juin. Ancien membre du cabinet de M. Louis Mexandreau, ministre des PTT de 1984 à 1986, M. Feneyrol est ingénieur général des télécommunications. Depuis 1987, il était chargé de la coordination des actions relatives à la réforme des PTT auprès du directeur de France Télécom.

### INDUSTRIES

Dans l'informatique allemande

## Nixdorf a perdu 20 % de son chiffre d'affaires

L'Allemand Nixdorf, vedette déchu de l'informatique ouest-allemande, affiche une perte de 1 milliard de deutschemarks (1,069 milliard soit 3,6 milliards de francs) pour 1989, représentant 20 % de son chiffre d'affaires (5,26 milliards de deutschemarks).

L'année précédente, l'entreprise avait affiché un bénéfice de 26 millions de deutschemarks, gonflé par des recettes exceptionnelles provenant de ventes d'actifs et d'immeubles. Cette perte, d'après le Financial Times, est l'une des plus importantes qu'ait connue une société ouest-allemande.

## Les négociations sur les bas salaires

Suite de la page 21

Ce credo comporte toutefois un double risque : légitimer toutes les revendications salariales et méconter ceux qui ne sont pas considérés comme prioritaires, à commencer par les cadres.

A plus long terme, une amélioration des dévouements de carrière des bas et moyens salaires peut néanmoins constituer un facteur de modernisation des entreprises. Très en vogue, le discours sur les nouvelles formes de management oublie trop souvent que l'amélioration du niveau de formation et le renforcement de la motivation des salariés sont incompatibles avec le maintien d'une forte proportion de bas salaires. Alors que les employeurs déplorent un déficit de main-d'œuvre sur certains niveaux moyens de qualification, les grilles de classification sont parfois incapables de prendre en compte plusieurs compétences nouvelles.

Or comment amener un salarié à suivre une formation s'il ne peut prétendre à une réelle reconnaissance en terme de rémunération ? Si le maintien d'une certaine modernisation salariale a effectivement contribué à créer des emplois, l'évaluation du niveau général de formation est, lui aussi, facteur d'embauches.

J.-M. NORMAND

### FINANCES

Un plan de sauvetage monté par la BNP

## La Banque de l'Afrique de l'Ouest sera mise en liquidation

L'affaire de la BIAO (Banque internationale de l'Afrique de l'Ouest) devrait connaître son épilogue le 14 juin prochain. C'est à cette date qu'une assemblée générale a été convoquée avec, à l'ordre du jour, la nomination d'un liquidateur amiable.

Une assemblée générale des actionnaires de la BIAO SA devrait approuver le 14 juin prochain à la majorité absolue (la BNP est actionnaire à 51 %) la nomination d'un liquidateur amiable. Ce dernier s'enquerra alors d'un éventuel reprenneur de la holding BIAO SA, laquelle est actionnaire majoritaire de la holding Afritrust international, de ses dix-sept filiales africaines ainsi que des agences de la BIAO installées à Hambourg, Monte-Carlo, Londres, New-York et en Corse.

A moins que M. Alassane Ouattara, gouverneur de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, qui est attendu à Paris pour la préparation du sommet africain, du 19 au 21 juin prochain, n'ait mis au point un tour de table de table définitif capable de reprendre l'ensemble, la BNP appliquera un plan de sauvetage sélectif. Ce qui signifie que la BIAO SA et ses trois plus grosses filiales africaines (Cameroun, Sénégal et Côte-d'Ivoire, qui représentent 55 % de l'actif BIAO) seront liquidées ou livrées au bon

plaisir des gouvernements locaux, que les autres filiales africaines seront reprises et fusionnées dans le réseau africain de la BNP (les banques BICI), que les agences d'Europe et d'Amérique du Nord finiront sans doute par intéresser un reprenneur tiers.

Les connus de la BNP avec cette banque africaine ont commencé quand les pouvoirs publics lui ont demandé d'en prendre le contrôle. Présente depuis plus d'un siècle sur le sol africain, la BIAO jouait un rôle financier non négligeable dans dix-sept pays, sans parler de l'influence politique que le réseau permettait à la France d'exercer.

Quant aux gouvernements africains, souvent actionnaires de la filiale installée dans leur pays, ils y ont trouvé leur compte puisque la BIAO a servi à financer des secteurs publics souvent déficitaires autant qu'à employer des fidèles du régime en place. Si on ajoute à cela une politique de diversification aventureuse en Amérique latine et en Europe de l'Est, les pertes (385 millions de francs en 1988, 589 millions en 1989) et les fonds propres négatifs (environ 400 millions de francs) s'expliquent aisément.

Malgré l'aplatissement de la situation financière, la BNP se débat encore aujourd'hui avec les trois cent soixante-dix salariés grévistes de la BIAO SA. Le plan social de reclassement et d'indemnisation qui a été proposé a été refusé et la grève continue.

YVES MAMOU

# Aquascutum

## SOLDE

à des conditions exceptionnelles de prix ses collections

Imperméables et trench

Tailleurs, costumes, cachemire, pull-over, chemisiers  
accessoires pour hommes et femmes  
10, RUE DE CASTIGLIONE - PARIS-1<sup>er</sup> (OUVERT DE 10 h à 19 h)

# RENAULT 19 PRIMA. 59.900 F

UN AUTORADIO FM, CASSETTE  
STÉRÉO, AFFICHAGE  
DIGITAL, 16 PRÉSELECTIONS.

UN MOTEUR 60 CHEVAUX\*

DEUX PHARES HALOGENES.

CLÉ UNIQUE POUR TOUTES  
LES SERRURES.

DEUX RÉTROVISEURS EXTÉRIEURS  
RÉGLABLES DE L'INTÉRIEUR.

UN ALLUME-CIGARES, UNE MONTRE.

DEUX APPUIS-TÊTE.

## POURQUOI VIVRE SANS ELLE?

RENAULT  
LES VOITURES  
À VIVRE

\* 60ch DIN / 43kW ISO 5,1 l à 90km/h - 6,7 l à 120km/h - 7,8 l en cycle urbain. Modèle présenté: Renault 19 Prima 3 portes - Tarif au 06/04/90 - Huitième 90. DIAC, votre financement. Garantie anti-rust Renault 6 ans. RENAULT vous offre

FRANÇAIS







# GROUPE TOTAL

## TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES

### ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 5 JUIN 1990

Réunie le 5 juin 1990, sous la présidence de M. Serge Tchuruk, Président-Directeur Général, l'Assemblée Générale Ordinaire de TOTAL CFP a adopté toutes les résolutions qui lui étaient proposées. Les comptes de l'exercice 1989 ont été approuvés, de même que la mise en paiement, le 18 juin 1990, d'un dividende net de 20 F par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 10 F par action. 702 actionnaires totalisant 20.757.602 actions se sont exprimés.

L'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue à l'issue de l'A.G.O. a voté les neuf premières résolutions qui lui ont été soumises. En ce qui concerne la 10<sup>e</sup> résolution, l'Etat français ne pouvait pas, en tant qu'actionnaire, prendre part au vote de cette résolution qui avait pour objet l'émission des TSDIRA dont la souscription lui est réservée et l'adoption des modifications statutaires concernant sa participation dans le capital de TOTAL Compagnie Française des Pétroles. Le quorum particulier à cette résolution, soit 50 % des seules actions pouvant prendre part au vote, c'est-à-dire 12.028.667 actions, n'ayant pas été atteint, la 10<sup>e</sup> résolution n'a pu être soumise au vote de l'assemblée. Cette résolution nécessite en conséquence la réunion d'une deuxième assemblée qui se tiendra le mercredi 13 juin 1990 à 11 heures au siège social de TOTAL CFP, 5 rue Michel-Ange, 75016 Paris.

### Allocution du Président Serge TCHURUK

"Madame, Monsieur et cher Actionnaire,

Les résultats de votre Groupe pour l'exercice 1989, tels que vous avez pu les analyser dans les documents qui vous ont été remis, expriment le bon niveau d'activité du Groupe dans une conjoncture mondiale améliorée. Le chiffre d'affaires a ainsi progressé de 30 % grâce notamment au renforcement des ventes de pétrole brut et à la fois en volume et en prix. La marge brute d'autofinancement a augmenté de près de 41 % par rapport à 1988, progression qui trouve son origine en grande partie dans le secteur raffinage-distribution. Les progrès enregistrés dans ce secteur reflètent certes la bonne tenue du marché, mais sont aussi le fruit des actions entreprises pour améliorer l'exploitation de nos raffineries et de nos réseaux. Ces résultats en hausse viennent confirmer l'orientation positive de ces dernières années. Il faut s'en réjouir et voir là, pour le Groupe, un encouragement à réaliser les progrès plus substantiels qui le mettront au niveau de ses meilleurs concurrents. Nous devons impérativement accroître notre rentabilité. A 6,4 % notre rendement sur capitaux engagés est encore inférieur à celui de la moyenne de l'industrie, aux conditions actuelles du marché. Que le Groupe ait encore du chemin à parcourir, c'est certain ; qu'il en ait la volonté et les moyens, c'est également certain. Mon prédécesseur, M. François-Xavier Ortoli, a engagé le travail de fond nécessaire à son redéploiement. Au moment où il me revient de prendre le relais pour conduire TOTAL vers un avenir à la mesure de son potentiel de succès, je suis heureux et fier d'affirmer ma grande confiance. Le Groupe dispose en effet d'atouts bien adaptés à ce que sera l'environnement de notre industrie dans la décennie qui s'ouvre.

Ainsi dans le domaine de l'exploration-production, les réserves d'hydrocarbures prouvées de TOTAL, hors Moyen-Orient, se sont encore accrues en 1989 de près de 10 % comme il en a été en moyenne chaque année depuis 1985. Ce taux est l'un des meilleurs de la profession. Les réserves prouvées de gaz naturel possédées par le Groupe atteignent maintenant 160 milliards de mètres cubes, soit 70 % de ses réserves globales d'hydrocarbures hors Moyen-Orient. TOTAL est, proportionnellement, l'un des groupes mondiaux les plus engagés dans le gaz, l'énergie du futur. Alors que l'on peut prévoir un raffinement relatif du prix du gaz à l'avenir, particulièrement aux Etats-Unis, la part prépondérante de cette énergie dans nos actifs miniers est un atout dont l'importance ira croissant. Au Moyen-Orient, le Groupe détient l'accès à 400 millions de tonnes de réserves d'huile, l'un des chiffres les plus élevés de l'industrie mondiale. Dans une région appelée à redevenir la chef de l'approvisionnement pétrolier mondial, il bénéficie ainsi de fortes positions.

Dans le secteur raffinage-distribution, le progrès sensible enregistré en 1989 reflète l'amélioration structurelle de notre outil industriel et commercial. TOTAL se distingue par une capacité importante dans le raffinage, le huitième au plan mondial, et par une présence de qualité dans la distribution sur plusieurs continents, notamment aux Etats-Unis.

Pour 1990, les premiers mois de l'année font apparaître une amélioration des résultats, mais tant que les marges aval continuent dans l'ensemble à être satisfaisantes. Toutefois, il serait présomptueux de notre part de vouloir en tirer une estimation valable pour l'année entière compte tenu de l'extrême variabilité des principaux paramètres qui influent sur nos résultats.

Je préférerai pour ma part revenir sur les premiers mois de 1990, qui ont été riches en événements pour le Groupe. L'action entreprise a porté sur trois axes : relance de l'investissement, recherche de l'efficacité maximum par une réorganisation de l'entreprise, déploiement des activités du Groupe vers la chimie. Les investissements entrepris concernent notamment le secteur de la mer du Nord et le raffinage européen, qui figurent parmi les points forts du Groupe. En exploration-production, l'acquisition des actifs pétroliers et gaziers d'Unocal en mer du Nord norvégienne, pour un montant de l'ordre de 1,9 milliard de francs, représente une augmentation de plus d'un tiers des réserves prouvées d'hydrocarbures de TOTAL en Norvège. Par ailleurs, l'intention du Groupe est de développer un nouveau champ dans le secteur britannique nécessitant pour TOTAL un investissement de l'ordre de 1 milliard de francs. A la réalisation du projet, le gaz de Caister alimentera une nouvelle centrale électrique construite par National Power. Cet accord constitue une étape significative de la stratégie commerciale du Groupe dans le domaine du gaz. Ces deux importants investissements viennent compléter l'annonce

de plusieurs découvertes prometteuses depuis le début de l'année en Syrie, en Indonésie et en mer du Nord britannique. Dans le secteur raffinage-distribution, les raffineries du Groupe font l'objet en 1990 d'un vaste programme d'investissements pour près d'un milliard de francs, orientés notamment vers le développement d'essence sans plomb de haute qualité, confortant ainsi les bonnes positions de TOTAL dans ce secteur. Jen viens maintenant à un second volet de l'action entreprise depuis le début de l'année qui concerne l'organisation du Groupe. Pour mieux appréhender l'évolution de l'environnement mondial, les activités de votre Groupe ont été, début mars, structurées internationalement en six centres de profit, responsables devant la Direction Générale de leur résultat mondial (TOTAL Exploration-Production, TOTAL Raffinage-Distribution, TOTAL Trading Moyen-Orient, TOTAL Chimie-Parachimie, TOTAL Mines Nucléaire, Omnium Financier de Paris). Cette organisation reflète notamment la volonté du Groupe de pleinement valoriser les deux atouts que sont sa forte position au Moyen-Orient et sa place mondiale dans les activités de raffinage-distribution.

A cette égard, la nouvelle Direction Trading Moyen-Orient marque le caractère fondamental des activités du Groupe au Moyen-Orient ainsi que leur articulation naturelle avec l'activité trading. Elle permettra au Groupe de tirer le meilleur parti des synergies existantes à travers le renforcement de sa présence, déjà significative, dans le grand commerce international du brut et des produits pétroliers, ainsi que du gaz naturel et des gaz de pétrole liquéfiés ; à travers aussi le développement de partenariats innovateurs avec des pays producteurs d'hydrocarbures - Moyen-Orient, Algérie... -

où le Groupe a su maintenir de fortes traditions. Dans le raffinage-distribution, le Groupe est organisé désormais, au-delà de l'organigramme juridique des filiales, en trois entités géographiques : TOTAL Raffinage-Distribution Europe gèrera de façon intégrée l'approvisionnement et l'exploitation des cinq raffineries françaises, anglaises et hollandaises. TOTAL Raffinage-Distribution International regroupera les activités du Groupe aux USA et les domaines de valeur ajoutée forte dans l'aval pétrolier et la pétrochimie dont le développement international sera accéléré. TOTAL Raffinage-Distribution Outre-mer pour sa part, conserve sa vocation actuelle avec notamment la présence forte du Groupe sur le continent africain.

Le premier semestre 1990 verra également se concrétiser l'acquisition d'une partie des actifs d'Orkem. Celle-ci fait l'objet d'un financement selon des modalités sur lesquelles vous allez être amenés à vous prononcer. Les principes de cette opération sont les suivants : au plan industriel, constitution d'un pôle chimique cohérent et de dimension internationale opérant dans la chimie de spécialités, à savoir les résines, encres, peintures et adhésifs qui viennent compléter la parachimie développée par Hutchinson au sein du Groupe depuis plusieurs années. Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe dans la chimie passera ainsi après cette acquisition à 20 milliards de francs en année pleine, assurant son déploiement dans un secteur de la chimie peu soumis aux variations cycliques, à haute valeur ajoutée et en forte croissance. Le nouvel ensemble employant 23 000 personnes bénéficie d'implantations mondiales (Europe, USA, Extrême-Orient, Asie et Afrique) à travers un certain nombre de sociétés opératrices jouissant d'une notoriété certaine et de positions de premier plan.

Comme vous le savez, cette acquisition sera réalisée sur la base d'un montant net de 6,7 milliards de francs, financé par une augmentation des fonds propres de TOTAL CFP souscrite par l'Etat.

Fort de résultats prometteurs, s'étant doté d'une organisation simplifiée et souple lui permettant de saisir les opportunités et de faire preuve de la nécessaire mobilité dans ses actifs, le Groupe dispose ainsi d'atouts certains : un patrimoine industriel et minier de grande valeur, un potentiel d'amélioration de productivité par la diminution des coûts et la mise en œuvre de synergies industrielles, l'ambition de son management et de ses équipes.

Dans ce contexte, si les marchés boursiers le permettent, il est dans nos intentions de procéder dans les semaines qui viennent à une émission publique d'actions nouvelles qui viendra renforcer les moyens mis à la disposition du Groupe pour accélérer son développement.

Sûr de votre soutien et déterminé dans mon action, je vous remercie, Madame, Monsieur et cher Actionnaire, de votre attention et vous invite à vous associer à l'avenir de votre Groupe."

#### ELEMENTS FINANCIERS CONSOLIDES

(millions de F)	1988	1989
Chiffre d'affaires (hors taxes)	83 290	107 894
Résultat net (part du groupe)	1 479	2 206
Marge brute d'autofinancement	7 153	10 070
Investissements bruts	14 352	8 692
PAR ACTION (en francs)		
Résultat	41	61
Dividende (y compris avoir fiscal)	30	30

Le rapport annuel "TOTAL 1989" et la synthèse de la discussion sont disponibles sur demande au Secréariat Général / Service Information des Actionnaires, 5, rue Michel-Ange 75781 PARIS CEDEX 16 - FRANCE

MINTEL 3614 TAPEZ TOTALCFP





## MARCHÉS FINANCIERS

## Controverse entre l'UAP et la Cour des comptes

Le torchon brûle entre M. Jean Peyrelevade, président de l'UAP, établissement nationalisé, au premier rang de l'assurance française, et la Cour des comptes, dont un rapport confidentiel - cité par *Libération* du 7 juin - critique une sous-évaluation systématique des actifs de l'établissement, pratiquée en 1987 lors de la modification de ses structures en vue de son éventuelle privatisation.

Pour la Cour, les participations des sociétés UAP Vie et UAP Capitalisation dans la filiale Domages auraient été largement sous-évaluées. Seconde critique : le transfert des portefeuilles des contrats entre sociétés du groupe, réalisé dans le cadre de cette modification de structures, n'aurait pas été régulier. Dans les deux cas, ces pratiques auraient coûté 800 millions de francs aux assurés, ces capitaux restant acquis à la compagnie et à ses futurs actionnaires. Toutes les opérations remontent à l'époque où M. Jean Dromer était PDG de l'UAP.

M. Peyrelevade, son successeur, déclare : « Nous sommes absolument scandalisés. Nous allons le faire savoir. » Pour lui, « les gens » essaient de rouvrir un débat doublement fermé, de la manière la pire, par des fuites qui peuvent mettre en cause, indirectement, la responsabilité de certaines personnes. Ce débat est celui du fameux « cantonnement », c'est-à-dire de la dévolution des plus-values latentes sur les actifs accumulés par une compagnie d'assurance, au titre des réserves techniques destinées à garantir les contrats, essentiellement en assurance-vie. Depuis 1977, 85 % des plus-values réalisées sont acquises aux assurés, mais les plus-values latentes, donc non réalisées, continuent à tomber dans la masse commune, profitant essentiellement aux actionnaires de la compagnie.

En 1986, M. Jacques Mayoux,

FRANÇOIS RENARD

ancien PDG de la Société générale - à qui M. Balladur, alors ministre des finances, avait demandé une étude sur le sujet, - avait proposé une dévolution de ces plus-values latentes à hauteur de 60 % pour les assurés et de 40 % pour les actionnaires. Ce projet était resté sans suite, mais M. Mayoux, toutefois, s'était prononcé pour un cantonnement généralisé qui « apporterait la clarté au marché et un encouragement à un niveau soutenu et raisonnable de réalisation de plus-values pour faciliter leur dévolution ».

La loi portant réforme du code des assurances, promulguée en décembre dernier, n'a pas institué le cantonnement, comme il en avait été question, mais elle a décidé que les compagnies d'assurance publieraient tous les ans la répartition des plus-values latentes sur les réserves, en cas de séparation des gestions ou de transfert des portefeuilles. De plus, le recours au Conseil d'État, formé en 1987 par certaines personnalités socialistes contre la refonte des structures de l'UAP, a été rejeté au début de cette année.

Pour M. Peyrelevade, le rapport de la Cour des comptes vient de lui être transmis et ses services n'ont pas encore eu le temps d'y répondre. La fuitte qui vient de se produire est donc, selon lui, très préjudiciable à la bonne réputation commerciale de l'UAP, qui répartit à ses assurés bien plus que les 85 % réglementaires.

Dans les milieux de l'assurance, on pense que certains partisans du cantonnement obligatoire, notamment chez les commissaires contrôleurs des assurances, pourraient essayer de rouvrir le débat d'une façon détournée.

Le remède pour M. Peyrelevade ? Il faut mettre fin à l'obscurité, mettre une « bague » fictive sur tous les actifs des compagnies, en publiant annuellement leur composition et préserver leur unité de gestion. Un beau débat, qui n'est pas prêt d'être clos dans les esprits.

## NEW-YORK, 7 juin ↓

Sous la barre des 2 900 points

À l'issue d'une séance marquée par d'amples fluctuations, l'indice Dow Jones est retombé jeudi sous la barre des 2 900 points qu'il avait franchie le 1<sup>er</sup> juin. Il a terminé au niveau des 2 897,33 points en retrait de 14,32 points. À l'ouverture, cet indice avait progressé de 7 points.

Quelques 162 millions d'actions ont été échangées (165 millions mercredi). Le nombre de valeurs en baisse a dépassé celui des hausses : 828 contre 440 ; 522 titres étaient inchangés.

Selon les analystes, une fois de plus ce sont les incertitudes sur l'évolution des taux d'intérêt qui expliquent cette faiblesse du marché. Les bons du Trésor à trente ans, qui dépassaient 9 % il y a cinq semaines, étaient tombés lundi matin à 8,38 %, ils évoluent depuis lors entre 8,42 et 8,45 % et les investisseurs sont persuadés que ce mouvement de hausse risque de se poursuivre.

Wall Street a perdu 2 1/8 à 128,61, le S&P 500 a perdu 1/4 à 114,44, le Nasdaq a perdu 1/4 à 1 144,44, le Dow Jones a perdu 14,32 à 2 897,33.

VALEURS	Cours de 6 juin	Cours de 7 juin
Alcoa	67 7/8	67
AT&T	42 3/4	42 7/8
Chrysler	27 3/4	27 1/4
De l'Etat de New York	39 5/8	39 3/8
Eastman Kodak	41 1/2	41 3/8
Exxon	48 1/2	47 3/4
General Electric	89 1/2	89 1/4
General Motors	49 3/4	49 1/4
IBM	120 7/8	120 1/2
ITT	68 3/8	67 7/8
Johnson & Johnson	64 1/2	64
Merck	68 1/2	68 1/4
Rockwell International	152 3/4	152 1/4
Union Carbide	32 3/4	32 1/2
Verizon	38 1/2	38 1/4
Wall Street Journal	47 1/2	47 3/8

## LONDRES, 7 juin ↑

Nette hausse

La formation des marchés à terme s'est propagée jeudi au Stock Exchange sur le marché des actions qui a enregistré en fin de journée une hausse de 0,60 %. L'indice Footsie 100 est revenu au niveau des 3 191,81 points, soit un repli de 199,21 points.

L'approche du week-end a entraîné une baisse des cours des actions de la City. Les investisseurs ont préféré attendre la publication de résultats financiers et de comptes d'opérations de la semaine dernière.

De nombreux secteurs se sont améliorés, notamment les alimentaires, les titres de la construction et les médias. La bourse britannique a été soutenue par la suite de la vente de sa participation dans la filiale ICL.

La chaîne de pharmacies Boots a été vendue à la suite de l'annonce d'une nouvelle prise de contrôle de 17 % de son bénéfice annuel. Le groupe alimentaire Northern Foods a été racheté après l'annonce d'un plan d'investissement en recherche.

Industrial Pilkington a cédé du terrain après la publication de résultats financiers annuels à l'annonce des analystes boursiers.

Le CCF va céder l'essentiel de son portefeuille londonien Laurence Prust à la City. Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

Le groupe britannique de services de conseil en change londonien Laurence Prust a deux filiales de la City, Schroder Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF entend recentrer ses activités à Londres sur l'industrie financière.

## PARIS, 7 juin ↑

L'effet Rocard

Après cinq séances de bourse consécutives qui sont allées en s'amplifiant (-1,18 % mercredi), le marché s'est calmé et reprendra jeudi. Dès les premières échanges, le CAC 40 a rétrogradé dans le vert avec un gain symbolique de 0,02 %. Au fil des heures la performance s'améliorait. En début d'après-midi la progression atteignait les 0,28 % avant de clore à +0,25 %.

L'intervention du premier ministre devant les députés mercredi après-midi a été bien accueillie par les investisseurs. M. Michel Rocard a déclaré que la France ne pouvait accepter une persécution accrue des activités boursières sans pénaliser les investisseurs et la libre circulation des capitaux. De son côté, le ministre de l'économie a rappelé que le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

Une manœuvre de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à l'Assemblée nationale en matière de fiscalité du patrimoine s'était inscrit dans le contexte européen de libéralisation des mouvements de capitaux.

## PARIS :

Second marché (révision)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amis de l'Industrie	428	429	JP	300	300
Asystel	106	106	LP&M	138	138
BAC	235	238 80	Loisirs Invest	302	302 80
B. Demachy Ass.	677	677	Locam	157	157
Bois de France	180 50	180 50	Mars Com	203 70	202
BOF	828	828	Mécatronique	220	219 50
Bolton (J.)	382	380	Miles	241 20	241
Bolton (J.)	271	271	Naval-Dunlop	1311	1311
Bois de France	3488	3488	Oben Logis	580	580
BOF	1240	1240	Q. G. P.	581	581
Calsonic	550	550	Pinet	872	872
Cardif	686	686	Préambou	530	530
C.E.F.	379	380	Relevance Assur.	427	427
C.E.G.E.P.	265	265	Rail Transport	829	830
C.F.P.A.	278	278	Rand	680	680
Ciments d'Origny	715	715	Rémy et Associés	325	325
C.N.M.J.	1434	1439	Rhone-Alp. Ecl. (J.)	321	321
Cochetron	305	305	S.H. Maignan	262 90	262 90
Compass	368 80	380	S.G.E.P.M.	710	710
Conformance	1000	1100	Sigis (J.)	378	375
Covalor	475	470	Social Invest. (J.)	104	104
Daflex	210 80	210	Sanic	547	547
Dagbho	730	730	S.M.T. Group	284 70	284 70
Danegre et Giral	260	260	Supra	203	203
Devaray	1420	1395	Supra	212 10	212 10
Davide	520	480	TF1	323	323
Delfone	160	160	Thomson H. (J.)	330	330
Editions Delafont	281	281	Union	195	195
Electric Power	14 30	14 40	Union Fin. de Fr.	480	480
Euro. Production	361	361	Viel et Cie	193	193
Finacor	482	482	Yves St Laurent	146	146
Garnier	800	800			
G.F. Group (Int'l)	485	485 80			
Grand Luxe	462 70	460			
Grosvogel	248	248			
Guisard	980	980			
I.C.C.	287	289			
IDA	340	340			
Johnson	164 20	162 70			
J.M.S.	1289	1290			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15

TAPEZ LE MONDE



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 8 JUIN

[illegible]

## COMPTANT

(selection)

[illegible]**SICAV**

**(sélection)**

VALUES				VALUES				VALUES			
	Emission	Reacht			Emission	Reacht			Emission	Reacht	
	Frail Incl.	net			Frail Incl.	net			Frail Incl.	net	
A.A.A.	1132 71	1132 96	Frail-Clot	34 96	34 96	Pharmacia J.	8026 28	8014 25			
Acid	6312 10	236 29	Frail-Clot	118531 11	118531 11	Pharmacia J.	8026 28	8014 25			
Agreement	1019 10	8819 10	Frail-Clot	234 15	234 15	Pharmacia J.	121 14	117 90			
AGF Action as CF	1188 75	104 89	Frail-Clot	567 45	549 21	Pharmacia J.	548292 56	548292 56			
AGF Action as CF	1188 75	1189 76	Frail-Clot	30 24	29 00	Pharmacia J.	10497 80	10497 81			
A.I.F. S.F.	702 48	899 32	Frail-Clot	959 19	958 04	Pharmacia J.	109 69	109 69			
AGF S.F.	1003 39	899 32	Frail-Clot	44 17	33 24	Pharmacia J.	24562 46	24562 46			
AGF S.F.	121 13	121 80	Frail-Clot	1188 75	1188 75	Pharmacia J.	121 13	121 13			
AGF Invest. Sec.	131 29	129 09	Frail-Clot	4569 13	4554 74	Pharmacia J.	1071 39	1040 18			
AGF Invest. Sec.	142 12	129 09	Frail-Clot	1189 74	1189 74	Pharmacia J.	901 41	159 02			
AGF S.F.	1081 12	1056 84	Frail-Clot	81272 15	81119 35	Pharmacia J.	5257 35	5205 35			
AGF S.F.	1002 37	1002 37	Frail-Clot	153 33	153 33	Pharmacia J.	1132 12	1115 39			
AGF S.F.	718 45	688 45	Frail-Clot	10519 10	10519 10	Pharmacia J.	941 59	859 18			
AGF S.F.	688 45	688 45	Frail-Clot	10519 10	10519 10	Pharmacia J.	246 24	246 24			
AGF S.F.	588 14	587 17	Frail-Clot	11902 46	11451 43	Pharmacia J.	840 46	811 44			
AGF S.F.	1089 12	1089 12	Frail-Clot	679 86	679 86	Pharmacia J.	985 28	938 82			
AGF S.F.	3619 29	373 35	Frail-Clot	186 96	181 51	Pharmacia J.	12543 33	12693 36			
AGF S.F.	1018 22	1018 22	Frail-Clot	249 71	246 02	Pharmacia J.	220 12	200 12			
AGF S.F.	1056 72	1054 43	Frail-Clot	219 84	219 84	Pharmacia J.	757 58	781 70			
AGF S.F.	108 18	108 18	Frail-Clot	305 33	232 44	Pharmacia J.	1469 77	1469 77			
AGF S.F.	140 71	134 85	Frail-Clot	282 29	269 21	Pharmacia J.	1189 33	1189 33			
AGF S.F.	128 45	122 92	Frail-Clot	382 97	348 61	Pharmacia J.	865 43	865 43			
AGF S.F.	132 62	128 91	Frail-Clot	271 51	259 20	Pharmacia J.	169 13	163 80			
AGF S.F.	116 35	111 34	Frail-Clot	150 49	150 49	Pharmacia J.	713 86	713 86			
AGF S.F.	1026 18	1026 18	Frail-Clot	136 09	129 56	Pharmacia J.	400 28	400 28			
AGF S.F.	1026 18	1026 18	Frail-Clot	179 92	171 92	Pharmacia J.	.....	.....			
AGF S.F.	428 79	419 31	Frail-Clot	383 44	366 35	Pharmacia J.	741 36	721 36			
AGF S.F.	1709 93	1709 93	Frail-Clot	569 48	569 48	Pharmacia J.	440 42	429 03			
AGF S.F.	37 34	37 34	Frail-Clot	10577 37	10577 37	Pharmacia J.	221 31	219 16			
AGF S.F.	1107 51	1075 51	Frail-Clot	569 48	569 48	Pharmacia J.	440 42	429 03			
AGF S.F.	5881 38	5863 81	Frail-Clot	10577 37	10577 37	Pharmacia J.	221 31	219 16			
AGF S.F.	445 61	428 45	Frail-Clot	2629 51	2629 51	Pharmacia J.	1119 81	1069 03			
AGF S.F.	823 70	606 45	Frail-Clot	803 83	795 87	Pharmacia J.	1367 74	1305 72			
AGF S.F.	1078 67	1065 85	Frail-Clot	209 26	203 05	Pharmacia J.	581 91	539 43			
AGF S.F.	1228 81	1182 28	Frail-Clot	2207 35	2207 35	Pharmacia J.	1260 41	1201 36			
AGF S.F.	995 78	975 51	Frail-Clot	352 02	352 02	Pharmacia J.	1195 28	1195 28			
AGF S.F.	1045 88	1040 22	Frail-Clot	725 44	704 31	Pharmacia J.	1194 28	1159 48			
AGF S.F.	292 36	282 32	Frail-Clot	397 50	399 26	Pharmacia J.	6291 86	6095 84			
AGF S.F.	151 46	145 47	Frail-Clot	30684 70	3584 15	Pharmacia J.	1446 24	1411 23			
AGF S.F.	1052 42	1038 87	Frail-Clot	437 28	417 43	Pharmacia J.	132 70	129 59			
AGF S.F.	115 82	115 82	Frail-Clot	378 28	378 28	Pharmacia J.	105 74	104 74			
AGF S.F.	211 74	211 74	Frail-Clot	50983 26	50983 26	Pharmacia J.	1020 21	1020 21			
AGF S.F.	420 54	420 54	Frail-Clot	8076 10	8076 10	Pharmacia J.	1189 05	1189 05			
AGF S.F.	5588 94	5588 94	Frail-Clot	11284 80	11282 08	Pharmacia J.	107887 08	107587 08			
AGF S.F.	3282 84	3282 84	Frail-Clot	131 11	144 80	Pharmacia J.	5149 82	5095 83			
AGF S.F.	193 92	193 92	Frail-Clot	289 107	226 167	Pharmacia J.	463 87	466 38			
AGF S.F.	71852 47	71852 47	Frail-Clot	14721 49	14721 49	Pharmacia J.	463 87	466 38			
AGF S.F.	303 48	284 82	Frail-Clot	120 30	128 91	Pharmacia J.	675 50	650 75			
AGF S.F.	2695 26	2695 26	Frail-Clot	8590 01	8576 86	Pharmacia J.	657 42	630 69			
AGF S.F.	4156 94	4156 94	Frail-Clot	1322 42	1288	Pharmacia J.	481 86	464 25			
AGF S.F.	24219 94	24219 94	Frail-Clot	1142 91	1142 91	Pharmacia J.	114 11	109 94			
AGF S.F.	6732 94	6732 94	Frail-Clot	21321 28	21321 28	Pharmacia J.	115 21	111 11			
AGF S.F.	154 19	154 19	Frail-Clot	582 36	582 36	Pharmacia J.	114 72	114 72			
AGF S.F.	1039 41	1039 41	Frail-Clot	1518 60	1477 86	Pharmacia J.	1539 78	1484 13			
AGF S.F.	931 05	924 12	Frail-Clot	6394 61	6394 61	Pharmacia J.	631 48	608 08			
AGF S.F.	57 54	57 54	Frail-Clot	1000 40	953 47	Pharmacia J.	114 11	109 94			
AGF S.F.	58731 31	58731 31	Frail-Clot	11852 77	11852 77	Pharmacia J.	1676 28	1615 89			
AGF S.F.	191 38	191 38	Frail-Clot	14721 49	14721 49	Pharmacia J.	220 12	200 12			
AGF S.F.	1341 50	1341 50	Frail-Clot	6336 60	6228 24	Pharmacia J.	280 84	260 94			
AGF S.F.	186 24	186 24	Frail-Clot	1237 87	1266 44	Pharmacia J.	1353 84	1309 32			
AGF S.F.	1220 18	1220 18	Frail-Clot	12718 25	12718 25	Pharmacia J.	1643 28	1643 28			
AGF S.F.	1028 12	1028 12	Frail-Clot	124 72	123 48	Pharmacia J.	577 46	563 38			

**Hors-cote**

Saga Hydro Energy...	315	1,000
Saltco	160	1,000
Calphisco	170	1,000
C & G Cogsworth	700	1,000
C. O. Corley, Foreman	190	1,000
Camberly (M)	978	1,000
Carbury Boulders	360	1,000
Crescent	630	1,000
Energy, Arcadia	70	1,000
Gaboot S.A.	125	1,000
Guy Degruene	481	1,000
Harold Higgs Zan	210	1,000
Hogwood	237	1,000
Hydro, Inc. (M)	401	350 d
Marin Iron	240	1,000
Michael	925	1,000
Paradise Pumper	380 10	1,000
Rosario R.V.	176 20	1,000
St-Gabriel-Emballage	1090	1,000
Soma Motor	328	1,000
S.E.P.	1030	1,000
S&S	420	1,000
S.P.R. Inc. II	730	1,000
Ufret	380	1,000
Wander	968	1,000

### Marché libre de l'or

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 8/8	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 8/8
			achat	vente			
Espe-Ucic (1 unit.)	5 708	5 708	5 500	5 900		54900	54900
Belgique (100 fr.)	338 820	338 820	326 500	347	Or fin (en barre)	54900	54900
Belgique (100 fr.)	16 382	16 382	15 750	16 900	Or fin (en lingots)	54900	54900
France (100 fr.)	2870	2870	283 700	287 000	Pièces 10 dollars	725	725
France (100 fr.)	4 582	4 582	4 350	4 850	Pièces 10 fr. (10 fr.)	422	422
Danemark (100 kron.)	89 430	89 430	85 000	92 000	Pièces 50 peson.	2480	2480
Grèce (100 drachmes)	9 224	9 224	9 050	9 400	Pièces 10 florine.	391	391
Grèce (100 drachmes)	3 444	3 444	4 060	4 050			
Italie (100 li.)	397 130	397 130	398 90	407 500	Souverain.	476	476
Italie (100 li.)	62 230	62 230	62	62	Pièces 20 dollars.	2240	2240
Norvège (100 sch.)	87 750	87 750	84 500	90 500	Pièces 10 dollars.	1245	1245
Autriche (100 sch.)	47 081	47 081	46 200	5 750	Pièces 2 dollars.	725	725
Autriche (100 sch.)	4 534	4 534	3 650	3 650	Pièces 50 peson.	2480	2480
Portugal (100 esc.)	3 828	3 828	4 070	4 080			
Portugal (100 esc.)	4 770	4 770	3 880	3 880			
Japon (100 yens)	2 741	2 741					

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
5-55-91-82, poste 4330

e : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu





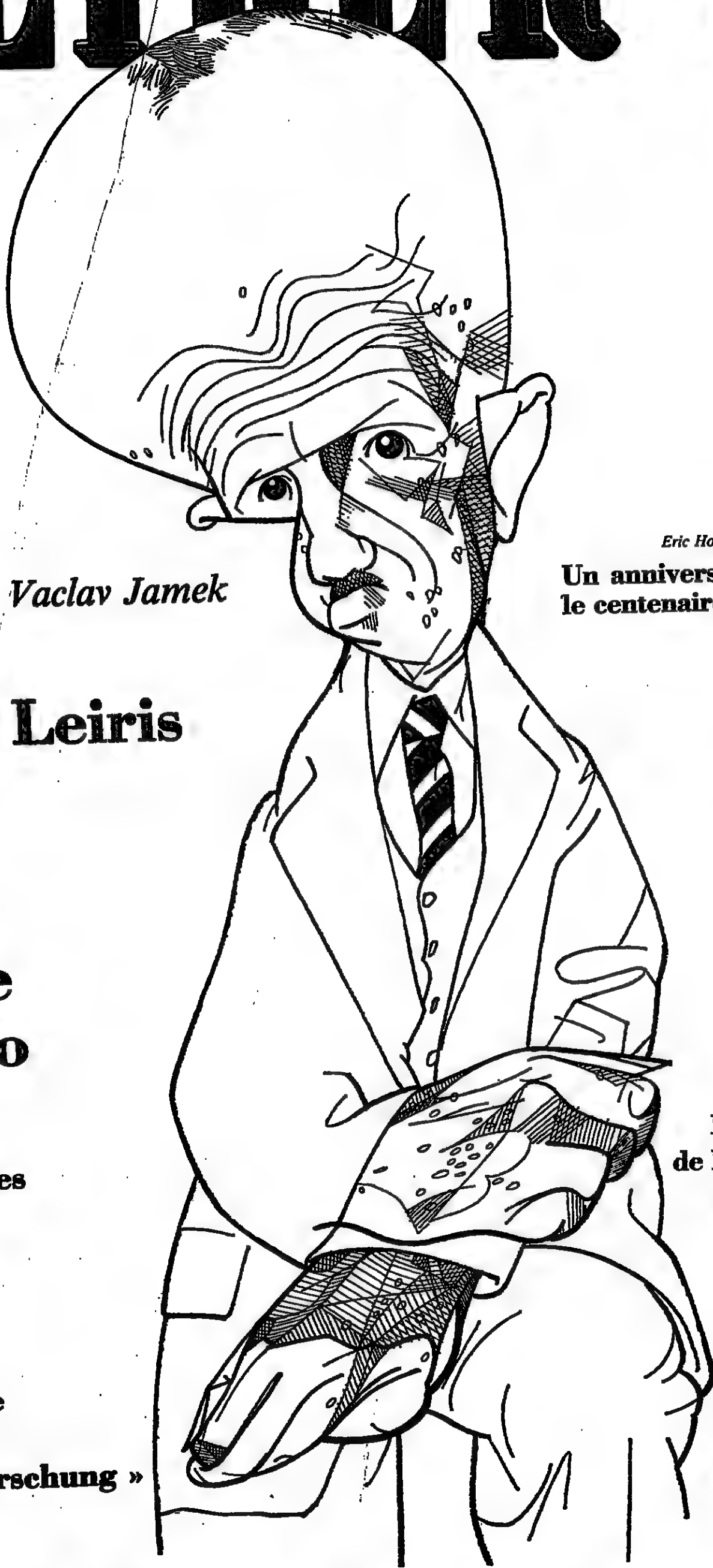


مكتبة

REVUE EUROPÉENNE DES LIVRES

ANNÉE 2 - NOMBRE 2 - JUIN 1990

# LIBER



*Francis Marmande, Vaclav Jamek*

**Le secret  
de Michel Leiris**

**Allemagne  
année zéro**

*Joseph Jurt*

**Le mythe  
des deux Allemagnes**

*Christophe Charle*

**A la recherche  
de la bourgeoisie  
allemande**

*Ulrich Raulff*

**L'empire du centre**

*Peter Schöttler*

**Nazisme et « Ostforschung »**

*Eric Hobsbawm*

**Un anniversaire oublié :  
le centenaire du 1<sup>er</sup> mai**

*Carlos T. Powell*

**Les leçons  
de la démocratie  
espagnole**

Supplément au n° 14110 - Ne peut être vendu séparément - Samedi 9 juin 1990

Frankfurter Allgemeine

L'INDICE

Le Monde

EL PAIS

T L S

Micro Inform



## SOMMAIRE

Francis Marmande	
Michel Leiris :	
la lettre à Louise	3
Vaclav Jarek	
L'éveilleur	4
Ulrich Raulff	
L'empire du centre	5
Peter Schöttler	
Nazisme et « Ostforschung »	5
Christophe Charle	
A la recherche de la bourgeoisie allemande	6
Joseph Jurt	
Le mythe des deux Allemagnes	7
Carlos T. Powell	
Les leçons	
de la démocratie espagnole	7
Eric Hobsbawm	
Le centenaire du 1 <sup>er</sup> mai	8
Thomas Ferenczi	
Jours de fête	9
Richard Davenport-Hines	
Entre gens de bonne compagnie	10
Johan Goudsblom	
Le miroir sans tain	10
Pino Arlacchi	
L'indésirable héroïne	
de Verone	11
Toril Moi	
Variations sur la différence	12
Maurizio Vaudagna	
Les hommes aussi	12
Librairie européenne	13
Actualités	15

Dessin de couverture :  
Loredano

## Aïgui le Tchouvache

Jacques Roubaud

Il est né en 1934 dans le village de Chalmouzo, district de Batyrev, situé dans ce qui se nomme aujourd'hui Région autonome de Tchouvachie, peuplée donc de Tchouvaches, sur le cours moyen de la Volga et sur la rive « européenne » de ce fleuve. Apparentés aux Turcs, les Tchouvaches étaient venus dans ces régions avec les Huns, en lutte avec les Kazakhs ; refusant l'islamisation, la christianisation ou la russification, ils ont conservé jusqu'à nos jours une culture et des croyances fort anciennes.

Le père d'Aïgui était instituteur ; mais surtout un errant. Il mourut au front pendant la seconde guerre mondiale. La lignée maternelle était chamanique. La tante d'Aïgui en préservait les secrets ; elle le conduisait dans la forêt à l'écoute des arbres sacrés.

La poésie tchouvache moderne, dont Aïgui est l'héritier génial, naît de la rencontre de la tradition millénaire avec le modernisme. Sespel (le Perce-neige),

Mitta surtout l'inventèrent. Mitta fut déporté dans les années 30 ; le village natal d'Aïgui est proche de celui de Mitta. Du tombeau de Mitta, dont la terre très noire, sans cesse fleurie, est plantée de fraises géantes, une motte fut prélevée il y a deux ans pour être jetée comme un saut sur une autre tombe : celle du père de la poésie moderne française, qui repose, lui, au cimetière Montparnasse, Charles Baudelaire.

Conseillé par Peder Khuzangal (un autre poète : la poésie est une activité noble en Tchouvachie), Aïgui vint à Moscou dans les années 50 étudier à l'Institut de littérature ; on le classa immédiatement parmi les « poètes-paysans », ce qui ne le satisfaisait guère. Il n'écrivait pas de manière « réaliste » et pour cela fut exclu du komsomol. Il se considérait, lui, plutôt comme un « malévitchien », espèce non reconnue officiellement. Lors d'un retour

au pays natal, il lut dans Matkovski l'éloge de Pasternak ; la lecture de Pasternak lui apprit l'existence de Baudelaire, et il décida d'apprendre le français. Son anthologie de la poésie française du vingtième siècle en tchouvache fut très longtemps la seule, en Union soviétique. A faire lire Char - qui a longuement correspondu avec lui, - Boualov, Michaux... Enfin il rencontre Pasternak qui l'amena à composer aussi ses poèmes en russe.

Aujourd'hui, après un tiers de siècle de poésie, une vie dure, misérable même, toujours fièvre (le silence des publications officielles fut total jusqu'à l'année dernière !), Aïgui apparaît comme la voix sans doute la plus originale de la poésie russe contemporaine, certainement l'une des plus singulières du monde. Voilà déjà de nombreuses années que des « signaux » fanatiques, des exilés comme Sialavski, des poètes en Allemagne

comme en France, en Yougoslavie comme en Hongrie, en Pologne, au Danemark, aux Pays-Bas... ont commencé à traduire et à faire connaître ses poèmes. Son livre le plus connu, le plus accessible, le *Cahier de Veronique*, a été publié en France par Le Nouveau Commerce, dans la traduction de Léon Robel, qui est depuis vingt-cinq ans son ami (1).

► Poète et mathématicien, Jacques Roubaud est professeur à l'université Paris-X-Nanterre et directeur de programme au Collège international de philosophie. Il vient de publier *l'Essai d'Hortense* (Seghers).

(1) Outre ce recueil paru en 1984, d'autres poèmes de Guennadi Aïgui ont été publiés par Messidor-Temps actuels (*Festivités d'hiver*) et Seghers (*Sommeil, poésie, poèmes*). Vient de paraître au Nouveau Commerce : *le Temps des ravins*.

## Coquelicots de cette année

et non pas silence mais simplement comme dirait-on  
lorsque nous sommes tristes répondements :  
« ce n'est pas nous qui sauvons ce n'est pas la beauté qui sauvera  
en tout cas pas la nôtre pas une semblable  
nous sommes enfants - on peut offenser - tels  
que vous pouvez entre-passer à votre guise  
nous ne retenons pas beaux à notre manière  
mais faibles - seulement vêtue de l'invisible  
comme de quelque échéance  
mais toi cherche toi guérison là-bas  
de ce que nous ne savons  
- est-ce en traversant la forêt ? nous sommes simplement douceur  
vous - force active nous - fleurissons  
seulement au contact  
d'une autre force bienveillante sans hâte  
et cela aussi n'est qu'heures et jours  
comme un rossignol chante  
enfant  
ignorant la puissance qui meut  
et si l'on se flétrit nous nous flétrirons  
comme : point de chant - mais force immobile  
par vérification et non souffle mais dirait-on  
tristesse en faibles trébuchements : ainsi au-dessus du champ  
s'embrument - les semblances

(1985)  
(Traduit par Léon Robel)



„L'art  
c'est  
l'art.“

Johann Wolfgang von Goethe



DAIMLERBENZ

Daimler-Benz AG, Mercedesstrasse 136, D-7000 Stuttgart 60, République Fédérale d'Allemagne

مكتبة الأمل



Portrait

# Michel Leiris : la lettre à Louise

Francis Marmande

Poète, ethnologue, écrivain, Michel Leiris a changé les règles de l'autobiographie (l'Age d'homme, la Règle du jeu), celles de la relation aux autres (l'Afrique fantôme) et le rapport profond au langage (Langage tanguage). A travers ses amitiés fidèles, son rôle fut celui d'un passeur : entre la littérature et les faits, entre la poésie et l'action, entre les arts et les sciences humaines.

**D**E l'expédition Dakar-Djibouti où l'entraîne Marcel Griaule en 1931, Michel Leiris revient (à sa façon) ethnologue. Son journal personnel, l'Afrique fantôme (1934), prolongeant imprévu aux Impressions d'Afrique de Raymond Roussel, écrit les savants comme une gaffe (« On ne peut jamais tout dire, c'est entendu, mais dans l'Afrique fantôme je voulais dire le maximum »). L'excès de subjectivité, de sensibilité, cette part critique de l'analyse de terrain, surprennent.

Au retour, Griaule publie une étude sur les Masques dogons. De son côté, Leiris se livre à une présentation très convenable de la Langue secrète des Dogons. C'est un travail sérieux, dans le style de son autre ouvrage sur la Possession et ses aspects théâtraux chez les Ethiopiens de Gondar (publié en 1958). Son rapporteur en déplore le manque d'organisation rationnelle, ces espèces d'« explosions successives de pensées ». Leiris n'est pas blessé, il s'enchaîne de la formule et se remet au travail pour publication.

## « Jazz : jase en zigzag »

La langue, le secret, la possession, la comédie rituelle, l'identité et les masques : en un sens, tout ce qui le préoccupe est là. Il suffit d'écouter les mots.

A travers les noms qui le retiennent (Dogon, gondar), dont les lettres semblent se distribuer comme un signe adressé par des peuples sans âge, la tension de Leiris ne s'exerce que sur ce qu'il veut nommer. Dans une intimité ouverte au monde.

C'est par le jazz qu'il est venu à l'ethnologie. Au sortir de la guerre, dès le début des années 20, le jaillissement lumineux des voix et des rythmes le frappe comme un appel. L'exotisme vient tordre la civilisation des villes modernes. Le déchaînement heureux, spectaculaire, de ces mélanges, de ces rencontres impossibles (le rêve de l'Afrique plus le fonctionnement industriel) le bouleverse d'autant plus que l'érotisme y est ouvertement intéressé.

Le hasard (objectif, bien sûr) fait le reste. A Documents, la revue fondée par Georges-Henri Rivière et qu'anime Georges Bataille, Leiris rencontre Griaule. Nous sommes en 1929. Il revient du surréalisme, auquel il avait adhéré sans réserve. Il s'entend mieux avec Aragon qu'avec Breton. Depuis 1922, il est très lié à André Masson, et depuis 1924, à Bataille. L'amitié est pour lui ce qui compte.

Peu après Bataille - c'est une première dans les lettres françaises - Leiris passe sur le divan du docteur Borel, lui-même analysé par Lacan, qu'avait reçu Freud. La psychanalyse et l'ethnologie le ramènent à la littérature. Il pensait en sacrifier la vanité chez les Dogons ou à Gondar, dans ce périple de deux ans où il veut l'oublier. Mais la littérature le rattrape.

## La brutalité du fait

On en a profité pour dire, de manière un peu précipitée, qu'il s'est alors fait, dans son autobiographie, l'ethnologue de lui-même. La formule est aimable, tentante. Mais elle ne rend qu'approximativement compte de l'entreprise inaugurée par l'Age d'homme (1939) et poursuivie dans la Règle du jeu.

Comment au juste rattacher les (petites) traverseries du sexe ou la curiosité méthodique des jeux du langage à un souci ethnographique ? Comme chez Picasso (l'expression vient de Francis Bacon), c'est la « brutalité du fait » qui est au fond de l'exigence de Leiris. Pour y atteindre, il prend les mots à la lettre. Il écoute ce que lui dit le langage, son interlocuteur premier, le seul à poser à cru la question de la poésie et celle de la vérité.

Chez l'ethnologue comme dans la confession (confession, confidence ou aveu ?), c'est seulement le but poursuivi qui est analogue : formuler une sorte d'anthropologie générale. Rester en équilibre, compromis entre l'extrême intimité et le plus lointain ailleurs, sur cette ligne de crête où se défait le sujet plus qu'il ne s'assure. Garder jusqu'au bout l'ambition de montrer le dessous des cartes (ce qui n'est qu'un début), mais surtout de les redistribuer, pour faire enfin coïncider l'écriture et la vie (« Je me suis aperçu un jour que ce livre relatif à ma vie était devenu ma vie même »). Ou du moins d'en tenter la chance.

Détail pittoresque : comme un ethnographe appliqué, l'écrivain travaille à l'aide de fiches. On est assez loin, on le voit, de l'écriture automatique. La visée, ce n'est pas seulement les associations d'idées où il excelle, ces dissociations de lettres auxquelles il s'adonne, ces jeux de

mots qu'il suscite : il veut trouver des associations de faits.

Ce n'est pas le seul paradoxe de Leiris (« un crabe à la démarche oblique » : un évergème qui n'a jamais cassé de vivre » : un révolutionnaire que ses habitudes paralysent et que la vue du sang ferait presque hémir » : « un aède adorateur de la lune » : « un positiviste qui a fait de miracles », etc. (1)).

## « Glossaire : j'y serre mes gloses »

De bonne éducation, il ne craint pas l'insolence. Plutôt réservé, il consent à l'outrance. Assez prudent, il n'hésite pas à prendre des positions radicales au moment où il faut (anticolonialisme, antiracisme, antifascisme). Extrêmement secret, il apparaît comme un des écrivains les plus « étalés » du siècle. Rêvant d'illusions illimitées, il s'enracine. Avide de s'effacer, il voit son nom donné par Louise, sa compagne, à l'une des galeries les plus importantes de l'art contemporain : la galerie Louise-Leiris (en 1939, Louise a repris l'œuvre de Kahnweiler). Petit homme timide et effacé aux cruels autoportraits, il aura été portraituré par les plus grands peintres du siècle (Masson, Picasso, Bacon, Giacometti...).

Dans ce qu'il estime être son « devoir de lucidité », cette œuvre de dénuement

ultime, il sait - et c'est là que sa position dans le siècle est essentielle, unique aussi - qu'il n'a d'autre recours que cet équilibre menacé entre le dedans et l'extérieur, le gouffre du moi et le désert de l'objectivité. Un peu comme Henri Michaux dans Ecuador ou René Char dans les Feuilles d'Hypnos. Ce n'est qu'à ce prix, à cette intenable condition qu'il peut aboutir à dire le peu qu'il sait, mais tout ce qu'il sait, ou fait d'être un homme d'aujourd'hui. Rester debout, les yeux écarquillés malgré la conscience du manque et la détresse qui en sourd... Et continuer jusqu'au bout d'aligner des phrases qui tiennent à peu près d'aplomb, comme simple manifestation vérifiable de ce maintien.

La subjectivité où s'effrite le narcissisme (même si elle n'est pas exempte de coquetterie) permet au moins d'envisager la marge appréciable du « calcul de l'erreur », avec pour horizon - chez Bataille aussi, on s'en avise moins - le rêve infini de la poésie.

Autobiographie ? Si l'on veut : on l'a tant dit, de toute façon, qu'il faut s'y faire...

Lire la suite page 4

(1) M. Leiris, Images de marque, éd. Le temps qu'il fait, 1989.

## Du surréalisme à l'ethnologie

Né à Paris le 20 avril 1901 d'un père fondé de pouvoir auprès d'un agent de change, Michel Leiris, après des études de lettres à la Sorbonne et à l'Ecole pratique des hautes études, se lie au groupe surréaliste : il publie ses premiers textes dans la Revue surréaliste en 1925. Il rencontre l'ethnologue Marcel Griaule et participe à la mission Dakar-Djibouti qui, de 1931 à 1933, traverse l'Afrique centrale d'ouest en est : le récit de cette expérience est le sujet de l'Afrique fantôme, publié en 1934. Nommé attaché de recherche au CNRS, il entre cette année-là au Musée de l'homme : il y fera toute sa carrière, jusqu'à sa retraite en 1971, comme directeur du département Afrique noire.

Intellectuel engagé, il fut pendant quelques mois membre du PC en 1928, collabora à la Critique sociale de Souvarine et à Documents de Georges Bataille, avec lequel il créa le Collège de sociologie, fut avec Jean-Paul Sartre l'un des fondateurs des Temps modernes en 1945, signa le Manifeste des 121 sur le droit à l'insoumission pendant la guerre d'Algérie, s'associa au mouvement de mai 1968 et présida même, avec Simone de Beauvoir, l'association des amis du journal maoïste la Cause du peuple.

## Eloge de l'autobiographie

Les œuvres de Michel Leiris peuvent être réparties en plusieurs catégories. La plus importante est celle des écrits biographiques, commencés avec l'Age d'homme en 1939, continués avec les quatre volumes de la Règle du jeu (Riffores, 1948 ; Fourbis, 1955 ; Fibrilles, 1966 ; Frêle bruit, 1978), complétés par le Ruban au cou d'Olympie, en 1981 ; Langage tanguage, en 1985 ; A cor et à cri, en 1988. Viennent ensuite les poèmes, réunis dans Haut mal (1969) et Mots sans mémoire (1970) ; les essais critiques, rassemblés dans Brèves (1966) ou Francis Bacon (1983) ; les textes ethnologiques, qui comprennent, outre l'Afrique fantôme (1934), la Langue secrète des Dogons de Sanga (1948), la Possession et ses aspects théâtraux chez les Ethiopiens de Gondar (1958), Contacts de civilisation en Martinique et en Guadeloupe (1955), Afrique noire : la création plastique dans la collection « L'univers des formes » (1967) ; et... un roman, Aurora, si l'on peut appeler ainsi ce récit éclaté, écrit en 1927 et 1928, publié en 1948.

Tous ces livres sont publiés chez Gallimard, à l'exception de Brèves (Mercure de France), Francis Bacon (Albin Michel), la Possession et ses aspects théâtraux chez les Ethiopiens de Gondar (Fata Morgana).

LIBER (Revue européenne des livres) est un supplément paraissant dans Frankfurter Allgemeine Zeitung, l'Indice, le Monde, El Pais et Times Literary Supplement.

Comité éditorial : Pierre Bourdieu (président), Miguel Angel Bastenier, Thomas Ferenczi, Gian Giacomo Migone, Frank Schirrmacher, Jeremy Treglown.

Design : Enrico Maria Radaelli, Pirella Göttsche Lowe S.p.A., Milan.

Directeur artistique : Michel Gaffré, Paris.

Administrateur : Jean-Claude Gilbert, Paris.

Bureau central : 47, rue de Babylone, 75007 Paris. Tél. : 47-53-77-72.

Copyright : LIBER SARL et le Monde.

Nous remercions pour leur aide et leur soutien : Pierre-Jean Gré et le Groupe 7, IPS Communications.

Directrice de la publicité, France : Sabrina Sorbol, Le Monde Publi-cité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris. Tél. : 46-55-91-82. Téléc. : MONDPUB 206 136 F. La publicité qui apparaît dans LIBER est commune à toutes les éditions.

Editeur : SARL Le Monde.







aise

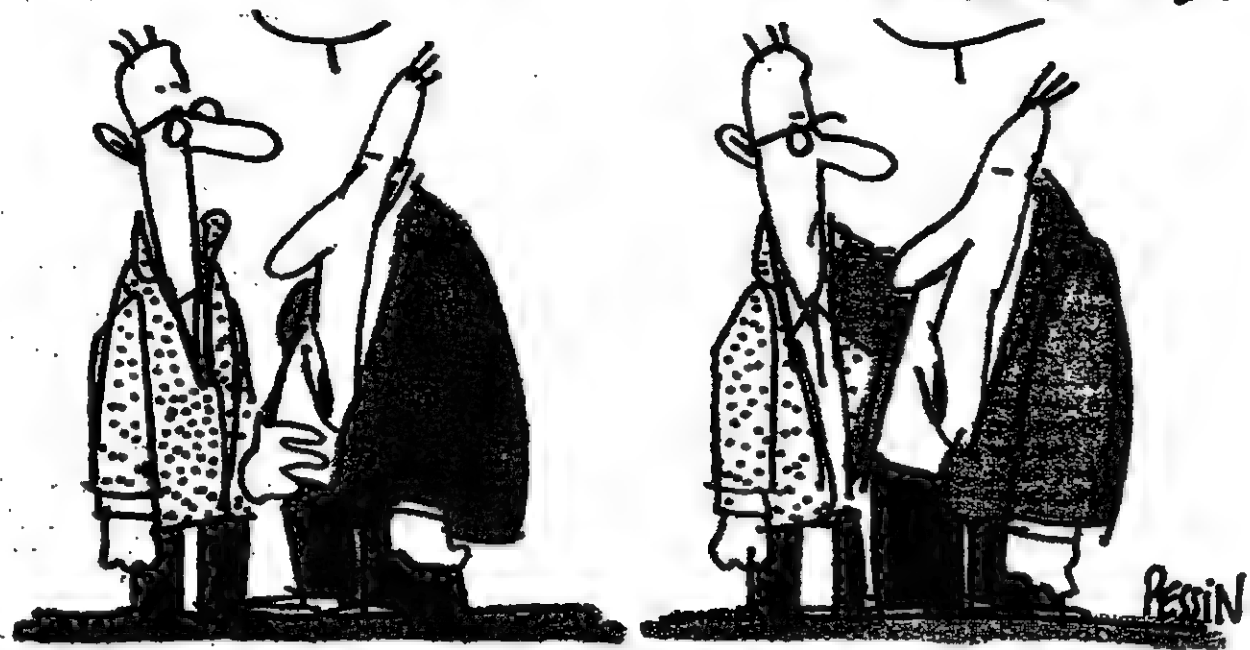
Allemagne année zéro

# L'empire du centre

La science de la Terre est-elle une « science de la domination de la Terre » ? Les cartes des Etats façonnent-elles l'inconscient des nations ? Que devient la « géographie politique » lorsqu'elle devient une géopolitique en tombant entre les mains des politiques ?

Ulrich Raulff

MON PÈRE DISAIT SOUVENT, SI TU NE VEUX PAS TE FÂCHER AVEC TES VOISINS...  
...ÉVITE DE PARLER DE GÉOGRAPHIE.



★ Michel Korinman : *Quand l'Allemagne pensait le monde. Grandeur et décadence d'une géopolitique*. Préface d'Yves Lacoste, Fayard, 1990, 412 p., 170 F.

**L**e destin, c'est la politique, disait Napoléon. C'est l'économie, pensait Walter Rathenau. En Allemagne, pour toute une école de géographes politiques, le destin avait nom géographie et la situation de leur pays, placé au centre d'un continent qu'il avait pour vocation de mettre en ordre sans être capable de le dominer, leur semblait particulièrement funeste. Derrière beaucoup de ce que l'on affirme et conteste aujourd'hui avec de candides mines de démocrates, on pourrait, si l'on avait l'œil fin, percevoir d'autres accents, plus anciens et plus virulents.

La dissolution de l'union des provinces russes fut jadis traitée dès 1916 (par Alfred Hettner) et, dans les années qui suivirent, on entendit et lut beaucoup de choses sur les frontières qui sont aujourd'hui à nouveau l'objet de beaucoup de lectures et de propos. Pour éviter d'emprunter involontairement les formules rhétoriques du passé, il est toujours utile de discerner - à titre d'exemple - dans les discussions actuelles sur les frontières, les frontières des discussions d'autrefois. Bien rares sont pourtant les livres propices à nous ouvrir les oreilles comme le fait l'ouvrage récent d'un germaniste français.

Qu'il ne s'agisse pas de vérité mais d'avantage de littérature, d'une anecdote avec laquelle le général de brigade tenait à fanfaronner devant ses interrogateurs, peu importe finalement. Karl Haushofer raconta en tout cas aux Américains qui l'interrogeaient en octobre 1945 qu'il avait en personne apporté à deux emplacements démunis de la forteresse de Landenberg un exemplaire de la *Politische Geographie* (Géographie politique), de Friedrich Ratzel. L'un d'eux, son élève, assistant et ami Rudolf Hess, l'aurait transmis à l'autre qui en aurait, hélas, tiré ses propres conséquences simplificateuses. Haushofer, écrit Michel Korinman dans son étude sur l'évolution de la géographie politique vers la géopolitique, a de cette façon révélé un danger qui existait de manière latente dans l'œuvre de Ratzel, le danger d'être pris au mot par le pouvoir politique.

L'étude de Korinman est l'histoire d'une science de plus en plus fortement attirée et détournée de sa voie par l'armement et de l'efficacité politique. Cette histoire a un point final : en mai 1946, peu de temps après que Karl Haushofer eut écrit son *Apologie der deutsche Geopolitik* (Apologie de la géopolitique allemande), lui-même et sa femme, qui était juive, se suicidèrent. La *Zeitschrift für Geopolitik* (Revue de géopolitique) paraîtra bien une fois encore en 1951 sous une forme nouvelle, malgré d'illustres collaborateurs tels que Bruno Kreisky et la comtesse Marion Dönhoff, elle était intellectuellement morte. Durant les trois décennies suivantes, les conceptions géopolitiques furent en RFA sujet tabou.

En 1820 marque le point de départ de cette histoire, année où le géographe Karl Ritter fut nommé à l'École de guerre de Berlin et où l'on fit de la description topographique et de la lecture de cartes une composante définitive de la formation prussienne de l'officier. Moins spectaculaires mais largement plus efficaces furent les décrets pris eux aussi au début du dix-neuvième siècle qui ancrèrent la géographie dans les programmes des écoles prussiennes. Regarder la carte des Etats, souligne Yves Lacoste dans sa Préface au livre de Korinman, a renforcé la volonté d'unité des Allemands, la géographie comme discipline scolaire a été un instrument idéologique dans le processus d'unification.

## Une révolte de maître d'école

L'étude de Korinman ne se borne pas toutefois à une pure histoire des idées, mais envisage également des diffuseurs de celles-ci (revues, institutions, écoles, maisons d'édition), et c'est là une de ses forces. Car lorsque, peu de temps après la fin de la première guerre mondiale, cette histoire amorça son virage décisif qui fit de la science de la Terre une « science de la domination de la Terre » (Haushofer), ce ne furent pas les grands pontifes de la Faculté qui jouèrent le rôle principal mais les missionnaires auprès du peuple, les instituteurs de l'école primaire. Etait-ce la fréquentation quotidienne d'une population à laquelle il fallait transmettre des faits géographiques dont les implications politiques engendreraient en même temps une frustration qui a nourri leur malaise à l'égard des dogmes universitaires ? Korinman montre en tout cas que l'exigence d'une géographie plus en prise sur la politique et moins encombrée de schémas conceptuels est partie de la base de la pyramide : le soulèvement contre l'héritier de Ratzel fut une révolte de maîtres d'école.

Non que l'idée d'une utilité politique ait été étrangère à la géographie politique. Dans quel but avait-on exploré et établi des cartes sinon pour la prospérité de la Prusse et plus tard pour celle du Reich ? Dès le début, d'importants géographes, tels que Petermann, Richtofen et Fischer (« Fischer le Marocain »), avaient fait leurs ambitions coloniales du jeune empire. Et pourtant, entre le soutien scientifique de la politique coloniale et une implication militante demeurait un *Alatus* que les propagandistes de l'entreprise coloniale remarquaient et déplorèrent.

Même chez quelqu'un comme Ratzel, pourtant membre fondateur du Comité colonial, prédominaient les vieux pôles de gravitation que sont l'Université et la pensée conceptuelle, renforcés encore par cette tendance nouvelle, sensible aussi depuis 1860 dans la géographie, à la « scientificité ». La création de plus en plus hypertrophique de concepts et de lois faisait obstacle au désir croissant d'une réalisation. Ratzel avait beau faire, presque tous les projets impérialistes du gouvernement du Reich, de l'état-major, de l'économie et de la haute

finance, ce qui en résultait au bout du compte n'était pourtant pas une science appliquée de la conquête de la Terre mais rien d'autre en définitive qu'une nouvelle doxa : le « mégalostratisme », comme la qualifiait Lucien Febvre dont la moquerie visait les systèmes de Ratzel. Politique de mandarin, devrait-on dire au regard de ses possibilités d'applications politiques. Korinman n'emploie pas le mot mais décrit la chose. Et il retrace la tentative de Ratzel de comparer la situation géostratégique du Reich avec celle de la Chine : le destin commun d'une situation centrale, comme le rediraient sans doute aujourd'hui nombre de voix.

Dans ses nombreux écrits, dont le plus célèbre est la *Politische Geographie* (Géographie politique) de 1897, Ratzel a sans doute étudié l'« organisation » de l'espace par les peuples et les Etats, et il a fait de la « maîtrise de l'espace » le critère décisif de la grandeur historique. Mais l'auteur de *Der Lebensraum* (1901 - L'espace vital) a pourtant laissé dans l'ombre les chances et les voies d'expansion effectives du Reich. Ses successeurs se sont chargés de combler cette lacune. La guerre de 1914 fut l'occasion d'éprou-

ver leurs théories, et, après les premiers revers, elle devint le laboratoire d'une théorisation à chaud.

Et pourtant tous les axes fabuleux de l'Elbe jusqu'à l'Euphrate ainsi que tous les immenses espaces d'expansion que la géographie allemande et autrichienne se mettaient à édifier claudiquaient à la traîne des événements. Ils traduisaient les *facta bruta* (faits bruts) du rapport de puissance en « nécessités géographiques ». Et bien sûr toutes les décisions et tous les pronostics établis à partir de ces échelles de grandeur s'étaient qu'une imposture pseudo-scientifique que les hommes politiques et les militaires reconnaissaient comme telle et dont ils reprenaient tout au plus le vocabulaire comme on use d'une camelote.

## Le club des humilités et des offenses

Réduire l'écart entre savoir systématique et politique concrète fut le but affiché des « géopoliticiens », qui se regroupèrent autour de la *Zeitschrift für Geopolitik* (Revue de géopolitique), fondée en 1923

par Haushofer, Vowinkel et Obst. Il s'agissait pour eux de définir une forme dynamique du savoir qui se séparait résolument du modèle de la science universitaire du dix-neuvième siècle. Là où celle-ci, par une méthode historique et rétrospective, avait cherché des liens de causalité et formulé des lois, la « discipline éminente » (Lautensack) de la géopolitique ferait ses preuves dans l'étude prospective des processus décisionnels économiques et politiques. Telle était la mission que se donnait la géopolitique issue de Haushofer : montrer à une Europe centrale vaincue et arbitrairement divisée les voies de son relèvement et de sa reconstruction. La revue devint donc logiquement une tribune où les intervenants étaient principalement issus des nations aspirant à une révision des traités de Versailles, un club des humilités et des offenses.

Que ces aides à la décision données par la géopolitique aient été acceptées par les diplomates, militaires et administrateurs auxquels elles s'adressaient, voilà qui demeure cependant plus que douteux. Malgré les bonnes relations de Haushofer avec la direction du régime, les nazis mirent sur pied leurs propres journaux de géopolitique. Mais sur le plan d'une politique scientifique d'initiatives universitaires, ce fut paradoxalement un succès. En 1938, lorsque Haushofer adressa au Führer son livre *Geopolitischer Erntedank* (Géopolitique : remerciements pour une moisson), il avait toutes les raisons d'être satisfait : la géopolitique était inscrite comme discipline d'enseignement dans dix universités allemandes et sept établissements du supérieur.

Au début de cette évolution d'une géographie politique vers la géopolitique, il y a en la certitude parfaitement juste que la géographie, par la nature même du savoir qu'elle développe, sera toujours des intérêts politiques et militaires. Mais il y a toujours eu aussi sans aucun doute la disposition à servir de tels buts, au début par patriotisme, à la fin par revanchisme et soif de puissance. Michel Korinman retrace le cheminement d'une science vers une ambivalence de plus en plus profonde et la dissolution apparente de celle-ci dans l'univocité d'une « science allemande ». Pourtant, là encore, les ambivalences subsistent, particulièrement sensibles dans l'attitude du fils de Haushofer, Albrecht, qui fut exécuté, bien qu'on fut en avril 1945, à cause de ses relations avec la Résistance.

C'est le mérite du germaniste Korinman d'avoir senti les discordances qui se sont maintenues malgré les affinités et de ne pas les avoir sacrifiées à la cohérence d'une thèse. Ainsi apparaît une des courbes asymptotiques du développement de la pensée conservatrice allemande qui, de façon funeste, finit par se fondre si étroitement à la brutalité de la *praxis* qu'on a l'impression qu'elle l'a elle-même produite. Mais si l'on y regarde de plus près, comme le fait Korinman, on peut établir la différence sans chercher à disculper.

On regrettera seulement que Korinman méconnaisse le rôle joué par Carl Schmitt qui ne s'est pas contenté de traduire les conceptions de la géopolitique dans la sphère du droit international ; on doit aussi à ce quasi-successeur tardif d'avoir œuvré avec d'autres pour que les paradigmes intellectuels de la géopolitique redevenissent convenables dans l'intelligibilité ouest-allemande. Y ont également contribué, pour leur part bien sûr, la discussion sur l'Europe centrale et des prises de position individuelles dans la récente querelle des historiens.

Et pourtant : malgré toute la fascination qui émanait des mythes politiques de Schmitt comme de ces images venues d'une culture englobante, tout cela n'était que jeux de verroterie dont on ne pouvait pas sérieusement attendre une renaissance de la géopolitique. Mais, depuis peu, ce ne sont pas seulement les pages des livres européens qui se sont mises à bouger, mais les cartes des pays et les vraies frontières. « Le partage de l'Europe », écrit Yves Lacoste à propos du livre de Korinman, *coupée en deux par le rideau de fer, était une situation géopolitique relativement simple... Elle va être maintenant beaucoup plus compliquée... Désormais, qu'on le veuille ou non, on va plus que jamais en Europe parler de géopolitique ». Qui ne veut pas tout bonnement esquiver ces discussions fera bien d'élucider l'origine et de mesurer le poids de l'héritage des conceptions géopolitiques.*

(Traduit de l'allemand par Jean-Claude Crespy.)

► Né en 1950, Ulrich Raulff vit à Berlin comme traducteur et publiciste. Il a soutenu, en 1977, une thèse sur Michel Foucault.

## Nazisme et « Ostforschung »

Peter Schöttler

★ Michael Burleigh, Germany Turns Eastwards. A Study of « Ostforschung » in the Third Reich. Cambridge, Cambridge University Press, 1988, 351 p.

**T**ANDIS que la « géopolitique » n'a pu, en fin de compte, jouer de rôle marquant dans la politique d'expansion du III<sup>e</sup> Reich, d'autres disciplines, moins ambivalentes peut-être à première vue, se sont avérées des instruments maniables pour le régime : non seulement la physique, la chimie ou la médecine, mais aussi certaines « sciences humaines ». Ainsi, lors même qu'elles s'inscrivaient dans un cadre universitaire des plus sérieux, la *Ostforschung*, c'est-à-dire l'ensemble des recherches sur l'histoire, la géographie, la folklore, les langues, etc. de la Pologne et des autres pays situés à l'est de l'Allemagne, a, dès la fin du dix-neuvième siècle, apporté sa caution à une politique de germanisation, notamment en Pologne.

A partir du présupposé d'un « sol culturel et populaire » typiquement allemand (*deutscher Kultur und Volksboden*) qu'il s'agissait de mettre en évidence et de défendre vis-à-vis des influences et des prétentions « slaves », la *Ostforschung* accumula des matériaux et forgea des concepts pour soutenir par exemple la révision

des frontières après le traité de Versailles. L'utilité d'une telle caution académique n'échappa pas aux différents gouvernements allemands, unanimes sur ce point de politique étrangère. C'est pourquoi des moyens financiers importants furent mis à la disposition des « experts de l'Est » au service de la « germanité » (*Deutschum*).

En 1932, le ministre de l'intérieur fit créer à Berlin-Dahlem un « centre de recherches sur l'Est » qui prit ensuite le titre anodin de *Publikationsstelle* Dahlem. A sa tête une des figures marquantes de la science historique allemande : Albert Brackman (1871-1952), titulaire de la chaire d'histoire médiévale à l'université de Berlin, codirecteur de la prestigieuse *Historische Zeitschrift* et directeur général des Archives prussiennes. C'est sous la houlette que la *Publikationsstelle* monta, avec le soutien discret mais efficace du ministère, tout un réseau de recherches, de publications et une revue spécialisée (*Jahrbuch*) pour légitimer la politique du Reich sur ce qui allait devenir bientôt le front de l'Est.

Après l'invasion de la Pologne, ces travaux fort savants servirent de base notamment à la politique de déplacement forcé des populations et permirent, grâce à leurs recensements sociologiques, la politique des ghettos et, finalement, l'extermination des juifs. Bon nombre de *Ostforscher* entrèrent aussi dans les rangs de la SS pour se voir attribuer des postes d'enseignement ou de recherche dans les institutions créées à la place des anciennes universités polonaises de Cracovie et de Poznan. En lisant aujourd'hui leurs noms, on constate que certains d'entre eux purent tranquillement continuer leur carrière après 1945 - quitte à reprendre leur croisée contre l'Est sous la bannière de... l'Occident tout court.

Ce tableau sans complaisance d'une génération de conseillers du pouvoir qui eurent la possibilité unique d'appliquer à eux-mêmes leur savoir est évidemment accablant. Mais, tout comme l'étude parallèle de Mechthild Rössler sur le rôle des géographes dans la conquête militaire du « nouvel espace » à l'Est (*Wissenschaft und Lebensraum. Geographische Ostforschung im Nationalsozialismus*, Berlin, Reimer-Verlag, 1990), il montre de façon exemplaire les conséquences ultimes d'une certaine conception de la « science nationale ». Une leçon à méditer.

► Peter Schöttler est chargé de recherche au CNRS. Il a publié *Naissance des Bourses du travail* (PUF, 1985).



Allemagne année zéro

## A la recherche de la bourgeoisie allemande

★ Jürgen Kocka (sous la direction de) *Bürgerium im 19. Jahrhundert, Deutschland im europäischen Vergleich*, Munich, 1988, 3 vol. et *Bildungsbürgerium im 19. Jahrhundert*, t. IV, *Politische Einfluss und gesellschaftliche Formation*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1989, 238 p.  
★ Lothar Gall, *Bürgerium in Deutschland*, Berlin, Im Siedler Verlag, 1989, 640 p.

A l'heure où les Allemands sortent brusquement de quarante années d'exception et poussent la coquetterie jusqu'à reproduire leurs deux révolutions précédentes en respectant la chronologie exacte des anniversaires : effondrement du mur et de l'Empire (novembre 1989-novembre 1918), élections parlementaires (mars 1990-mars 1949), une série de livres consacrés à la bourgeoisie allemande nous donnent de nouvelles pistes pour comprendre ce que les historiens allemands appellent leur *Sonderweg* (voie singulière), dont les bouleversements actuels sont l'aboutissement.

On pourrait énoncer cette problématique de manière simplifiée sous la forme d'une question : la faiblesse du libéralisme et du parlementarisme dans l'Allemagne impériale, la passivité, voire le consentement, à l'avènement du national-socialisme dans les années 30, deux traits de ce *Sonderweg*, ne s'expliquent-elles pas par les particularités de l'évolution sociale de la bourgeoisie allemande ? Pour répondre à cette question qui conditionne toute l'interprétation de l'histoire allemande contemporaine - et donc aussi l'avenir - Jürgen Kocka et ses collaborateurs d'un côté, Lothar Gall de l'autre, ont adopté des partis inverses. Les premiers ont choisi la méthode comparative, interdisciplinaire et sociologique et la discussion au sein de groupes. Le second a opté pour la monographie familiale fondée, la saga sur neuf générations de la dynastie des Bassermann implantée principalement à Mannheim. L'historien y dialogue en permanence avec son modèle et le met en perspective avec le roman d'une famille patricienne de Lübeck immortalisé par les *Buddenbrook* de Thomas Mann. Pourtant les résultats des deux entreprises ne sont pas si éloignés l'un de l'autre, même si, du fait de la présentation de ces livres, il y a peu de chances qu'ils soient lus par les mêmes lecteurs.

L'interprétation classique du *Sonderweg* allemand est simple, presque trop. Faute de suivre la voie réformatrice anglaise ou la voie révolutionnaire française, après l'échec de la révolution de 1848, la bourgeoisie allemande a dû passer un compromis avec les classes dirigeantes traditionnelles : aristocratie prussienne, armée, bureaucratie. Certains historiens parlent même d'une « féodalisation de la bourgeoisie ».

## Les rapports avec la noblesse

Les comparaisons internationales de la trilogie dirigée par J. Kocka permettent de refuser cette première thèse par l'analyse des rapports entre la noblesse et la bourgeoisie dans les divers pays européens. La confrontation avec la situation en Angleterre et en France, ou, à l'inverse, avec les pays d'Europe orientale (Autriche-Hongrie, Pologne) aboutit à une conclusion paradoxale. Le compromis allemand s'explique moins par la fusion entre la noblesse et la bourgeoisie que par la distance maintenue entre ces deux groupes sociaux.

A l'inverse, les pays les plus libéraux ou les plus dominés par les valeurs capitalistes sont ceux où les passages entre la noblesse et la grande bourgeoisie sont les plus fréquents, à travers les relations sociales (mariages) ou professionnelles (intérêts économiques communs), les modes de vie ou les processus éducatifs : l'Angleterre victorienne, avec les *public schools* et les universités d'Oxford et de Cambridge, est le pays qui a poussé le plus loin ce mode d'agrégation de la noblesse à l'établissement. Ce constat renvoie, selon Jürgen Kocka, à l'absence en Allemagne de ce groupe de transition entre l'Ancien Régime et la société capitaliste développée qu'on a appelé, en France, les notables, qu'on retrouve en Italie et dont l'équivalent en Angleterre ou en Hongrie est dénommé *gentry*.

Cette classe dirigeante cumule des traits anciens (domination sociale et politique fondée sur la propriété foncière, système censitaire et clientéliste) et nouveaux (formation humaniste justifiant son monopole sur les emplois d'Etat importants et fonction de représentation des intérêts locaux). En Allemagne, l'industrialisation tardive et l'impact de la Révolution française, limité à la partie la plus occidentale du pays, n'ont pas donné les conditions de naissance de ce groupe hybride qui a préparé la fusion progres-

*La faiblesse du libéralisme et du parlementarisme dans l'Allemagne impériale, la passivité, voire le consentement, devant l'avènement du national-socialisme, deux traits de ce que les historiens allemands appellent leur Sonderweg (voie singulière), ne s'expliquent-elles pas par les particularités sociales de l'évolution de la bourgeoisie allemande ? Des historiens allemands s'affrontent à cette question et à celles que posent les bouleversements présents, avec des méthodes très différentes, éventuellement antagonistes, dont il faut peut-être essayer de cumuler les apports.*

Christophe Charle



sive ultérieure entre la grande bourgeoisie et la noblesse.

L'autre spécificité de la bourgeoisie allemande est l'existence, en son sein, d'une fraction dont l'équivalent se trouve difficilement ailleurs et dont la dénomination est quasi intraduisible : le *Bildungsbürgerium*. Le *Bildungsbürger* se différencie par sa formation classique et universitaire, ce qui n'implique pas forcément l'expression française « bourgeois à talent ». Si cette bourgeoisie a d'abord soutenu le mouvement libéral et réformiste du *Vormärz* (première moitié du dix-neuvième siècle), elle a peu à peu été gagnée aux tendances nationalistes ou réactionnaires, sous l'Empire ou la République de Weimar, par peur de perdre ses positions privilégiées dans l'appareil d'Etat ou la vie culturelle ou même son statut social, lors de la crise des années 30. La force de cette « bourgeoisie culturelle » - et par là elle conserve certains traits de la bourgeoisie d'ordre d'Ancien Régime - réside dans son lien étroit avec les fonctions publiques et dans sa prétention, avant l'unité allemande, à incarner tout l'héritage humaniste de la Réforme.

Comme le montre H. Best dans une comparaison éclairante du personnel politique de l'Assemblée nationale constituante française de 1848 et du Parlement de Francfort, cette bourgeoisie domine, plus encore qu'en France, les nouvelles élites politiques. Cependant elle n'a guère d'autonomie par rapport à l'Etat pour fonder sa position sociale. Elle n'a donc pu jouer le rôle, avant comme après l'unité, des professions libérales françaises ou anglaises, voire italiennes, vouées à une fonction de représentation politique durable des autres milieux et profondément attachées au libéralisme et au parlementarisme.

De même, l'exclusivisme social et l'attachement aux valeurs classiques du *Bildungsbürgerium*, de plus en plus étrangères à un pays qui s'industrialise, l'ont privée de la fonction d'entraînement du « peuple » qui a été celle, par exemple, des intellectuels d'Europe de l'Est et du Nord, fers de lance des mouvements nationalistes voire socialistes (Pologne, Tchécoslovaquie, Finlande, Norvège).

Les éléments d'identité et de force de la bourgeoisie allemande sont en même temps les sources de son impuissance à devenir une classe véritablement dominante, c'est-à-dire imposant sa légitimité aux autres classes ou groupes sociaux. En effet, comme le note H. Kaelble, c'est l'Etat qui organise la hiérarchie sociale de la bourgeoisie en Allemagne et qui donc divise cette bourgeoisie. De plus, l'industrialisation rapide et poussée, tout comme la concentration des entreprises plus avancée qu'en France ou en Grande-Bretagne, ont privé la bourgeoisie économique d'une large assise paysanne ou de classes moyennes partageant ses valeurs, ce qui lui impose l'alliance avec l'Etat et les anciennes classes dirigeantes pour faire face à une contestation ouverte beaucoup plus organisée qu'en France et plus radicale qu'au Royaume-Uni.

Mais la différence d'évolution de la bourgeoisie allemande est encore plus flagrante par rapport à des pays décentralisés ou à noblesse faible comme la Suisse ou la Suède. En Suisse, les strates bourgeoises d'origine différente fusionnent progressivement et passent des compromis politiques quand la contestation des classes moyennes ou des classes populaires et des intellectuels devient trop forte. Celle-ci reste toujours cependant dans certaines limites (le spectre de la France révolutionnaire est ici fort utile) parce que la bourgeoisie, ouverte aux hommes nouveaux, se présente comme une classe moyenne englobante, défendant l'éthique du travail, le patriotisme

suisse ou cantonal et la démocratie face aux menaces extérieures.

On ne doit pas cependant interpréter ces contrastes en termes de retard par rapport à un modèle d'évolution linéaire qui assimilerait le progrès avec la marche vers l'Occident. L'analyse, par exemple, de certains domaines de la politique sociale en France et en Allemagne montre que l'Empire wilhelmien était plus avancé pour l'organisation des relations industrielles ou la politique sanitaire que la France républicaine prétendant à la démocratie. En Allemagne, l'Etat a pu imposer plus facilement des règles du jeu anticipant sur l'actuel Etat-providence alors qu'en France la bourgeoisie, au nom du libéralisme et en s'appuyant sur la petite bourgeoisie indépendante, jalouse de sa liberté de manœuvre, a pu s'opposer aux législations trop contraignantes. Le prix à payer en fut des confrontations sociales plus brutales et plus explosives dans l'industrie et un taux de mortalité de la population française - notamment du fait de la variole et de la tuberculose - nettement plus élevé qu'à l'est du Rhin.

## Unité et culture

L'équivalence trop vite repue pour le dix-neuvième siècle : libéralisme = bourgeoisie = progrès n'est donc que partiellement vraie, surtout si on va vers l'est. Ainsi, en Hongrie, c'est la noblesse aux effectifs supérieurs à ceux de la bourgeoisie, qui lance les réformes liées à l'*Aufklärung*. Elle prépare ainsi le développement du capitalisme moderne, lui-même pris en charge par une bourgeoisie autoproclamée peu développée. De même, en Pologne, la bourgeoisie est divisée par les partages territoriaux et des intérêts économiques divergents. L'intelligentsia ou la noblesse prennent en charge, à sa place, l'aspiration nationale ou les réformes démocratiques.

En définitive, ces exemples rapidement évoqués mettent en évidence l'importance des valeurs culturelles des groupes sociaux en présence par rapport aux facteurs économiques ou politiques, généralement invoqués, pour rendre compte des différences d'évolution des bourgeoisies européennes. D'abord classes dominées au sein des sociétés d'Ancien Régime, les bourgeoisies d'Allemagne comme des pays de l'est de l'Europe ont conquis progressivement leur identité sociale en créant des institutions culturelles : acadé-

mies, sociétés de lecture, associations diverses. Ainsi sont transcendées les barrières d'ordre ou de profession, mais plus rarement de confession, en Autriche-Hongrie et dans l'Allemagne du *Vormärz*. Les processus d'éducation spécifiques de la bourgeoisie, particulièrement codifiés en Allemagne, se mettent également en place dans cette phase d'urgence.

Le manque de poids politique incite d'autant plus la bourgeoisie allemande à investir sur la *Bildung*, afin de se différencier des groupes sociaux inférieurs ou supérieurs. Celle-ci fonde également la coupure entre le *Bildungsbürgerium* et la bourgeoisie industrielle qui présente plutôt ses héritiers vers les filières moins nobles et plus techniques. Cependant, dans la mesure où cet enseignement humaniste du *Gymnasium* se développe pendant la période précédant l'unité allemande, il a aussi pour mission d'exalter les valeurs de patriotisme et d'ordre, gages de la réalisation de cette unité, la culture allemande étant la première réalisation de l'unité allemande.

Après 1848, sont peu à peu introduits des exercices sportifs préparatoires à la vie militaire dans l'enseignement secondaire tandis qu'on développe le culte des victoires et des généraux prussiens.

Aussi, à la différence de la France où l'instruction, assimilée aux Lumières et à la Révolution, a pour mission de former des citoyens autonomes aptes à participer à la vie publique, en Allemagne, l'esprit critique et l'idéal de formation du citoyen de la période fondatrice font place, sous l'Empire, à la compression et au respect de l'autorité établie. Ces éléments sur l'histoire de l'éducation qu'on aurait aimé plus développés pour d'autres pays, tant leur fonction de médiation est évidente, permettent de comprendre comment on peut faire l'économie de la thèse de la féodalisation de la bourgeoisie allemande. Sans même se fonder le moins du monde au sein de la noblesse, les bourgeois allemands passés par le *Gymnasium* ou les universités, étaient imprégnés des valeurs aristocratiques, l'élitisme du *Bildung* jouant le rôle de l'esprit de caste de la noblesse.

## Les petits-fils

Cette hypothèse est amplement prouvée par l'étude comparative très fine et éclairante qu'Ute Frevert a consacrée au duel dans les sociétés allemande et anglaise du dix-neuvième siècle. Alors que le duel tombe peu à peu en désuétude dans l'aristocratie anglaise, convertie à un idéal du *gentleman* cultivant, par le sport, l'esprit collectif et l'antidisciplinaire, il ne cesse de prospérer, tant dans l'aristocratie allemande que dans la bourgeoisie de ce pays. Dans la jeunesse étudiante il sert de véritable rite d'initiation. Le *Bildungsbürger*, par le duel, manifeste la valeur de son individualité puisqu'il met en jeu sa vie pour sauvegarder son statut comme le fait traditionnellement l'officier. A travers cette pratique physique et symbolique, le modèle de la bourgeoisie comme « corps » se perpétue donc comme il se maintient dans la noblesse ou dans l'armée.

Le roman familial vrai de Lothar Gall complète heureusement ce panorama général où, malgré tout, c'est le *Bildungsbürgerium* qui est au centre. Lothar Gall, lui, a délibérément choisi une famille de la bourgeoisie économique, active dans la région occidentale de l'Allemagne, la plus marquée par l'influence française et qui connaît un développement précoce. A travers la destinée des générations qui se succèdent entre les deux cataclysmes qui enserrant l'histoire allemande - la guerre

de Trente Ans et la seconde guerre mondiale - on retrouve bien les schémas globaux précédents. A la génération romantique et idéaliste d'avant 1848, qui voit dans le libéralisme et le rôle dirigeant de la bourgeoisie les conditions de la naissance d'une société ouverte et sans classe, succède une génération réaliste, consciente de son impuissance à véritablement diriger un pays où les classes traditionnelles restent en position de force.

Les petits-fils qui commencent à perdre l'esprit de famille original la contestent à leur tour. L'un d'eux, Ernst Bassermann, l'un des leaders du Parti national-libéral, tout dévoué au Reich wilhelmien, sonnet d'ordre prussien, l'impérialisme allemand et prône une domination de classe sans faiblesse. C'est pour lui la seule voie d'avenir pour la bourgeoisie dont il représente à la fois les intérêts économiques et politiques. D'autres, de plus en plus nombreux, subissent un certain décalage.

A l'âge des *Konzerns* et des sociétés anonymes, les entreprises familiales périclitent ou s'assurent plus à tous les héritiers un avenir autonome. Ces fils de bourgeois, fiers de leur indépendance, n'agissent, deviennent des cadres salariés. Certains enfin, selon un schéma qui organise le roman des *Buddenbrook*, délaissent l'économie pour les carrières administratives et artistiques. Raffinement de la dernière génération qui passe de l'accumulation à la jouissance, selon un stéréotype qu'on retrouve dans mainte famille de cette époque ?

Lothar Gall avance au contraire une interprétation paradoxale : l'art et la science sont, sous le Deuxième Reich, les seuls domaines où la valeur centrale de la bourgeoisie, la *Selbstständigkeit* (l'autonomie), peut encore se donner libre cours. L'artiste et le savant, à l'époque contemporaine, remettent en cause les cadres culturels hérités, les conventions bourgeoises érigées en dogme, tout comme le premier libéralisme du *Vormärz* contestait l'ordre corporatif d'Ancien Régime. L'artiste ou le savant, citoyens du monde, entendent dépasser les nouvelles barrières nationales, origines des catastrophes qu'on sait.

Le dernier Bassermann à s'être rendu illustre, Albert, acteur célèbre de théâtre et de cinéma dans les années 20, refuse de pactiser avec la dictature et choisit l'exil. Il est clair cependant que ce destin d'exception, s'il marque bien la continuité possible entre certaines valeurs bourgeoises originelles et un humanisme moderne, n'est nullement la voie choisie par la plupart des membres tant de la bourgeoisie économique que du *Bildungsbürgerium*.

La confrontation de ces divers ouvrages fait mieux ressortir qu'un long discours de la méthode les choix cruciaux qui divisent la pratique de l'histoire sociale en Allemagne comme en Europe. Il est clair que la voie idéale serait le va-et-vient entre comparaisons globales et monographies quasi ethnographiques en profondeur. Les auteurs des divers ouvrages analysés s'en préoccupent d'ailleurs au fil du texte. Mais il manque encore certains morceaux de mosaïque que le ciment qui fixerait le chaotisme des couleurs, comme fait défaut, dans les ouvrages collectifs, le téléobjectif sans lequel le grand angle ne livre que des formes vagues.

Les historiens français ont cru trouver la clé dans l'utilisation de la méthode des biographies collectives (1). Elle permet de passer du roman familial singulier à la polyphonie du portrait de groupe et évite que la statistique abstraite se limite à des corrélations pauvres. Mais, pour s'établir à cette moyenne distance de son objet, sans doute faut-il ne pas être pris, à l'instar des historiens allemands, par l'angoisse de la quête des origines des drames récents ou des signes avant-coureurs d'un futur angoissant.

(1) Parmi les très nombreux travaux qui utilisent peu ou prou cette méthode, on citera sans pouvoir être exhaustif : F. Barbier, *Le Patronat du Nord sous le Second Empire*, Genève, Droz, 1989 ; C. Charle, *Les Elites de la République (1880-1900)*, Paris, Fayard, 1987 ; J. Emile, *Les Ministres de la République (1871-1914)*, Paris, Presses de la FNSH, 1982 ; A. Plessan, *Régents et Conseillers de la Banque de France sous le Second Empire*, Genève, Droz, 1983 ; S. W. Serman, *Les Officiers français sous la Deuxième République et le Second Empire*, Lille, Atelier de reproduction des thèses, 1978 ; B. Le Clère et V. Wright, *Les Prêtres du Second Empire*, Paris, A. Colin, 1973.

► Christophe Charle est historien, directeur de recherche au CNRS. Il a publié *Les Elites de la République (1880-1900)*, Fayard, 1987 et *Naissance des intellectuels (1880-1900)*, éditions de Minuit, 1980.

## Le mythe

Pour connaître aujourd'hui et peut-être tout retrouver les échos

« L'âge d'or de la bourgeoisie allemande » est un livre de Jürgen Kocka, sous la direction de, paru chez Klett-Cotta. Il s'agit d'une trilogie de trois volumes qui traitent de la bourgeoisie allemande au XIXe siècle. Le premier volume est consacré à la bourgeoisie allemande en général, le second à la bourgeoisie allemande en Prusse, et le troisième à la bourgeoisie allemande en Autriche-Hongrie.

« L'âge d'or de la bourgeoisie allemande » est un livre de Jürgen Kocka, sous la direction de, paru chez Klett-Cotta. Il s'agit d'une trilogie de trois volumes qui traitent de la bourgeoisie allemande au XIXe siècle. Le premier volume est consacré à la bourgeoisie allemande en général, le second à la bourgeoisie allemande en Prusse, et le troisième à la bourgeoisie allemande en Autriche-Hongrie.

« L'âge d'or de la bourgeoisie allemande » est un livre de Jürgen Kocka, sous la direction de, paru chez Klett-Cotta. Il s'agit d'une trilogie de trois volumes qui traitent de la bourgeoisie allemande au XIXe siècle. Le premier volume est consacré à la bourgeoisie allemande en général, le second à la bourgeoisie allemande en Prusse, et le troisième à la bourgeoisie allemande en Autriche-Hongrie.

« L'âge d'or de la bourgeoisie allemande » est un livre de Jürgen Kocka, sous la direction de, paru chez Klett-Cotta. Il s'agit d'une trilogie de trois volumes qui traitent de la bourgeoisie allemande au XIXe siècle. Le premier volume est consacré à la bourgeoisie allemande en général, le second à la bourgeoisie allemande en Prusse, et le troisième à la bourgeoisie allemande en Autriche-Hongrie.

« L'âge d'or de la bourgeoisie allemande » est un livre de Jürgen Kocka, sous la direction de, paru chez Klett-Cotta. Il s'agit d'une trilogie de trois volumes qui traitent de la bourgeoisie allemande au XIXe siècle. Le premier volume est consacré à la bourgeoisie allemande en général, le second à la bourgeoisie allemande en Prusse, et le troisième à la bourgeoisie allemande en Autriche-Hongrie.

« L'âge d'or de la bourgeoisie allemande » est un livre de Jürgen Kocka, sous la direction de, paru chez Klett-Cotta. Il s'agit d'une trilogie de trois volumes qui traitent de la bourgeoisie allemande au XIXe siècle. Le premier volume est consacré à la bourgeoisie allemande en général, le second à la bourgeoisie allemande en Prusse, et le troisième à la bourgeoisie allemande en Autriche-Hongrie.

« L'âge d'or de la bourgeoisie allemande » est un livre de Jürgen Kocka, sous la direction de, paru chez Klett-Cotta. Il s'agit d'une trilogie de trois volumes qui traitent de la bourgeoisie allemande au XIXe siècle. Le premier volume est consacré à la bourgeoisie allemande en général, le second à la bourgeoisie allemande en Prusse, et le troisième à la bourgeoisie allemande en Autriche-Hongrie.

« L'âge d'or de la bourgeoisie allemande » est un livre de Jürgen Kocka, sous la direction de, paru chez Klett-Cotta. Il s'agit d'une trilogie de trois volumes qui traitent de la bourgeoisie allemande au XIXe siècle. Le premier volume est consacré à la bourgeoisie allemande en général, le second à la bourgeoisie allemande en Prusse, et le troisième à la bourgeoisie allemande en Autriche-Hongrie.

« L'âge d'or de la bourgeoisie allemande » est un livre de Jürgen Kocka, sous la direction de, paru chez Klett-Cotta. Il s'agit d'une trilogie de trois volumes qui traitent de la bourgeoisie allemande au XIXe siècle. Le premier volume est consacré à la bourgeoisie allemande en général, le second à la bourgeoisie allemande en Prusse, et le troisième à la bourgeoisie allemande en Autriche-Hongrie.

« L'âge d'or de la bourgeoisie allemande » est un livre de Jürgen Kocka, sous la direction de, paru chez Klett-Cotta. Il s'agit d'une trilogie de trois volumes qui traitent de la bourgeoisie allemande au XIXe siècle. Le premier volume est consacré à la bourgeoisie allemande en général, le second à la bourgeoisie allemande en Prusse, et le troisième à la bourgeoisie allemande en Autriche-Hongrie.

« L'âge d'or de la bourgeoisie allemande » est un livre de Jürgen Kocka, sous la direction de, paru chez Klett-Cotta. Il s'agit d'une trilogie de trois volumes qui traitent de la bourgeoisie allemande au XIXe siècle. Le premier volume est consacré à la bourgeoisie allemande en général, le second à la bourgeoisie allemande en Prusse, et le troisième à la bourgeoisie allemande en Autriche-Hongrie.

« L'âge d'or de la bourgeoisie allemande » est un livre de Jürgen Kocka, sous la direction de, paru chez Klett-Cotta. Il s'agit d'une trilogie de trois volumes qui traitent de la bourgeoisie allemande au XIXe siècle. Le premier volume est consacré à la bourgeoisie allemande en général, le second à la bourgeoisie allemande en Prusse, et le troisième à la bourgeoisie allemande en Autriche-Hongrie.

« L'âge d'or de la bourgeoisie allemande » est un livre de Jürgen Kocka, sous la direction de, paru chez Klett-Cotta. Il s'agit d'une trilogie de trois volumes qui traitent de la bourgeoisie allemande au XIXe siècle. Le premier volume est consacré à la bourgeoisie allemande en général, le second à la bourgeoisie allemande en Prusse, et le troisième à la bourgeoisie allemande en Autriche-Hongrie.

« L'âge d'or de la bourgeoisie allemande » est un livre de Jürgen Kocka, sous la direction de, paru chez Klett-Cotta. Il s'agit d'une trilogie de trois volumes qui traitent de la bourgeoisie allemande au XIXe siècle. Le premier volume est consacré à la bourgeoisie allemande en général, le second à la bourgeoisie allemande en Prusse, et le troisième à la bourgeoisie allemande en Autriche-Hongrie.

« L'âge d'or de la bourgeoisie allemande » est un livre de Jürgen Kocka, sous la direction de, paru chez Klett-Cotta. Il s'agit d'une trilogie de trois volumes qui traitent de la bourgeoisie allemande au XIXe siècle. Le premier volume est consacré à la bourgeoisie allemande en général, le second à la bourgeoisie allemande en Prusse, et le troisième à la bourgeoisie allemande en Autriche-Hongrie.



mande

Allemagne année zéro

# Le mythe des deux Allemagnes

★ Wolfgang Ieiner : *Das Deutschlandbild in der französischen Literatur*. Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1989, 338 pages.

LES relations franco-allemandes se sont profondément modifiées depuis 1945 : les Allemands, qu'on désignait avec mépris du nom de « boches », passent maintenant pour des amis, des Européens. Quarante années ont-elles suffi pour abolir entièrement tous les vieux préjugés ? Wolfgang Ieiner en doute, et il pense que l'Allemagne suscite encore en France, ne fût-ce qu'inconsciemment, une méfiance secrète, voire de l'angoisse. La perspective actuelle de la réunification a fait surgir des craintes qu'on croyait dépassées. La persistance des images établies apparaît dans des enquêtes effectuées au début des années 70 auprès d'enfants n'ayant pas connu la période de la deuxième guerre mondiale : les petits Français associent spontanément à l'Allemagne la guerre et le national-socialisme, alors que les jeunes voisins d'outre-Rhin se représentent les Français avec une verre de vin, une baguette et du fromage.

Wolfgang Ieiner a choisi d'analyser l'image de l'Allemagne dans des écrits littéraires. Ce type d'analyse a été jusqu'à présent une chasse gardée de chercheurs français. On se rappelle dans ce contexte le grand ouvrage de J.-M. Carré, *Les Écrivains français et le mirage allemand (1800-1940)*. Aux yeux de Carré, la France littéraire s'est abusée de la floue image d'une Allemagne romantique qui s'est révélée bien éloignée de la réalité lors des « réveils » de 1870, 1914 et 1940. L'auteur rendait M<sup>re</sup> de Staël responsable de cette idéalisation, tout en reprenant à son tour — en l'inversant — la dichotomie stalinienne entre le Nord (protestant et libéral) et le Sud (catholique et dogmatique).

Si Carré avait condamné sans appel l'image que des écrivains français se sont faite de l'Allemagne, c'est qu'il écrivait sous le choc de la seconde guerre mondiale. Sa thèse, tributaire de l'idéologie antirromantique, restait pourtant sans nuance. Avec Wolfgang Ieiner, c'est pour la première fois un Allemand qui analyse les images littéraires françaises de son pays. Il avoue que les images des autres diffèrent souvent de celles qu'on se fait de soi-même ; mais il est loin de cette réaction émotionnelle de l'incompréhension ou du « mal-aimé » qu'on a parfois tendance à adopter outre-Rhin face aux images dans lesquelles on ne se reconnaît pas.

Ieiner se refuse à désigner toutes les images comme des stéréotypes n'existant, selon la définition de Walter Lippmann, que dans la tête des émetteurs. Il y a des

Pour comprendre les discours sur l'Allemagne qui se tiennent aujourd'hui en Allemagne même et aussi dans les pays avoisinants, et peut-être s'affranchir de ce qu'ils doivent aux routines de pensée, il faut retracer la genèse historique du mythe des deux Allemagnes, que les écrivains ont créé au cours du dix-neuvième siècle.

Joseph Jurt

images qui se fondent sur des expériences personnelles, même si elles sont parfois isolées ou exagérées. Il ne nie pourtant pas l'existence de clichés qui ne reprennent que des lieux communs trouvés dans des textes antérieurs, qui peuvent cependant se modifier à travers des contacts avec la réalité concrète. « Depuis un mois environ, note Stendhal en 1808 dans son *Journal*, les préjugés qui me cachaient le caractère allemand tombent de tous côtés et je commence à le voir plus nettement, je crois... »

« Notre mère à tous »

Le célèbre ouvrage de M<sup>re</sup> de Staël *De l'Allemagne* a été ressenti par Goethe comme une brèche à travers la muraille de Chine ; elle y a mis en valeur l'Allemagne, on le sait, comme le pays des penseurs et des poètes. Ieiner souligne que ce jugement plus positif se frayait déjà le chemin dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, lorsqu'on commençait à opposer le naturel à l'idéal français du bel esprit. Les jugements sur le pays voisin sont donc toujours émis à partir d'une position spécifique des auteurs en France. Si M<sup>re</sup> de Staël valorise le naturel et la spéculation métaphysique en Allemagne, elle le fait par opposition à une vie mondaine et à une « civilisation » pleine d'esprit mais superficielle qu'elle croit constater en France. « La haine contre Napoléon est l'âme de ce livre », devait déclarer Heine, et l'empereur avait fait mettre au pilon la première édition de l'ouvrage censé être anti-français.

Ieiner démontre que l'image de l'Allemagne chez M<sup>re</sup> de Staël est loin d'être exclusivement positive, puisqu'elle relève à côté de la sensibilité et de la spéculation métaphysique des traits moins flatteurs, notamment chez les Allemands du Sud. Son ouvrage a eu pourtant la force d'un mythe fascinant. La vieille Allemagne est « notre mère à tous », déclare Gérard de Nerval. Michelet, en 1834 : « Mon Allemagne ! Forces scientifiques qui m'ont fait pousser des questions ! Pain des forts. » Renan déclarait à son tour : « J'ai étudié l'Allemagne et j'ai cru entrer dans un temple. » Guizot avait pourtant cru voir en

Allemagne un décalage entre le développement intellectuel et le développement social, et il considérait une Allemagne unifiée comme un danger pour la France. La dimension politique avait été évacuée par M<sup>re</sup> de Staël, qui n'avait rien dit sur les guerres de libération allemandes et sur les écrits patriotiques dressés contre l'armée d'occupation française.

Lors du mouvement patriotique des années 40 autour de la question du Rhin, l'image traditionnelle d'un pays idéalisé adonné à la pensée, à la musique et à la religion a été ébranlée. « Oui, l'unité, devait déclarer Quintet, voilà la pensée profonde, continue, nécessaire, qui travaille ce pays et le pénétre en tous sens. Religion, droit, commerce, liberté, despotisme, tout ce qui vit de l'autre côté du Rhin pousse à sa manière à ce dévouement. » Renan plaiderait pour une Allemagne unifiée et attribuerait, à elle et à la France, un rôle prédominant en Europe. S'il admirait dans le pays voisin « la conciliation d'un esprit hautement religieux avec l'esprit critique », c'est qu'il y projetait évidemment son propre idéal. La guerre franco-prussienne devait profondément le décevoir. Il attribua pourtant le militarisme à la seule Prusse, continuant à considérer le pays en tant que tel comme libéral et pacifique : « La France passera, l'Allemagne restera. » Non seulement Renan, mais également Victor Hugo, Michelet et Louis Pasteur exprimaient après 1871 leur déçancement.

Le mythe des deux Allemagnes prit alors naissance, en décembre 1870 d'abord sous la plume du philosophe Ernst-Marie Caro : « Il y a deux Allemagnes : l'une idéaliste et élevée, l'autre pratique à l'excès sur la scène du monde, utilitaire et outrance, épre à la curée. » Cette idée des deux Allemagnes aura la vie dure ; on la trouvera, nuancée, dans Siegfried et le Limousin, de Giraudoux, qui opposera le Berlin francophile à un Munich plus sentimentel. L'idée des deux Allemagnes a été par ailleurs également reprise au cours des années 30 par les émigrés allemands tels que Brecht et Thomas Mann, qui se proposaient de faire entendre la voix de « l'autre Allemagne » face à l'Allemagne nazie.

Y a-t-il deux Allemagnes ? se demandera René Laurent dans un article publié le 6 février 1945 dans le *Monde*. « L'Allemagne des poètes, des philosophes, des musiciens remplacée par celle de Bismarck, de Guillaume II et de Hitler [...] Le malheur, c'est que cette opposition entre l'Allemagne de Goethe et la Prusse de Frédéric n'a jamais existé dans l'esprit des Allemands. » Pour Laurent, il n'y a que l'opposition entre « une masse amorphe, laborieuse et passive » et d'autre part, une « minorité dominante qui se groupait jadis autour des hobereaux prussiens ». Des intellectuels allemands avaient, en effet, dès le début de la première guerre mondiale, déclaré publiquement la solidarité de la culture allemande avec l'action de son armée.

« Et il est devenu le boche »

Du côté français s'imposait en même temps une image peu vaillante. Barrès estimant par exemple que le succès avait corrompu les qualités de l'Allemand : « Et il est devenu le boche. » Le mot, dérivé de cabochu, qui s'était trouvé pour la première fois sous la plume de Verlaine à l'adresse des symbolistes, a connu sa plus grande diffusion pendant la première guerre mondiale, et André Suarès consacrera en 1914 à ce terme tout un article pour définir les Allemands comme des barbares à un haut niveau technique !

Ieiner cite ensuite toute une série de jugements relevant d'un discours essentialiste sur « l'Allemagne éternelle » qu'on trouve chez Maurras, de Gaulle, Schumberger, E. Henriot ou chez l'écrivain Jean-Louis Curtis qui, en 1946, dans son roman *Siegfried*, conseillait pour assurer la rééducation du peuple allemand : « Le corrompre afin de le rendre inoffensif ! »

L'attitude à l'égard du peuple voisin ne se distinguait donc presque jamais par la sérénité. L'Allemagne est-elle inquiétante ? s'était demandé en 1954 le germaniste Robert d'Harcourt. Henri Menducier en 1969 : *Faut-il avoir peur de l'Allemagne ?* Brigitte Sauzay évoquait récemment le *Vertige allemand* (1985), titre qui

fait penser à celui de livres anciens de Georges Bourdon, *L'Enigme allemande* (1913), et de Pierre Viénot, *Incertitudes allemandes*.

Ieiner établit à la fin de son livre un inventaire des traits constamment attribués aux Allemands par des auteurs français : lenteur, inertie, monotonie, manque de goût, discipline, travail, persévérance, esprit de soumission, érudition, goût pour la musique. La permanence de certains traits devrait nous faire réfléchir, pense Ieiner : il se garde d'une attitude (trop facile) de refus ou d'apologie. Ce qui s'impose à ses yeux, c'est de prendre du recul et de s'efforcer de comprendre la naissance des images des autres, même si celles-ci ne coïncident pas avec notre représentation. L'anamnèse s'impose, mais aussi une meilleure communication entre les peuples pour qu'à travers les contacts directs s'estompe ce qui est purement stéréotypique sans qu'on abandonne pour autant tout sens critique.

Ieiner n'a pas tort de citer en conclusion un appel exprimé en 1888 par Auguste Erhard qui s'adresse aux uns et aux autres : « Il faut atteindre cette flexibilité qui nous met en état de déjouer nos préjugés personnels et nos aveugles habitudes. »

► Joseph Jurt est professeur de littératures romanes à l'université de Fribourg en Allemagne.

## Bibliographie

- Jean-Marie Carré, *Les Écrivains français et le mirage allemand (1800-1940)*, Paris, 1947.
- Claude Digeon, *La Crise allemande de la pensée française (1870-1914)*, Paris, PUF, 1959.
- Jörg von Uthman, *Le diable est-il allemand ? Deux cents ans de préjugés franco-allemands*, Paris, Denoël, 1984.
- Georg Pistorius, *l'image de l'Allemagne dans le roman français entre les deux guerres (1918-1939)*, Paris, Nouvelles Éditions DeBresse, 1964.
- Maria-Agnès Morita-Clément, *l'image de l'Allemagne dans le roman français de 1945 à nos jours*, Presses universitaires de Nagoya, 1985.
- Klaus Heilmann, « Das französische Deutschlandbild in seiner Entwicklung », *Sociologia Internationalis*, 4, 1966, p. 73-101, 165-195.

## Les leçons de la démocratie espagnole

★ Guillermo O'Donnell, Philippe C. Schmitter, Laurence Whitehead (Compilateurs) : *Transiciones desde un gobierno autoritario* (Paidós, Buenos-Aires, 1989).

L'occasion d'un récent voyage dans six pays d'Europe de l'Est, le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordonez, fut souvent pressé de livrer le secret de l'Espagne, passée de façon apparemment miraculeuse de la dictature à la démocratie. Soulignant que les modèles politiques sont, dans l'ensemble, rarement exportables, le ministre, sans manquer de rappeler son rôle dans les discussions entre le gouvernement et l'opposition qui ont ouvert la voie aux élections démocratiques de juin 1977 (les premières depuis 1936), a cependant encouragé ses hôtes à regarder du côté de l'Espagne pour résoudre quelques-uns de leurs problèmes les plus pressants. Ce conseil suit de près la traduction en espagnol de *Transitions from Authoritarian Rule* (Sortir d'un régime autoritaire) qui est sans doute l'ouvrage comparatif le plus stimulant paru à ce jour sur le sujet. Sa publication en Espagne nous permet de réfléchir, à la lumière des récents événements en Europe, sur l'exportation de ce que l'on appelle le modèle espagnol.

Comme Laurence Whitehead l'observe dans son excellente contribution à cette étude en quatre volumes, les transitions les plus assurées de réussir sont celles qui ne présentent aucun risque pour le système d'alliances existant et celles qui préservent ou renforcent les liens politiques et économiques existant avec le pouvoir. Au milieu des années 70, l'Espagne, qui amorçait son passage à la démocratie, était une puissance capitaliste moyenne abritant sur son sol une présence militaire américaine.

Pis de dix ans ont passé, et ces données sont restées pour l'essentiel inchangées. Les événements d'Europe de l'Est,

La façon dont l'Espagne a su passer en quelques années de la dictature à la démocratie est un bon exemple pour les pays de l'Est. A condition qu'ils sachent tenir compte des différences et créer les conditions de leur propre transition.

Carlos T. Powell



en revanche, aboutiront non seulement à un nouvel équilibre des forces dans la région, mais aussi à une remise en cause du tracé des frontières et même à la création de nouveaux États. Aussi n'est-il pas étonnant que les acteurs politiques n'y bénéficient pas de toute l'autonomie — rare à un tel degré — qui a caractérisé l'expérience espagnole.

La transition, en Espagne, était également moins ambitieuse, en ce sens que le but recherché par la plupart des politiques était, à court terme, une démocratie de style occidental, à laquelle les nations d'Europe de l'Est ne pourront accéder sans une totale transformation de leur système socio-économique. Bien que l'expérience espagnole ait coïncidé (comme déjà dans les années 30) avec une crise économique internationale, les grandes réformes politiques étaient acquises avant même que les gouvernements de transition n'aient décidé des orientations économiques majeures. C'est là un luxe que les gouvernements polonais, hongrois ou soviétique d'aujourd'hui simplement ne peuvent se permettre.

On reconnaît généralement que la réussite de la démocratisation en Espagne serait liée au développement socio-économique du pays dans les années 60 et au début des années 70. Cela ne veut pas dire que des nations moins développées ont nécessairement moins de chances d'aboutir. L'analyse de O'Donnell et de Schmitter n'apporte, en vérité, pas la moindre preuve permettant de soutenir la thèse selon laquelle le haut niveau de développement socio-économique serait une condition nécessaire ou suffisante à l'instauration d'un régime pluraliste.

Certains pays parmi les plus développés d'Amérique latine, comme l'Argentine, ont curieusement échoué à se doter d'institutions démocratiques stables, quand d'autres moins prospères, comme le Pérou, ont réussi.

lire la suite page 8



## Un anniversaire oublié :

Comment une manifestation singulière en faveur de la journée de huit heures s'est-elle transformée en fête des travailleurs, célébrée chaque année à une date régulière ? Comment s'est élaborée et universalisée la symbolique du renouveau et de l'avenir radieux ? Le fait que cet événement soit aujourd'hui célébré surtout par des ouvrages savants doit-il nous faire conclure au dépérissement des espoirs qu'il symbolisait ?

Eric Hobsbawm

L'IMPRESSONNANTE production éditoriale qui commémore cette année le centenaire du 1<sup>er</sup> mai, jour du travail, s'adresse en tout premier lieu aux historiens de la vie ouvrière et aux spécialistes de la gauche. Elle tombe cependant à un moment où l'éclairage qu'elle apporte est du plus grand intérêt pour tous les historiens de la société, de la culture et des arts. Quelle voix fait entendre le peuple dans l'histoire ? Comment nous-mêmes en langage de ceux qui n'ont pas la parole ? Que sont les classes, la tradition ?

L'histoire du 1<sup>er</sup> mai nous aide à répondre à ces questions, parce que nul n'avait prévu qu'une manifestation internationale pour l'obtention de la journée de huit heures se transformerait en fête annuelle des travailleurs, affirmation et célébration rituelle d'une classe et de ses espoirs. Le mouvement fut imposé aux dirigeants syndicaux par la base — des hommes et des femmes qui, en refusant le travail ce jour-là, voulaient donner une signification politique à cette date symbolique. La transformation en fête fut presqu'immédiate, aidée sans doute par la volonté des socialistes d'élargir le plus possible les manifestations et de rejeter la tactique d'affrontement des anarchistes. Mais l'idée vint d'en bas.

Que l'Internationale socialiste ait, en 1889, fortuitement choisi cette époque de l'année aide. Le printemps, c'est la vie qui renaît, qui grandit et, comme nombre de manifestes ca vers et sa prose le montrent, le parallèle allait de soi entre une nature bourgeoise et la montée en puissance des travailleurs.

Ainsi le proclamait un village suisse : « Aujourd'hui, on peut déjà sentir le printemps dans les fleurs. Le 1<sup>er</sup> mai 1890, l'humanité s'est éveillée d'un siècle de sommeil ».

La végétation et surtout les fleurs devaient ainsi le premier symbole de la fête. Les fleurs, qui, spontanément, apparaissent entre les mains d'une rouge et militante Marianne (sans doute la République sociale) conduisant une foule d'enfants du labour manifestement prêts au combat. Les fleurs, qui, le plus naturellement du monde, encadrent l'austère portrait des sept délégués autrichiens au congrès fondateur de l'Internationale socialiste, distribués lors du 1<sup>er</sup> mai à Vienne. Ce n'est pas non plus un hasard

si la plus connue des représentations du 1<sup>er</sup> mai — le Triomphe du travail de Walter Crane et sa célèbre jeune femme en bonnet phrygien enroulant de fleurs — reproduite dans nombre de pays et de langues, bien qu'empruntée à l'un des moins solennels parmi les mouvements socialistes de l'époque — le mouvement britannique, — est remplie de motifs floraux, de festons et de végétaux enroulés.

L'élément rituel du 1<sup>er</sup> mai fut immédiatement reconnu, aussi bien des travailleurs que des artistes, des poètes, des journalistes et des versificateurs qui produisirent un nombre impressionnant de bannières, d'affiches, d'insignes et autres matériels commémorant la circonstance — conçus généralement pour la reproduction de masse, — avec notamment une multitude de parutions annuelles qui constituaient une mine d'informations idéologiques et iconographiques. A ce jour, seuls les Italiens ont soumis ces éléments à une analyse artistique et historique systématique (de précédentes études de l'idéologie populaire comme *Marianne au combat* de Maurice Agulhon, Paris, 1979, ne traitaient pas spécifiquement du travail). Pas moins de trois cent huit exemplaires de ces publications éphémères ont été conservés pour la seule Italie entre 1890 et 1924 (selon le détail de *Il Maggio, Repertorio del numero unico* de la Fondazione Brodolini, réalisé par Maurizio Antonelli et Giovanna Gineix, dont les réflexions iconographiques viennent s'ajouter au superbe catalogue de l'exposition de Turin de 1980-1981 sur les bannières des travailleurs (*Un'altra Italia nelle bandiere del lavoro*, Simboli e cultura dall'unità d'Italia all'avvento del fascismo, Turin, 1980, 303 p.).

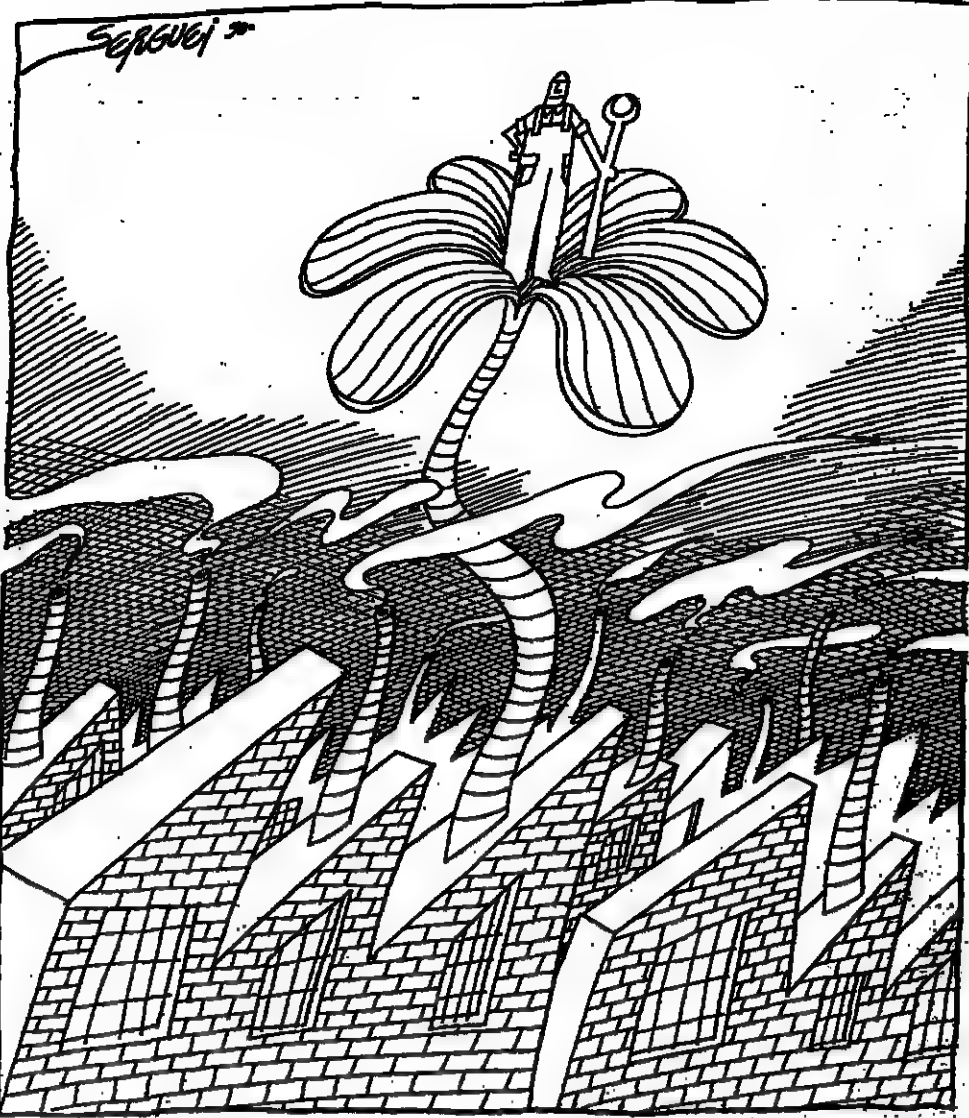
### Une classe nouvelle de travailleurs

Cette iconographie prend forme quand le 1<sup>er</sup> mai cesse d'être considéré comme l'antichambre immédiate de la révolution, ce qu'il représentait parfois dans l'utopie des premières années, avant de devenir « un rite collectif qui réclame sa propre liturgie et ses propres divinités », pour citer les perspicaces mais trop brefs commentaires de Giovanna Gineix dans

un autre album commémoratif (*Per il cent'anni della festa del lavoro*). La formalisation croissante de l'association du 1<sup>er</sup> mai avec les fleurs se confirme. Bien que présent dans l'imagerie dès le départ, le lien formel avec l'œillet rouge, qui acquiert un statut semi-officiel dans plusieurs pays, ne se fait pas avant la toute fin du siècle. Son symbolisme est spécifiquement expliqué, mais seulement en 1900, avec la sortie à Florence, à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai, d'un journal, *Il Garofano rosso*, qui paraîtra ensuite chaque année, presque jusqu'à la première guerre mondiale. En Suisse, la rose rouge ne devint officielle qu'en 1911-1912.

Bien qu'on ait souvent, dans les pays catholiques en particulier, considéré le 1<sup>er</sup> mai comme l'équivalent prolétaire d'une fête religieuse — Pâques, le plus souvent, Pentecôte parfois et, surtout, même avancé plus improprement la Fête-Dieu et ses processions, — rien ne permet en fait de penser que les socialistes aient, dans ces pays, malgré la ferveur dans l'observance des traditions, copié ou cherché à copier la religion. En réalité, comme l'indique l'excellent catalogue de l'exposition autrichienne *Die roten am Land*, le socialisme, comme les autres « idées nouvelles », s'est intégré à l'environnement traditionnel en même temps que le chemin de fer, ceux qui le construisaient et le conduisaient, et les temps nouveaux qui l'accompagnaient.

Le 1<sup>er</sup> mai attira d'abord à la fois les rebelles à la tradition et les exclus de la société traditionnelle : les nouveaux arrivants, les migrants, ceux qui ne s'inscrivaient pas dans le cadre de la vie paysanne ou d'une manière générale, ne considérant comme appartenant à une classe à part, une classe nouvelle de travailleurs. C'est la rupture d'avec la tradition qui a fait sa force : la promesse d'un avenir autre, de la promesse pour les croyants des couches laborieuses, le 1<sup>er</sup> mai représentait la seule fête exclusivement prolétaire, ce qui n'était pas le cas des célébrations religieuses.



Quelle était donc la nature de cet avenir nouveau ? Qui n'était pas encore là, mais allait voir le jour inévitablement — d'où le symbole universel du soleil qui se lève et brille, le plus souvent, bien que cherchant parfois à percer à travers la fumée des usines. Il représente tout, ce soleil, des bienfaits de la journée de huit heures au socialisme ou à l'affranchissement du travail, en passant par la trinité Liberté, Égalité, Fraternité. L'idéalisme politique qui y mêle figure parfois, clairement indiquée, comme dans l'allégorie autrichienne de 1891 où Marx, tenant le *Capital*, montre au-delà des mers une île idyllique à la manière de Böcklin qu'éclairait un soleil levant les mots d'ordre de la Révolution française, tandis qu'une flotte dont les voiles ont non Suffrage universel, Journée de huit heures et Protection des travailleurs attend de prendre le large, manœuvrée sans doute par la classe laborieuse qui fait cercle autour du maître à penser. Mais l'avenir est plus souvent évoqué en termes extrêmement généraux par ce que Giovanna Gineix nomme « les figures allégoriques féminines guidant une procession qui, avec le temps, va s'écarter du réalisme pour devenir elle-même image allégorique et même épique, suivant un stéréotype dérivé des modèles français ».

Qui étaient ces jeunes femmes, généralement présentées comme dans la sta-

tuaire gréco-romaine (tout particulièrement sur les bannières et les insignes scandinaves) ou dans l'abondant style art nouveau ? Les spécialistes en iconographie les identifient soit par leurs attributs traditionnels, maçonniques ou hérités de la Révolution française, représentant le plus souvent la Liberté — soit, avec plus de certitude, par leurs inscriptions. Il est cependant intéressant qu'elles n'aient entre elles aucun lien universel, clair, prévisible et, malgré le bonnet phrygien que l'on retrouve abondamment, aucun signe de reconnaissance autre que leur jeunesse.

### Jeunesse, Printemps, Renouveau

La déesse du 1<sup>er</sup> mai peut être la Liberté, la Paix, l'Union universelle, le Suffrage universel, la Justice, l'Amour, le Socialisme ou le Printemps — ou encore rien de tout cela et tout en même temps, comme les jeunes filles allégoriques si familières de Walter Crane, qui n'ont pas cavalié le mouvement international par

## Les leçons de la démocratie espagnole

Suite de la page 7

Ceux qui aujourd'hui cependant se lancent dans l'aventure feraient bien de songer que l'hypothèse inverse n'est pas plus fondée, qui veut que le pluralisme politique soit une condition nécessaire ou suffisante pour atteindre un haut niveau de développement socio-économique.

### Eviter le chaos économique

Le passage de l'Espagne à la démocratie a beaucoup intéressé l'étranger du fait même que l'initiative en venait de personnages très haut placés dans le régime (le roi lui-même, notamment), qui ont donc exercé un contrôle étroit sur le déroulement des événements, leur rythme et leur portée. Cela a, entre autres, permis aux forces sociales et politiques qui avaient soutenu (plus ou moins activement) le régime précédent de jouer un rôle électoral et représentatif important dans la nouvelle démocratie.

Selon l'analyse d'O'Donnell et Schmitter, il n'y a pas de passage à la démocratie dont le point de départ n'ait été la conséquence — directe ou indirecte — de graves dissensions au sein même du régime autoritaire, se traduisant généralement par un clivage fluctuant entre tenants de la ligne « dure » et tenants de la ligne « libérale ». Ce clivage, en Espagne, est né d'un désaccord sur une possible libéralisation du système politique face aux demandes nouvelles créées par la spectaculaire transformation des données socio-économiques des années 60 et du début des années 70.

Il atteignit un seuil critique dans la période 1973-1975, avec la perspective d'une crise de succession. A ce stade, beaucoup d'anciens défenseurs du régime estimaient celui-ci devenu « inutile » car, s'il avait posé les fondements d'une économie

capitaliste, il représentait désormais un obstacle à sa croissance. En Europe de l'Est, le clivage serait né d'un désaccord sur les moyens à mettre en œuvre pour éviter le chaos économique en dépit duquel les responsables hongrois, soviétiques et allemands se lancent dans la démocratisation avec une étonnante confiance en soi.

Comme le souligne Alfred Stepan dans le volume consacré aux « Perspectives comparatives », le succès d'une transition menée par les tenants de la ligne « libérale » dépendra fortement de la présence d'une opposition intelligente et modérée. Si cependant elle ne veut pas perdre ses partisans au profit de ses rivaux maximalistes, l'opposition modérée devra agir avec assez de fermeté pour obtenir d'importantes concessions des « libéraux » qui, sans cela, ne pourront (ou ne voudront) convaincre la ligne « dure » de la nécessité institutionnelle de la démocratisation. Trop exigeants, ils verraient, en revanche, les « durs » dangereusement tentés d'interrompre le processus de libéralisation — par une intervention militaire, généralement.

### La tenue d'élections libres

Le moyen le plus efficace de sortir de l'impasse est, pour les libéraux, la tenue d'élections libres auxquelles l'opposition voudrait participer. Avant ces élections, devront être fixées les conditions de leur déroulement, opération dans laquelle l'opposition espagnole a, en fait, joué un rôle plus modeste que ne le laissent entendre O'Donnell et Schmitter. Car, bien qu'un « comité des Neuf » représentât les principaux partis d'opposition ait été formé au début de 1977 pour négocier avec Suarez, ce dernier décida pour l'essentiel du calendrier et de l'étendue des réformes prélectorales.

La structure bicamérale des futures Cortes ainsi que le nombre et la répartition des sièges avaient déjà été fixés par la loi de Réforme politique que Suarez avait négociée indépendamment avec les Cortes franquistes. Plus important, la nouvelle loi électorale fut unanimement acceptée par le gouvernement. L'opposition demandait une représentation proportionnelle stricte pour la Chambre basse (le Congrès), elle obtint « un système semi-proportionnel tendant à donner des résultats très peu proportionnels » (Arend Lijphart).

Le conseil contenu dans l'étude d'O'Donnell-Schmitter à ceux qui se lancent dans leurs « premières » élections est d'une lecture passionnante. Même si celles-ci doivent être, à l'évidence, raisonnablement libres et ouvertes, les résultats ne doivent pas être « trop exactement représentatifs de la répartition réelle des préférences de vote ». Dans le cas de l'Espagne, le centre-droit a bénéficié de l'aide du pouvoir sortant, tandis que le système électoral sur-représentait les petites circonscriptions rurales. Il en est ressorti un résultat idéal : le centre-droit (UDC) l'emportait, décourageant par là les forces armées, les classes possédantes et certains professionnels d'abandonner le jeu démocratique, tandis que le centre-gauche (PSOE) faisait un score suffisamment important pour avoir l'assurance d'être écouté dans le processus constitutif.

De plus, le relatif succès du centre-gauche donnait ainsi la preuve qu'il était pour lui électoralement viable d'adopter une stratégie minimaliste sans perdre le soutien de ses rivaux maximalistes. Si le PSOE avait d'emblée gagné les élections, non seulement un coup d'État militaire était alors possible, mais la gauche aurait eu, seule, à affronter la gestion d'une crise économique grave. A en juger par l'expérience polonaise, la vie politique des dirigeants sortants peut s'en trouver prolongée.

O'Donnell et Schmitter attribuent amplement le succès de la démocratisation espagnole à l'habileté avec laquelle l'élite politique a conçu une série de pactes que l'on a qualifiés de typiquement consensuels — le premier étant peut-être l'accord tacite par lequel il fut acquis que les Cortes nouvelles fussent agnates comme une assemblée constituante de fait. Afin de garantir la « paix » sociale durant la période de transition, le premier gouvernement démocratiquement élu de Suarez a également cherché une tentative en règle (accords de Moncloa) avec les partis de l'opposition de gauche, promettant d'importantes réformes institutionnelles (dans les assurances sociales, l'éducation et les régimes fiscaux) en contrepartie d'un freinage des salaires, d'un recul des grèves et de l'acceptation par les syndicats d'une politique restrictive dans le domaine monétaire et dans celui des dépenses publiques.

### La neutralisation des militaires

Ansés utiles que se révèlent ces arrangements, ceux qui sont tentés de s'en inspirer devront cependant se méfier des effets moins positifs qu'entraîne parfois le fameux « consensus politique ». Bien que le processus constitutif ait été officiellement conduit par les commissions des Cortes, les accords clés furent souvent conclus ailleurs, en privé. Les partis politiques qui étaient alors comme les principaux protagonistes lors des récentes élections perdirent, semble-t-il, le contact avec l'ensemble de l'électorat. Il s'ensuivit une période de désengagement (*deseñamiento*, un terme que d'autres, essayant d'exprimer l'expérience espagnole). L'on n'en était pas tout à fait sorti quand le coup d'État manqué, début 1981, nous montra la fragilité de la démocratie.

Si les gouvernements à tendance libérale échouent à proposer des solutions plus audacieuses aux problèmes à long terme, c'est en partie parce qu'ils vivent dans la peur constante d'une réaction de la ligne dure, et notamment des forces armées. L'un des premiers obstacles que rencontrent bien des jeunes démocraties est précisément la neutralisation des militaires (qui ne passe pas forcément par leur désarmement). En Espagne, la tâche a été facilitée par le fait que les forces armées n'avaient — ni ne se sentaient — pas de responsabilité dans la politique du régime, d'autant qu'elles avaient, bien avant la chute de ce régime, été consignées dans les casernes. De plus, comme la répression avait été généralement laissée à des unités spéciales de la police, les militaires craignaient moins l'avènement d'un gouvernement démocratiquement élu.

Les pays d'Europe de l'Est qui cherchent aujourd'hui à renforcer la suprématie des civils découvriront aussi que le but immédiat de leurs forces armées est la survie de l'institution. Dépolitisation et professionnalisation, cependant, coûtent cher. En Espagne comme ailleurs, la démocratisation a entraîné, non pas une réduction, mais un accroissement des dépenses militaires.

On a, jusqu'à récemment, accordé beaucoup d'attention aux études comparatives sur la transition de l'Espagne à la démocratie. C'est, malheureusement, à des auteurs non espagnols qu'a incombé le privilège d'expliquer l'expérience espagnole à l'étranger. Espérons que les événements auxquels nous assistons ailleurs en Europe aujourd'hui nous amèneront à nous intéresser à des situations qui nous sont moins familières, et, par là même, nous apprendront à mieux nous connaître.

(Traduit de l'anglais par Sylvette Gillet)

► Carlos T. Powell est professeur à l'université d'Oxford et chercheur à la Fondation Ortega y Gasset de Madrid.

## Le centenaire

Le 1<sup>er</sup> mai est une date importante pour les socialistes. C'est le jour où, en 1889, l'Internationale socialiste a été fondée. C'est le jour où, en 1917, les soviétiques ont pris le pouvoir à Petrograd. C'est le jour où, en 1945, les communistes ont gagné les élections en France. C'est le jour où, en 1977, les socialistes ont gagné les élections en Espagne. C'est le jour où, en 1981, les communistes ont gagné les élections en Roumanie. C'est le jour où, en 1989, les communistes ont perdu les élections en Hongrie. C'est le jour où, en 1990, les communistes ont perdu les élections en Tchécoslovaquie. C'est le jour où, en 1991, les communistes ont perdu les élections en Bulgarie. C'est le jour où, en 1992, les communistes ont perdu les élections en Albanie. C'est le jour où, en 1993, les communistes ont perdu les élections en Yougoslavie. C'est le jour où, en 1994, les communistes ont perdu les élections en Serbie. C'est le jour où, en 1995, les communistes ont perdu les élections en Croatie. C'est le jour où, en 1996, les communistes ont perdu les élections en Bosnie-Herzégovine. C'est le jour où, en 1997, les communistes ont perdu les élections en Macédoine. C'est le jour où, en 1998, les communistes ont perdu les élections en Serbie. C'est le jour où, en 1999, les communistes ont perdu les élections en Albanie. C'est le jour où, en 2000, les communistes ont perdu les élections en Roumanie. C'est le jour où, en 2001, les communistes ont perdu les élections en Bulgarie. C'est le jour où, en 2002, les communistes ont perdu les élections en Hongrie. C'est le jour où, en 2003, les communistes ont perdu les élections en Tchécoslovaquie. C'est le jour où, en 2004, les communistes ont perdu les élections en Slovaquie. C'est le jour où, en 2005, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2006, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2007, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2008, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2009, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2010, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2011, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2012, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2013, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2014, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2015, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2016, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2017, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2018, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2019, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2020, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2021, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2022, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2023, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2024, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2025, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2026, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2027, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2028, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2029, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2030, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2031, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2032, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2033, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2034, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2035, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2036, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2037, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2038, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2039, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2040, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2041, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2042, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2043, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2044, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2045, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2046, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2047, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2048, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2049, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2050, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2051, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2052, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2053, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2054, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2055, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2056, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2057, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2058, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2059, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2060, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2061, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2062, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2063, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2064, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2065, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2066, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2067, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2068, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2069, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2070, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2071, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2072, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2073, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2074, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2075, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2076, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2077, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2078, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2079, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2080, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2081, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2082, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2083, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2084, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2085, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2086, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2087, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2088, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2089, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2090, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2091, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2092, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2093, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2094, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2095, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2096, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2097, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2098, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2099, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2100, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2101, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2102, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2103, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2104, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2105, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2106, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2107, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2108, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2109, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2110, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2111, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2112, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2113, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2114, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2115, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2116, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2117, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2118, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2119, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2120, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2121, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2122, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2123, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2124, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2125, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2126, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2127, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2128, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2129, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2130, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2131, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2132, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2133, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2134, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2135, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2136, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2137, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2138, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2139, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2140, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2141, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2142, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2143, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2144, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2145, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2146, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2147, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2148, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2149, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2150, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2151, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2152, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2153, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2154, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2155, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2156, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2157, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2158, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2159, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2160, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2161, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2162, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2163, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2164, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2165, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2166, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2167, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2168, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2169, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2170, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2171, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2172, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2173, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2174, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2175, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2176, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2177, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2178, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2179, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2180, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2181, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2182, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2183, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2184, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2185, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2186, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2187, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2188, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2189, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2190, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2191, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2192, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2193, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2194, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2195, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2196, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2197, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2198, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2199, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2200, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2201, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2202, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2203, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2204, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2205, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2206, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2207, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2208, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2209, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2210, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2211, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2212, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2213, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2214, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2215, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2216, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2217, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2218, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2219, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2220, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2221, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2222, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2223, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2224, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2225, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2226, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2227, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2228, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où, en 2229, les communistes ont perdu les élections en République slovaque. C'est le jour où, en 2230, les communistes ont perdu les élections en République tchèque. C'est le jour où, en 2231, les communistes ont perdu les élections en Pologne. C'est le jour où,







[illegible]

مكتبة المجلد



## Ethnographie européenne

# compagnie



Dans les années 60, quelques-uns concédèrent bien aux femmes une annexe ou un bar où elles pouvaient accompagner leur mari ; mais, dans l'ensemble, ces lieux étaient particulièrement peu accueillants. Peu à peu, cependant, cet enfer féminin est devenu plus sympathique, et certains clubs comme le Reform ont même cherché à se distinguer en ouvrant leurs portes au beau sexe (peu de femmes adhèrent en fait, et moins encore fréquentent régulièrement les lieux). Dans la pratique, l'exclusion demeure, et pas seulement dans les clubs les plus luppés que sont Brook's ou White's. C'est le cas de quelques autres aussi, où la sélection pourtant est beaucoup moins sévère.

Les clubs, qui reproduisent tant des préférences et des pratiques sociales des collèges d'Oxford et de Cambridge, restent des réceptacles de ces pitoyables peurs primitives. Ils étaient, et demeurent effectivement, pour les hommes, un refuge loin des femmes, un lieu d'où était tenu à l'écart l'autre sexe.

### L'appauvrissement des institutions

Quelle que soit la tendance conservatrice des clubs, ceux-ci ne furent pas toujours, au dix-neuvième siècle, des bastions de la réaction et de l'insensibilité. Des copies du pamphlet de Charles Kingsley contre les difficiles conditions de travail des tailleurs dans les quartiers est de Londres, *Cheap Clothes and Nasty* (les *Habits de l'Indécence*), furent distribuées dans les clubs les plus élégants des années 1850 et choquèrent à tel point certains de leurs membres que quelques jeunes gens dans le vent

changèrent leurs habitudes pour des boutiques n'exploitant pas leurs employés. On imagine difficilement une telle prise de conscience par les membres du Turf Club.

Si adhérer à un club est le moyen de défense de ceux que gêne leur inauthenticité, il n'est pas surprenant que les clubs, à leur tour, soient devenus inauthentiques. Ils s'inscrivent, en un sens, dans cette falsification de l'histoire, qui non seulement est en train de transformer la Grande-Bretagne en un vaste parc d'attractions pour touristes ignorants et sentimentaux, mais qui est également au cœur du pourrissement politique et de l'appauvrissement des institutions du pays.

On a fait croire aux Britanniques qu'ils possédaient la démocratie parlementaire la plus ancienne et la meilleure du monde, que leurs institutions étaient libres, leur société ouverte, leur police incorruptible, leur justice indépendante des pouvoirs politiques, imperméable aux pressions populaires. Ce ne sont là que mensonges, panacées et dangereux dans leurs effets. Mensonges qui, dans les années 80, étaient en outre devenus de plus en plus flagrants.

Le monde des clubs est complice de cet état de fait. Il entretient les fausses apparences en faisant croire que l'on gouverne encore en Grande-Bretagne dans « l'esprit de club », qu'il existe une communauté sociale fondée sur une tradition politique de respect mutuel. A l'aube des années 90, l'illusion se révèle totale. ■

(Traduit de l'anglais par Sylvette Gietze.)

► Richard Davenport-Hines est notamment l'auteur d'une biographie de Dudley Docker, qui lui a valu le Wolfson Prize en 1985. Il vient de publier *Sex, Death and Punishment*.

## L'indésirable héroïne de Vérone

*La toxicomanie a progressé dans la cité italienne. Mais contrairement aux idées reçues, elle n'a pas entraîné une augmentation de la criminalité. Tout s'est passé comme si la réorganisation du marché, combinée à l'action des pouvoirs publics, avait limité les effets de la drogue.*

Pino Arlacchi

EN Italie comme ailleurs, le champ des opinions concernant le problème de la drogue est largement dominé par ce que l'on pourrait baptiser le « savoir intuitif » : un ensemble de jugements fondés sur le sens commun mais que chacun considère comme réfléchis, portant sur une série de questions entrecroisées, telles que les raisons qui poussent les jeunes à la toxicodépendance, l'envieure de l'économie et des profits clandestins, les responsabilités du crime organisé, les moyens qui permettraient de résoudre ou de ramener à sa juste mesure le problème, ou simplement de vivre avec lui. Chacun, dans ce domaine, a sa propre recette, sa proposition, son idée, ou est obligé de les avoir, compte tenu de l'intensité croissante du débat public et de l'éventualité d'avoir à se prononcer, aussi bien dans la sphère privée qu'en public.

L'étude que j'ai conduite avec Roger Lewis sur le marché de l'héroïne à Vérone a apporté plusieurs acquis qui contredisent une série d'opinions et de modes de pensée fermement établis. Au début de notre enquête, il a été important d'affronter le patrimoine du savoir acquis en matière de pathologies sociales. Celui-ci met en évidence le rôle joué, dans la dynamique qui porte à la constitution d'une demande significative de substances illicites de la part d'un segment de la population jeune, par l'existence de zones de malaise, de pauvreté et de polarisation sociale, ainsi que par la présence de déséquilibres de nature économique et démographique.

Ainsi avons-nous constaté une partie de nos efforts à recueillir et à mettre en forme les données disponibles concernant le développement économique, la condition de la jeunesse, la délinquance juvénile, les conflits du travail, la composition démographique et d'autres aspects de la société veronaise contemporaine. Le résultat de ces analyses indique avec une certaine netteté l'absence de connexion, à Vérone, entre le phénomène de la toxicodépendance et les matrices « classiques » de la déviance, qui ailleurs semblent avoir une fonction déterminante.

Notre attention s'est en outre concentrée sur deux caractères propres au contexte local, qui semblent avoir eu un rôle significatif dans l'expansion du phénomène de la toxicodépendance :

- l'absence d'une tradition de situation conflictuelle violente et d'une enclavement de criminalité organisée préexistante au développement du marché illicite ;
- le transfert sélectif, vers la sphère des échanges illicites, de l'esprit d'entreprise et des pratiques commerciales qui ont, dans les dernières décennies, entraîné l'expansion de l'économie et des marchés légitimes de Vérone.

Le premier de ces facteurs a offert au développement des transactions clandestines des conditions inconnues dans d'autres contextes. L'implantation d'un système de distribution de l'héroïne dans la société

veronaise n'a pas eu à surmonter le redoutable obstacle constitué par un pouvoir criminel établi, avec lequel il eût fallu transiger et se partager territoires et profits. La montée de la présence mafieuse et de la criminalité organisée au sein de l'économie des stupéfiants a été particulièrement rapide durant la seconde moitié des années 70, et la riposte des forces de l'ordre locales, en conséquence, ne s'est pas fait attendre ; mais le succès même de cette contre-attaque a donné plus de place à la seconde matrice interne du marché de la drogue. L'effet de la levée de l'hypothèque mafieuse sur l'offre d'héroïne à Vérone n'a pas mené à la disparition du marché illicite, mais à la poursuite du trafic dans un climat de compétition plus « libre », moins visible et moins violente. Ainsi, l'image d'un « marché libre protégé par la police », qui peut symboliser la réalité actuelle du marché des stupéfiants à Vérone, n'a rien d'un paradoxe.

### Drogue et criminalité

Le second facteur a imprégné de lui-même la structure entière de l'offre. L'adaptation à la sphère illicite des valeurs et des comportements propres au *business* légal s'est manifestée à tous les stades du circuit d'importation et de commercialisation de l'héroïne : esprit d'initiative dans l'établissement de contacts directs avec les zones de production et d'exportation massive, connaissance détaillée des techniques commerciales de la part des grossistes, capacité, pour les distributeurs intermédiaires, de tirer profit des situations les plus favorables et de la segmentation de l'information, code rudimentaire d'honnêteté et de « fiabilité » dans les rapports avec les fournisseurs et les clients appliqués par beaucoup des protagonistes veronais du commerce clandestin.

Le travail d'enquête sur le terrain nous a de plus permis d'affronter l'un des thèmes les plus délicats liés à l'existence de la toxicodépendance : la relation entre drogue et criminalité. Notre analyse nous a menés à une conclusion inattendue. L'arrivée de la drogue à Vérone, en effet, n'a été accompagnée d'une croissance de la criminalité que durant une période initiale. Le tassement du marché survenu depuis le début des années 80 a été accompagné d'un déclin

assez net, tant des formes de petite délinquance liée à la consommation que de la grande criminalité liée aux caractéristiques de l'offre. Entre 1980 et 1987, les vols ont diminué de 36 % dans la province de Vérone, les hold-up de banques de 80 %. Les homicides volontaires liés à des conflits entre groupes criminels ont presque disparu, ainsi que les enlèvements avec rançon. La délinquance juvénile a constamment diminué de la fin des années 70 à la fin des années 80, se stabilisant à des taux d'environ 30 % inférieurs à ceux des années qui ont précédé le boom de la consommation de drogue.

La reconversion vers les filières de la distribution de l'héroïne d'une série de figures et d'activités typiques de la criminalité traditionnelle, qui intervenait après une phase initiale d'intensification de ces mêmes activités destinée à réunir les ressources nécessaires à l'entrée dans le circuit de la drogue, ainsi que l'établissement de la présence de la criminalité organisée, due à l'action des forces de l'ordre, et la croissance progressive des sources de revenu des toxicodépendants se trouvent problématiquement à la base du cours inattendu pris par le rapport criminalité-drogue à Vérone.

Les estimations faites sur le chiffre d'affaires et les profits de l'économie de l'héroïne à Vérone et dans sa province nous ont portés à isoler un élément du rapport drogue-criminalité qui pourra sembler tout aussi insolite et inattendu. Les dimensions des échanges illicites d'héroïne dans le Veronais représentent un montant d'un peu plus de 53 milliards de lires par an. Il s'agit d'un chiffre très inférieur à l'ordre de grandeur autour duquel on a pris l'habitude de raisonner à propos des chiffres d'affaires de la drogue, obtenu avec des méthodes de calcul rigoureuses et vérifiables, fondées sur les données les plus solides dont nous disposons sur le terrain mouvant des variables économiques clandestines : le diagramme de la consommation annuelle moyenne de substances illicites par toxicodépendant régulier.

Nous arrivons alors au thème des conséquences, en terme de stratégie antidroge, qui pourraient être suggérées par les résultats de cette étude, qui concerne une réalité circonscrite mais très significative du marché des stupéfiants. La plus importante indication qui semble être fournie par cette enquête est en cohérence avec le caractère non innuitif de nombre de ses résultats, qui

cadraient difficilement avec les préliminaires du débat qui oppose « libéralisateurs » et « prohibitionnistes » en matière de politique de la drogue.

La cas veronais montre que le rapport très étroit entre la présence du crime organisé et la diffusion des stupéfiants, que supposent aussi bien la perspective des « libéralisateurs » que celle des « prohibitionnistes », n'existe pas. L'élimination des menées mafieuses sur le marché, grâce à l'action des forces de l'ordre, mises en branle par l'alarme sociale, n'a pas mené à une réduction de l'offre, mais seulement à la multiplication du nombre de ses agents. En effet, des éléments antérieurement étrangers au marché, ou demandeurs parce que consommateurs, sont entrés dans le circuit de la vente et de l'achat.

Le rôle actif que certaines catégories de toxicomanes veronais ont démontré pouvoir jouer, dans certaines circonstances, dans les rangs de l'offre, se substituant aux « familles » et aux organisations criminelles dans l'approvisionnement des canaux de distribution, semble, à l'opposé, contredire l'un des arguments-clés des propositions de libéralisation : celui selon lequel une diminution généralisée des profits jouerait un rôle de découragement des acteurs de l'offre illicite, conduisant par la suite à une baisse de la demande.

### « Pacte non écrit »

On peut émettre cette hypothèse : en présence d'une demande vaste et, surtout, stabilisée, formée de consommateurs réguliers, en possession d'une certaine quantité d'informations concernant les sources d'approvisionnement, la contraction de l'offre, déterminée par la chute des prix sur le marché clandestin liée à une politique de distribution publique et gratuite de l'héroïne, aurait comme effet, loin de mener à une baisse de la demande, d'en activer certains des composants et de combler le vide créé par le retrait des figures « fortes » de l'offre. En d'autres termes, le marché pourrait être en mesure de continuer à fonctionner, se basant sur une catégorie plus nombreuse de vendeurs-consommateurs ou de vendeurs non criminels (ou non criminels de profession), se contentant de profits peu élevés et travaillant dans le secteur « gris » de la distribution, vendant à des toxicomanes ne bénéficiant pas de la distribution

publique pour diverses raisons : âge, santé physique ou mentale, recherche de l'anonymat, etc.

L'ensemble des rapports entre la ville de Vérone et la question de la drogue, enfin, préfigure les résultats que l'on peut attendre des politiques les plus agressives de lutte contre l'offre et contre la demande qui sont en voie d'élaboration et d'application à l'échelle italienne et internationale. Entre le milieu des années 70 et le milieu des années 80, Vérone a connu le passage d'une situation de marché illicite « ouvert » et « sauvage » caractérisé par des taux élevés de hausse du nombre de consommateurs, par la présence de la Mafia et par des phénomènes (même contenus) de corruption et de violence – à une situation de marché « mature » et « couvert », plus concurrentiel, moins visible, fermé aux étrangers, caractérisé par une incidence criminelle modeste et profondément influencé par les interventions des autorités publiques en termes d'activité croissante de traitement social, de répression, d'assistance et de prévention.

Tous ces éléments se situent dans un climat de pacte non écrit entre la majorité de la population « légale » et les acteurs de l'univers de la drogue, accord tacite qui prévoit une série de mesures de *Welfare State* avancées envers les toxicodépendants locaux et un respect scrupuleux de la légalité en matière de répression du commerce clandestin, en échange d'un retrait des activités de manipulation institutionnelle, des transactions et de la consommation dans les zones les plus centrales et les plus visibles de la vie publique.

Ce résultat représente un indubitable progrès. Il faut cependant se garder de le confondre avec la solution du problème de la drogue. Dans les conditions actuelles de la situation veronaise – et les conditions prévisibles, dans un contexte plus large et des temps plus lointains –, la décision d'arrêter la consommation de la drogue peut être compromise aussi par la facilité avec laquelle un individu peut en continuer l'usage. Si l'objectif minimal de la politique publique peut être défini comme la limitation des dommages causés par la toxicomanie aux individus et à la société – dans le cadre d'une sorte de cohabitation résignée avec le problème – et si son objectif maximal est une élimination de toute forme de consommation illicite de drogue, l'exemple de Vérone peut apporter beaucoup d'enseignements dans le premier cas, et très peu dans le second.

(Traduit de l'italien par Christian-Marc Bossoni)

► Pino Arlacchi, né en 1951, enseigne la sociologie appliquée à l'université de Florence. Il est également visiting professor à l'université Columbia, à New-York.



## Masculin/féminin

# Variations sur

Deux visions du féminisme : l'une insiste sur le particularisme du combat des femmes ; l'autre, à contre-courant des tendances dominantes, affirme leur vocation à l'universalité.

Toril Moi

★ Michèle Le Dœuf : *l'Étude et le rouet : des femmes, de la philosophie, etc.* Paris, Le Seuil, 1989, 379 p., 140 F.  
★ Elizabeth Grosz : *Sexual Subversions : Three French Feminists*. Sydney, Allen & Unwin, 1989, 262 p.

DEUX philosophes, deux femmes, deux continents. Deux points de vue différents aussi sur ce que peut signifier penser contre les traditions patriarcales qui, malheureusement, marquent encore notre culture. Là où la Française Michèle Le Dœuf plaide pour l'accès des femmes à l'universel, l'Australienne Elizabeth Grosz souligne que de tels arguments constituent une soumission à la « rationalité masculine » (p. 212). Michèle Le Dœuf, de son côté, soutient tout aussi fermement que la rationalité n'est le propre ni des hommes ni des femmes, et que, de plus, l'idée même que la raison est « masculine » et devrait donc être abandonnée des féministes constitue en soi un argument rationnel qui fournit précisément la preuve de ce qu'elle avance.

Le paradoxe de ces deux positions réside dans le fait que la philosophe française s'inscrit à contre-courant de la tendance qui, depuis dix ans, domine la pensée féministe en France et à laquelle l'Australienne semble prête à souscrire

avec enthousiasme. On, pour être plus exact, si Elizabeth Grosz trouve beaucoup à admirer dans l'œuvre de Julia Kristeva et de Michèle Le Dœuf elle-même, son vrai modèle est Lucie Irigaray. En cela, elle se rapproche, disons-le, des récentes prises de position féministes en matière de philosophie et de théorie littéraire aux États-Unis comme en Grande-Bretagne, où l'on assiste aujourd'hui à un étonnant ralliement à toute une série de discours sur la différence. Avec l'exemple intéressant des plaidoyers de fraîche date en faveur de l'essentialisme politique des divers aspects de l'essentialisme féministe.

Dédiant ce livre aux « jeunes femmes qui s'apprennent à entrer dans un monde où, de semaine en semaine, il leur sera reproché de ne pas être du côté de la puissance » (p. 7), Michèle Le Dœuf s'attache à analyser la manière dont la philosophie a exclu les femmes et à montrer les effets préjudiciables à la philosophie elle-même d'une telle logique d'exclusion. Rien cependant n'est inévitable ou nécessaire, indique l'auteur, dans ces formes de pensée discriminatoires. Au contraire, si l'on abandonne, dans la réflexion philosophique, toute idée impérialiste de pouvoir, pour appréhender la pensée ou la philosophie comme un projet immense qui jamais n'embrassera tout ni n'atteindra à la connaissance totale, non seulement on limitera les ravages causés par



## Les hommes aussi

A côté des études consacrées aux femmes se développe depuis une quinzaine d'années toute une série de recherches qui tentent de définir l'identité masculine : cela va de la sexualité au rapport à la guerre, de la question du divorce à celle de la religion.

Maurizio Vandagna

et qui ne figure pas à l'index de sa bibliographie), aurait opprimé au même titre les femmes et la grande majorité des hommes.

Les origines des *men's studies*, entendues comme l'analyse de la masculinité hétérosexuelle, doivent être rapportées essentiellement à l'influence du mouvement féministe, qui depuis le début des années 70 affirme l'identité féminine, relativisant par là même le masculin dans son rapport à l'universel, et le mettant explicitement en accusation. Une autre influence décisive a été celle de la culture gay, qui remettait en question la définition du masculin considéré comme norme. Nombre des premières interventions, à partir des années 1974-1975, et surtout en Amérique, avaient un accent *male liberationist*, tourné vers l'autocritique et à la recherche de changements, personnels ou sociaux, nécessaires à l'abandon des attitudes « masculinistes ».

Cette littérature était étroitement liée aux expériences d'auto-conscience et d'anti-sexisme menées par des groupes d'hommes dans les pays anglo-saxons, en Europe du Nord ou dans l'Allemagne protestante, phénomène au contraire largement minoritaire dans l'Europe catholique et en particulier en Italie. Les doigts d'une seule main suffiraient pour compter les livres du courant *male liberationist* produits en Italie durant les années 70, et cette littérature est restée ignorée des intellectuels, des féministes, et plus largement du public cultivé.

Pourtant, des facteurs sociaux et culturels convergents invitaient à remettre ce thème à l'ordre du jour de la décennie suivante, malgré le trait tiré sur la phase militante des années 70. La rapide croissance du nombre des divorces et, dans les classes moyennes cultivées, de celui des célibataires, le déclin démographique, la dénonciation, par de nombreuses femmes, de leur solitude familiale et émotionnelle, ont remis au premier plan le thème du masculin, fil-croisé sous une forme un peu superficielle : émissions de télévision, enquêtes journalistiques et livres à grand tirage, qui naviguent entre les images contradictoires de l'« insécurité masculine » et du « retour du macho », pôles supposés de la masculinité des années 80. C'est à ce type de littérature de vulgarisation psychologique et psychanalytique qu'appartient le volume d'Erika Kaufman, qui annonce, un peu à la hussarde, que le mâle, désormais, a été féminisé, et analyse en conséquence les avan-

tages et les limites de « l'inflation du code maternel ».

Parallèlement, une évolution culturelle interne aux études sur les femmes marquait un regain d'intérêt pour le masculin. L'Américaine Merry E. Wiesner fait la synthèse de cette tendance, en ouvrant à un numéro de la revue italienne féministe *Memoria* consacré aux hommes, première tentative d'introduction des *men's studies* en Italie : « Il apparaît trident, avec la publication de ce numéro, que l'histoire des femmes a connu un développement parallèle en Italie et aux États-Unis : un nouvel intérêt pour l'expérience historique des hommes en tant qu'hommes, et pour le genre sexuel comme concept historique » (p. 3, 44). Si, aux études sur les femmes, s'ajoutent de manière croissante des analyses plus amples sur des comportements et des cultures où interviennent la notion de genre sexuel, voici que, par complémentarité comme par opposition, l'intérêt pour le genre masculin est exalté, aussi bien pour combler logiquement un vide de la recherche que pour mettre à l'épreuve les catégories des *women's studies*.

Le guerrier et le gentilhomme

Quel est alors l'objet des *men's studies* ? Les vingt sections entre lesquelles August Venile son matériel bibliographique propose des thèmes variés : physiologie et sexualité masculine, rapport à la guerre, aux autres hommes, à la religion, divorce et soins de l'enfant, transition de l'âge mûr... Beaucoup des *liberationists* des années 70 ont continué de s'intéresser au masculin dans les secteurs professionnels où ils se sont insérés et contribuent aujourd'hui à des recherches plus analytiques et spécialisées.

Cependant, au cœur du débat, l'élément le plus intéressant de ces travaux est leur tentative de définition de l'identité masculine à l'aide des instruments de la psychanalyse, en référence au processus d'identification hétérosexuelle vu chez l'homme comme renoncement à la mère et comme acceptation d'une autre femme comme objet d'amour, ou de la masculinité comme construction socio-culturelle historiquement déterminée : dans les articles de *Memoria* consacré, par exemple, à « se faire homme » dans la Rome baroque, à l'étude de groupes de travailleurs salariés dans les ateliers artisanaux de l'Allemagne moderne, ou aux formes

actuelles de la sociabilité masculine, il apparaît que le modèle masculin fait dans le même temps référence à la double figure du guerrier, qui souligne le thème central de la force, et du gentilhomme, qui valorise surtout la rationalité.

La problématique centrale des *men's studies* s'éclaircit si on la considère dans les difficiles rapports qu'elles entretiennent avec les études consacrées aux femmes. Anthony Easthope expose partiellement ce point : « Être un mâle dans la société moderne, c'est bénéficier, qu'on le veuille ou non, de la position de pouvoir dans laquelle on est placé (...). Si la masculinité n'est ni normale ni universelle (...), il serait erroné de ne la considérer que comme une source d'oppression ou de quoi que ce soit d'autre, comme si la masculinité n'était qu'un fait donné. Dans la mesure où les hommes vivent la version dominante de la masculinité (...), ils sont prisonniers des structures qui fixent et limitent l'identité masculine. Ils ne font que ce qu'ils sont tenus de faire ».

Ulysse et les détectives

Sans liberté, pas de faute. Mais si le masculin est historiquement soumis à des variations, il y a un espoir de déviance de l'hyper-masculinité hégémonique.

Les chercheurs travaillant sur l'homme ont été souvent taxés, sous des apparences libérales, de sexisme, soupçonnés d'envahir un champ de recherches conquis à leur propre usage par les femmes, ou encore d'entrer en compétition, en matière de public et de moyens, avec les *women's studies*. L'Américaine Lois Banner, par exemple, avance une objection féministe plus pertinente dans un compte-rendu polémique publié par la revue *Signs* au printemps 1989. Selon elle, les travaux sur l'homme ont un double caractère de justification : d'un côté, ils analysent le masculin comme une « expérience » et non comme l'institution qu'est le patriarcat. Pour cette raison, les premiers véritables *men's studies* ont été les analyses féministes du système patriarcal, à partir du *Sexual Politics* de Kate Millet. D'autre part, retrouvant tout au long de l'histoire des formes de faiblesse et de crise de la masculinité, ces analyses réduisent presque le mâle à un « signe de papier ». Cependant, objecte Lois Banner, « la violence héroïque est au cœur de la définition que le patriarcat donne de lui-même », et ce dans la culture

occidentale, d'Ulysse massacrant les prétendants pour défendre sa famille aux détectives contemporains qui tuent les dévants de notre société.

La masculinité hégémonique, que Lois Banner définit historiquement de manière si étendue qu'elle semble avoir un destin immuable, reste donc un « tigre rugissant ». Et, en réponse à August, qui proclame que les *men's studies* sont le complément logique des travaux consacrés aux femmes, elle répond que « les dominateurs ne peuvent se transformer en opprimés par un simple tour de passe-passe logique ». Ainsi, l'expression *men's studies* suggérerait un parallèle erroné entre les expériences des deux sexes : le secteur de recherches, affirme Lois Banner, devrait au contraire être défini comme « l'étude féministe des hommes », pour des raisons politiques et de clarification méthodologique.

Quinze ans après leur apparition, les *men's studies* n'ont que partiellement pris leur envol, n'ayant à ce jour trouvé ni le poids institutionnel ni les résultats qualitatifs qui ont été ceux des études féministes, des *gay studies* ou, encore, plus anciennement, des *black studies* américaines. Elles partagent avec ces dernières une vision engagée de la culture, mais n'ont pu accéder au même pouvoir de mobilisation sociale et intellectuelle. Les hommes semblent avoir réagi au féminisme en résistant ou en acceptant des espaces de participation commune. Cependant, dans les deux cas, l'identification du masculin à l'universel n'a pas bougé. Dans l'ensemble, ni les intellectuels de sexe masculin ni le public cultivé ne semblent ressentir le besoin d'une analyse de la masculinité qui fonctionnerait comme justification ou comme étape vers une identité différente. Au-delà des quelques hommes spécialistes de la question, c'est surtout dans des milieux féminins qu'un intérêt diffus pour une étude de l'identité masculine se manifeste.

En ce sens, comme il est écrit dans *Memoria*, « il subsiste entre les sexes la marque d'une asymétrie fondamentale qui organise leur solitude réciproque », et l'on ne peut nier que la diffusion variable des travaux sur l'identité masculine et l'identité féminine est en rapport avec l'urgence d'un réajustement culturel. Les études sur le masculin peuvent contribuer à approfondir les travaux consacrés aux genres sexuels (*gender studies*), à travers un reflet plus ou moins symétrique ou déformé de la définition du genre ou par une mise à l'épreuve des catégories qui ont surtout été élaborées, ces dernières années, par les travaux sur le féminin. ■

(Traduit de l'italien par Christian-Marc Bosseno.)  
Né en 1945, Maurizio Vandagna enseigne l'histoire de l'Amérique du Nord à l'université de Turin. Il a publié des articles sur la condition masculine.

## La différence

Les études sur la différence sexuelle ont connu ces dernières années un développement remarquable. Elles ont permis de remettre en question les catégories traditionnelles de la masculinité et de la féminité, et d'ouvrir de nouvelles perspectives de réflexion sur la culture et la société.

Les études sur la différence sexuelle ont permis de remettre en question les catégories traditionnelles de la masculinité et de la féminité, et d'ouvrir de nouvelles perspectives de réflexion sur la culture et la société.

Les études sur la différence sexuelle ont permis de remettre en question les catégories traditionnelles de la masculinité et de la féminité, et d'ouvrir de nouvelles perspectives de réflexion sur la culture et la société.

Les études sur la différence sexuelle ont permis de remettre en question les catégories traditionnelles de la masculinité et de la féminité, et d'ouvrir de nouvelles perspectives de réflexion sur la culture et la société.

Les études sur la différence sexuelle ont permis de remettre en question les catégories traditionnelles de la masculinité et de la féminité, et d'ouvrir de nouvelles perspectives de réflexion sur la culture et la société.

Les études sur la différence sexuelle ont permis de remettre en question les catégories traditionnelles de la masculinité et de la féminité, et d'ouvrir de nouvelles perspectives de réflexion sur la culture et la société.

Les études sur la différence sexuelle ont permis de remettre en question les catégories traditionnelles de la masculinité et de la féminité, et d'ouvrir de nouvelles perspectives de réflexion sur la culture et la société.

## L'espace

Les études sur l'espace ont permis de remettre en question les catégories traditionnelles de la masculinité et de la féminité, et d'ouvrir de nouvelles perspectives de réflexion sur la culture et la société.

Les études sur l'espace ont permis de remettre en question les catégories traditionnelles de la masculinité et de la féminité, et d'ouvrir de nouvelles perspectives de réflexion sur la culture et la société.

Les études sur l'espace ont permis de remettre en question les catégories traditionnelles de la masculinité et de la féminité, et d'ouvrir de nouvelles perspectives de réflexion sur la culture et la société.

Les études sur l'espace ont permis de remettre en question les catégories traditionnelles de la masculinité et de la féminité, et d'ouvrir de nouvelles perspectives de réflexion sur la culture et la société.

Les études sur l'espace ont permis de remettre en question les catégories traditionnelles de la masculinité et de la féminité, et d'ouvrir de nouvelles perspectives de réflexion sur la culture et la société.

Les études sur l'espace ont permis de remettre en question les catégories traditionnelles de la masculinité et de la féminité, et d'ouvrir de nouvelles perspectives de réflexion sur la culture et la société.

Liberté



Masculin/féminin

la différence

ces diverses stratégies d'exclusion, mais on transformera la philosophie en une entreprise véritablement communautaire où les femmes et les hommes ensemble pourront travailler en amis.

La perspective, pour Michèle Le Dœuff, d'un avenir philosophique plural suppose que la recherche de la vérité soit une activité accessible à chacun, quels que soient le milieu, la race, le sexe. Il y a en effet une contradiction criante, à ses yeux, entre les buts mêmes de la philosophie et le fait que son discours précède tout le lien d'un préjugé patriarcal aussi enraciné, qui s'attache à priver les femmes du plaisir de faire de la philosophie. Fondamentalement optimiste, l'humour débridé de Michèle Le Dœuff et l'habituel cocktail d'analyse de textes, de polémique politique et de débat philosophique intrinsèque, qu'elle émaille d'anecdotes prises dans la vie de tous les jours, donnent au lecteur la conviction qu'il y a, en philosophie, des femmes qui ne se contentent pas de philosopher, mais qui vivent la philosophie et se montrent originales, passionnées, convaincantes, et qu'évidemment elles ne sont pas condamnées à être des victimes de la raison « masculine ».

Un défi aux idées reçues

Pour Elizabeth Grosz, l'accent mis par Michèle Le Dœuff sur l'apartenance des femmes à modifier la tradition philosophique est précisément ce qui fait d'elle une timide réformatrice et se contente d'agir « en conservatrice et en historienne laudatrice de la sagesse masculine ». Argument qui ne trouble guère l'intéressée. Engagée à fond dans une utopie féministe authentiquement démocratique, Michèle Le Dœuff part du postulat selon lequel toute lutte d'un groupe opprimé doit également en appeler au droit du groupe à l'universel.

Le fait que « l'universel » ait jusqu'à présent pris les traits de l'homme, blanc, bourgeois, patriarcal, ne signifie pas qu'il soit homme, blanc, bourgeois, etc., ni que les féministes n'aient pas besoin d'y accéder.

der. Car l'alternative, pour les femmes, est de s'enfermer dans leur propre différence, au point d'être considérées comme particulières, déviantes, et par là même insignifiantes. C'est pourquoi Michèle Le Dœuff insiste sur le fait que l'œuvre des intellectuelles féministes est en tout point aussi « universelle » que n'importe quel autre discours scientifique. Ainsi, ne voir dans l'Etude et le Rouet qu'un excellent

texte féministe ne suffit pas ; c'est aussi de l'excellente philosophie.

Le féminisme de Michèle Le Dœuff renouvelle avec force la tradition, depuis les écrits féministes classiques de Mary Wollstonecraft et Simone de Beauvoir jusqu'au féminisme actuel.

Son livre est un défi aux idées reçues qui, très vite, sont devenues vérités pour une bonne part du féminisme occidental,

alors qu'Elizabeth Grosz, qui appuie, sans la démontrer, sa thèse sur l'idée de différence fondamentale de la femme, se contente de répéter ce qu'on a déjà beaucoup entendu.

Il faut également souligner que les deux textes ne sont pas comparables en termes qualitatifs : là où Michèle Le Dœuff mène une enquête irrévérencieuse et proprement iconoclaste sur les rapports qu'entretiennent

les femmes et la philosophie, Elizabeth Grosz nous donne un laboratoire manuel introductif qui, en faisant résolument l'impasse sur les questions aujourd'hui abordées par le débat féministe, se révèle curieusement péremptoire dans son style et sa rhétorique.

L'Etude et le Rouet est déjà en cours de traduction en anglais. Reste à savoir si ses arguments feront mouche dans le monde prospère des écrits féministes anglophones. Ma propre expérience en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis m'a appris que, si beaucoup de femmes partagent le point de vue de Michèle Le Dœuff, les oppositions institutionnelles ne manquent pas, en particulier aux Etats-Unis, pour que sa position ait du mal à se faire accepter.

L'accès des femmes à l'universel

Le risque est grand de voir le raisonnement de Michèle Le Dœuff considéré - à tort - comme une menace contre l'existence même, par exemple, des programmes et sections pléthoriques consacrés aux études féministes.

Mais poser la question de l'accès des femmes à l'universel, ce n'est pas nier la réalité des forces sociales et idéologiques qui font aujourd'hui les femmes différentes, ni rejeter la nécessité, dans maints domaines, d'organisations et de groupes propres aux femmes. C'est au contraire refuser de considérer les conditions sociales actuelles comme seul fil directeur de notre programme politique. Car, comme Michèle Le Dœuff le dit elle-même : « Être féministe implique dialectiquement le fait d'être femme : il est une façon de savoir que la sexualisation joue ; et de savoir en même temps, mais contradictoirement, qu'elle pourrait ne pas jouer, et qu'assurément son jeu tel qu'il est n'est ni bon ni légitime ».

(Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize)

► Née en Norvège en 1953, Toril Moi enseigne au département de français de l'université Yale.

Grande-Bretagne : le retour du pamphlet

« Il nous semble, à nous hommes et femmes qui avons aujourd'hui entre quarante et cinquante ans, que nous vivons une époque différente de celle que nous ont promise nos parents. Il est déroutant de se retrouver dans une telle période. Un anachronisme subtil, idéologiquement déterminé, s'impose à la population, soutenu par les derniers gadgets. » Ces déclarations récentes du poète écossais Douglas Dunn expriment une anxiété commune à plus d'un Britannique. L'entrée progressive dans le courant politique européen provoque, ici, un retour à des valeurs dont la violence sociale n'est plus atténuée par la richesse du pays. Les « valeurs victoriennes », comme les a avec succès, encore que bien rapidement, nommées Margaret Thatcher - et qui se haussent de plus en plus à des résistances d'un genre tout aussi victorien. Les scènes de violence du mois d'avril à Trafalgar Square s'inscrivent, en effet, comme le rappelait l'historien Charles Townsend aux lecteurs du Times, dans l'esprit d'une longue tradition populaire.

Cette tradition doit en partie, naturellement, être encouragée par les écrivains, comme elle l'a été par le romancier et réalisateur de cinéma Hanif Kureishi, qui a qualifié les

émeutes de « superbes ». Douglas Dunn réagit, pour sa part, aux causes de l'agitation actuelle par une indignation moins enflammée, plus réfléchie. Son pamphlet - *Taxe locale : trucage fiscal* - s'inspire de l'expérience écossaise dans une attaque vigoureuse, bien qu'imprécise parfois dans l'écriture, de la décision du gouvernement de remplacer une taxe sur la propriété liée à la richesse par une autre qui, pour financer l'équipement social, impose à peu près les mêmes charges à chaque individu.

Avec la conséquence que, si quelques millionnaires s'en portant désormais mieux que jamais, presque tous les pauvres se retrouvent, sans compter, encore plus pauvres. Dunn fustige l'étriquetage de la notion de liberté sur le marché - qui n'est que « la liberté d'acheter et de vendre » - mais en passant, comme d'autres, à côté du paradoxe que représente le fait de n'être en aucun cas, sur ce marché particulier, libre de ne pas acheter des égouts, des routes, des hôpitaux.

Son essai, qu'il accompagne d'un poème, les *Cafés des pauvres gens* s'inscrit dans une autre tradition britannique : celle du pamphlet sous la plume d'écrivains imaginatifs (on pense à Milton et à Swift), que veut faire revivre la collection « Counter-

blast » où le texte de Dunn vient de paraître. Jusqu'ici, il faut reconnaître que les meilleurs essais - mis à part une analyse bien documentée, informative et très opportune du système carcéral par la sociologue et poète travailliste Tessa Blackstone - sont le fait de journalistes, sur des sujets qui ne leur sont pas entièrement étrangers : Paul Foot et la politique britannique en Irlande du Nord, Christopher Hitchens et la monarchie.

On doit cependant à la romancière Fay Weldon un réquisitoire passionné contre le type de société qui contraint Salman Rushdie à se cacher, et les éditeurs promettent, sous le titre de *Venus Envy*, une diatribe signée d'un autre romancier, Adam Mars-Jones, contre le sexisme dans l'œuvre de ses contemporains Ian McEwan et Martin Amis.

« Counterblast » est publié chez Chatto and Windus, aujourd'hui racheté par Random House, qui s'est récemment débarrassé du directeur (marqué à gauche) de sa branche new-yorkaise, Pantheon. Aucun « Counterblast » n'est annoncé sur les dangers des restructurations dans l'édition.

(Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize)

Librairie européenne

L'espace ouvert de l'être

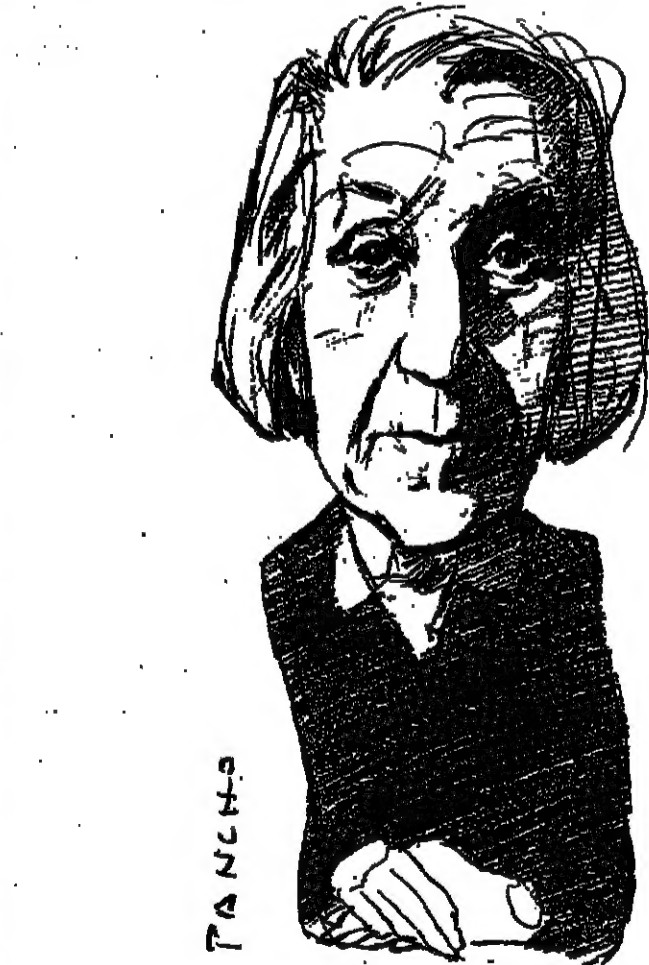
★ Nathalie Sarraute : *Tu ne t'aimes pas*. Gallimard, 1989. 216 p., 84 F.

TIRER le fil d'Ariane qui pourrait nous guider sûrement à travers ce roman labyrinthique relève de la gageure : au lecteur qui s'en approche, le roman ne jette que des lueurs fugaces. Une phrase, dès les premières pages, évoque ce dédoublement en deux êtres contradictoires qui sommeillent en tout homme. Comme une impulsion dans le vide, cette phrase lance le mouvement, le propage en ondes concentriques, englobant un espace de plus en plus vaste, s'ouvrant à la vie tout entière, à une vie humaine réfléchie, si bien que les limites des existences particulières, les contours des gestes, des faits s'estompent, disparaissent.

Deux interlocuteurs inconnus - de l'un d'eux, nous savons au moins qu'il s'agit d'une masse, opposée à une élite - échangent un dialogue au cours duquel ils laissent affleurer certaines zones de leur paysage intime, tour à tour occultes ou mises à nu, comme par un reflux de vagues. Le roman se manifeste ainsi au lecteur dans ces intermittences, dans ces fluctuations.

C'est la lutte sourde et sans merci qui se livre à chaque instant de la vie, dans chaque mouvement, dans chaque geste, dans chaque phrase prononcée, que Nathalie Sarraute observe avec des verbes grossissants et révèle à nos yeux, avec un humour particulier. Les usances multiples de la sensation et de l'émotion, leurs dérives, et les modifications qu'elles entraînent, les turbulences de l'inconscient, et la conscience, tous les éléments de cette « matière psychologique nouvelle », commune à tous les hommes, de tous les temps, que l'auteur avait déjà définie dans l'ère du soupçon, sont ici dévoilés.

Dans *Tu ne t'aimes pas*, émergent à la lumière du jour, des profondeurs d'une parole hermétique, tous ceux qui ne s'aime pas. S'agit-il des êtres ouverts par opposition aux êtres repliés sur eux-mêmes, ou de ceux qui exploitent toutes les possibilités face à ceux qui ne tirent leur force que d'une seule, de ceux des êtres qui doutent, face à ceux qui sont sûrs d'eux-mêmes ? Ceux qui ne s'aime pas fuient les miroirs, éprouvent une sorte de répulsion de leur connaissance de soi, qui n'est que l'absence de définition même.



C'est pour cette raison qu'ils demeurent des êtres ouverts, accessibles, mais sans défenses, un espace transparent que tout le monde peut traverser. Ces êtres-là ressentent la nostalgie de l'imitation, mais s'interdisent d'y succomber ; les autres, au revanche, ceux qui s'aime, sont capables de s'avancer et de dire « je », chacun d'eux a la fermeté d'une statue, chacun peut « se raconter » ; il rayonne et attire ; de lui émane une grande richesse, car il thésaurise, accumule, préserve ; il « s'en-tourne de murailles », a le sentiment d'être « vrai », d'être « conforme aux modèles ».

Mais la belle assurance de celui qui s'aime est aussi fragile que l'insécurité de celui qui ne s'aime pas : au fond de

celui-ci, vivent également des hommes ou des femmes « vrais », qui peuvent « se réveiller à chaque instant, venir s'immiscer, tout détruire ». Qu'une vérité vienne à « sortir » de ceux qui s'aime, importe peu, puisqu'une fois entrée chez les autres, elle se perd, sur-le-champ, parmi d'autres vérités. Ces vérités-là peuvent surprendre, immobiliser : aussi, lorsqu'un « je » se détache d'un « nous », dès cet instant se dérobe-t-il à toute question par un « Oh, je ne sais pas », évasif et inquiet ; apparaît alors la dissimulation, l'hypocrisie, la tentative de vaincre une vérité pourtant invincible, le vide qui s'oppose au bonheur.

Ces fluctuations subtiles de l'âme sont

toujours étroitement dépendantes du langage, objet véritable de recherche pour l'auteur, car les mots sont « porteurs de sensations ». Dans *Tu ne t'aimes pas*, parce qu'elle emploie ce « nous » collectif et généralisateur, Nathalie Sarraute puise dans le fonds des lieux communs, des phrases toutes faites, mais parvient, grâce à une maîtrise personnelle, à en dégager toute la profondeur réelle, à atteindre une vérité toujours ambiguë, qui ne peut jamais devenir concrète.

La perfection de la phrase, sa mesure exacte, l'enchaînement des répliques et leur phrasé, les ondulations, les effets de répétition et de rythme, le développement des thèmes, leur autonomie et leur interdépendance, la concision et le rayonnement des mots, tout dans ce style montre la convergence du fond et de la forme : chacun de ces fragments devient une totalité en soi, chacun de ces points fixants se fige en un instant qui se dilate jusqu'à sa suspension.

Au fil de ces pages, un ton un peu didactique est clairement perceptible. Néanmoins, Nathalie Sarraute affirme : « Moi, je suis désarmée », « je n'ai pas de sentiment d'identité », on encre, « quand je fais une conférence devant des étudiants, je suis très libre parce que je n'existe pas ». Qu'a voulu dire l'écrivain par ces mots ? Sans doute qu'elle se place du point de vue de l'être, et non de l'existence. De même, c'est dans ces régions de l'être que se déroulent ses romans.

CLARA JANÉS  
(Traduit de l'espagnol par Christine Aguilier-Adam)

► Née à Barcelone en 1940, Clara Janés, écrivain, est surtout connue pour sa poésie (*Antologia personal*, 1959-1979), ses essais et biographies et ses traductions (notamment de Marguerite Duras, Nathalie Sarraute, Katherine Mansfield, William Golding). Elle a publié son premier roman, *los Caballos del Sueño*, en 1989.

Passe-muraille

★ Pierre Christin, Andréas Knigge (sous la direction de) : *Après le mur*. Les Humanoides associés, Paris ; Durbbruch, Carlsen Verlag, Hambourg. 80 p., 99 F (19,80 DM).

Sur le thème de la chute du mur de Berlin et des événements qui secouent l'Europe de l'Est, Pierre Christin et Andréas Knigge ont réuni une vingtaine d'illustrateurs, dessinateurs de bandes dessinées et écrivains issus d'une dizaine de pays différents.

L'imaginaire de ces créateurs, dont beaucoup sont nés à l'époque de la guerre froide, a travaillé sur des schémas parfois étranges, bien éloignés des fausses évidences fournies par les objectifs des caméras de télévision. Ainsi, l'Américain Bill Sienkiewicz rappelle d'une plume sombre que l'histoire pourrait se répéter : de Hitler à Hitler en passant par Staline. Avec les Français Moebius, Cabanes et Mézières, les hommes de pierre répondent à des sphinx passe-muraille tandis que Check Point Charlie se transforme en édicule à hamburgers.

L'Espagnol Prado raconte l'histoire d'une vie gâchée par la construction du mur, l'italien Mahara celle d'une vie gâchée par sa destruction. Le Yougoslave Zeljko Pahok a vu des mains traverser le béton pour serrer d'autres mains dans le camp d'en face. Le Catalan Victor Mora a demandé à Annie Goetzinger de coudre tous les drapeaux du monde comme sur les albums pour philatélistes amateurs de notre enfance. L'Anglais Neal Gaiman a une légère tendance à croire que le mur se pile comme un oignon : derrière le tas de pierres, un autre tas de moellons, puis un troisième. On pourrait citer Bilal, le Français de Belgrade, la Hongroise Kiss, le collectif est-allemand Mosaik ou le Soviétique Sevitski, partagés entre le coïtre, l'espoir et, déjà, une sorte de nostalgie.

Cette coproduction, qui associe treize éditeurs européens (mais New York est aussi de la partie), est une première. Danois, Espagnols, Hongrois, Allemands, Anglais, Italiens, Français, liront en même temps ces mémoires à l'usage des futures générations.

JEAN-FRANÇOIS BRIEU





# CWP 1 Olivetti.

**Pour écrire, pour lire, pour compter,  
pour éditer, pour mémoriser, pour tous...**

**...et pour 6 995 F<sup>HT</sup>.\***

**olivetti**

-----  
 Veuillez m'adresser une documentation gratuite sur le CWP1 Olivetti, sans engagement de ma part.

Nom: \_\_\_\_\_ Société: \_\_\_\_\_

**Fonction:** \_\_\_\_\_ **Adresse:** \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_

Ville: \_\_\_\_\_ Tel: \_\_\_\_\_ 26 15

Olivetti Office - Direction de la Communication Cedex 69 - 92047 Paris-La Défense

**36.15**  
**OLIVETTI**

\* soit 8 296 F.TTC.

**Actual**

**La vie difficile  
éditeurs br**

[illegible]

L'Obispo de Mexico, Sr. D. Juan de Palafox y Mendoza, ha  
 mandado que se le presente a V. M. el presente expediente para  
 que se le informe de lo que en el mismo se contiene.

## La « Panthère »

[illegible]

« **Chaque fois que l'homme**  
**meurt et s'effondre dans**  
**la guerre, nous nous**  
**révoltons d'une révolte**  
**d'une révolte nouvelle**  
**contre la guerre, contre**  
**la guerre, contre la**  
**guerre.** »

## Correspondence

## Goytisoló et le

[illegible][illegible]



Actualités

# La vie difficile des petits éditeurs britanniques

En Grande-Bretagne, aujourd'hui, les éditeurs indépendants ont grand mal à le rester. Depuis deux ans, beaucoup se sont retrouvés soumis aux mêmes conditions de fabrication, aux mêmes régimes comptable et publicitaire que les pourvoyeurs en gros tirages. La conséquence en a été une disparition des curiosités éditoriales les plus intéressantes, afin de prévenir les risques inhérents à l'aventure.

Les géants ayant l'avantage, la diversité ne s'épanouit plus qu'aux confins les plus reculés de la littérature où une mise en page et des techniques d'impression plus économiques ont aidé à une démocratisation du processus éditorial. C'est parmi les quelques trois cents adhérents au Groupe des petits éditeurs (Small Press Group) que l'on trouve une réponse, quasi clandestine, à l'érosion de l'autonomie dont souffre ce secteur.

Le second guide-calendrier des publications à tirage réduit est un riche abrégé de la marginalité. Les éditeurs qui y figurent mêlent occultistes, excentriques, anarchistes, post-punks et néo-situationnistes dont le plaisir pris dans l'écrit et les vertus du canular est d'un anti-autoritarisme tonique ; car telle est bien l'atmosphère de la rencontre annuelle du groupe. Mais y figurent aussi, en bonne part, le sérieux, l'académisme et le littéraire : histoire, philosophie, culture. Certains de ces éditeurs s'inspirent d'une longue tradition pamphlétaire dissidente et publient manifestes et pamphlets du dix-septième siècle ; les discours du groupe égalitariste des Diggers, les écrits féministes

d'Olympe de Gouge, une polyphonie de textes tirés de l'oubli. De loin, la poésie ici l'emporte.

Mise à part une tendance à l'amateurisme débridé, le niveau de production est de qualité. Dans les livres d'art, l'auto-publication permet un travail d'innovation rarement possible dans la production commerciale. La grande réussite est celle de Redstone Press, dont les minuscules livres-boîtes sur l'œuvre de Frans Masereel, J. G. Posada et Frida Kahlo attirent l'attention et se vendent comme d'exquis objets de collection.

Redstone est cependant une exception : le diktat de la rotation rapide du stock des librairies, les problèmes de distribution et l'importance croissante de la promotion réduisent les perspectives de survie des petits éditeurs désargentés. Alors qu'une bonne part de cette production est, par nature, dilatoire et éphémère, engorgeant les marges littéraires des obsessions hétérodoxes de quelques-uns, il est également vrai que l'étriquetage, en Grande-Bretagne, du marché de l'édition courante laisse plus de place qu'ailleurs en Europe au mouvement marginal. Ainsi est abandonné aux petits le soin de combler les lacunes impardonnables des grands.

Le domaine des traductions en apporte la preuve manifeste. Si une poignée d'éditeurs s'est, dans les années 80, lancée dans une série de traductions, augmentant peu à peu le total des titres étrangers, la Grande-Bretagne reste un lieu peu propice aux auteurs récemment traduits, à moins qu'ils ne soient précédés d'une solide réputation ou ne bénéficient de

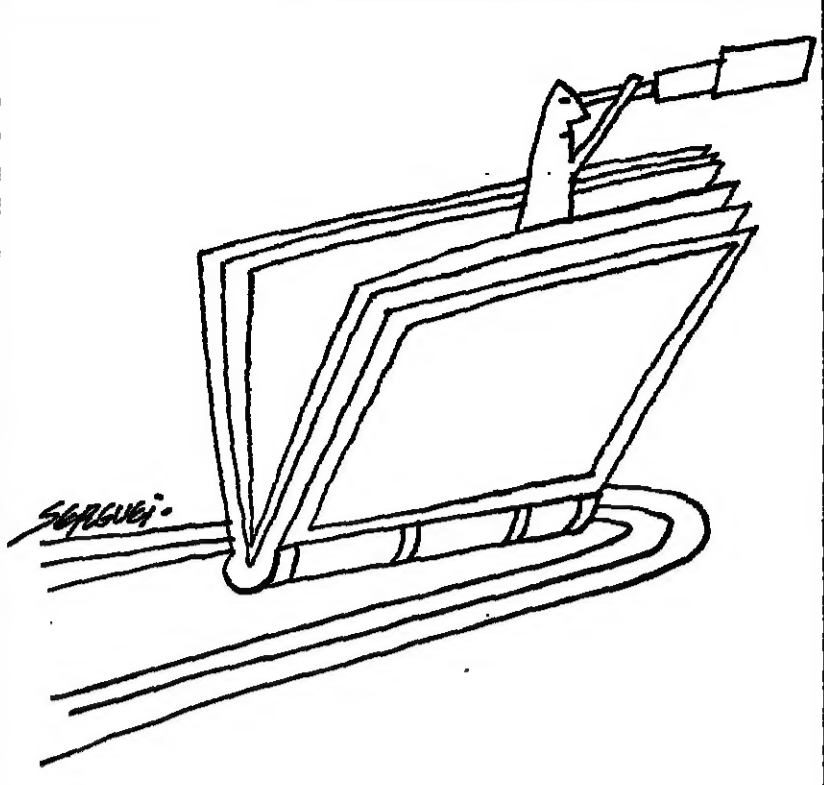
l'engouement actuel pour l'Europe de l'Est.

Les morts - classiques exclus - se portent plus mal encore. D'où le désintérêt pour, dirons-nous, les symbolistes et surréalistes français. Presque toutes les éditions britanniques d'Alfred Jarry, André Breton, Raymond Roussel, Raymond Queneau et, aujourd'hui, Léo Malet, sont le fait d'Atlas Press, dont les trois amoureux des livres, sous-payés.

Récompensés de leurs efforts par des critiques souvent enthousiastes, ils continuent de manquer désespérément des capitaux nécessaires pour promouvoir les ventes. Des subventions seraient une solution pour des maisons comme Atlas, et l'Art Council doit annoncer bientôt un nouveau plan dans ce domaine. Mais la pénurie de fonds publics en Grande-Bretagne ne peut laisser espérer qu'une aide chichement distribuée.

Dans le monde de la « vraie » édition, les livres dérisoires prolifèrent, poussés, dopés, quand les autres se disputent une brève apparition sur les rayonnages des chaînes de distribution. Restés à l'extérieur, les égalitaristes sans le sou des presses indépendantes continueront dans le tapage à contester cet état de fait, traitant de la rareté et de l'écotérique, donnant peut-être quelques leçons, et proclamant une conviction qui recueille peu de crédibilité auprès des pharaons de Francfort - à savoir que le livre n'est pas un produit ordinaire.

LIZ HERON.  
(Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize).



## EN BREF

- Comment enseigner l'Europe ? Et quelle Europe ? - C'est à partir de ces interrogations que des professeurs d'école normale chargés de la formation des instituteurs travaillent depuis deux ans avec des partenaires allemands. Ils proposent aux enseignants en formation initiale et continue une réflexion théorique, tant philosophique qu'historique, autour de l'héritage culturel commun et une série de rencontres dans des lieux-symboles tels que Strasbourg ou Berlin. Parallèlement, ils ont ébauché un réseau d'échanges entre professeurs et élèves-instituteurs des centres, de formation de Bonneuil, dans la Val-de-Marne, et de Karlsruhe, qui devrait déboucher sur une véritable mobilité et une gestion commune de certains aspects au moins de l'enseignement. Ils envisagent, en direction des enfants, des activités privilégiant les aspects culturels, notamment à partir de classes de patrimoine organisées par et dans deux, voire trois pays. Ils souhaitent qu'en dépit des urgences auxquelles sont confrontés les systèmes d'éducation la formation à l'Europe puisse bénéficier de la priorité et de la reconnaissance institutionnelle qui lui sont nécessaires et espèrent que d'autres partenaires voudront bien se joindre à eux. (M. Charle, B. Fisser, G. Navet, Y. Sabourdy, professeurs de Bonneuil, dans la Val-de-Marne, et de Karlsruhe, qui devrait déboucher sur une véritable mobilité
- Une centaine d'écrivains affirment leur solidarité avec les éditions Gallimard. - Ces auteurs, parmi lesquels Maurice Blanchot, Michel Butor, Cloran, Eugène Ionesco, Patrick Modiano, Nathalie Sarraute, Michel Tournier, ont en effet annoncé leur décision de quitter la maison d'édition si celle-ci venait à perdre son indépendance. A l'origine de la crise, le conflit qui divise la famille Gallimard et qui pourrait avoir pour conséquence, à terme, la prise de contrôle de la société par un groupe financier. La Banque nationale de Paris a provisoirement calmé le jeu en rachetant une partie des actions. Mais pour combien de temps ? Gallimard, qui est aujourd'hui en France le plus important des éditeurs indépendants, et dont le fonds s'identifie pour une part au meilleur de la culture française du vingtième siècle, risquerait, en cas d'absorption par un groupe, d'être entraîné dans une logique industrielle contraire à sa tradition.
- Allemagne 1990. - Afin de rendre hommage au rôle joué par les artistes, les écrivains, les intellectuels dans les récents bouleversements de l'Europe, le deuxième Carrefour des littératures européennes de Strasbourg, du 8 au 11 novembre 1990, réunira plusieurs dizaines d'entre eux, venus d'Allemagne de l'Ouest et de l'Est, mais aussi des minorités allemandes de Roumanie, de Tchécoslo-
- vaquie, de Pologne, de Russie, des pays baltes, auxquels s'ajouteront des représentants des littératures alsacienne, autrichienne, suisse allemande. Une grande exposition sera organisée autour de la vitalité artistique du Berlin des années 30, de l'autodéfense de 1933 et de l'exil en France ou ailleurs. (Renseignements auprès d'Alain Dugrand et Françoise Schöller, Strasbourg, tél. 88-23-22-98.)
- Un diplôme européen d'études de journalisme va être prochainement créé. - A l'origine de cette initiative se trouvent trois écoles de journalisme de langue française : Strasbourg, Lille et Mons-Bruelles, qui se sont concertées avec des établissements européens d'importance analogue, afin de mettre en place un réseau d'échanges linguistiques et historiques, destiné à répondre aux exigences d'un « diplôme de journalisme » véritablement européen. Ces enseignements, d'une durée d'un an, seront accessibles aux diplômés issus des écoles de journalisme membres de ce groupe, ou d'autres écoles d'Europe occidentale officiellement reconnues dans leur pays. Des cours de droit et d'histoire des institutions européennes seront dispensés aux étudiants. Une part importante sera faite à la connaissance de la pluralité culturelle européenne ; dans cette perspective, il est prévu qu'une partie de cette année d'études se déroule éventuellement dans plusieurs pays d'Europe.
- Qu'est-ce qu'un analyste ? Et comment le reconnaître ? - Ces interrogations soulevées par Jacques-Alain Miller sont au cœur du débat qui déchire une fois de plus la communauté psychanalytique française. En relançant en décembre dernier l'idée de créer en France un ordre des analystes comme il existe déjà un ordre des médecins, cinq analystes invitent leurs collègues à « délimiter le champ et les modes d'efficacité de leur action » et à « énoncer publiquement les principes de la formation » qui ouvre à l'exercice de la profession. Mais existe-t-il un modèle commun sur lequel tous les psychanalystes pourraient s'en-
- tendre ? Ceux qui s'opposent au projet ne le croient pas. Au nom des lacaniens, Jacques-Alain Miller estime qu'à la question de la définition de l'activité analytique il est impossible de donner « une réponse valable pour tous et véritable pour tous, objective, sinon scientifique ». Pour la Société psychanalytique de Paris, André Green fait observer qu'à la différence de l'ordre des médecins « l'instance ordinale psychanalytique ne fondera son autorité que sur un pré-supposé : que tous ceux qui sont en faveur de sa création possèdent une qualification psychanalytique indiscutable ». Car comment fixer les critères de qualification ?

# La « Panthère » à l'Université

Début janvier, une panthère s'échappait du zoo de Rome, et les battues les plus acharnées de la police ne parvenaient pas à la débusquer. Au même moment, le mouvement étudiant, né discrètement à Palerme le mois précédent, s'étendait aux universités romaines : la « Panthère » était née, et devait gagner l'Italie entière.

Plus de deux mois durant, les étudiants ont envahi journaux et télévisions, et contraint la classe politique à se ranger du côté de leurs propositions. Les Italiens redécouvraient leur université, et la vie interne de celle-ci se réveillait. Si la « Panthère », université par université, dénonçait les altérations structurelles du monde universitaire, elle a aussi lutté contre les projets de réforme du nouveau ministre des universités.

Ceux-ci entendaient réviser les statuts de l'université publique en ouvrant sa gestion aux fonds privés, afin de remédier au délabrement du système actuel, obéré par l'engorgement des grandes facultés, le dysfonctionnement des bibliothèques et des

laboratoires et les conditions de recrutement et d'affectation du personnel enseignant, mais sans proposer de remède aux désastres d'une centralisation immodérée, d'une législation obsolète et du corporatisme fossilisé du corps enseignant.

Considérer l'un et l'autre points est une nécessité évidente : comment changer ? Quelle autonomie, quelle réforme proposer ? C'est sur ces thèmes que les étudiants se sont mis en colère. A leurs yeux, le projet ministériel ne signifiait rien d'autre qu'une institutionnalisation des nombreuses discriminations qui existent déjà de fait entre les universités du Nord et celles du Sud, entre les petites et les grandes, entre les scientifiques et les littéraires, les travaux directement liés à l'industrie et les recherches intéressant moins les intérêts privés. Pour les étudiants, refuser cette « privatisation » voulait dire défendre l'autonomie et la valeur de la culture et, partant, l'indépendance du lieu voué à sa transmission, l'Université.

Après plus d'une décennie de reflux dans la sphère du privé, les étudiants italiens ont décidé de réapprendre à faire de

la politique, en d'interminables-assemblées générales qui ont surpris plus d'un observateur par leur sens de la démocratie, et, corrélativement, leur refus de céder aux tentations de la décision et de la délégation de pouvoir. Cette redécouverte de l'engagement étudiant, avec toutes ses limites, a été l'une des grandes conquêtes de 1990.

Les occupations d'université ont désormais cessé, dans l'attente des résultats du débat parlementaire et des promesses de modification des décrets ministériels, mais les étudiants ne semblent pas disposés à céder. Les problèmes demeurent : contrôle du budget de chaque université, transformation démocratique de leurs organes de gestion, incluant une forte représentation des étudiants, garantie d'un niveau de pédagogie et de recherche.

Il est criant que l'Université a besoin d'une réforme. Encore celle-ci doit-elle défendre, mieux, promouvoir, les droits de ses usagers : étudier et produire de la culture.

(Traduit de l'italien par Christian-Marc Bosseno)

## Correspondance

# Goytisolo et le monde arabe

En réponse à l'article de Constantino Bertolo sur « Le cosmopolitisme du nouveau roman espagnol », publié dans le dernier numéro de Liber (mars 1990), qui évoquait la « vision colonialiste » et l'« esthétique paternaliste » de Juan Goytisolo à l'égard du monde maghrébin, nous avons reçu la lettre suivante signée par Naguib Mahfouz (romancier, prix Nobel de littérature) ; Mahmoud Darwish (poète) ; Tahar Ben Jelloun (romancier et poète, prix Goncourt) ; Elias Sanbar (historien, rédacteur en chef de la Revue d'études palestiniennes) ; Farouk Mardam Bey (historien, conseiller à l'Institut du monde arabe à Paris) ; Kadhim Jihad (poète, traducteur en arabe de l'œuvre de Juan Goytisolo) ; Abdelkebir Khatibi (romancier et essayiste) ; Saïd Youssef (poète) ; Abdelwahab Meddeb (romancier et essayiste) ; Edmond Amrane El-Maleh (romancier) ; Salim Barakat (poète et romancier) ; Edward Al-Kharai (romancier) ; Faouaz Taraboulsi (essayiste) ; Joseph Semah (essayiste et journaliste).

Sans nous attarder à examiner en quoi consiste cette catégorie d'esthétique paternaliste jusqu'à l'incompréhension, allons au cœur de la question. Juan Goytisolo est un des

écrivains européens les plus traduits en arabe et son œuvre a été largement et favorablement commentée dans nos meilleurs journaux et revues culturelles de Beyrouth à Rabat. Edward Said, le dénonciateur le plus rigoureux des préjugés colonialistes concernant l'islam et les Arabes, dans son dernier essai, *Orientalism revised*, désigne précisément Juan Goytisolo comme l'exemple d'une nouvelle attitude humaine et esthétique qui, sans abandonner les valeurs humanistes de sa culture d'origine, favorise le mieux la connaissance du monde arabe dans toute sa complexité et sa richesse.

M. Bertolo croit-il qu'une œuvre « colonialiste » et « paternaliste » comme celle qu'il invente aurait pu être traduite et sollicitée avec enthousiasme par les écrivains, les journalistes et le public arabes ? Pense-t-il vraiment que nous, les Arabes, sommes tellement arriérés et ignorants que nous accueillerions ce qui nous aliénerait ? Le préjugé absurde de M. Bertolo est démenti par l'œuvre - romans et essais - de Juan Goytisolo ; œuvre novatrice, volontairement mêlée et ouverte des différences.

Ce parti pris, qui n'est plus de la criti-

que, révèle plutôt le refus d'une modernité littéraire qu'il n'assimile pas. En transformant ses phobies en jugements dogmatiques, il se comporte à l'instar de ces critiques officiels chargés de passer sous silence ou atténuer, selon les circonstances, certains auteurs stypiques et dont la nouveauté de l'art dérange ceux qui détiennent le pouvoir. Pareil comportement commun à l'Espagne franquiste, aux régimes récemment abattus des pays de l'Est et à certaines dictatures arabes, nous paraît incongru dans un journal qui, depuis ses débuts, a combattu avec courage pour la démocratie. Ou bien celle-ci n'a pas encore atteint les bastions culturels qui protègent des « critiques » tels que M. Bertolo ?

L'objectivité et l'honnêteté de l'information ne consistent pas à promouvoir continuellement et sous n'importe quel prétexte des écrivains « amis » et « bons » et administrer coup après coup à ceux qui, indépendamment de leur valeur et à cause de leur caractère d'exception, sont considérés par cette critique comme dangereux et néfastes par rapport aux œuvres représentatives de l'actualité littéraire.




Accord  
d'accord  
Canada

1. The first step is to identify the problem. This involves understanding the symptoms and the context in which they are occurring.



**FIAT**  
3615 + FIAT

ET 1800 I.E. SX A INJECTION ELECTRO-  
NIQUE. ET EN DIESEL:  
TEMPRA 1500, TEMPRA  
1800 SX ET TURBO SX.  
DIRECTION ASSISTÉE  
DE SÉRIE (SX ET DIESEL).



مکتبہ اسلامیہ

[illegible]

L'architetto è stato il  
 Tullio d'Albani  
 e il suo studio di  
 architettura è  
 in via della  
 Pace, al numero 11.

1. 1. The first part of the report  
 2. 2. The second part of the report  
 3. 3. The third part of the report  
 4. 4. The fourth part of the report  
 5. 5. The fifth part of the report  
 6. 6. The sixth part of the report  
 7. 7. The seventh part of the report  
 8. 8. The eighth part of the report  
 9. 9. The ninth part of the report  
 10. 10. The tenth part of the report  
 11. 11. The eleventh part of the report  
 12. 12. The twelfth part of the report  
 13. 13. The thirteenth part of the report  
 14. 14. The fourteenth part of the report  
 15. 15. The fifteenth part of the report  
 16. 16. The sixteenth part of the report  
 17. 17. The seventeenth part of the report  
 18. 18. The eighteenth part of the report  
 19. 19. The nineteenth part of the report  
 20. 20. The twentieth part of the report  
 21. 21. The twenty-first part of the report  
 22. 22. The twenty-second part of the report  
 23. 23. The twenty-third part of the report  
 24. 24. The twenty-fourth part of the report  
 25. 25. The twenty-fifth part of the report  
 26. 26. The twenty-sixth part of the report  
 27. 27. The twenty-seventh part of the report  
 28. 28. The twenty-eighth part of the report  
 29. 29. The twenty-ninth part of the report  
 30. 30. The thirtieth part of the report  
 31. 31. The thirty-first part of the report  
 32. 32. The thirty-second part of the report  
 33. 33. The thirty-third part of the report  
 34. 34. The thirty-fourth part of the report  
 35. 35. The thirty-fifth part of the report  
 36. 36. The thirty-sixth part of the report  
 37. 37. The thirty-seventh part of the report  
 38. 38. The thirty-eighth part of the report  
 39. 39. The thirty-ninth part of the report  
 40. 40. The fortieth part of the report  
 41. 41. The forty-first part of the report  
 42. 42. The forty-second part of the report  
 43. 43. The forty-third part of the report  
 44. 44. The forty-fourth part of the report  
 45. 45. The forty-fifth part of the report  
 46. 46. The forty-sixth part of the report  
 47. 47. The forty-seventh part of the report  
 48. 48. The forty-eighth part of the report  
 49. 49. The forty-ninth part of the report  
 50. 50. The fiftieth part of the report  
 51. 51. The fifty-first part of the report  
 52. 52. The fifty-second part of the report  
 53. 53. The fifty-third part of the report  
 54. 54. The fifty-fourth part of the report  
 55. 55. The fifty-fifth part of the report  
 56. 56. The fifty-sixth part of the report  
 57. 57. The fifty-seventh part of the report  
 58. 58. The fifty-eighth part of the report  
 59. 59. The fifty-ninth part of the report  
 60. 60. The sixtieth part of the report  
 61. 61. The sixty-first part of the report  
 62. 62. The sixty-second part of the report  
 63. 63. The sixty-third part of the report  
 64. 64. The sixty-fourth part of the report  
 65. 65. The sixty-fifth part of the report  
 66. 66. The sixty-sixth part of the report  
 67. 67. The sixty-seventh part of the report  
 68. 68. The sixty-eighth part of the report  
 69. 69. The sixty-ninth part of the report  
 70. 70. The seventieth part of the report  
 71. 71. The seventy-first part of the report  
 72. 72. The seventy-second part of the report  
 73. 73. The seventy-third part of the report  
 74. 74. The seventy-fourth part of the report  
 75. 75. The seventy-fifth part of the report  
 76. 76. The seventy-sixth part of the report  
 77. 77. The seventy-seventh part of the report  
 78. 78. The seventy-eighth part of the report  
 79. 79. The seventy-ninth part of the report  
 80. 80. The eightieth part of the report  
 81. 81. The eighty-first part of the report  
 82. 82. The eighty-second part of the report  
 83. 83. The eighty-third part of the report  
 84. 84. The eighty-fourth part of the report  
 85. 85. The eighty-fifth part of the report  
 86. 86. The eighty-sixth part of the report  
 87. 87. The eighty-seventh part of the report  
 88. 88. The eighty-eighth part of the report  
 89. 89. The eighty-ninth part of the report  
 90. 90. The ninetieth part of the report  
 91. 91. The ninety-first part of the report  
 92. 92. The ninety-second part of the report  
 93. 93. The ninety-third part of the report  
 94. 94. The ninety-fourth part of the report  
 95. 95. The ninety-fifth part of the report  
 96. 96. The ninety-sixth part of the report  
 97. 97. The ninety-seventh part of the report  
 98. 98. The ninety-eighth part of the report  
 99. 99. The ninety-ninth part of the report  
 100. 100. The hundredth part of the report